LA PENSÉE

SOMMAIRE

DU NUMERO 58 (NOVEMBRE-DECEMBRE 1954)

NOTE DE LA RÉDACTION

Comme nous le prévoyions, le présent numéro paraît avant le 1er décembre (mais non avant le 1er novembre, ainsi qu'une fâcheuse coquille l'avait fait écrire dans la note de la rédaction du numéro 57). *Nous nous excusons de ne pouvoir y faire figurer plusieurs des articles précédemment annoncés, qu'on trouvera dans nos numéros prochains.*

Nous comptons pouvoir publier avant le 1er janvier, comme nous l'avions annoncé, la Table des matières des 52 premiers numéros de la Pensée.



Nous avons reçu un assez grand nombre de lettres de nos lecteurs au sujet du projet, que nous leur avions soumis, d'un numéro spécial reproduisant les principaux articles des trois numéros de la Pensée *parus en 1939. Tous ceux qui nous ont écrit en approuvent chaleureusement l'idée et retiennent d'avance ce numéro spécial. Plusieurs cependant regrettent que nous ne puissions réimprimer intégralement ces numéros. C'est malheureusement impossible, à la fois à cause des frais très lourds que cela entraînerait et parce qu'un grand nombre de chroniques et de comptes rendus n'auraient plus aujourd'hui la même importance qu'il y a quinze ans. Nous serons même amenés à restreindre l'édition aux articles de nos grands amis disparus : Paul Langevin, Georges Politzer, Jacques Solomon, Charles Kœchlin, Henri Mougin. Tel quel, ce numéro contiendra des textes extrêmement remarquables, prouvant la haute tenue que* la Pensée *a eue dès ses premiers numéros et que nous nous efforçons de lui conserver pour rester fidèles à la mémoire de nos morts.*



La nouvelle série des Grandes conférences de la Pensée *s'est ouverte le mercredi* 3 *novembre, à la salle des Sociétés Savantes, avec un succès considérable, dû au très grand intérêt du sujet traité :* Le mythe des soucoupes volantes *et au talent des conférenciers, Evry Schatzman, chargé de cours à la Sorbonne et le docteur Le Guillant, médecin-chef des hôpitaux psychiatriques de la Seine, comme à la chaleureuse et spirituelle présidence d'André Wurmser.*

Plusieurs autres conférences, prévues pour les mois prochains sur des sujets également intéressants et actuels, ne manqueront pas, nous en sommes certains, d'attirer un très large public.



Nos abonnés trouveront à la fin de ce numéro et dans les numéros suivants un bon de souscription qui les fera bénéficier d'une réduction importante sur des ouvrages récemment parus aux Editions sociales. Nous savons bien qu'ils sauront en profiter largement.

—

IL FAUT VOULOIR, ET GAGNER LA PAIX

par Marcel PRENANT

LE 30 août dernier, l'Assemblée Nationale rejetait le réarmement allemand, camouflé sous une prétendue Communauté Européenne de Défense. La volonté tenace du peuple français avait arraché la décision de salut. Dans leur joie, trop de Français crurent le danger écarté.

Quelques semaines ont passé, et le réarmement allemand renaît. Plus docile, lui aussi, aux injonctions de Washington qu'à la volonté de vie de son pays, le président Mendès-France a négocié à Londres un camouflage nouveau et en a fait, à la hâte, approuver le principe. Puis, toujours en hâte, il en a préparé l'application avec le chancelier Adenauer accouru à Paris ; et son intention est de faire ratifier définitivement les accords vers le 15 décembre.

Un collaborateur du *Monde* écrivait récemment que, si la C.E.D. avait des ennemis acharnés, mais aussi des partisans enthousiastes, les accords de Londres et de Paris, eux, ne suscitaient ni enthousiasme, ni farouche hostilité. Il se trompait : cette nouvelle édition, souvent aggravée, de la C.E.D. a pour ennemis irréductibles d'innombrables Français clairvoyants qui vont mettre tout en œuvre pour la faire échouer. Aucune tâche n'est plus urgente. *La Pensée* y appelle ses lecteurs.

Danger pour la France et la paix

L'Allemagne qu'on veut réarmer, c'est celle de Bonn, héritière non repentie de l'Allemagne nazie. Sur la mentalité revancharde de l'Etat d'Adenauer, Georges Cogniot a apporté, dans notre numéro 55 (mai-juin 1954) des documents saisissants, qu'il faut relire. Relisons aussi les articles parus sur ce sujet dans la *Pensée* les années précédentes, car ils n'ont pas vieilli.

Mais il faut rappeler quelques faits typiques. Adenauer, aux négociations de Paris, était assisté de Blankenhorn, son adjoint permanent à Bonn. Ceci ne mériterait pas mention, si Blankenhorn, qui a fait sa carrière sous Hitler, ne s'était signalé à l'ambassade de Berne par son activité de nazi, au point d'être déclaré « *persona non grata* » par le gouvernement helvétique, et si, chargé par Adenauer de constituer le ministère des Affaires étrangères, il ne l'avait peuplé, à 80 %, des diplomates nazis les plus agressifs.

Blankenhorn n'est qu'un échantillon, parmi les hitlériens militants du gouvernement de Bonn, et le palmarès serait long. Citons au hasard, parmi les ministres, le *Hauptsturmführer* Oberländer, le *Hauptsturmführer* Kraft, les SS ou membres du parti nazi Schroder, Preusker, Schaffer, Thedieck, Ehrard, Seebohm, qui se sont illustrés soit dans l'extermination des Juifs ou des populations slaves, soit dans le simple pillage de la Belgique, dans celui de l'industrie

tchécoslovaque, ou dans les provocations en Alsace-Lorraine. Que le chancelier tienne parfois un langage d'un opportunisme rassurant ne peut faire oublier ni cette complicité, ni la déclaration faite à Salzbourg, en mars 1951, par son ministre de « l'Unité allemande », Jacob Kaiser :

Une véritable Europe ne peut être constituée que si l'unité de l'Allemagne est réalisée. Cette unité comprend — je vous le rappelle — en dehors de l'Allemagne, l'Autriche, une partie de la Suisse, la Sarre bien entendu, et l'Alsace-Lorraine. Quand je pense à la flèche de la cathédrale de Strasbourg, mon cœur se serre.

Adenauer lui-même ne disait-il pas, le 10 juillet suivant :

Le retour des provinces perdues au delà de la ligne Oder-Neisse est la principale raison qui pousse le gouvernement allemand à favoriser l'intégration du Bund à l'Europe et à l'organisation des puissances atlantiques. L'intégration de l'Allemagne souveraine dans le système défensif de l'Occident, avec la participation militaire qu'elle implique, constitue le seul moyen sûr et rapide de recouvrer nos provinces perdues.

Nous voilà prévenus. Les hommes à qui l'on prétend donner 12 divisions exceptionnellement puissantes, 8.000 chars, 1.350 avions, et une flotte de petits navires de guerre, sont ceux qui avouent de telles perspectives, et qui n'ont cessé, depuis neuf ans, de persécuter les victimes du nazisme. La mentalité qu'ils encouragent se traduit couramment, dans la presse actuelle, par des insolences comme celle-ci, parue dans la revue *Der Spiegel* :

Que le commissariat de l'Atlantique existe ou non, les douze divisions allemandes, renforcées par leur aviation tactique, permettront au gouvernement allemand de donner sa propre interprétation du traité.

Les revanchards allemands savent que s'il leur est donné maintenant une armée de 500.000 hommes, il en avait suffi de 100.000 à Hitler pour servir de noyau à la terrible Wehrmacht. Ils savent disposer des cadres de celle-ci, recensés au fichier du ministre Blank et regroupés dans les associations d'anciens combattants. Ils savent que les généraux hitlériens ne demandent qu'à reprendre leur activité de stratèges et de bourreaux. Ils savent que l'industrie lourde allemande, plus puissante que jamais, est prête à fournir l'armement, et sera aidée par l'industrie, avide de profits, de leurs associés atlantiques. Ils comptent, dans un temps record, pouvoir, selon l'opportunité, tourner leur *Wehrmacht* vers l'ouest ou vers l'est, tentant de réaliser par priorité, soit les buts énoncés par Jacob Kaiser, soit ceux prophétisés par Adenauer lui-même.

Les revanchards de Bonn savent encore que les garanties obtenues par M. Mendès-France ne signifient rien. Ils ont appris, à Dunkerque en 1940, comment on fait rembarquer les faibles forces de quatre divisions, et n'ignorent pas que la Grande-Bretagne s'est réservé le droit de retirer ses troupes en cas de crise grave outre-mer, ou de charge trop lourde pour ses finances. Ils ne craignent le contrôle des armements, ni par les organismes de l'O.T.A.N., ni par ceux du Pacte de Bruxelles, ni par ceux à naître des accords récents, étant sûrs d'imposer leur volonté avec l'appui intéressé des Etats-Unis. Il est clair que, dans une Europe purement occidentale, sous quelque forme juridique qu'elle se présente, l'Allemagne de Bonn dominera, et dictera sa volonté à une France amoindrie et humiliée.

Marquant, pourtant, certaines dispositions conciliantes, le ministre Blank, lui-même, remplace le terme *Wehrmacht*, trop évocateur, par le mot *Streit-*

kräfte ; et un général allemand préfère appeler « soldats-citoyens » ce que nous appelons « soudards ». C'est donc aux côtés de *Streitkräfte* que, si les accords sont ratifiés, notre jeunesse risque d'être entraînée vers un nouveau Stalingrad : et ce sont des soldats-citoyens que les patriotes français auront le regret de guetter, aux coins des routes d'Auvergne ou de Bretagne, pour défendre l'indépendance de leur pays.

Danger pour le pain et la liberté

Le seul avantage que la deuxième édition du réarmement semble présenter sur la première, est qu'elle ne prévoit pas explicitement l'implantation immédiate, sur notre sol, de *Streitkräfte* qualifiées européennes, et d'une police non moins européenne dont les hommes et les méthodes seraient venus en droite ligne de la Gestapo. Mais d'autres dangers sont plus insinuants.

Depuis que les pièces principales des accords sont signées, on en a publié de nouvelles, dont certaines fort alarmantes : parmi elles, une « Convention culturelle ».

Bien entendu, nous approuverions une convention culturelle qui, dans la forme et dans la réalité, assûrerait une exacte réciprocité.

Mais il n'en est pas ainsi, en raison de la prépondérance politique que l'Allemagne de Bonn prendrait certainement dans l'Europe occidentale, et de l'orientation revancharde qu'elle donnerait à l'exécution de la convention. Nous avons une expérience trop douloureuse de la cinquième colonne d'Abetz et de la propagande de Gœbbels pour ne pas nous méfier de l'arme que représente une convention culturelle aux mains de leurs successeurs. Il en serait autrement si l'Allemagne de Bonn avait rompu avec le nazisme, ce qui n'est pas ; ou encore si, parallèlement, la France signait une autre convention semblable avec la République Démocratique Allemande : mais cela est exclu par les accords de Londres et de Paris, qui font du gouvernement Adenauer le seul représentant de l'Allemagne.

L'article 10 de la Convention culturelle prescrit :

> Les parties accordent le maximum de facilités dans le cadre de la législation en vigueur à l'entrée sur leur territoire des livres, périodiques,... etc... en provenance de l'autre. Elles organiseront des émissions de radio et de télévision aux fins de diffusion culturelle.

Cet article, qui offre des moyens illimités à la propagande pangermaniste et raciste, serait tolérable au nom d'une liberté formelle si, dans le même temps, et sous prétextes douaniers, on n'arrêtait systématiquement, à nos frontières, les livres de langue française édités en U.R.S.S. ou dans les démocraties populaires. Dans les conditions actuelles, il laisserait passer le poison nazi, sans antidote valable.

De même l'article 13 est ainsi conçu :

> Les parties veilleront, par les moyens en leur pouvoir et dans le cadre de leur législation intérieure, à ce que, dans tous les ordres d'enseignement, les questions intéressant l'autre partie soient présentées avec la plus grande objectivité, et à ce que les manuels scolaires, notamment les manuels d'histoire, soient expurgés de toute appréciation de caractère passionnel pouvant nuire à la bonne entente entre les deux peuples.

Ici encore, nous ne voulons pas troubler la bonne entente, mais nous ne

voulons pas non plus fausser la vérité historique. C'est un fait que, dans le passé récent, les Français ont été plus malmenés par les envahisseurs allemands que les Allemands par les Français, et que les blessures faites ne sont pas guéries. Sera-t-il permis à l'instituteur, à l'éducateur, de parler quelquefois aux enfants des fusillés du village, ou devra-t-il se soumettre aux nazis qui, aussitôt, verront là une « appréciation de caractère passionnel » ?

Dans une protestation votée par son récent Congrès, la Fédération de l'Education Nationale a noté aussi, très justement, le danger que la Convention ferait courir à la laïcité.

La partie n'est pas égale et la Convention culturelle ressemblera vite à ces accords culturels que Hitler imposait aux gouvernements étrangers assujettis, cherchant à démoraliser, au profit de la domination allemande, tout sentiment national.

La partie n'est pas égale non plus, lorsqu'on annonce l'institution d'une carte de travail européenne, permettant aux salariés de s'employer dans les divers pays de l'Europe occidentale. On sait dès à présent, par le dur exemple de mines et d'usines d'aviation, comment l'industrie française souffre des accords du grand capital international. On sait comment des ingénieurs français, chez nous, sont actuellement licenciés pour faire place à des ingénieurs allemands. Et M. Mendès-France lui-même a dit récemment que la vie serait plus facile si une entente développait de façon complémentaire l'industrie allemande et l'agriculture française : un langage que nous avons connu déjà au temps de l'occupation ! Si ce plan se réalisait, alors ouvriers et ingénieurs français, munis de leur carte de travail européenne, pourraient aller s'offrir à l'embauche en Allemagne, comme font les ouvriers nord-africains en France ; et l'on ne serait pas si loin des temps du S.T.O. Là encore pas de réciprocité.

Chacun se rappelle les tristes jours où les occupants, pillant nos campagnes, nous laissaient les rutabagas et les cartes d'alimentation. Or, dès maintenant, le chancelier Adenauer expose des revendications : il veut bien réarmer, mais à condition que les Allemands aient à la fois le beurre et les canons, c'est-à-dire à condition que nous leur donnions notre beurre pendant qu'ils feront des canons. Le chantage est expliqué comme suit dans le *Monde* du 29 octobre :

> Ce qui attire les Allemands, c'est le plus haut niveau de vie... La France, si elle ne veut pas que demain l'Allemagne et l'U.R.S.S. unies exercent à ses frontières une pression irréductible, doit contribuer à faire bénéficier la République fédérale d'une prospérité qui lui enlève toute tentation de changer de côté.

En d'autres termes il nous faudra, sans même l'excuse d'une défaite, nous faire serfs et payer la dîme aux seigneurs ! Maurice Thorez a donc plus que raison d'écrire le même jour dans l'*Humanité* :

> En France la course aux armements, en s'intensifiant, empêchera toute réduction des dépenses militaires ; elle interdira de satisfaire les revendications les plus légitimes des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, de tenir compte des difficultés du petit commerce et de l'artisanat, de songer aux besoins du logement et de l'équipement rural, de l'école et de la science, de la santé publique...

La voie de la paix

On sait bien que les accords politiques internationaux du capitalisme se doublent toujours de marchandages entre trusts. Mais ce doublage a été particulièrement cynique dans les entretiens récents. A La Celle Saint-Cloud, d'où la

voix populaire avait été soigneusement écartée, l'accord sur le réarmement s'est fait aussitôt qu'eut été réglée, en coulisse, entre représentants du capital cosmopolite, la répartition des profits à tirer de la Sarre, des territoires français d'outre-mer (spécialement du Sahara) et du réarmement allemand lui-même : 15 % de celui-ci aux trusts français.

La satisfaction évidente de ces derniers justifie pour le président du conseil l'abandon de la sécurité française. Quant au motif public, c'est que le réarmement est indispensable : sans quoi subsiste en Europe centrale un « vide politique », dont l'Union soviétique profiterait pour attaquer la prétendue « Europe libre ». Cette obsession, entretenue depuis 1917, et exprimée par la grande conspiration contre l'U.R.S.S., nous a valu Hitler et l'invasion. Or l'amiral américain Nimitz estime aujourd'hui que

> la destruction de la puissance militaire allemande a abouti à la formation d'un vide en Europe.

Et le philosophe allemand Karl Jaspers lui fait écho, donnant pour titre à un article de la revue américaine *Foreign Affairs* (juillet 1954) : « Le vide politique en Allemagne ». On y lit :

> La principale question dont dépendent notre avenir démocratique et notre liberté, tant chez nous qu'à l'étranger, est celle d'une nouvelle armée allemande.

Nos présidents du conseil successifs, M. Mendès-France comme M. Bidault, ont admis ce postulat, qui est faux. Il existe en Allemagne d'autres éléments politiques solides que ceux tirés de l'héritage pangermaniste. Les syndicats d'Allemagne occidentale ont refusé, le 10 octobre, d'admettre le réarmement avant épuisement des possibilités de négociations avec l'U.R.S.S. Le parti social-démocrate repousse, le 26 octobre, le marchandage Sarre contre divisions allemandes, et ajoute

> qu'on ne peut méconnaître la volonté de rapprochement manifestée par les Soviets dans leur dernière note, aussi bien en ce qui concerne les élections libres en Allemagne qu'au sujet de l'Autriche

Le peuple allemand, décimé et meurtri, répugne à recommencer l'aventure hitlérienne : le dur échec en témoigne, qu'a subi le parti d'Adenauer aux élections partielles récentes. Çà et là, et notamment dans la classe ouvrière, qui voit à nouveau, debout contre elle, le fascisme allemand, cristallisent des forces résolues qui le 31 octobre, à l'appel des organisations de la Paix, ont conjugué leur manifestation avec celle des masses françaises.

En cette période critique, la République Démocratique Allemande et l'Union soviétique multiplient les efforts pacifiques. C'est le sens des déclarations de Wilhelm Pieck, adressées à la France ; et aussi des initiatives que l'U.R.S.S. a prises aux Nations Unies et qui ont abouti à un premier pas (bien petit encore) dans le problème de la réduction des armements. Mais surtout les notes soviétiques successives sur la question allemande, et les réponses négatives ou dilatoires qu'elles ont reçues de l'Occident depuis la conférence de Berlin, montrent où est la volonté de paix. La note soviétique du 26 octobre résume comme suit la situation, après les accords de Paris :

> Ou bien les quatre puissances, qui portent une responsabilité particulière pour le règlement du problème allemand, feront tout pour examiner et régler le problème le plus urgent : celui du rétablissement de l'unité de l'Allemagne, auquel sont particulièrement intéressés le peuple allemand et, avec lui, tous les peuples d'Europe.

Ou bien, si l'on en vient jusqu'au rétablissement du militarisme allemand et à l'entrée de l'Allemagne occidentale dans des groupements militaires agressifs, la nation allemande restera pour longtemps déchirée et une menace directe contre la paix en Europe sera créée de la part de l'Allemagne occidentale remilitarisée.

La note propose donc l'organisation immédiate d'une conférence à quatre.

C'est le langage du bon sens et de l'honnêteté. Aussi le gouvernement américain marque-t-il sa mauvaise humeur. Le chancelier Adenauer propose démagogiquement qu'après le réarmement et la constitution de deux blocs on négocie entre ceux-ci un pacte de non-agression ; et M. Mendès-France parle de « négociations parallèles ». Mais on fera difficilement admettre que pour mener à bien le désarmement il faille d'abord réarmer les nazis, et dresser deux blocs face à face pour assurer la paix. « Négociations parallèles » ou non, les gouvernements sous l'influence de Washington veulent le réarmement en tout cas. Les peuples, y compris le peuple allemand, veulent que l'on épuise d'abord toutes les possibilités de négociations, et que l'on saisisse l'occasion immédiate proposée par l'U.R.S.S.

Tel est le problème actuel. L'action vigoureuse du peuple français a été décisive, comme M. Mendès-France l'a reconnu, pour imposer l'armistice en Indochine. Elle a été décisive auprès du Parlement pour faire rejeter la C.E.D. Elle peut arracher aujourd'hui le refus de la ratification des funestes accords et la négociation immédiate, qui engagera l'Europe et le monde dans la voie de la Paix.

Pour cela il faut que chaque Français le veuille, et qu'il agisse sans retard.

GABRIELLE DUCHÊNE

1870-1954

par Francis JOURDAIN



'EST une belle figure que celle de Gabrielle Duchêne, et fort singulière. Si elle n'eut pas conscience de sa propre originalité, ce n'est pas seulement parce qu'elle était d'une modestie rare, c'est aussi en raison de ce qu'il y avait de parfaitement naturel dans son comportement cependant peu banal. Et puis, débordée de travail, sans doute ne trouva-t-elle jamais le temps de méditer sur son cas, sur ce qu'avaient d'exceptionnel dans son milieu, son besoin de servir et, bien davantage, la façon dont se manifestait ce besoin. Impossible, en effet, de voir en Gabrielle Duchêne une de ces dames-patronnesses dont le zèle, même lorsqu'il est méritoire, n'est que le prolongement d'un sentiment de charité dont l'authenticité est cependant pour le moins contestable et l'origine suspecte. Chez notre amie, la pitié s'exhaussait d'indignation ; je veux dire qu'elle ne se contentait pas de déplorer la misère d'autrui, elle entendait y porter remède en recherchant la source du malheur, en s'attaquant à la cause, sans pourtant se désintéresser de l'effet, car elle n'avait pas le cruel sang-froid des théoriciens, des dogmatiques ; elle avait le cœur ardent des partisans.

Gabrielle Duchêne a fait le bien et combattu le mal. Jusqu'à son dernier souffle, elle milita.

La sympathie qu'inspirait à cette privilégiée du sort la classe laborieuse opprimée, n'était entachée d'aucune forme de snobisme. Si Gabrielle Duchêne n'avait rien de la bonne riche qui, dans les romans de Mme de Ségur, consent à secourir le bon pauvre, elle ne se croyait pas tenue à jouer les viragos. Jamais elle ne fut guidée par le désir de scandaliser ceux de sa classe ou par le souci d'étonner, par quelque démonstration spectaculaire, les femmes et les hommes dont elle avait su gagner la reconnaissante affection. Ils sont nombreux cependant ceux et celles qui peuvent témoigner de sa générosité discrète, de son dévouement courageux, parfois téméraire.

La vie de Gabrielle Duchêne est un curieux exemple du chemin emprunté par le sentiment instinctif de la dignité humaine pour devenir révolte d'abord, et bientôt prendre pleine conscience du devoir qui s'impose : transformer le monde. Toute gamine, Gabrielle fut profondément choquée de voir installés sur les premiers bancs du catéchisme où elle était envoyée, les enfants des « personnes bien », c'est-à-dire des riches, tandis que les filles d'ouvriers occupaient les derniers.



Elle n'allait pas tarder à découvrir de bien plus douloureux aspects de l'inégalité sociale. Elle comprit tôt, et de plus en plus clairement, que cette inégalité était une des conditions essentielles de la stabilité d'un système dont elle avait en quelque sorte honte de bénéficier. S'attaquer à cette injustice, c'était participer à une dure bataille dont la juste issue était certaine. Elle s'y engagea délibérément. Ayant vite décelé les motifs véritables qui, plus ou moins consciemment, déterminaient leurs gestes charitables, elle quitta les « personnes bien » en compagnie desquelles elle « s'intéressait » aux indigents. La démission motivée d'une jeune femme *de si bonne famille*, mais d'esprit si dangereusement subversif, causa quelque scandale. C'est alors que l'attention de Gabrielle Duchêne fut attirée sur le sort — fort peu connu — réservé aux ouvrières à domicile. Vingt ans durant elle dirigea la coopérative qu'elle avait fondée, donnant le reste de son temps à une autre de ses créations, l'Office Français du Travail à domicile. Cette organisation lui permit de défendre les intérêts des travailleuses et de mener à bien une longue campagne en vue d'obtenir une loi fixant un minimum légal du salaire.

C'est en grande partie à cet Office, c'est à la ténacité de sa fondatrice que fut dû — après des années d'attente — le vote de la loi sur le salaire minimum. Ainsi disparaissait enfin le scandale des salaires horaires de 0 fr. 05 (*sic*) qui — pour ne parler que de l'industrie de la lingerie — étaient pratiqués par les cyniques exploiteurs de l'Allier par exemple, dans la proportion de 35 pour cent.

Dans l'ouvrage qu'elle publia en 1918 sur cette question, Gabrielle Duchêne souligne le fait que la loi du 10 juillet 1915 permettait, outre une hausse appréciable, « une tendance à harmoniser les salaires avec le coût de la vie et un mouvement vers l'organisation syndicale », mais elle se garde bien de faire la moindre allusion à l'importance, dans ce succès, de son action personnelle. Elle était, à cette époque, fort mal vue des autorités. 1915 !... Depuis un an déjà le bourrage de crânes sévissait avec une violence à laquelle bien peu avaient résisté. L'attitude de Gabrielle Duchêne lui avait valu poursuites et perquisitions. En

effet notre amie avait acquis un sens politique assez sûr pour saisir le caractère mensonger d'une guerre dont Romain Rolland avait dévoilé les fins véritables. La presse réactionnaire qui hurlait aux chausses du grand écrivain, n'épargna pas sa complice.



C'est aux côtés de celui-ci qu'elle participa à la fondation de la *Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*. Elle fut, d'autre part, une des premières à saisir l'immense importance politique, sociale et morale du grand fait qu'est la Révolution d'Octobre. Aussi, dix ans plus tard, accepta-t-elle d'enthousiasme de se joindre à la délégation féminine qui vint à Moscou commémorer l'anniversaire du 7 novembre. Au cours de cet inoubliable voyage auquel je pris part comme délégué du S.O.I. (Secours ouvrier international) il me fut maintes fois donné d'apprécier la perspicacité de mon aînée, la clairvoyance de ses jugements, la sincérité raisonnée de son enthousiasme.

Ce voyage eut d'heureux et utiles prolongements et tous ceux dont elle s'assura la collaboration purent admirer la sagesse et l'énergie dont elle fit preuve jusqu'à sa mort, jamais lasse, jamais découragée par les difficultés que nous étions fiers de surmonter avec elle, grâce à elle.

Toutes les campagnes entreprises en faveur de la paix et de l'émancipation des peuples eurent non seulement son adhésion, mais aussi son appui effectif. Il faudra quelque jour dire le rôle qu'elle sut faire jouer notamment au *Cercle de la Russie Neuve* et à l'*A.P.E.C.S.* (Association pour l'étude de la culture soviétique) dans la formation de maints esprits. Et je ne pense pas uniquement à la curiosité éveillée chez tant de jeunes par les conférences, cours, colloques, publications de ces cercles ; beaucoup de leurs aînés — dont de glorieux déjà — trouvèrent là matière à de fécondes méditations. Langevin lui-même disait avoir acquis dans les échanges de vues auxquels il participait avec sa modestie habituelle et son clair génie, une meilleure connaissance de cette dialectique marxiste à laquelle il se sentait chaque jour plus étroitement attaché, plus fidèle.

Comme nous, notre admirable guide aimait vanter la ferveur dont Gabrielle Duchêne nous donnait le réconfortant exemple. Comme nous, il l'aimait d'être simple et il l'aimait d'être bonne, intelligemment et efficacement bonne, il l'aimait d'avoir senti que la vraie bonté ne saurait être passive, ni se résigner au malheur d'autrui. Mieux que nous, notre Langevin aurait su montrer la flamme qui toujours illumina et réchauffa le cœur de Gabrielle Duchêne, son amie, notre amie.

COMMENT COMBATTRE LA VIEILLESSE?

LA BIOLOGIE ET LA PATHOLOGIE DES AGES

par C. I. PARHON

Nous sommes très heureux de présenter aux lecteurs de la Pensée *un article d'un biologiste de renommée internationale, le professeur C. I. Parhon, président d'honneur de l'Académie de la République Populaire Roumaine, directeur de l'Institut d'Endocrinologie de l'Académie de la R.P.R. et lauréat du prix d'Etat.*

Rappelons que le professeur Parhon a occupé après la guerre la plus haute magistrature de son pays, qu'il n'a quittée que mû par le désir de retourner au laboratoire.

Nous sommes particulièrement reconnaissants au professeur Parhon d'avoir bien voulu écrire spécialement pour la Pensée *l'important article qu'on va lire.*

PARMI les problèmes soulevés par la biologie, celui de l'étude des phénomènes morphologiques, biochimiques, physiologiques en rapport avec l'âge et de l'explication de leur mécanisme occupe certainement une place très importante et il en est de même de leur étude au point de vue social.

J'ai poursuivi moi-même des recherches à ce sujet et je me propose de montrer dans les pages qui suivent, les principaux résultats auxquels je suis arrivé.

Je n'ai pas l'intention de parler ici de questions de détail, mais seulement de questions d'ordre général.

★

Je commencerai par poser d'abord certains problèmes. L'évolution des organismes supérieurs (pour ne parler ici que de ces derniers) s'exerce-t-elle d'une façon obligatoire dans une seule direction : conception, croissance et différenciation, état adulte, involution sénile et terminaison fatale par la mort ? Ne peut-on nullement intervenir dans ce processus ? Serait-il même absurde d'y penser, ou bien avons-nous le droit de penser que nous pourrons intervenir et diriger ce processus ?

Seconde question : le vieillissement est-il un processus normal ou bien au contraire pathologique ?

En ce qui concerne la première question, la plupart des auteurs répondent par l'affirmative, c'est-à-dire qu'ils admettent que les phénomènes en rapport avec l'âge sont irréversibles.

Nous pensons au contraire que cette manière de considérer les choses est d'ordre dogmatique et que les dogmes en général ne sont pas conformes à la réalité.

Les phénomènes biologiques évoluent dans une seule direction, tant qu'ils ont lieu dans des conditions univoques. Si les conditions changent, la direction d'évolution changera également.

Sont établies aujourd'hui non seulement l'existence de phénomènes de diffé-

renciation, mais aussi celle de phénomènes de *dédifférenciation*, ce qui veut dire que l'*évolution des phénomènes biologiques* ne se fait pas d'une façon obligatoire dans un *sens unique*, mais qu'elle *est possible aussi en sens inverse.*

Dans une monographie parue il y a quelques années et qui fut imprimée en roumain, en russe et en hongrois, j'ai rappelé les principaux faits qui prouvent l'existence de phénomènes de dédifférenciation.

En ce qui concerne la seconde question, les auteurs distinguent en général une vieillesse anticipée ou précoce, apparaissant après 50 ans (ou même plus tôt) et se terminant par la mort aux environs de 70 ans, et une vieillesse normale ou physiologique, dont les bénéficiaires dépassent en général 100 ans et assez fréquemment 120, et même un âge plus avancé encore.

Au point de vue de la vieillesse précoce ou anticipée, l'observation des cas montre qu'il s'agit de malades avec altération des différents organes (cœur, poumons, reins, tractus digestif, organes génito-urinaires, système nerveux, y compris l'écorce cérébrale).

Ces différentes altérations précipitent la vieillesse, qui est, dans ces cas, évidemment d'ordre pathologique.

Mais nous sommes d'avis que ce qu'on appelle la vieillesse normale ou physiologique est également d'ordre pathologique.

En observant les choses de plus près, on constate que la controverse entre les différents auteurs tient au fait qu'ils attribuent aux mêmes expressions des significations différentes.

Si par normal on entend ce qui se passe d'habitude, voire même une règle sans exception, alors, évidemment, la vieillesse doit être regardée comme d'ordre normal.

Mais si par normal, nous entendons la situation de l'organisme au cours de laquelle toutes ses fonctions s'exercent de leur mieux, donc dans son optimum fonctionnel, alors il nous semble évident que la vieillesse, même celle qu'on appelle physiologique, doit être regardée comme un état pathologique, car chez les personnes qui en sont atteintes, on observe aussi des symptômes cliniques, surtout de nombreuses déficiences fonctionnelles, des altérations anatomo-pathologiques, surcharge lipidique ou pigmentaire des cellules, atrophie cellulaire, diminution de la résistance de l'organisme aux infections, etc., altérations progressives des fonctions psychiques et de la valeur sociale de l'individu, amenant le pronostic fatal, la mort.

Mais peut-on mourir dans l'état d'optimum fonctionnel ?

Si la vieillesse est d'ordre pathologique, il se pose logiquement le problème de la prophylaxie et de son traitement. D'où une troisième question. Est-on autorisé à étudier les phénomènes du développement de l'organisme au point de vue expérimental ?

Il suffit à notre sens de soulever ce problème, pour y répondre d'une façon affirmative.

Seuls ceux qui gardent à propos des phénomènes biologiques une position idéaliste, finaliste et mystique, peuvent penser que nous sommes condamnés à regarder simplement ces phénomènes sans pouvoir concevoir notre intervention dans leur déroulement.

La pensée dialectique, matérialiste, déterministe impose au contraire la conclusion que l'expérimentation peut être capable d'éclairer les phénomènes

biologiques, notamment ceux du vieillissement et nous permettre d'intervenir, de les conduire, de les modifier, de les modeler à notre gré.

Nous pensons même que l'expérimentation doit avoir sa part dans l'étude de tous les grands problèmes biologiques.

La quatrième question est : la durée de la vie est-elle comparable dans le règne animal et dans le règne végétal ?

Nous devons constater qu'au point de vue de la comparaison entre ce qu'on appelle la durée de la vie chez les animaux supérieurs, l'homme surtout, et chez les végétaux, il y a des différences fondamentales pour certaines cellules, les cellules nerveuses au moins.

Nous gardons notre moi ; nous continuons à être les mêmes, grâce au fait que nos cellules cérébrales continuent à être les mêmes tout le long de notre existence.

Chez les plantes, il n'en est pas de même. On dit que le baobab (Adansonia digitata) vit plusieurs siècles ou même plus de mille ans. Mais il change chaque année de feuilles, il lui pousse de nouvelles branches, de nouveaux rameaux, de sorte qu'à regarder de près les choses, on doit conclure qu'*il s'agit de la vie, sur le même tronc, de nombreuses générations successives.*



Pour nous mieux orienter dans l'étude des phénomènes qui conduisent au vieillissement de l'organisme, nous devons nous demander quelle est leur nature et nous ne pouvons donner qu'une seule réponse générale. Il s'agit des troubles du métabolisme, dont le résultat essentiel est un déséquilibre entre les phénomènes d'intégration ou d'assimilation et ceux de désintégration ou désassimilation, avec rupture de l'équilibre à l'avantage de ces derniers.

Au point de vue énergétique, c'est la tendance des mouvements moléculaires ou ioniques vers le point isoélectrique.

Alors se pose la question : avons-nous des moyens d'influencer les phénomènes métaboliques dans le sens assimilatoire ou désassimilatoire, intégratif ou désintégratif ?

Nous pouvons répondre par l'affirmative.

L'insuline favorise l'assimilation, le traitement thyroïdien favorise la désassimilation. Ce sont des exemples schématiques et il y a lieu de ne les accepter qu'avec de sérieuses réserves, mais il n'est pas douteux que ces deux interventions ont une action évidente sur les fonctions métaboliques.

Les phénomènes de la vie se passent en grande partie dans le domaine des colloïdes et beaucoup d'auteurs pensent que les phénomènes de vieillissement sont comparables à ce qu'on a nommé le vieillissement des colloïdes *in vitro*, opinion que nous ne pouvons accepter sous cette forme simpliste.

Tout le long de notre existence, il se passe des modifications au point de vue quantitatif et qualitatif, en ce qui concerne les colloïdes de notre organisme. Du point de vue quantitatif, on n'a qu'à penser à l'infime quantité contenue dans l'ovule fécondé par rapport à celle qui se trouve dans l'organisme d'un homme adulte ; au point de vue qualitatif, on ne peut concevoir les phénomènes métaboliques sans continuels changements dans l'état des colloïdes cellulaires.

Il existe dans l'organisme vivant un mécanisme colloïdopoiétique et colloïdoclasique fonctionnant tout le long de son existence, mécanisme grâce auquel

les colloïdes se détruisent et se forment de nouveau d'une façon continue, et à ce point de vue les altérations colloïdales de la vieillesse nous semblent plutôt les conséquences que les causes de cette dernière.

Après avoir établi notre point de vue sur les questions fondamentales dont nous venons de parler, nous devons nous arrêter quelque peu sur le grand problème théorique mais surtout pratique : Sommes-nous autorisés à essayer de traiter la vieillesse ? car la plupart des auteurs admettent que les phénomènes en rapport avec l'avancement de l'âge sont irréversibles, ce qui veut dire ne peuvent avoir lieu qu'en sens unique.

Nous avons déjà indiqué dans des lignes très générales que nous ne pouvons accepter cette opinion dogmatique et nous avons dit qu'on ne peut même pas l'accepter pour les cellules nerveuses cérébrales.

Dans certains cas, de néoplasies primitives des centres nerveux par exemple, on peut observer, outre des cellules nerveuses d'aspect normal, des neurocytes binucléées ou plurinucléées, allant jusqu'à la formation de véritables sacs à noyaux ; les derniers éclatant ensuite, nous observons des régions où la tumeur est constituée par une infinité de cellules non différenciées, auxquelles le meilleur neurocytologiste attribuerait difficilement la signification de neuroblastes.

Nous avons donc assisté à la dédifférenciation des cellules nerveuses.

Nous avons observé ce phénomène non seulement dans l'espèce humaine, mais également chez le mouton, et il est vraisemblable que si l'attention est portée sur lui davantage, on l'observera aussi chez d'autres espèces.

Certes, il s'agit de cas pathologiques, mais ils ne prouvent pas moins que l'irréversibilité des phénomènes en rapport avec l'âge ne peut pas être admise d'une façon absolue et il n'est pas exclu que son étude puisse nous donner un jour même des moyens thérapeutiques.

Ajoutons qu'en parlant ici de réversibilité et d'irréversibilité, nous n'entendons pas qu'il s'agisse de l'identité des substances qui entrent en jeu, mais seulement de la direction générale des phénomènes.



Il nous reste donc à montrer, dans leurs lignes générales, les résultats auxquels nous sommes arrivés au point de vue expérimental chez les animaux âgés, ou bien chez ceux dans lesquels nous avons cherché à produire la vieillesse expérimentalement, de même que dans l'espèce humaine dans des cas de vieillesse précoce et aussi chez des personnes présentant la vieillesse dite physiologique.

Des recherches cliniques et expérimentales sur les fonctions et la pathologie de la glande pinéale nous ont amenés à poser la question de savoir si cet organe n'a pas pour fonction de ralentir le déroulement du film vital, et donc de prolonger la durée de la vie. D'autre part, avec Milcou, Marcelle Pitis, Tomorog, nous avons constaté que l'extrait épiphysaire détermine une augmentation pondérale, autrement dit stimule l'assimilation.

Ces prémisses nous ont conduit à étudier l'action des extraits épiphysaires chez les rats âgés. Le résultat fut conforme à notre attente. Les animaux traités, dont la croissance était arrêtée et présentait les signes caractéristiques de l'involution sénile, apathie, chute des poils, téguments rugueux avec présence d'ulcérations, perte de l'agressivité chez les mâles, disparition du tissu adipeux, diminution pondérale, etc., présentèrent des signes évidents de régénérescence. Tous les phénomènes précédents furent corrigés et la durée de la vie fut prolongée.

Les animaux traités survécurent pendant les trois mois que nous avons poursuivi nos expériences, tandis que tous les témoins sont morts au cours de ce temps.

L'examen anatomopathologique des témoins et des sujets traités montre des différences considérables.

Le tissu adipeux sous-cutané et intra-abdominal était présent chez les sujets traités et manquait par contre chez les témoins. Le thymus, absent chez ces derniers, était bien développé chez les animaux pinéalisés. La plupart des viscères, foie, rate, étaient augmentés d'une façon évidente chez ces derniers. Le tractus génital, la thyroïde et les surrénales étaient par contre réduits au point de vue pondéral.

En possession de ce résultat très évident, nous avons essayé ce même traitement chez des personnes âgées et les résultats furent également favorables.

Voilà donc un traitement dont l'action contre les phénomènes de vieillissement est très évident.

Nous avons déjà dit que l'expérimentation nous paraît *a priori* appelée à éclairer dans une certaine mesure le mécanisme de la vieillesse.

Il s'agit non seulement des traitements qui doivent la faire régresser, mais également de ceux qui doivent la provoquer.

De même que les bactériologistes provoquent des maladies infectieuses ou toxiques en injectant les micro-organismes, les bactéries ou leurs toxines, nous, les endocrinologistes, nous avons pensé à provoquer la vieillesse en extirpant des glandes parmi celles qui sont censées entretenir la jeunesse et la vigueur de l'organisme.

Les glandes génitales, les testicules surtout, fonctionnent activement pendant la jeunesse et la castration détermine une réduction de la capacité vitale, bien que la durée de la vie ne soit pas toujours réduite ; mais la durée de la vie et la quantité de la vie ne coïncident pas toujours.

Pendant la même durée de temps, la quantité de vie peut différer d'une façon très importante. Il en est ainsi dans le myœdème congénital par exemple, ou bien après l'extirpation totale du corps thyroïde.

Nous avons commencé, avec Marcelle Pitis, par extirper les testicules et le corps thyroïde chez les rats blancs. D'autres n'ont été privés que de leurs testicules ou de leur corps thyroïde.

Les résultats furent très intéressants. L'extirpation du dernier organe isolé ou bien celle des testicules détermine la diminution de la croissance et de l'assimilation, mais les phénomènes se sont corrigés en bonne partie, tandis que l'ablation simultanée des testicules et des thyroïdes détermine des troubles durables ou même incurables. Il semble particulièrement que l'ablation des testicules s'oppose à la régénération du corps thyroïde qui se fait dans une grande mesure sur le compte du tissu thyroïde aberrant.

L'absence des possibilités régénératives constitue précisément une caractéristique de la vieillesse.

La richesse de l'organisme en nucléoprotéines caractérise également l'enfance et la jeunesse, et leur diminution est la règle pendant la vieillesse.

Ces faits nous ont inspiré des recherches ayant pour but la réduction du capital nucléoprotéique de l'organisme.

L'extirpation simultanée de la rate et du thymus nous a semblé réaliser cette situation. Dans ces expériences aussi, le capital biologique et la durée de la vie sont très influencés. La plupart de ces animaux succombèrent à brève

échéance, tandis que l'extirpation de la rate seule ou la simple thymectomie ne peut influencer d'une façon très nette le fonctionnement de l'organisme.

Les expériences tendant à produire le vieillissement de l'organisme peuvent être multipliées dans une large mesure. L'extirpation de l'hypophyse, l'atteinte de l'hypophyse et de certaines régions de la base du cerveau ont été également utilisées à ce point de vue.

L'extirpation totale ou à peu près de l'écorce cérébrale d'un seul côté ne semble pas influencer beaucoup l'organisme au point de vue ilikibiologique et même si l'extirpation est bilatérale, les animaux (chats) gardent parfois un état de santé excellent.

Par contre, l'extirpation bilatérale de la région préorbitaire détermine des phénomènes de vieillissement, atrophie testiculaire, chute des poils, etc. (recherches faites avec Lydia Laurian).

Des régimes privés de vitamines et, à ce qu'il paraît, aussi des régimes hypervitaminiques (vitamine D) semblent déterminer des phénomènes de vieillissement.

Nos recherches ont porté également sur l'espèce humaine.

Le régime de démocratie populaire a mis à notre disposition un ancien asile de vieillards, contenant à peu près 250 personnes. La plupart sont des vieillards précoces, avec atteintes cardiaques, hépatiques, rénales, gastro-intestinales, prostatiques, cérébrales, etc.

Un nombre plus réduit garde un état très satisfaisant de l'organisme, de même que du psychisme.

La première catégorie est hospitalisée, la seconde demeure dans l'Institut de Gériatrie, dirigé par le professeur Anna Aslan.

Un service de consultation avec dispensaire fonctionne également dans l'Institut de Gériatrie.

Les vieillards malades sont traités non seulement au point de vue de l'organe malade, mais nous avons en vue toujours, selon la conception de Pavlov, l'organisme dans son ensemble et nous cherchons à traiter aussi les phénomènes de vieillissement, à faire rajeunir l'organisme de nos malades.

Dans quelle mesure y réussissons-nous ?

Nous pensons pouvoir affirmer que certaines substances exercent à ce point de vue une action difficilement contestable.

Nous avons déjà parlé de l'extrait épiphysaire, dont le seul inconvénient — si c'en est encore un à un âge assez avancé — est son action inhibitrice sur les fonctions génitales.

Nous avons cité également l'insuline, capable de relever les fonctions assimilatrices et de faire prendre du poids à des vieillards qui n'en étaient plus capables auparavant.

Nous avons vu à plusieurs reprises des résultats favorables avec la levure de bière, de même qu'avec les vitamines B_1 et B_2.

Dans le même ordre d'idées, nous avons étudié l'action de la novocaïne avec notre collaboratrice le professeur Anna Aslan, directrice de l'Institut de Gériatrie. Avec cette dernière substance, nous avons obtenu des succès vraiment remarquables. On observe une amélioration générale de la trophicité. Les vieillards augmentent au point de vue pondéral et énergétique. Les téguments perdent leur apparence rugueuse, ichtyotique, deviennent lisses et moins pigmentés. Par contre, les cheveux et les poils du corps, qui avaient perdu leur pigment, le regagnent. L'appétit augmente, les yeux retrouvent leur éclat.

L'état psychique s'améliore à son tour et cette amélioration va parfois très loin, de sorte que des malades qui semblaient au seuil de la démence, regagnèrent leur capacité de penser, à la grande surprise de leur entourage.

D'autres phénomènes pathologiques, tels que la rigidité parkinsonienne, régressent à leur tour et les malades regagnent la souplesse des mouvements.

Certains phénomènes rhéumatiques et artériosclérotiques régressent également.

Dans certains cas on observe un certain degré d'érotisme.

Mieux même, une de nos collaboratrices, Mme Danila-Muster, qui a étudié avec beaucoup de soin les modifications des organes génitaux féminins au cours de la vieillesse, a pu noter, à ce point de vue encore, une régression des altérations sclérotiques, un véritable rajeunissement, constatable aussi au point de vue cyto-hormonal.

Certainement, l'étude du traitement de la vieillesse est encore à ses débuts, mais les faits déjà acquis sont incontestables.

Nous devons la pousser toujours plus loin sans avoir la prétention de chercher de nouveau l'élixir de longue vie !

On peut objecter, il est vrai, que cette étude, dans l'espèce humaine au moins, ne peut être poursuivie d'une façon rigoureuse, en ayant toujours des témoins à l'appui. Mais ce défaut est celui de l'observation clinique en général, pour la plupart des cas du moins.

Quoi qu'il en soit, nous pensons que d'ores et déjà le problème de la prophylaxie et du traitement de la vieillesse doit être porté sur le terrain pratique.

Ainsi que nous le faisons à l'Institut de Gériatrie, on doit donner des consultations et prescrire des traitements dans toutes les institutions du pays, dans les fabriques et usines, dans les mines, les kolkhoz ou les sovkhoz, etc.

On devra même établir la situation exacte de l'assistance gériatrique dans les différentes régions et les différentes villes, le nombre d'asiles de vieillards et celui des personnes soignées dans chacun d'eux, les régions qui contiennent le plus grand nombre de vieillards et celles où l'on observe le vieillissement précoce, et les raisons qui interviennent dans un sens ou dans l'autre.

L'étude des phénomènes ilikibiologiques et ilikipathologiques doit faire l'objet de l'enseignement médical général au point de vue séméiologique, biochimique, anatomopathologique, social, pathogénique et thérapeutique.

Nous devons adresser ici nos meilleurs remerciements au régime de démocrate populaire qui a mis à notre disposition toutes les possibilités de travail, et qui veille constamment sur l'amélioration de la santé publique.

BIBLIOGRAPHIE

1. — Parhon C. I. — *Batrînetea, senilitatea, psihologia vîrstei de involutie, Dementa senila, Dementa arteriosclerotica.* Iasi, Inst. de Arte Grafice, *Viata Romîneasca* 1925 (voir surtout pp. 54-60).

2. — Parhon C. I. — Bacaloglu Al. C. — Polynucléose monacytaire et divisions amitotyques des cellules nerveuses dans un cas de tumeur primitive de la région infundibulaire. *C. R. Soc. Biologie T.*

3. — Parhon C. I. — Caraman Zoe — Polinucleoza neurocitara într-un proces neoplazic primitiv al scoartei cerebrale la un berbec. *Rev. St. Med.* Nr. 1 Ianuarie 1930.

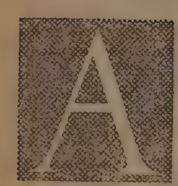
4. — Parhon C. I. — *Batrînetea si tratamentul ei.* Bucuresti 1948.

5. — Parhon C. I. — Milcu St. M. — Pitis M. — Recherches expérimentales sur l'action d'un extrait épiphysaire (épiphyshormon) chez les vieux rats. Relations de l'épiphyse avec la durée de la vie.
Bul. St. Acad. R. P. R. 14- 16 T. XXVI.

6. — Parhon C. I. — Aslan Ana — Novocaina, factor de anti încaruntire. Comunicata în sedinta Acad. din 15 Oct. 1952
Bul. st. Acad. Tom. V, Nr. 4/1953

7. — Parhon C. I. — si colab. — Biologia Vîrstelor. Cercetari clinice si experimentale (sub tipar).

MARCEL CACHIN



notre grand ami Marcel Cachin, membre du Comité de patronage de *la Pensée*, dont on vient de célébrer le 85e anniversaire, nous tenons à apporter, au nom du Comité directeur, des collaborateurs et des lecteurs de notre revue, l'assurance de notre vive et profonde amitié. Nous souhaitons continuer longtemps à profiter des conseils, de l'enseignement et de l'exemple de Marcel Cachin.

Professeur de philosophie, militant du Parti ouvrier français, propagandiste, journaliste, directeur de *l'Humanité*, Conseiller municipal de Bordeaux et de Paris, Député et depuis sa fondation, depuis Tours, un des dirigeants du Parti communiste français, Marcel Cachin allie les qualités du savoir, du cœur et de l'intelligence à un dévouement inlassable, à une passion vivante.

Chacun de nous connaît bien sa voix si chaude, si vibrante, l'indignation contenue avec laquelle il dénonce ou fustige les crimes d'un régime, les mensonges d'une presse et l'accent de confiance de ses évocations en un avenir heureux et en des victoires assurées.

Cette passion que les épreuves et les luttes, les milliers d'articles et de discours n'ont pas émoussée, est pour nous une leçon et un exemple, alors que la tendance existe parfois à accepter les forfaits et les mensonges, à se résigner quelque peu, avec l'excuse qu'on se donne de réserver ses coups.

A *la Pensée* Marcel Cachin a apporté beaucoup. Rappelons la très riche étude « Victor Hugo de 1848 à 1851 » qu'il écrivait pour notre revue il y a deux ans, la présidence de la belle conférence que Louis Aragon donna, sous les auspices d'*Europe* et de *la Pensée* : « Victor Hugo poète réaliste ».

Plus récemment il a présidé la dernière séance du colloque de *la Pensée* sur « Lénine savant et philosophe ». De son intervention, publiée dans notre dernier numéro, retenons cette appréciation qu'il portait sur Lénine et qui s'applique si bien à la grande espérance que Marcel Cachin a su transmettre à des milliers et des milliers de ses camarades, en même temps que le goût du combat pour le bonheur : « *ce don réservé aux grands conducteurs d'hommes de lire dans l'avenir comme dans un livre* ».

LA VIE ET L'ŒUVRE DE MARIE SKLODOWSKA-CURIE

par Irène JOLIOT-CURIE

Pour commémorer la vie et l'œuvre de Madame Marie Curie, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort, survenue à Paris le 19 juillet 1934, l'Académie des Sciences de Pologne a organisé à Varsovie, du 6 au 8 octobre, de grandes cérémonies publiques. C'est au cours de ces cérémonies que Madame Irène Joliot-Curie a prononcé à la mémoire de sa mère le discours que nous sommes particulièrement heureux de publier ci-dessous.

Le nom de Marie Curie évoque dans l'esprit de la plupart de ses admirateurs la seule découverte du polonium et du radium ; certes, cette découverte faite en collaboration avec Pierre Curie constitue leur travail scientifique le plus important, mais il ne constitue qu'une partie de l'œuvre de chacun de ces deux savants : Pierre Curie était déjà auparavant un savant renommé pour des travaux d'une importance capitale dans d'autres domaines de la physique ; dans le cas de Marie Curie, au contraire, encore étudiante au moment de son mariage, la découverte des radioéléments fut presque son premier travail scientifique, et sa réputation ne s'est pas établie uniquement sur ce brillant succès, mais sur les résultats de toute une vie consacrée par la suite au développement de la science de la radioactivité.

La découverte du polonium et du radium fut faite dans l'espace d'un an et les résultats les plus spectaculaires qui signalèrent les débuts de la science nouvelle de la radioactivité furent obtenus en quelques années seulement. L'œuvre de Marie Curie n'est pas concentrée dans cette brève période : il faut la chercher dans les nombreuses années de patient travail auquel on doit non seulement des progrès scientifiques, mais la création d'un grand établissement de recherche, avec de nombreux élèves ; la tradition scientifique développée en France par Marie Curie, a permis le développement de nos propres recherches et a aussi porté ses fruits dans plusieurs laboratoires à l'étranger.



Quand Marie Sklodowska, jeune étudiante polonaise qui terminait ses études universitaires à Paris, accepta de rester en France pour épouser Pierre Curie, tous deux voyaient dans cette union la joie de travailler ensemble autant que la joie de vivre ensemble leur vie de famille. Pierre Curie était déjà célèbre pour la découverte de la piézoélectricité, faite en collaboration avec son frère Jacques, pour ses recherches fondamentales sur le magnétisme, pour ses considérations sur la symétrie dans les phénomènes physiques. Marie Curie venait de terminer sa licence, de passer l'agrégation, et se préparait à débuter dans la recherche scientifique : elle fait tout d'abord une étude sur l'aimantation des aciers trempés,

puis Pierre et Marie recherchent ensemble un sujet de travail intéressant qu'elle puisse entreprendre pour faire une thèse. Leur attention est attirée par un phénomène nouveau récemment découvert par Henri Becquerel : l'émission spontanée de rayonnements ionisants par l'uranium.

Marie Curie commence à étudier ce sujet en décembre 1897 ; peu de mois après, Pierre Curie se joint à elle. Trois petits carnets de laboratoire commençant en décembre 1897 et se terminant vers juillet 1899 permettent de suivre l'histoire de leur étroite collaboration dans la découverte du polonium et du radium. Pendant les premiers mois, on voit sur les pages du premier carnet l'écriture nette et ordonnée de ma mère, avec occasionnellement en marge quelques lignes griffonnées par mon père, ou bien une courbe, ou quelques mesures faites par lui qui montrent avec quel intérêt constant il suivait le travail. Après les mesures d'activité de l'uranium, on voit apparaître les mesures de matières diverses, prises certainement au hasard, parmi des produits qui se trouvaient au laboratoire, puis les mesures de minéraux d'uranium dont l'activité anormalement élevée révéla l'existence probable de radioéléments inconnus, puis les mesures de thorium. Mon père s'étant alors joint à ma mère pour poursuivre le travail, on voit leurs deux écritures alternant d'une page à l'autre du carnet et parfois sur une même page, permettant de suivre leur intime collaboration, dans les traitements chimiques comme dans les mesures de radioactivité.

En juillet 1898, six mois à peine après le début de leurs recherches, Pierre et Marie Curie annonçaient la découverte du polonium, et en décembre 1898 celle du radium. Mais ces corps n'étaient encore présents dans leurs préparations qu'en quantité infinitésimale.

Dans la biographie de Pierre Curie, ma mère écrivait :

Malgré ce progrès relativement rapide, le travail était loin d'être achevé. Dans notre opinion, il y avait là, sans aucun doute, des éléments nouveaux, mais pour faire admettre cette opinion par les chimistes, il fallait isoler ces éléments. Or, dans nos produits les plus fortement radioactifs (plusieurs centaines de fois plus actifs que l'uranium), le polonium et le radium n'étaient encore qu'à l'état de traces : le polonium se trouvait associé au bismuth extrait de la pechblende, et le radium accompagnait le baryum extrait du même minerai. Nous savions déjà par quelles méthodes on pouvait espérer séparer le polonium du bismuth et le radium du baryum, mais cette séparation exigeait des quantités de matières premières bien plus grandes que celles que nous avions traitées. C'est dans cette période de notre travail que nous avons été fortement désavantagés par le manque de moyens convenables : manque de local, manque d'argent et de personnel.

Pour subvenir aux frais du traitement, il nous a fallu d'abord prendre sur nos propres ressources ; nous eûmes ensuite quelques subventions et quelques concours extérieurs.

Une question particulièrement grave était celle du local ; nous ne savions où faire nos traitements chimiques. Il a fallu les organiser dans un hangar abandonné, séparé par une cour de l'atelier où était notre installation électrométrique. C'était une baraque en planches, au sol bitumé et au toit vitré, protégeant incomplètement contre la pluie, dépourvue de tout aménagement ; elle contenait pour tout matériel des tables de bois de sapin usées, un poêle en fonte dont le chauffage était très insuffisant et le tableau noir dont Pierre Curie aimait tant à se servir.

Il ne s'y trouvait pas de hottes pour les traitements qui dégagent des gaz nuisibles ; il fallait donc exécuter ces opérations dans la cour quand le temps le permettait, sinon il fallait les faire à l'intérieur, laissant les fenêtres ouvertes.

Dans ce laboratoire de fortune, nous avons travaillé presque sans aide pendant deux ans, nous occupant en commun aussi bien du travail chimique que de l'étude du rayonnement des produits de plus en plus actifs que nous obtenions. Ensuite il a fallu séparer nos efforts ; Pierre Curie continua les recherches sur les propriétés du radium, tandis que je poursuivais les traitements chimiques en vue de la préparation des sels de radium purs. J'ai été amenée à traiter jusqu'à vingt kilogrammes de matière à la fois, ce qui avait pour effet de remplir le hangar de grands vases pleins de précipités et de liquides.

Même pendant le travail en commun, avant que Pierre Curie ne s'oriente vers le côté physique de ces recherches, on peut deviner que c'est ma mère qui

n'a pas craint de se lancer, sans personnel, sans argent, sans matériel, avec un hangar pour laboratoire, dans l'entreprise hardie de traiter par kilogs des minerais ou des résidus de pechblende pour concentrer et isoler le radium. Alors que Pierre Curie était surtout attiré par les problèmes passionnants posés aux physiciens par l'émission des rayonnements mystérieux émis par ces matières nouvelles, par les difficultés d'interprétation soulevées par leur passage à travers la matière, Marie Curie avait le désir tenace de voir un sel de radium pur, de mesurer son poids atomique, et en s'obstinant dans ce sens, elle n'a pas donné seulement satisfaction à son propre désir, car beaucoup de scientifiques auraient été très longs à se convaincre de la réalité de nouveaux éléments si cette preuve n'avait pas été apportée.



Au cours des années qui suivirent la découverte du polonium et du radium, Pierre et Marie Curie fournirent encore un travail acharné, tout en se débattant dans des difficultés de plus en plus grandes, dues à la fois à l'insuffisance de leurs ressources personnelles et à l'insuffisance de leurs moyens de travail. Finalement, Pierre Curie fut chargé de cours au P.C.N. et il obtint là un petit laboratoire, encore insuffisant.

En 1903, l'Académie suédoise attribua à Pierre et Marie Curie le prix Nobel de Physique, en commun avec Henri Becquerel : ce fut pour eux le début de la célébrité. Cet heureux événement mit fin à leurs difficultés financières, mais par contre, leur vie de travail fut très perturbée par les visites, les lettres, les dérangements de toutes sortes. Puis Pierre Curie obtint enfin un poste de professeur et un petit agrandissement de son laboratoire, mais, hélas, il n'eut pas le temps d'en profiter. Sa brillante vie scientifique fut brusquement interrompue au moment où ses conditions de vie et de travail commençaient à s'améliorer.

La Faculté des Sciences de Paris proposa à ma mère de remplacer Pierre Curie dans son poste de professeur, initiative hardie à une époque où il y avait bien peu de femmes à l'Université, même comme étudiantes, et où l'on ne pensait guère à les voir occuper un poste dans l'enseignement supérieur. Marie Curie accepta, estimant de son devoir de continuer l'œuvre commune, et se trouva ainsi avoir seule la charge de l'enseignement, de la direction du laboratoire, ainsi que celle de l'éducation de ses deux filles ; j'étais alors âgée de huit ans et ma sœur Eve était encore un bébé.

En même temps qu'elle poursuivait ses recherches, principalement sur la préparation du radium pur et la détermination du poids atomique, Marie Curie dirigeait les travaux de physique et de chimie des quelques élèves qu'elle avait pu recevoir dans son petit laboratoire ; elle était aidée dans cette tâche par André Debierne, son collaborateur, qui fut pour nous un ami précieux.

Elle publia en 1910 un livre intitulé *Traité de Radioactivité* destiné aux travailleurs de laboratoire, livre où elle expose les connaissances de radioactivité de l'époque, avec beaucoup de détails expérimentaux et de références bibliographiques. Ce livre constitue maintenant un intéressant document sur l'évolution de la science de la radioactivité au début du siècle.

En 1910, Marie Curie fut candidate à l'Académie des Sciences, et échoua contre Branly ; une campagne violente fut menée contre elle par les antiféministes et par les cléricaux. Elle ne se représenta jamais, ayant gardé un très mauvais souvenir des visites de candidature, dans lesquelles les titres scien-

tifiques paraissaient avoir beaucoup moins de poids que toute sorte d'autres considérations. Elle fut membre de plusieurs académies étrangères, mais jamais de l'Académie des Sciences françaises. L'Académie de Médecine l'élut comme membre en 1922 ; elle n'assista pas très souvent aux séances, faute de temps, mais non par manque d'intérêt pour les questions discutées, qui faisaient fréquemment ressortir la liaison intime des grands problèmes médicaux avec les problèmes sociaux. Elle avait l'impression que les médecins, quelles que fussent leurs opinions politiques, comprenaient toujours, de par leur profession, certains aspects réels des problèmes sociaux.

Ma mère eut une période bien sombre dans sa vie, vers 1910 ; mon grand-père mourut, ce qui fut pour elle un chagrin et une cause supplémentaire de soucis pour remplacer la surveillance affectueuse et intelligente qu'il exerçait sur ma sœur et moi. Puis, à la campagne politique faite contre elle à l'occasion de sa candidature à l'Académie, s'ajouta une campagne de calomnies concernant sa vie privée. Cependant, l'Académie des Sciences suédoise lui donna pour la deuxième fois le prix Nobel, le prix Nobel de Chimie cette fois, et cette distinction lui fut particulièrement précieuse dans cette période pénible. Mais peu après, sa santé qui donnait depuis quelque temps des inquiétudes, céda brusquement. Elle tomba gravement malade, faillit mourir et dut subir une grave opération aux reins, dont elle mit longtemps à se remettre. Elle fut aidée par la sympathie et l'affection d'un certain nombre d'amis, sa sœur Bronia qui vint de Pologne pour s'occuper d'elle, André Debierne qui fréquentait fidèlement notre maison, le physicien Jean Perrin et sa femme Henriette, qui avaient été nos voisins quand nous habitions la petite maison du boulevard Kellermann, Mme Chavannes, le mathématicien Emile Borel et sa femme Marguerite, mon oncle Jacques Curie, une femme scientifique anglaise Mrs. Ayrton, bien d'autres encore.



Marie Curie avait fait de grands efforts pour obtenir un laboratoire convenable pour le développement de la science nouvelle de la radioactivité. Finalement, grâce au recteur Liard et au docteur Roux, on décida la création de l'Institut du Radium, composé du Laboratoire Curie pour les recherches de physique et de chimie, et du Laboratoire Pasteur pour les recherches biologiques et médicales. Prévoyant l'immense importance de ce nouveau domaine, Marie Curie avait essayé, sans succès, d'obtenir que cet Institut fût construit en banlieue, dans un terrain assez vaste pour permettre une extension future. En fait, tout fut construit trop petit, des extensions furent nécessaires presque dès la mise en service des laboratoires, après la première guerre mondiale, extensions insuffisantes qui furent arrêtées par la construction de laboratoires d'autres disciplines. Il en résulta des complications sans fin, ausi bien pour la physique et la chimie que pour la biologie et la médecine, par suite du manque de prévoyance et de largeur de vues des pouvoirs publics, à cette époque et par la suite.

Cependant, l'Institut du Radium, malgré ses locaux trop réduits, joua un grand rôle dans le développement de la radioactivité et des applications thérapeutiques des radioéléments. Sous la direction du Professeur Regaud, les bases de l'utilisation des rayonnements pour le traitement du cancer furent établies, cependant que le Laboratoire Curie constituait un centre de recherches qui se trouve directement ou indirectement à l'origine de la formation de presque tous les

chercheurs français dans le domaine de la radioactivité et de la physique nucléaire.



Le Laboratoire Curie venait d'être construit quand la guerre éclata en 1914. Ma mère resta seule avec un garçon de laboratoire pour effectuer le déménagement des appareils qui se trouvaient dans les quelques pièces de la rue Cuvier. J'avais alors dix-sept ans et venais de terminer mon baccalauréat. Ma mère me réquisitionna pour transporter les appareils dans un fiacre et les déposer dans les nouveaux locaux, pour l'aider à trier les publications (en grand désordre) de ce qui constituait la bibliothèque, et les échantillons de minerais radioactifs.

Dès les premiers mois de la guerre, ma mère s'aperçut que les appareils à rayons X, déjà assez employés par les médecins civils, étaient à peu près inconnus dans le service de santé miltaire. Avec la même énergie avec laquelle elle avait décidé de traiter des tonnes de minerai sans aucun moyen matériel à sa disposition, elle décida de même d'équiper des voitures et de se procurer des appareils transportables, pour radiographier des blessés. Elle réussit à obtenir par des dons privés l'argent nécessaire pour acheter les appareils, et on lui donna aussi de grosses automobiles, limousines de ville ou de tourisme, qui furent aménagées pour les transporter ; elle surmonta les difficultés faites par l'administration militaire et elle assura, avec quelques aides bénévoles, des services temporaires dans des hôpitaux du front, formant du personnel compétent pour l'examen radiographique des fractures et la localisation des projectiles, méthodes ignorées à l'époque par presque tous les médecins civils et militaires. Dès l'automne 1914, les premières voitures étaient en service.

Dans un livre de caractère assez technique, *La Radiologie et la guerre*, qu'elle écrivit vers 1920, Marie Curie décrit le travail de ces postes de radiologie ambulants, et fait allusion à son expérience personnelle de ces services :

> J'étais moi-même chargée de la direction du Service radiologique de la Croix Rouge (U.F.F.) et j'avais, de plus, assumé auprès du Patronage national des blessés, la tâche d'établir, aux frais de cette œuvre, des installations radiologiques partout où l'on en avait un besoin urgent. A ce double titre, j'ai pris part à l'effort des premières années et j'ai accompli, dans ce but, de nombreux voyages, transportant presque toujours du matériel radiologique, soit en voiture, soit en chemin de fer. Ces voyages comportaient généralement l'installation provisoire ou définitive d'appareils et l'examen des blessés de la région. Mais ils permettaient, de plus, d'acquérir une documentation sur les besoins les plus urgents de la région considérée et sur les moyens propres à améliorer la situation.
>
> Il était facile de constater, en particulier, que le personnel compétent faisait presque toujours défaut. Il fallait faire par ses propres moyens l'installation des appareils et quand celle-ci venait d'être établie, il était presque toujours nécessaire d'en expliquer le fonctionnement dans tous les détails, soit au médecin, soit à quelque manipulateur de bonne volonté et d'intelligence vive qui, au prix d'un travail intensif, assimilait rapidement cette technique nouvelle pour lui.

J'accompagnai plusieurs fois ma mère dans ces voyages, lui servant de manipulatrice et par la suite, âgée seulement de dix-huit ans, je partis seule installer des appareils et former du personnel.

Plus tard, le service de santé eut des appareils, mais le personnel compétent manquait toujours. Ma mère organisa au Laboratoire Curie une école d'infirmières radiographes qui forma, par séries d'une quinzaine d'élèves, un grand nombre d'infirmières capables d'assurer seules un service de radiographie de guerre ; je dirigeais les travaux pratiques.



Après la guerre, quelques anciens travailleurs de la rue Cuvier vinrent prendre leur place au Laboratoire Curie ; de nouveaux travailleurs entrèrent à leur tour et un centre scientifique actif, comprenant de nombreux chercheurs, se forma rapidement.

Depuis mon enfance, j'avais toujours eu l'intention de faire du travail scientifique avec ma mère, de sorte que tout naturellement, je continuai à travailler au laboratoire où j'avais aidé à installer les appareils venus du petit local de la rue Cuvier. Pendant la guerre, en même temps que mes services radiologiques, j'avais fait mes certificats de licence et je commençai presque tout de suite mon travail de thèse, que je terminai en 1925. C'est en 1925 aussi que ma mère prit pour préparateur particulier Frédéric Joliot, un élève de l'École de Physique et de Chimie qui lui était recommandé par Langevin ; environ un an après, nous étions fiancés, et nous nous sommes mariés en octobre 1926.

Malgré l'insuffisance des crédits, qui fut un souci constant et une perte de temps considérable pour Marie Curie, le nombre de travailleurs s'est élevé jusqu'à une quarantaine de chercheurs, physiciens ou chimistes, sans compter les mécaniciens et les aides techniques, et chaque année leur activité a donné lieu à de nombreuses publications. Ainsi qu'il était prévu lors de la création de l'Institut du Radium, des collaborations fructueuses s'établirent entre les chercheurs du Laboratoire Pasteur et ceux du Laboratoire Curie pour les recherches intéressant la biologie.

Il y a toujours eu une assez forte proportion d'étrangers parmi les travailleurs. Marie Curie estimait qu'il était de son devoir, pour servir le prestige intellectuel de la France, de prendre au Laboratoire les chercheurs qui lui étaient envoyés par les établissements scientifiques étrangers pour s'initier à la radioactivité, certains pour apprendre en quelques mois la technique de la radiochimie ou des mesures d'activité, d'autres pour un séjour de plusieurs années et la préparation d'une thèse de doctorat ; plusieurs de ces derniers sont devenus professeurs dans les universités de leur pays. Un ou plusieurs représentants de vingt-cinq nationalités différentes ont passé par le Laboratoire Curie, et vers 1933, dix-sept nationalités furent représentées simultanément.



Surmontant les plus grandes difficultés matérielles, Marie Curie avait réussi avant 1914 à concentrer elle-même une quantité importante de radium, environ 2 grammes ; elle le donna au laboratoire, ainsi qu'un gramme de radium qui lui fut offert en 1921 par les femmes américaines. Elle consacra ensuite des efforts inlassables à l'obtention de matières radioactives rares, radium D et polonium, actinium, ionium, protactinium. Plusieurs industriels lui prêtèrent un concours précieux, soit en lui procurant des résidus de traitements de minerais contenant les substances à extraire, soit en faisant, sur ses indications, le traitement de ces résidus. Par la suite, elle obtint la construction à Arcueil d'une annexe du Laboratoire Curie, destinée aux gros traitements chimiques.

Ces matières radioactives ont servi à de nombreux travaux de physique ou de chimie. C'est grâce aux grandes quantités de polonium dont nous disposions que nous avons pu, Frédéric Joliot et moi-même, faire les recherches qui ont

conduit à la découverte du neutron et à celle de la radioactivité artificielle. En travaillant avec les préparations d'actinium, une collaboratrice de Marie Curie, Mlle Perey, a découvert en 1939 le premier représentant connu de l'élément 87, nommé par elle le francium.

Au cours des dernières années de sa vie, Marie Curie eut la joie de voir les succès des travailleurs de son laboratoire : la découverte de la structure fine des rayons par Rosenblum en 1929, une série de travaux de Frédéric Joliot et moi-même : ceux qui conduisirent à la découverte des neutrons, en 1932, en 1933 d'importants résultats sur les électrons positifs, au début de 1934, la découverte des radioéléments artificiels. Nous avons été particulièrement heureux, mon mari et moi, de faire une découverte qui complétait si bien celle de Pierre et Marie Curie.

Ce fut un grand bonheur pour ma mère de penser que probablement l'un de nous dirigerait un jour le laboratoire qu'elle avait créé ; à cette époque nous n'imaginions pas que nous nous trouverions amenés à diriger chacun un laboratoire et que nous serions ainsi séparés dans notre travail scientifique.



Malgré le temps considérable qu'elle devait consacrer à la direction du laboratoire et à la préparation de son cours, ma mère ne cessa jamais de faire elle-même des travaux scientifiques. Elle consacra personnellement beaucoup de temps à diverses recherches de chimie, en particulier à l'étude des méthodes de concentration de l'actinium dans le lanthane actinifère ; elle fit également des travaux de physique délicats. D'autre part, elle essayait toujours de se mettre au courant des questions nouvelles ; elle faisait un cahier de bibliographie avec des résumés plus ou moins importants des articles scientifiques, ainsi que des études détaillées de certains problèmes, toujours avec des applications numériques qu'elle rédigeait très clairement dans des cahiers. Fréquemment elle consultait le physicien Paul Langevin, parlant longuement avec lui de la relativité, des applications du calcul de probabilité.

L'enseignement de la radioactivité était pour Marie Curie une cause constante de souci. Elle essayait de traiter ce vaste sujet aussi complètement que possible en un temps insuffisant, car elle n'était pas secondée dans cet enseignement. C'est pourquoi elle écrivit un livre, destiné aux étudiants plus qu'aux travailleurs de laboratoire, sur lequel elle comptait pour lui permettre de ne pas traiter certaines questions à son cours. Ce livre était terminé au moment de sa mort, mais ne fut publié que quelques mois après.

Marie Curie prenait aussi une part active à des réunions ou des commissions scientifiques en France ou à l'étranger. Elle participa à plusieurs des « Conseils Solvay » qui rassemblaient périodiquement à Bruxelles une trentaine de savants très compétents, pour discuter des questions modernes de physique ou de chimie. Elle faisait partie de la « Commission de l'Etalon du Radium » qui s'occupait des questions de mesure et d'étalonnage dans le domaine de la radioactivité ; ces questions l'intéressaient vivement : c'est elle qui avait préparé en 1911 le premier Etalon International de Radium, et elle supervisait les comparaisons des étalons secondaires destinés aux services officiels de mesure des divers pays, faisant toujours elle-même une partie des mesures.

Elle faisait partie de la Commission de Coopération Intellectuelle de la So-

ciété des Nations, qui se réunissait ordinairement en Suisse, à Genève, parfois dans d'autres pays. Elle assistait très régulièrement aux séances de cette commission, intervenant activement pour des questions ayant rapport avec le développement de la science. En particulier, elle s'occupa beaucoup d'un projet sur la « Propriété Scientifique ». Pierre Curie et elle-même n'avaient pas voulu prendre de brevet sur le mode d'extraction du radium, et elle estimait que les savants ne devraient pas avoir à s'occuper personnellement de faire valoir leurs droits, mais elle trouvait très choquant que des profits considérables puissent être réalisés grâce à une découverte scientifique, alors que le savant qui l'avait faite pouvait rester dans la gêne. Elle s'intéressa aussi à un projet de Bourses Internationales pour la Recherche Scientifique. Les projets sur la Propriété Scientifique et sur les Bourses Internationales n'aboutirent pas, en raison sans doute de la faible efficacité pratique de la Société des Nations.



Marie Curie était désolée de la difficulté de procurer des moyens d'existence aux travailleurs scientifiques, les bourses étant peu nombreuses et de montant insuffisant. Ce fut un grand soulagement pour elle quand une riche Américaine, Mme Carnegie, fit un don qui permit pendant un certain nombre d'années de subventionner des chercheurs de son laboratoire. Marie Curie suivit avec un grand intérêt les efforts que fit Jean Perrin pour résoudre le grave problème de l'insuffisance des crédits de matériel des laboratoires et de l'absence de crédits permettant de rétribuer les chercheurs ; ces efforts, les démarches qu'il fit auprès des pouvoirs publics, aboutirent enfin à la création de ce qui s'appela d'abord la Caisse Nationale des Sciences, puis le Centre National de la Recherche Scientifique, organisme destiné à subventionner la recherche scientifique en ce qui concerne le personnel et le matériel. Jean Perrin réquisitionnait parfois Marie Curie pour l'accompagner dans quelque visite importante à un ministre ou à un parlementaire, afin de donner plus de poids à sa démarche, et elle était toujours prête à l'aider dans cette entreprise qui leur tenait tellement à cœur à tous deux. Plus tard, après la Libération, Frédéric Joliot fut pendant un an directeur du Centre National de la Recherche Scientifique et fit beaucoup pour améliorer le statut des chercheurs et procurer des crédits de matériel et des aides techniques aux laboratoires.

Il est intéressant de voir exprimées, dans le memorandum rédigé par Marie Curie en 1926 sur la question des Bourses Internationales, les idées qui ont été réalisées par la suite pour la France, grâce aux efforts de Jean Perrin, puis à ceux de Frédéric Joliot.



Marie Curie n'avait pas seulement tenu à faire de son laboratoire un grand centre de recherches, elle avait désiré en faire aussi un lieu de travail agréable ; la plupart des pièces sont claires et gaies. Malgré sa déception de n'avoir pu obtenir un grand terrain, elle avait eu pour premier soin de faire planter des arbres le long du bâtiment et dans le petit terrain qui sépare le Laboratoire Curie du Laboratoire Pasteur. Ce jardin jouait le rôle de parloir et de lieu de rencontre des travailleurs par les belles journées de printemps et d'automne, et bien souvent ma mère apparaissait, appuyée à la balustrade de la terrasse de son laboratoire, pour prendre part à la conversation. Toutes les

fois que le temps le permettait, les réunions de laboratoire, faites à l'occasion d'une thèse ou de quelque colloque scientifique, se tenaient dans le jardin où l'on apportait alors des tables couvertes de cuvettes de photographie contenant des petits gâteaux, ainsi que de la verrerie de laboratoire et des agitateurs pour servir le thé ; ces agréables traditions sont toujours vivantes. Un autre lieu de réunion, plus singulier, était le bas de l'escalier qui se trouve à la fois près de la porte d'entrée et près de la porte du laboratoire du directeur : comme c'est un lieu de passage où les rencontres sont fréquentes, il fut un temps où les travailleurs, et ma mère elle-même, avaient coutume d'y tenir salon pour parler de questions relatives à leur travail, barrant le couloir et s'asseyant même sur les marches pour être plus à l'aise ; cette mode a un peu diminué, mais n'a pas complètement disparu.

Après la mort de Marie Curie, en 1934, l'ancien collaborateur de Pierre et Marie Curie, André Debierne, devint directeur du Laboratoire Curie. Peu après, Frédéric Joliot était nommé professeur au Collège de France, et grâce à lui, deux nouveaux laboratoires furent créés : le Laboratoire de Physique et Chimie nucléaire au Collège de France, et le Laboratoire de Synthèse atomique, qui dépend du Centre National de la Recherche Scientifique. Ceci permit le développement plus rapide en France de la physique du noyau, pour lequel les locaux surpeuplés devenaient bien insuffisants, mais c'est au Laboratoire Curie que ces nouveaux centres de recherches ont trouvé leur directeur, Frédéric Joliot, leurs premiers travailleurs et leurs traditions. Quand André Debierne prit sa retraite en 1946, je devins Directrice du Laboratoire Curie.



Marie Curie était profondément choquée par les injustices sociales et par le gâchage des valeurs humaines et des ressources naturelles : l'idée de dénaturer du blé et de brûler du café parce qu'on ne pouvait pas les vendre lui paraissait une hérésie. Par-dessus tout, elle était indignée de voir les crédits militaires absorber la plus grande partie des ressources de tous les pays au détriment des activités utiles ; elle ne croyait pas dans la paix par la force, ni dans aucune politique d'armement, quelle que fût la raison invoquée pour cette politique ; elle estimait que la civilisation d'un pays se mesure d'après le pourcentage du budget qui est consacré à l'Education nationale, et malheureusement, la France ne venait pas dans un bon rang à ce point de vue.

Dans le petit livre sur Pierre Curie, elle écrivait :

Pour le don admirable de soi-même, et pour les services magnifiques rendus à l'humanité, quelle est la compensation que notre société offre aux savants ? Ces serviteurs de l'idée disposent-ils des moyens de travail qui leur sont nécessaires ? Ont-ils une existence assurée à l'abri du besoin ? L'exemple de Pierre Curie et de tant d'autres montre qu'il n'en est rien, et que pour conquérir des moyens de travail acceptables, il faut le plus souvent avoir épuisé sa jeunesse et ses forces dans des soucis quotidiens.

Notre société, où règne un désir âpre de luxe et de richesse, ne comprend pas la valeur de la science. Elle ne réalise pas que celle ci fait partie de son patrimoine moral le plus précieux, elle ne se rend pas non plus suffisamment compte que la science est à la base de tous les progrès qui allègent la vie humaine et diminuent la souffrance. Ni les pouvoirs publics, ni la générosité privée n'accordent actuellement à la science et aux savants l'appui et les subsides indispensables pour un travail pleinement efficace.

Comme Pierre Curie naguère, elle espérait en la science pour résoudre les problèmes humains dans le sens d'une vie plus heureuse, et son utilisation

pour la destruction lui paraissait une profanation. Aucune considération politique n'aurait été une excuse à ses yeux pour l'emploi de la bombe atomique.



Ma mère était restée très attachée à la Pologne, tout en étant devenue très française ; cela ne soulevait pas de conflits de sentiment, puisque le peuple français et le peuple polonais ont toujours eu de l'amitié l'un pour l'autre. Elle conservait le maximum de liaison possible avec sa famille : son frère Joseph Sklodowski, sa sœur Bronia Dluska, tous deux médecins, et sa sœur Hélène Szalay, directrice d'école ; mais l'avion n'était pas encore devenu un moyen de locomotion courant comme aujourd'hui, et les voyages entre la France et la Pologne étaient longs, fatigants, coûteux aussi, et ne pouvaient pas être fréquents. Je garde un souvenir bien agréable de vacances passées en 1910 avec ma tante Szalay et sa fille Hania, au bord de la mer, près de Royan, et de vacances que nous avons passées en Pologne en 1911, à Zakopane, chez ma tante Dluska. Après la guerre de 1914-1918, ma mère alla plusieurs fois en Pologne ; ma tante Dluska vint aussi plusieurs fois en France et ses visites furent une grande joie pour ma mère, qui avait pour elle une vive affection ; sachant combien ma mère désirait voir se développer l'utilisation du radium en Pologne, ma tante s'occupa de recueillir les fonds pour faire construire à Varsovie un Institut du Radium destiné à la recherche scientifique et médicale, elle déploya tout son talent d'organisation pour la réalisation de ce projet, et ma mère eut la joie de voir en 1932 l'inauguration de cet Institut. Par chance, ce laboratoire, objet de tant d'efforts, ne fut pas complètement détruit pendant la guerre, mais les souvenirs et les photographies relatifs à la famille Sklodowski et à Pierre et Marie Curie, que ma tante avait rassemblés là en un petit musée, disparurent.

Marie Curie fut encore aidée par une amie lointaine, Mrs W. B. Meloney, une journaliste des Etats-Unis, directrice d'un grand magazine, qui vint la voir pour la première fois en 1920. Apprenant que ma mère ne possédait pas assez de radium pour ses recherches, elle eut l'idée d'organiser une souscription parmi les femmes américaines pour lui faire don d'un gramme de radium. Plus tard elle organisa une deuxième souscription pour l'achat d'un deuxième gramme de radium destiné à l'Institut du Radium de Varsovie. Ma mère se rendit aux Etats-Unis en 1921 et en 1929 pour recevoir ces dons ; elle y fut accueillie avec un enthousiasme qui malheureusement n'alla pas sans beaucoup de fatigue pour elle, mais dont elle fut vivement touchée. Mais je crois que ce à quoi elle a été le plus sensible, ce fut à l'affectueuse admiration dont l'entourait Mrs Meloney. Il suffisait de connaître cette femme pure et enthousiaste, pour comprendre qu'aucun désir de publicité personnelle n'était entré dans l'organisation de ces entreprises à grand spectacle qu'ont été ces deux voyages, mais seulement le désir désintéressé d'aider Marie Curie dans son œuvre et de « glorifier la science ». Ma mère conserva par la suite d'amicales relations avec Mrs Meloney, mais naturellement, la durée et le prix du voyage limitaient la possibilité de relations fréquentes.



Le mieux que je puisse faire pour terminer est, je pense, de citer quelques fragments de l'intervention de Marie Curie sur l'avenir de la culture au Comité

de Coopération Intellectuelle en mai 1933, un an avant sa mort. On peut voir que jusqu'à la dernière année de sa vie on sentait toujours vibrer en elle la curiosité, l'esprit d'entreprise et le goût de l'aventure qui l'avait conduite à la grande aventure que fut son existence.

... Je suis de ceux qui pensent que la science a une grande beauté. Un savant dans son laboratoire n'est pas seulement un technicien ; c'est aussi un enfant placé en face de phénomènes naturels qui l'impressionnent comme un conte de fées. Nous devons avoir un moyen pour communiquer ce sentiment à l'extérieur ; nous ne devons pas laisser croire que tout progrès scientifique se réduit à des mécanismes, des machines, des engrenages qui, d'ailleurs, ont également leur beauté propre.

....

Je ne crois pas non plus que dans notre monde l'esprit d'aventure risque de disparaître. Si je vois autour de moi quelque chose de vital, c'est précisément l'esprit d'aventure qui paraît indéracinable et s'apparente à la curiosité. Je suis inclinée à croire que c'est un instinct primitif de l'humanité, car je ne vois pas comment l'humanité aurait pu subsister si elle en était privée, pas plus que ne pourrait subsister une personne absolument privée de mémoire. La curiosité et l'esprit d'aventure n'ont certes pas disparu. Que dire de ceux qui montent en avion pour traverser l'Atlantique ? Il ne manque pas d'autres exemples : si je ne les cite pas, c'est par manque de temps. On trouve l'esprit d'aventure chez les enfants, à tous les âges et à tous les degrés.

....

Pour ce qui concerne le manque de but et d'entreprise, je ne suis pas pessimiste. Avoir des buts d'entreprise est, je crois, l'attribut de toute personne qui est en bonne santé physique et mentale. En conséquence, je ne pense pas que cela disparaîtra, tant que l'espèce saura résister à une déchéance physique. Il est sans doute nécessaire de canaliser l'esprit d'entreprise et de lui offrir des tâches dignes d'intérêt ; sinon il s'exerce sur des champs où il peut produire des effets néfastes.

....

Le troisième groupe de questions se rapporte à l'avenir de la civilisation et de la culture. Il est difficile de prévoir l'avenir. Comme beaucoup d'entre nous l'ont dit, on peut formuler des désirs, proposer des solutions, chercher à réaliser des rêves, mais on ne peut pas dire quels seront les résultats. Nous ne sommes pas maîtres, entre autres, des catastrophes naturelles qui peuvent détruire ce que nous avons réalisé.

Aujourd'hui, nous savons que les catastrophes naturelles ne sont pas les plus à craindre pour l'avenir de la civilisation et que ce sont les inventions humaines qui, employées pour la guerre, pourraient non seulement anéantir la culture, mais faire disparaître l'espèce humaine. Pierre Curie avait pressenti les dangers qui nous menacent aujourd'hui. En 1903, il terminait sa conférence Nobel par ces paroles :

On peut concevoir que dans des mains criminelles le radium puisse devenir très dangereux, et ici on peut se demander si l'humanité a avantage à connaître les secrets de la nature, si elle est mûre pour en profiter ou si cette connaissance ne lui sera pas nuisible. L'exemple des découvertes de Nobel est caractéristique, les explosifs puissants ont permis aux hommes de faire des travaux admirables. Ils sont aussi un moyen terrible de destruction entre les mains de grands criminels qui entraînent les peuples vers la guerre. Je suis de ceux qui pensent avec Nobel que l'humanité tirera plus de bien que de mal des découvertes nouvelles.

Ces paroles qui nous apparaissent aujourd'hui d'une étonnante lucidité, mêlée pourtant d'optimisme, traduisaient également la pensée de Marie Curie, puisqu'elle leur attachait une telle importance qu'elle les a placées en épigraphe au début de la petite biographie qu'elle a écrite sur Pierre Curie. Je pense que

si elle vivait aujourd'hui, elle aurait encore confiance dans l'humanité pour échapper à un danger plus proche que celui des catastrophes naturelles, mais qu'il est en son pouvoir de supprimer.



Marie Sklodowska-Curie a consacré sa vie au développement de la radioactivité, par son travail scientifique, par la création d'un grand établissement de recherche, par la formation de nombreux chercheurs français ou étrangers, dont beaucoup ont à leur tour formé des élèves, par son enseignement à la Faculté des Sciences, par sa contribution aux liaisons scientifiques internationales. J'espère avoir donné ici une idée de la diversité de l'œuvre qu'elle a accomplie avec une confiance ardente dans la beauté et le rôle social de la Science.

UNE CEREMONIE OFFICIELLE

EN L'HONNEUR DE FREDERIC ET IRENE JOLIOT-CURIE

Le jeudi 21 octobre dernier a eu lieu à la Sorbonne, à l'amphithéâtre Richelieu, une importante manifestation, la célébration officielle du vingtième anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle par Frédéric Joliot-Curie, membre de notre Comité directeur, et Irène Joliot-Curie, membre du Comité de patronage de *la Pensée.*

Un très nombreux public, où les étudiants se mêlaient aux plus éminents représentants de l'Université et de la recherche scientifique, acclama chaudement les deux grands savants, dont les travaux prestigieux furent célébrés par les représentants de l'Académie des Sciences, de l'Académie de Médecine, du Collège de France, de la Sorbonne, du Commissariat à l'Energie atomique, du Centre national de la Recherche Scientifique, de l'Ecole de physique et chimie, de l'Institut du radium et enfin par le ministre de l'Education nationale, qui présidait la cérémonie.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur cette séance mémorable ; mais nous tenons dès aujourd'hui à dire à nos amis Frédéric et Irène Joliot-Curie combien nous sommes heureux et fiers de voir cet hommage officiel rendu à juste titre à leur œuvre scientifique, qui est l'honneur de la France.

DU CAPITALISME AU SOCIALISME

LA PÉRIODE DE TRANSITION

Du nouveau Manuel d'économie politique, dû à la plume d'Ostrovitianov et d'un groupe de collaborateurs, qui est sorti des presses à Moscou à la mi-septembre et qui a une importance proprement internationale, nous publions, sans attendre la traduction française à paraître bientôt en librairie, quelques paragraphes consacrés aux traits essentiels de la période de transition du capitalisme au socialisme (3e partie : Le mode de production socialiste, chap. XXII).

*M. François Mauriac écrivait dans l'*Express *du 2 octobre :*

Les contradictions du régime capitaliste que les marxistes dénoncent, serons-nous dignes de les surmonter ? Il n'existe pas d'autre problème en France et Outre-mer...

Bon diagnostic, remède impuissant.

*Le problème central de l'histoire contemporaine à l'échelle mondiale est l'émancipation de l'humanité du régime capitaliste. Il s'agit d'éliminer ce système avec ses contradictions, et non de le conserver en estompant (en « surmontant » à la Mauriac) ses contradictions, ainsi que Proudhon le voulait autrefois, que le social-démocratisme le prétend aujourd'hui. La « troisième ligne » rêvée par le chroniqueur de l'*Express *n'existe pas.*

Il n'est pas besoin d'ajouter qu'en développant, à l'encontre des opportunistes, la lutte de classe pour le socialisme, les marxistes combattent également les prétendus « gauchistes » qui dédaignent de tenir compte des étapes stratégiques imposées par le développement objectif, de l'état original des rapports de classe dans tel pays à telle époque et par exemple ne comprennent pas, dans la situation concrète de la France d'aujourd'hui, l'importance de l'union des forces nationales et démocratiques pour la lutte en faveur de la liberté, en faveur de l'indépendance nationale et de la paix, contre toute conciliation et toute attitude passive devant les visées impérialistes. Comme le montrent les extraits ci-après, la politique des marxistes est toujours une politique de principe, une politique scientifique.

La révolution prolétarienne et la nécessité d'une période de transition du capitalisme au socialisme

TOUT le cours du développement du mode de production capitaliste et de la lutte de classe dans la société bourgeoise conduit inévitablement au remplacement révolutionnaire du capitalisme par le socialisme. A l'époque de l'impérialisme, comme nous l'avons montré plus haut, le conflit entre les forces productives qui ont grandi, et les rapports de production bourgeois, qui sont devenus une entrave pour ces forces productives, atteint un degré d'acuité sans précédent. La loi de la correspondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forces productives exige la liquidation des rapports de production anciens, bourgeois, et l'établissement de rapports de production nou-

veaux, socialistes. De là résulte la nécessité objective de la *révolution prolétarienne socialiste*.

Etant donné l'opposition entre la base de la société bourgeoise et celle de la société socialiste, l'antagonisme entre les intérêts du travail et ceux du capital, l' « évolution » pacifique du capitalisme en socialisme, que prêchent les opportunistes, est impossible. Le passage du capitalisme au socialisme ne peut être réalisé que par le moyen de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Sa situation économique fait du prolétariat l'unique classe capable de rassembler tous les travailleurs autour d'elle pour renverser le capitalisme et faire triompher le socialisme.

La révolution prolétarienne se distingue dans le principe de toutes les révolutions précédentes. Lors du passage de l'esclavage à la féodalité, puis de la féodalité au capitalisme, une forme de propriété privée était remplacée par une autre ; au pouvoir de certains exploiteurs succédait celui d'autres exploiteurs. Etant donné que toutes les formations sociales d'exploiteurs avaient le même type de base, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, la nouvelle structure économique mûrissait progressivement au sein de l'ancien mode de production. Ainsi, la révolution bourgeoise commence habituellement lorsque les formes du régime capitaliste, qui ont grandi et mûri au sein de la féodalité, sont déjà plus ou moins prêtes. L'objectif fondamental de la révolution bourgeoise consiste dans la prise du pouvoir par la bourgeoisie, afin de faire correspondre ce pouvoir avec l'économie capitaliste existante. La prise du pouvoir est habituellement le terme de la révolution bourgeoise.

La révolution prolétarienne se donne pour but de remplacer la propriété privée des moyens de production par la propriété sociale et de liquider toute exploitation de l'homme par l'homme. Elle ne trouve toute prête aucune forme d'économie socialiste, quelle qu'elle soit. Le régime socialiste, fondé sur la propriété sociale des moyens de production, ne peut pas grandir au sein de la société bourgeoise, qui est fondée sur la propriété privée. La révolution prolétarienne a pour mission, après avoir instauré le pouvoir du prolétariat, de construire une économie nouvelle, socialiste. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière n'est que le commencement de la révolution prolétarienne, ce pouvoir étant utilisé comme levier pour la refonte de la vieille économie et l'organisation de la nouvelle.

De ce fait, le remplacement du régime capitaliste par le régime socialiste nécessite dans chaque pays *une période de transition*, période particulière qui englobe toute une époque historique.

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat* [1].

La période de transition du capitalisme au socialisme commence par l'instauration du pouvoir prolétarien et s'achève avec l'édification du socialisme, première phase de la société communiste. Dans un pays qui accomplit sa révolution prolétarienne, la vieille base capitaliste est liquidée au cours de la période de transition, cependant qu'il se crée une nouvelle base, socialiste, qui assure le développement des forces productives nécessaire à la victoire du socialisme.

---

1. K. MARX : *Critique du programme de Gotha*, Bureau d'édition, p. 32. Cf. p. 34, Editions sociales, 1950.

ıns la période de transition, le prolétariat doit se tremper en tant que force pable d'administrer le pays, d'édifier la société socialiste et de rééduquer les asses petites-bourgeoises dans l'esprit du socialisme.

En s'appuyant sur les thèses de Marx et d'Engels, Lénine a construit une éorie complète de la période de transition du capitalisme au socialisme et à la ctature du prolétariat, qui a armé la classe ouvrière et tous les travailleurs de connaissance scientifique des voies de l'édification du socialisme.

La révolution prolétarienne a triomphé tout d'abord en Russie. En Russie, niveau de développement du capitalisme était suffisant pour que la révolution olétarienne triomphât. De plus, la Russie était le nœud de toutes les contra-ctions de l'impérialisme, ce qui a fortement accéléré la prise de conscience volutionnaire du prolétariat et le rassemblement des masses paysannes autour lui. En octobre 1917, armé de la théorie léniniste de la révolution socialiste allié à la paysannerie pauvre, le prolétariat de Russie a, avec le Parti com-uniste à sa tête, renversé le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires nciers et instauré sa dictature. La grande révolution socialiste d'Octobre a, our la première fois dans l'histoire de l'humanité, ouvert la voie du socialisme montré l'exemple de ce que devaient être les traits fondamentaux de la révo-ution prolétarienne dans n'importe quel pays. Cependant la révolution socialiste inévitablement, dans chaque pays qui s'est détaché du système de l'impéria-sme des particularités qui découlent des conditions historiques concrètes dans squelles se développe ce pays, ainsi que de la situation internationale.

Lénine a découvert et établi par des arguments scientifiques la possibilité, ans des conditions historiques déterminées, d'une *voie non capitaliste* de déve-ppement pour les pays arriérés au point de vue économique et social. Après voir rejeté le joug de l'impérialisme, ces pays peuvent, avec l'aide des pays 'avant-garde où la révolution prolétarienne a triomphé, éviter le développement ng et douloureux du capitalisme et, sautant le stade capitaliste, passer gra-uellement dans la voie de l'édification du socialisme.

La dictature du prolétariat comme instrument de construction de l'économie socialiste

Etant donné que la révolution prolétarienne a pour mission de liquider toute xploitation, elle ne saurait se dispenser de briser la vieille machine d'Etat, des-inée à écraser les masses laborieuses. La révolution prolétarienne engendre un *Etat l'un type nouveau*, la dictature du prolétariat. Sans la dictature du prolétariat en qualité de superstructure politique, l'affranchissement économique des travail-eurs est impossible, de même que le passage du mode de production capitaliste u mode de production socialiste.

La *dictature du prolétariat*, c'est la direction de la société exercée par la lasse ouvrière au moyen de l'Etat. Sous toutes ses formes précédentes, l'Etat crasait la majorité exploitée dans l'intérêt de la minorité exploiteuse. La dicta-ure du prolétariat écrase la minorité exploiteuse dans l'intérêt de la majorité ravailleuse.

La dictature du prolétariat est une démocratie véritable ; elle exprime les intérêts vitaux des travailleurs. Dans les conditions de la dictature du prolétariat, les travailleurs deviennent, pour la première fois de l'histoire, les maîtres de leur pays. Alors que les révolutions bourgeoises, qui affermissent la nouvelle forme capitaliste d'exploitation, ne peuvent rassembler les masses laborieuses

et exploitées autour de la bourgeoisie pour une période tant soit peu durable, l révolution prolétarienne, qui liquide toute exploitation, peut et doit souder ce masses au prolétariat dans une alliance durable. L'alliance de la classe ouvrièr et de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière, alliance dirigé contre les classes exploiteuses, est le principe suprême de la dictature du pro létariat. Sans cette alliance, il est impossible d'affermir le pouvoir du prolét riat et de construire une économie socialiste.

La dictature du prolétariat est, dans les nouvelles conditions et sous de nou velles formes, le prolongement de la lutte de classe du prolétariat contre le exploiteurs à l'intérieur du pays et contre les forces agressives de l'encercle ment capitaliste.

> La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pa fique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions la vieille société [1].

En fonction des objectifs de la construction du socialisme, la dictature d prolétariat a trois aspects fondamentaux. Elle représente l'utilisation du pouvo par le prolétariat : premièrement, pour écraser les exploiteurs, pour défendre l pays, pour consolider les liens avec les prolétaires des autres pays ; deuxièmemen pour détacher définitivement de la bourgeoisie les masses laborieuses et explo tées, pour consolider l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour entraîne ces masses à l'édification du socialisme ; troisièmement, pour édifier une sociét nouvelle, socialiste.

La dictature du prolétariat, en tant que superstructure politique, est enge drée par le fait que s'impose, comme nécessité économique, le passage de l société du capitalisme au socialisme. Mais une fois venue au monde, la dict ture du prolétariat, en tant qu'instrument de la construction de l'économie soci liste, devient elle-même une force immense. Elle aide activement sa base soci liste à prendre forme et à se consolider, elle assure l'élimination de la vieil base capitaliste et la victoire des formes socialistes d'économie sur les form capitalistes.

Les formes socialistes d'économie ne peuvent ni apparaître, ni se développ spontanément. Elles apparaissent et se développent à la suite de l'activité pl nifiée de l'Etat prolétarien et de l'activité créatrice des masses laborieuses.

L'Etat prolétarien ne peut atteindre son objectif, la construction d'une no velle base, que parce qu'il s'appuie sur une loi économique objective : la co respondance nécessaire entre les rapports de production et le caractère des forc productives, ainsi que sur les nouvelles lois économiques qui naissent dans d nouvelles conditions économiques. La dictature du prolétariat assure la cré tion d'un type d'organisation sociale du travail plus élevé que celui du capit lisme. C'est en cela que réside la principale source de la force du régime soci liste et de sa victoire sur le régime capitaliste.

Il peut y avoir différentes formes de l'Etat prolétarien.

> Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas ne pas fournir une gran abondance et une diversité de formes politiques ; mais leur essence sera nécessairement une : dictature du prolétariat [2].

---

1. Lénine : *La maladie infantile du communisme (Le gauchisme)*. Œuvres choisies, Mosc 1953, t. II (2), p. 372. Cf. p. 32, Editions sociales, 1953.

2. Lénine : *L'Etat et la révolution*. Œuvres choisies, Moscou, t. II (1), p. 220. Cf. p. Editions sociales, 1947.

Cette thèse fondamentale du marxisme-léninisme est entièrement confirmée, aussi bien par l'expérience historique de l'U.R.S.S., où s'est instaurée la forme de dictature du prolétariat découverte par Lénine : le pouvoir des Soviets, que par l'expérience historique postérieure des pays où la dictature du prolétariat a la forme de la démocratie populaire.

Dans les pays de dictature du prolétariat, la direction de toute la construction planifiée de l'économie socialiste appartient aux partis communistes (ouvriers). Armés de la théorie du marxisme-léninisme et de la connaissance des lois du développement économique de la société, ces partis organisent et orientent les masses populaires pour la solution des problèmes de la construction socialiste.

La nationalisation socialiste

Le développement du capitalisme a rendu économiquement indispensable et possible la socialisation de la grande industrie mécanique, des transports mécaniques, des banques, etc. Aussi, dès le début de la période de passage, l'Etat prolétarien nationalise-t-il la grande production capitaliste, privant ainsi les capitalistes de leur situation dominante dans l'économie.

La *nationalisation socialiste*, c'est la confiscation révolutionnaire, par le pouvoir prolétarien, de la propriété des classes exploiteuses et sa transformation en propriété socialiste d'Etat, en bien du peuple tout entier. La nationalisation socialiste fait disparaître la contradiction fondamentale du capitalisme : la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation.

Pour la construction socialiste, le rôle décisif est joué par la nationalisation de la grande industrie, qui est la branche-clé de l'économie nationale. D'autre part, on nationalise les banques, les transports ferroviaires, la flotte marchande et les P.T.T., les grandes entreprises du commerce intérieur ainsi que le commerce extérieur. Par suite de la nationalisation des banques, la bourgeoisie perd un des leviers les plus importants de sa domination économique, tandis que l'Etat prolétarien acquiert un appareil économique centralisé et ramifié qui, après un remaniement révolutionnaire, sert à construire le socialisme. La nationalisation du commerce extérieur est nécessaire pour assurer aux pays qui édifient le socialisme, leur indépendance économique à l'égard du monde capitaliste.

La nationalisation socialiste prive, premièrement, les capitalistes des moyens de production et détruit ainsi la domination économique de la bourgeoisie dans le pays ; elle donne, deuxièmement, une base économique à la dictature du prolétariat en remettant entre les mains des travailleurs les *leviers de commande de l'économie nationale*, c'est-à-dire les branches-clés de l'économie. Dans ces branches, la propriété sociale des moyens de production constitue la base des rapports de production socialistes.

En se fondant sur la nécessité vitale d'éliminer les survivances du servage et de l'agriculture féodale, depuis longtemps caduque, l'Etat prolétarien procède à la *confiscation* immédiate des terres des grands propriétaires fonciers et de leurs exploitations avec le cheptel mort et vif. La majeure partie des terres confisquées est remise à la paysannerie laborieuse. Sur une autre partie, plus petite, on organise de grandes entreprises agricoles d'Etat.

Une des mesures les plus importantes de la révolution socialiste est la *nationalisation de la terre*, c'est-à-dire l'élimination de la propriété privée de

la terre et la remise de la terre en propriété à l'Etat prolétarien. Le pouvoir prolétarien décide des modes et des délais de nationalisation de *toute* la terre en fonction des conditions concrètes de chaque pays. En Russie, où les traditions de propriété privée de la terre étaient chez les paysans plus faibles qu'en Occident, le pouvoir des Soviets a procédé à la nationalisation de toute la terre dès le début de la révolution, conformément à la revendication des masses paysannes. Par là-même disparaissait la rente foncière absolue. Pour la première fois dans l'histoire, la paysannerie soviétique a reçu la terre en jouissance gratuite des mains de la révolution prolétarienne. Dans les pays où les petits paysans ont depuis longtemps la propriété privée de la terre et où les traditions de propriété privée du sol sont par conséquent plus fortes, la classe ouvrière arrivée au pouvoir ne nationalise pas toute la terre au début de la révolution. Dans ces pays, on ne nationalise qu'une partie des terres confisquées aux grands propriétaires fonciers, partie qui constitue un fonds d'Etat ; quant à la majeure partie des terres confisquées, elle devient la propriété privée des paysans. La question de la nationalisation de toute la terre se résout pratiquement au cours de la réorganisation socialiste de l'agriculture.

Après avoir brisé l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, la grande Révolution socialiste d'Octobre a nationalisé et repris sans indemnité, dès les premiers mois, les moyens de production et autres richesses des grands propriétaires fonciers et des grands capitalistes.

Le 26 octobre (8 novembre) 1917 a été promulgué le *décret sur la terre.*

Les terres se trouvant entre les mains des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, de la famille impériale, de l'Eglise et des monastères, ont été confisquées, aliénées sans rachat. Le droit de propriété privée de la terre a été aboli pour toujours. Toute la terre, avec son sous-sol, ses eaux et ses forêts, est devenue propriété d'Etat (bien du peuple tout entier). L'achat et la vente de la terre ont été interdits. La paysannerie a reçu en jouissance gratuite plus de 150 millions de déciatines [1] de terres nouvelles, en plus de celles dont elle jouissait avant la révolution, et elle a été débarrassée du paiement de la rente aux grands propriétaires fonciers, ainsi que des dépenses pour l'achat de la terre, ce qui lui a fait réaliser en tout une économie annuelle de plus de 700 millions de roubles-or. La nationalisation de la terre a servi de base à l'élimination de la classe des grands propriétaires fonciers. Elle a complètement extirpé les vestiges du servage. Ainsi, la révolution socialiste a réalisé du même coup les missions de la révolution démocratique bourgeoise. Par elle-même, la nationalisation de la terre ne créait pas encore de rapports de production socialistes à la campagne, étant donné que sur la terre devenue propriété du peuple tout entier, les exploitations continuaient à être privées. Mais elle a eu une grande importance pour la construction socialiste. La nationalisation de la terre a renforcé la base économique de la dictature du prolétariat et elle a amélioré la situation économique des travailleurs. Elle a facilité par la suite le passage de la paysannerie sur la voie du développement socialiste.

Comme mesure de transition à la nationalisation des entreprises capitalistes sur une grande échelle et pour réglementer dans une certaine mesure leur activité, le pouvoir des Soviets a institué le *contrôle ouvrier*, c'est-à-dire le contrôle exercé par le personnel de ces entreprises sur la production, le commerce et les finances. En décembre 1917, on a nationalisé les banques. Le pouvoir des Soviets a annulé tous les emprunts contractés par le Tsar et le Gouvernement provisoire auprès des capitalistes, aussi bien étrangers que nationaux. Le commerce extérieur a été déclaré monopole d'Etat, l'importation et l'exportation des marchandises ont été retirées des mains des personnes privées et remises aux organismes d'Etat. Le *monopole du commerce extérieure* institué par le pouvoir des Soviets a été une solide barrière

---

1. 1 déciatine = 1,0925 ha (N.d.t.).

contre l'agression économique des impérialistes qui s'efforçaient d'asservir le pays et d'en faire leur colonie. Les chemins de fer et les P.T.T., la flotte de commerce maritime et la grande flotte de commerce fluvial sont devenus le bien de tout le peuple. Le pouvoir des Soviets a étendu de plus en plus la *nationalisation des entreprises industrielles* en les confisquant sans rachat. En Juin 1918 fut décrétée la nationalisation des grandes entreprises de toutes les branches de l'industrie.

La nationalisation de la grande industrie, des banques, des transports et du commerce extérieur signifiait que le pouvoir des Soviets avait brisé la puissance économique de la bourgeoisie et pris en main les leviers de commande de l'économie nationale.

Dans les entreprises nationalisées, les rapports de production capitalistes furent remplacés par des rapports de production socialistes. En devenant propriété sociale, les moyens de production cessèrent d'être du capital. L'exploitation de l'homme par l'homme fut abolie. Il s'instaura une discipline du travail nouvelle, socialiste. L'émulation socialiste prit naissance parmi les ouvriers. Petit à petit s'implantèrent les principes socialistes de direction de la production, combinant la direction unique et l'activité créatrice des masses.

Le pouvoir des Soviets surmonta la résistance de la bourgeoisie et le sabotage des spécialistes bourgeois, et, dans une lutte opiniâtre contre la passivité petite-bourgeoise, il passa à l'organisation générale par l'Etat du recensement et du contrôle de la production et de la répartition des produits.

Les formations économiques et les classes dans la période de transition. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie

Par suite de la nationalisation de la grande industrie, des moyens de transports, des banques, etc., le type socialiste d'économie prend naissance. A côté du type socialiste fondé sur la propriété sociale des moyens de production, il existe encore, dans la période de transition, des types (c'est-à-dire des formes d'économie) hérités du passé et fondés sur la propriété privée des moyens de production. Autrement dit, l'économie de la période de transition est une économie mixte.

Comme l'indiquait Lénine, il y a eu en U.R.S.S., dans la période de transition, les cinq types économiques suivants : 1° l'économie paysanne patriarcale ; 2° la petite production marchande ; 3° le capitalisme privé ; 4° le capitalisme d'Etat ; 5° le secteur socialiste.

L'économie paysanne patriarcale, fondée sur le travail personnel, était une petite économie presque entièrement naturelle, c'est-à-dire que sa production était presque toute destinée à la consommation personnelle.

La petite production marchande représentait une économie fondée sur le travail personnel et plus ou moins liée au marché. C'était principalement une économie de paysans moyens, produisant la masse principale des céréales marchandes, ainsi qu'une économie d'artisans n'employant pas de travail salarié. Dans la période de transition, le secteur de la petite production marchande a longtemps englobé la majorité de la population du pays.

Le capitalisme privé était représenté par la plus nombreuse des classes exploiteuses, celle des koulaks, par les propriétaires d'entreprises industrielles capitalistes non nationalisées, petites et moyennes principalement, ainsi que par les commerçants. Dans les entreprises capitalistes, on employait le travail

salarié, la force de travail restait une marchandise, il existait des rapports d'exploitation et une plus-value.

Le capitalisme d'Etat existait principalement sous la forme de concessions accordées par le pouvoir des Soviets à des capitalistes étrangers, et sous la forme de certaines entreprises appartenant à l'Etat et données en location à des capitalistes. Sous la dictature du prolétariat, le capitalisme d'Etat diffère essentiellement de ce qu'il est sous la domination de la bourgeoisie. Sous la dictature du prolétariat, le capitalisme d'Etat est un type économique strictement limité par le pouvoir prolétarien et utilisé par ce dernier en vue de la lutte contre la passivité petite-bourgeoise, en vue de la construction du socialisme. Le capitalisme d'Etat a occupé une place tout à fait insignifiante dans l'économie de l'U.R.S.S.

Le *secteur socialiste* comprenait : premièrement, les fabriques, usines, moyens de transport, banques, sovkhoz, entreprises commerciales et autres se trouvant dans les mains de l'Etat soviétique et, deuxièmement, les coopératives : de consommation, d'approvisionnement, de crédit, de production, y compris leur forme supérieure, les kolkhoz. Le régime socialiste avait pour base la grande industrie mécanique. Dès le début de la période de transition, le régime socialiste, qui représente le type d'économie le plus élevé par rapport à tous les autres régimes, a pris le rôle dirigeant dans l'économie du pays.

Dans le secteur socialiste de l'économie, la force de travail a cessé d'être une marchandise, le travail a perdu le caractère de travail salarié et s'est transformé en travail de l'homme pour soi, pour sa propre société. La plus-value a disparu. Le passage à la planification du travail des entreprises nationalisées à l'échelle de branches entières, puis à l'échelle de tout le secteur d'Etat dans son ensemble, s'est opéré graduellement. Par suite de l'affermissement de la propriété socialiste des moyens de production, les produits fabriqués dans les entreprises d'Etat sont revenus non aux capitalistes, mais à l'Etat, c'est-à-dire à tout le peuple travailleur.

La présence de ces cinq types n'est pas inévitable pour chaque pays qui construit le socialisme. Comme l'enseignait Lénine et comme cela est maintenant confirmé par l'expérience de l'histoire, on a dans chaque pays, à la période de transition du capitalisme au socialisme, les formes principales d'économie sociale que voici : le socialisme, la petite production marchande, le capitalisme. A ces formes d'économie sociale correspondent des classes : la classe ouvrière, la petite bourgeoisie (paysannerie surtout), la bourgeoisie. Les principales caractéristiques de l'économie, des rapports de classe et, par conséquent, des principes qui président à la politique économique de la dictature du prolétariat dans la période de transition sont communes à tous les pays, ce qui n'exclut pas, mais suppose, l'existence de particularités spécifiques dans chaque pays.

Dans la période de transition, la situation des classes change radicalement par rapport à ce qu'elle est en régime capitaliste.

La *classe ouvrière*, de classe opprimée sous le capitalisme, est devenue la classe dominante, qui détient le pouvoir et dispose, avec tous les travailleurs, des moyens de production socialisés par l'Etat. La situation matérielle de la classe ouvrière s'améliore constamment, son niveau culturel s'élève sans cesse.

A la *paysannerie*, aux masses de paysans pauvres et moyens, l'Etat socialiste donne la terre ; il les libère de l'oppression des grands propriétaires fonciers, il les défend contre les koulaks, et leur accorde son aide économique et culturelle dans tous les domaines. A la suite de la révolution d'Octobre et de l'aide accordée par le pouvoir des Soviets, les paysans pauvres et moyens ont produit

ès 1926-1927 plus de 4 milliards de pouds[1] de céréales, alors qu'avant la révo-ıtion, ils ne produisaient que 2,5 milliards de pouds par an.

La petite production marchande des paysans engendre inévitablement des léments capitalistes ; il se produit dans la paysannerie une différenciation de lasse en paysans pauvres et en koulaks. Mais le processus de différenciation .e la paysannerie revêt un autre caractère dans la période de transition qu'en égime capitaliste. Dans les conditions du capitalisme, le nombre des paysans auvres et des koulaks augmente à la campagne, tandis que celui des paysans noyens diminue : ceux-ci sont ruinés en masse et viennent grossir les rangs les paysans pauvres et du prolétariat. En U.R.S.S., il y a eu dans la période le transition, avant que les masses fondamentales de la paysannerie s'engagent lans la voie du socialisme, une augmentation en nombre et en pourcentage les paysans moyens, avec une diminution du nombre des paysans pauvres, dont ıne partie s'est élevée au niveau des paysans moyens ; dans le même temps, e nombre des koulaks a beaucoup moins augmenté qu'en régime capitaliste ; e paysan moyen est devenu la figure centrale de l'agriculture.

Après la révolution d'Octobre, dès 1918, les paysans moyens prédominaient à la ampagne. C'était là le résultat de la remise gratuite aux paysans de la terre et 'une partie du cheptel mort et vif des grands propriétaires fonciers. En 1918, on a rocédé à une expropriation partielle des koulaks, auxquels on a pris 50 millions 'hectares de terres pour les remettre aux paysans pauvres et moyens. En 1928-929, les foyers paysans se répartissaient comme suit : 35 % de paysans pauvres. o % de paysans moyens et de 4 à 5 % de koulaks.

Dans sa politique à l'égard de la paysannerie au cours de la période de assage, le pouvoir des Soviets a pris pour guide la formule léniniste : alliance olide avec le paysan moyen, appui sur le paysan pauvre, lutte intransigeante ontre le koulak. Lénine enseigne que la classe ouvrière doit toujours, en diri-eant la paysannerie, distinguer les deux aspects du paysan : celui de travailleur t celui de propriétaire privé.

Le paysan moyen a une double nature : comme travailleur, il est attiré vers e prolétariat, et comme petit propriétaire, vers la bourgeoisie. La bourgeoisie t le prolétariat s'efforcent tous deux de conquérir les masses de paysans moyens. 'our cela, la classe ouvrière s'adresse aux intérêts fondamentaux du travailleur u'est le paysan, et la bourgeoisie essaie d'utiliser les intérêts du propriétaire rivé qu'est ce même paysan. Dans la période de transition, surtout tant que la aysannerie vit sur la base de la propriété privée et de la petite production narchande, il existe certaines contradictions, non-antagoniques, entre la classe uvrière et la paysannerie, par exemple dans la question des prix, ou dans celle u taux des impôts. Mais ces contradictions ne sont pas fondamentales. Dans es questions fondamentales, les intérêts de la classe ouvrière et des masses aborieuses de la paysannerie coïncident ; les deux classes ont un intérêt vital éliminer l'exploitation et à faire triompher le socialisme. C'est en cela que éside la base de l'alliance solide des deux classes amies : la classe ouvrière et a paysannerie.

Le principe de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, la classe uvrière ayant le rôle dirigeant, est à la base de l'édification du socialisme.

---

1. Un poud = 16,38 kg (N.d.t.).

Une tâche *politique* très importante du Parti, déterminante pour toute l'issue de la Révolutio — dit la résolution du XII[e] congrès du P. C. (b) de Russie, — est de veiller avec la plus gran attention et le plus grand soin à *l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie et de la développer*

L'alliance solide de la classe ouvrière et de la paysannerie est une conditio nécessaire pour qu'il y ait des rapports économiques justes entre la ville et l campagne, entre l'industrie et l'agriculture, et pour que progressent l'agricu ture et sa transformation socialiste. Ce n'est que sur la base de l'alliance d la classe ouvrière et de la paysannerie que peuvent être garanties l'éliminatio des formes capitalistes de l'économie et la victoire du socialisme.

La classe ouvrière et la paysannerie sont les classes principales de l période de transition.

La *bourgeoisie*, qui a perdu le pouvoir et les principaux moyens de pr duction, n'est plus une des classes principales de la société. Les grands cap talistes et une partie considérable de la bourgeoisie moyenne des villes so dépossédés des moyens de production au début de la période de transition. Ma il subsiste après cela une partie de la bourgeoisie des villes, ainsi que la bou geoisie rurale, les koulaks. Pendant un certain nombre d'années de la périod de transition, la bourgeoisie conserve encore une force considérable. Cel s'explique par le caractère inéluctable de l'apparition spontanée d'élémen capitalistes à partir de la petite économie marchande et par l'impossibilité d remplacer l'économie capitaliste par l'économie socialiste d'un seul coup da toutes les branches de l'économie. Même après avoir perdu sa domination, bourgeoisie garde dans une plus ou moins grande mesure des ressources mat rielles et financières, des relations avec une couche importante d'anciens sp cialistes. Elle s'appuie sur le soutien du capital international.

La principale contradiction de l'économie dans la période de transitio c'est celle qui existe entre le socialisme naissant, auquel l'avenir appartien mais qui est encore faible au début, et le capitalisme renversé, mais qui e encore fort au début, qui a des racines dans la petite économie marchande représente le passé. Dans tous les domaines de la vie économique de la périod de transition, la lutte se développe entre le socialisme et le capitalisme d'apr le principe : « Qui l'emportera ? ». Entre la classe ouvrière et les masses fo damentales de la paysannerie, d'une part, et la bourgeoisie, d'autre part, existe des contradictions antagoniques, irréductibles. Dans la période de tra sition, l'Etat prolétarien fait d'abord une politique de limitation et d'évinc ment des éléments capitalistes, puis, par la suite, une politique de complè élimination de ces éléments. La lutte de classe acharnée du prolétariat et d masses laborieuses contre la bourgeoisie, dont la résistance s'accroît au f et à mesure que se développe la construction socialiste, est normale pour la périod de transition.

---

1. *Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, conférences et comités ce traux*, 1[re] partie, 7[e] édition, p. 682-683 de l'édition russe.

STALINE
JUSQU'A LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

par Jean FRÉVILLE

Les tomes I, II et III des *Œuvres* de Staline qui viennent de paraître aux Editions Sociales recouvrent, de 1901 à 1917, seize années d'une vie dont chaque minute fut consacrée à la lutte révolutionnaire, plus ou moins interrompue par les périodes d'emprisonnement et de déportation. On y assiste donc au développement de l'activité théorique et pratique de Staline ; dès le début, ce dirigeant des masses s'impose par sa clairvoyance, son audace, son énergie.

La plupart des textes contenus dans ces trois volumes étaient jusqu'ici inconnus des militants français. Ils constituent un apport d'une extrême importance qui contribuera puissamment à leur éducation politique et à la connaissance du marxisme-léninisme.



Le tome I débute par un éditorial que Staline écrit en 1901 pour le premier numéro du premier journal social-démocrate de Géorgie. Staline est alors âgé de 21 ans, mais depuis plusieurs années déjà il participe au mouvement révolutionnaire.

> Je me souviens de l'année 1898, dira-t-il plus tard, lorsqu'on me confia pour la première fois un cercle composé d'ouvriers des ateliers du chemin de fer... C'est là, au milieu de ces camarades, que j'ai reçu mon premier baptême révolutionnaire... Mes premiers maîtres ont été les ouvriers de Tiflis.

Ce qui frappe à la lecture du tome I, c'est l'étonnante maturité politique de ce jeune leader des bolchéviks de Transcaucasie, sa fougue irrésistible, sa confiance dans les masses, son prodigieux sens des perspectives révolutionnaires, qui lui a permis de prévoir les événements et l'a lié d'une amitié indissoluble à Lénine.

D'emblée, Staline se dresse aux côtés de Lénine dans toutes les batailles. D'emblée, il s'engage avec lui dans des chemins nouveaux. D'emblée, il cherche des solutions révolutionnaires aux problèmes que pose la réalité russe.

Lénine, en 1900, fait paraître à l'étranger le journal l'*Iskra* et, en 1902, le livre qui deviendra le bréviaire de tous les bolchéviks : *Que Faire ?* Nourri de ses enseignements, Staline apparaît comme le disciple le plus compréhensif, le plus fidèle de Lénine. Il défendra ses conceptions, il se battra contre ses adversaires. Plus tard, en 1924, après la mort de Lénine, Staline exposera les raisons de l'admiration sans bornes qu'il lui voua.

> L'activité révolutionnaire de Lénine dans les dernières années du XIXe siècle et surtout après 1901, après la parution de l'*Iskra*, m'avait amené à cette conviction que nous avions en Lénine un homme extraordinaire. Il n'était pas alors à mes yeux un simple dirigeant du Parti, il en était le véritable créateur ; car lui seul comprenait la nature intime et les besoins pressants de notre Parti.
>
> Quand je le comparais aux autres dirigeants de notre Parti, il me semblait toujours que les compagnons de lutte de Lénine — Plékhanov, Martov, Axelrod et les autres — étaient moins grands que lui de toute une tête, que Lénine, comparé à eux, n'était pas seulement un des dirigeants du

Parti, mais un dirigeant d'un type supérieur, un aigle des montagnes, sans peur dans la lutte et conduisant hardiment le Parti en avant, sur les chemins encore inexplorés du mouvement révolutionnaire russe.

Dans la Russie tsariste des premières années du XXe siècle, où s'exacerbaient les contradictions sociales, où le prolétariat grandissait en force et en conscience, où mûrissait une immense révolte paysanne, où la bourgeoisie se révélait incapable de mener à son terme la révolution démocratique, où cette révolution démocratique apparaissait comme le prologue de la révolution socialiste, les conditions mêmes de la lutte exigeaient une intransigeance absolue aussi bien sur le terrain des principes que sur le terrain de l'organisation.

Il fallait créer un parti uni, discipliné, forgé dans le feu de l'action et armé d'une théorie révolutionnaire, un parti de combat lié aux masses, leur inculquant une conscience socialiste et les entraînant au combat.

Pour affronter l'autocratie tsariste, ennemi puissant et implacable, qui s'appuyait sur l'armée et la police, déportait les révolutionnaires en Sibérie ou les envoyait au gibet, il fallait des hommes d'une trempe exceptionnelle. Ces lutteurs devaient posséder les qualités du dirigeant, du conducteur de masses, les dons de l'orateur et du journaliste, un courage exemplaire, un dévouement illimité, un esprit d'initiative joint à un esprit de discipline.

Tous ces traits se retrouvent chez Staline.

A l'occasion du 1er mai 1901, il organise, au centre même de Tiflis, une manifestation que Lénine qualifie d'événement historique. Ainsi se réalise, sous l'impulsion de Staline, la fusion du socialisme et du mouvement ouvrier au Caucase.

Quelques mois plus tard, il crée à Batoum une organisation social-démocrate. Le 9 mars 1902, il se met à la tête de 6.000 travailleurs qui manifestent pour obtenir la mise en liberté de 300 ouvriers arrêtés la veille. La troupe tire et tue 15 manifestants. Staline, arrêté, est détenu 18 mois en prison, puis, en automne 1903, déporté en Sibérie. Il s'en évade au début de 1904 pour reprendre le combat en Transcaucasie.

Dans son article : « Classe des prolétaires et Parti des prolétaires », publié le 1er janvier 1905, il reprend les thèses de Lénine sur les devoirs des militants et conclut comme lui « que notre Parti est une forteresse, dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui ont fait leurs preuves ».

Quelques mois plus tard, il expose dans sa brochure : *Coup d'œil rapide sur les divergences dans le Parti*, ce qui, depuis le congrès de Londres, en 1903, sépare les bolchéviks des menchéviks. Les menchéviks croient à la spontanéité du mouvement, ils tendent à un « mouvement sans socialisme ». Cet abandon de l'idéologie socialiste signifie, en fait, une subordination à l'idéologie bourgeoise.

S'en tenir à la spontanéité, déclare Staline, est une théorie opportuniste. Il faut à la classe ouvrière un parti révolutionnaire conscient, armé d'une théorie révolutionnaire. La fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier assurera la victoire du prolétariat.

Qu'est-ce que le socialisme scientifique sans le mouvement ouvrier ? Une boussole qui, laissée sans emploi, ne pourrait que se rouiller et ne serait plus bonne qu'à être jetée par-dessus bord.

Qu'est-ce que le mouvement ouvrier sans le socialisme ? Un navire sans boussole, qui finira bien par accoster l'autre rive, mais qui, s'il possédait une boussole, accosterait beaucoup plus vite et s'exposerait à moins de périls.

Unissez-les et vous aurez un excellent navire qui ira droit à la rive opposée et gagnera le port sans dommage.

Unissez le mouvement ouvrier au socialisme et vous aurez un mouvement social-démocrate qui s'élancera tout droit vers la « terre promise ».

Ce sont là exactement les thèses développées par Lénine dans *Que Faire ?*

Tandis que la révolution de 1905 déferle à travers la Russie, Staline, dans des icles d'une vigueur et d'une concision remarquables, appelle le prolétariat du Cause à l'insurrection armée. Le jour même où le tsar publie son Manifeste, simple anœuvre pour apaiser les esprits et pouvoir mieux écraser par la suite le prolétariat, aline, parlant dans un meeting, s'écrie :

> Que nous faut-il pour vaincre effectivement ? Trois choses : premièrement, nous armer : deuxièmeent, nous armer ; troisièmement, encore et encore une fois nous armer.

C'est en décembre 1905, à la première conférence bolchévik de Russie, réunie à ammerfors, en Finlande, que Staline rencontre pour la première fois Lénine. Quelques iois plus tard, il sera délégué par l'organisation de Tiflis au IV[e] congrès du Parti ıvrier social-démocrate de Russie, tenu en avril 1906 à Stockholm. Il y résume en ne phrase les conceptions divergentes qui opposent bolchéviks et menchéviks : « Ou hégémonie du prolétariat, ou l'hégémonie de la bourgeoisie démocratique ».

Le reflux de la vague révolutionnaire s'accompagne d'une recrudescence d'activité es anarchistes caucasiens. Staline assume la défense des principes théoriques du aarxisme dans une série d'articles intitulés : *Anarchisme ou socialisme ?*

Il y explique, d'une façon accessible et populaire, ce que sont le matérialisme et a dialectique. Il dénonce les falsifications que les anarchistes apportent dans leur interrétation du marxisme. Il montre que le développement du capitalisme conduit à la évolution socialiste et à la dictature du prolétariat. Les conditions mêmes de la lutte les classes, à la veille du choc décisif, exigent la formation d'un parti prolétarien de ype nouveau, résolu à vaincre et différent des partis opportunistes de la II[e] Internationale.

Anarchisme ou socialisme, exposé lumineux des grandes idées du marxisme sous ıne forme vivante et polémique, est devenu un des textes classiques de notre littérature héorique.



A partir de juillet 1907 commence la période d'activité révolutionnaire de Staline Bakou. Il mobilise les masses pour la lutte politique contre le tsarisme, il lie 'action illégale à l'action légale. Tandis que la réaction de Stolypine s'appesantit sur 'immense pays, les ouvriers de Bakou continuent la lutte : Lénine les appellera « les lerniers Mohicans de la grève politique de masse ».

Sous l'impulsion de Staline, les idées de Lénine l'emportent au sein de l'organiation de Bakou, qui devient une citadelle du bolchévisme.

> Deux années de travail révolutionnaire parmi les ouvriers de l'industrie du pétrole m'avaient guerri, avaient fait de moi un combattant, un dirigeant pratique. Mis en contact avec les ouvriers vancés de Bakou comme Vatsek, Saratovetz, etc..., d'une part, et me trouvant au plus fort des onflits aigus entre ouvriers et industriels du pétrole, d'autre part, j'ai appris pour la première fois e que c'était que diriger de grandes masses d'ouvriers. C'est ainsi que j'ai reçu à Bakou mon econd baptême révolutionnaire.

Arrêté le 25 mars 1908, déporté, Staline s'évade en juin 1909 et reprend à Bakou on activité illégale. Il lutte contre les liquidateurs et contre les otzovistes qui se refusaient utiliser les possibilités qu'offrait l'action parlementaire à la Douma. Il préconise la onvocation d'une conférence générale du Parti et la formation en Russie d'un centre llégal du Parti pour assurer le travail pratique.

Arrêté à Bakou le 23 mars 1910, déporté de nouveau à Solvytchégodsk, il s'évade our la troisième fois à la fin de l'été 1911. Il se rend à Saint-Pétersbourg où il combat

liquidateurs menchévistes et trotskistes et consolide les organisations bolchéviks. Nou velle arrestation le 9 septembre 1911, nouvelle déportation, nouvelle évasion er février 1912.

Tandis que Staline résidait dans le gouvernement de Vologda, une conférence d Parti ouvrier social-démocrate de Russie se tenait, en janvier 1912, à Prague : ell chassait les menchéviks et jetait les fondations d'un parti de type nouveau, le Part bolchévik. Les promoteurs de la conférence annonçaient l'imminence d'un essor d mouvement révolutionnaire en Russie et décidaient de créer un centre, le Bureau russ du Comité central, pour diriger l'action révolutionnaire dans le pays, appuyé sur u journal, la *Pravda.*

Staline, s'étant évadé, s'occupe activement de la parution de la *Pravda,* dont l premier numéro paraît, sous sa direction, le 22 avril 1912.

Ce même jour, il est arrêté. Cette fois, on le déporte au cœur de la Sibérie, Narym. Il s'en évade le 1er septembre 1912 et regagne Saint-Pétersbourg.

Rédacteur en chef des journaux bolchéviks la *Pravda* et la *Zvezda,* dirigeant d Bureau central, il mène, lors des élections à la IVe Douma, une ardente campagne qu aboutit à la victoire du Parti. Le « Mandat des ouvriers de Saint-Pétersbourg à leu député ouvrier », qu'il a rédigé, est hautement apprécié par Lénine. Après les élec tions, Staline dirige la fraction bolchévik de la Douma.

Durant toute cette période si importante pour le développement ultérieur du mou vement, Staline travaille en liaison étroite avec Lénine. Il se rend deux fois à Cracovi chez Lénine, en novembre et en décembre 1912, pour participer à une conférence d Comité central.

C'est pendant son séjour hors de Russie que Staline écrit le *Marxisme et la Questio nationale* qui définit la position théorique du bolchévisme sur ce sujet.

Quelques jours après son retour à Saint-Pétersbourg, Staline est arrêté. Le gouver nement tsariste le déporte dans une région lointaine, au delà du cercle polaire, comm pour le retrancher du monde des vivants. Il y passera dans les conditions les plus dure les années de 1914, 1915, 1916. Bien qu'il se trouve isolé, Staline adopte l'attitude d Lénine sur tous les grands problèmes de la guerre, de la paix, de l'impérialisme et d la révolution.

Dès que la révolution de février 1917 éclate, Staline accourt à Pétrograd pou reprendre son poste de combat.

Durant cette période de dix ans qui comporte plus d'années de détention que d liberté, Staline, tant au point de vue théorique que pratique, accomplit une tâch considérable. Il n'a pas seulement formulé les principes bolchéviks de la solution d problème national, faisant ainsi justice des thèses opportunistes en honneur au sein d la IIe Internationale, il a également, par sa lutte contre les menchéviks, les otzovistes les trotskistes, contribué à la formation et au développement d'un parti capable d faire triompher la révolution socialiste.

Nul n'était plus qualifié que Staline pour élaborer un programme véritablemen marxiste dans la question nationale. Il avait lutté au Caucase, carrefour de l'Europ et de l'Asie peuplé de nationalités diverses et nombreuses. Il avait fondé une organi sation transcaucasienne du Parti, que Lénine cite en exemple comme un modèle d'inter nationalisme prolétarien. Dès 1904, Staline, exposant le point de vue du Parti sur l question, avait critiqué âprement les opportunistes qui voulaient cloisonner le prolé tariat entre des barrières nationales.

Les social-démocrates autrichiens Springer et Bauer ne pensaient pas à libére véritablement les nations emprisonnées dans l'empire réactionnaire des Habsbourg. Il ne réclamaient pour elles qu'une « autonomie nationale culturelle » dont Staline di

' « elle fait tenir mécaniquement les nations sur le lit de Procuste de l'intégrité de Etat » oppresseur.

Le Bund revendiquait l'autonomie nationale des Juifs et versait dans le nationa-me bourgeois. Staline démontre qu'isoler les ouvriers juifs conduit à désorganiser le ouvement ouvrier, à briser l'internationalisme prolétarien.

Les liquidateurs caucasiens se réclament, eux aussi, de l'autonomie nationale cultu-le. Staline, au contraire, préconise « une pleine démocratisation du pays comme base condition de la solution du problème national ». La question nationale ne sera solue en Russie et ailleurs que sur la base des quatre principes suivants :

1° Droit de libre disposition.

2° Autonomie régionale, ou autonomie d'un territoire déterminé.

3° Egalité nationale sous toutes ses formes : langue, école, etc...

4° Principe du rassemblement international des ouvriers.

Ces principes énoncés par Staline en 1913 ont permis de résoudre, après la Révo-tion d'Octobre, la question nationale en Russie. On sait la part décisive qu'y a prise aline. Mettant en pratique les conceptions qu'il avait exposées, le gouvernement des oviets a édifié un Etat multinational où cent peuples, développant chacun sa culture unis par le même idéal, marchent, la main dans la main, vers un but commun : socialisme, puis le communisme.

A l'époque qui nous occupe, Staline, dans son appréciation de la révolution en urs, s'en tient fidèlement à l'analyse et aux idées de Lénine. Les menchéviks vou-ient s'entendre avec les cadets, ils assignaient au prolétariat le rôle d'appendice de bourgeoisie. Au contraire, les bolchéviks, tout en soulignant le caractère démocra-que bourgeois de la révolution de 1905, déclaraient que le prolétariat seul était inté-ssé à sa victoire complète ; qu'il avait pour alliée non pas la bourgeoisie, mais la aysannerie ; que le Parti de la classe ouvrière devait garder son autonomie et sa berté d'action, sa doctrine et ses buts spécifiques.

Dans de nombreux articles, Staline s'élève contre toute tentative de désorganiser de liquider le Parti. Il se préoccupe constamment « d'approfondir la révolution et e développer la conscience de classe ». Il veut que le Parti soit solidement implanté ans les usines, il s'inquiète de recruter les futurs dirigeants de la révolution dans la asse ouvrière elle-même.

> Il ne faut pas oublier que les Bebel ne tombent pas du ciel ; ils ne se forment qu'au cours u travail, dans la pratique ; or notre mouvement, aujourd'hui plus que jamais, a besoin de Bebel sses, de dirigeants expérimentés et fermes sortant des milieux ouvriers.

Staline a constamment épaulé Lénine dans sa lutte contre les désagrégateurs du arti, les menchéviks qui voulaient remplacer cette avant-garde cohérente, disciplinée, orte de sa théorie révolutionnaire et indissolublement liée aux masses, par un « parti ans parti », un « parti sans programme ».

En même temps qu'il forge un parti révolutionnaire, Staline élabore une tactique yndicale à base de lutte de classe, pour élargir la bataille ouvrière. Les écrits de Staline ur les luttes revendicatives des ouvriers du pétrole de Bakou définissent « du point e vue des faits vivants » la stratégie et la tactique des grèves. Staline sait à merveille er la lutte économique et la lutte politique.

> La reprise de la lutte politique entraîne aussi une reprise de la lutte revendicative des ouvriers a grève politique alimente la grève revendicative, et inversement... Des masses toujours plus pro-ondes sont entraînées à la lutte nouvelle.

Les menchéviks, comme les socialistes de l'Europe occidentale, s'en tenaient au rincipe des syndicats professionnels. Grâce à Lénine et à Staline, les syndicats de

Russie résistèrent aux entreprises de la réaction, conservèrent leur unité malgré l tentatives scissionnistes et les manœuvres provocatrices de la police. Ils furent d groupements de combat qui jouèrent un rôle considérable dans le développement d mouvement révolutionnaire en Russie.



Le tome III nous conduit de mars à octobre 1917. C'est donc toute la périod entre le renversement du tsarisme et l'instauration de la dictature du prolétariat q se déroule sous nos yeux. Période de quelques mois, mais si riche en événements, e combats, en leçons, qu'elle présente pour l'historien un intérêt inépuisable. La lut entre le monde capitaliste et la classe ouvrière alliée à la paysannerie atteint sa pl haute acuité. Elle sert de prologue à la révolution prolétarienne qui allait transform le monde.

Le 16 avril 1917, Lénine est rentré d'exil. Staline, à la tête d'une délégatio ouvrière, s'est rendu à la station de Béloostrov, frontière de la Finlande, pour accueillir Lénine. Dès le lendemaint, Lénine formule ses célèbres thèses d'avril q fixent la ligne à suivre pour passer de la révolution démocratique bourgeoise à révolution socialiste.

La 7e conférence que tiennent les bolchéviks en avril s'inspire des thèses de Lénin Staline y présente un rapport sur la question nationale. Il affirme le droit des natio à disposer d'elles-mêmes et à se constituer en Etats indépendants.

En mai 1917, il entre au Bureau politique du Comité central. Le voici au cœ de la lutte : il prend une part active aux travaux du Comité de Pétrograd du Par il dirige la *Pravda*.

Il a raconté plus tard ce qu'avait été, ce qu'avait signifié pour lui sa lutte à tête des masses révolutionnaires de 1917.

> Je me souviens de l'année 1917 où je me vis, à la suite de mes pérégrinations dans les priso et les lieux de déportation, confier par le Parti un travail à Léningrad. Là, au milieu des ouvri russes, me trouvant en contact immédiat avec le grand éducateur des prolétaires de tous les pa le camarade Lénine, dans la tempête des grandes batailles du prolétariat et de la bourgeoisie, al que se poursuivait la guerre impérialiste, j'appris pour la première fois ce que c'était que d'êt un des dirigeants du grand Parti de la classe ouvrière. Là, au milieu des ouvriers russes — libé teurs de peuples opprimés et promoteurs de la lutte prolétarienne de tous les pays et de tous peuples, — je reçus mon troisième baptême révolutionnaire. C'est en Russie que, sous la directi de Lénine, je devins un des artisans de la révolution.

Avec Lénine, il organise la démonstration du 18 juin. Quand Lénine, après les jou nées de juillet 1917, est traqué par le Gouvernement provisoire, Staline, s'opposant Kamenev, Rykov, Trotski, s'élève résolument contre la comparution de Lénine deva le tribunal contre-révolutionnaire.

Pendant que Lénine, réduit à l'illégalité et vivant dans une hutte près de la frontiè russo-finlandaise, élabore la tactique que suivra le Parti et qu'il écrit *L'Etat et la Rév lution,* Staline dirige avec Sverdlov les travaux du VIe congrès du Parti qui siège illég lement (août 1917). Alors que les trotskistes tiennent pour impossible la victoire du soci lisme en Russie, Staline y défend les idées de Lénine et entraîne le Parti vers l'insurre tion armée.

La rébellion du général Kornilov qui se proposait de rétablir le tsarisme en Russ échoua en août 1917 devant la résistance des masses populaires, alertées par les bolch viks. Cet échec de la réaction ouvrait à la révolution des possibilités nouvelles. Il s'ag sait, non plus de se défendre, mais de passer à l'offensive.

Avec hardiesse et prudence, Lénine et Staline préparent le renversement du Gouv

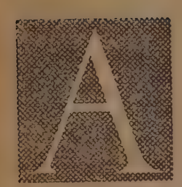
nement provisoire et la prise du pouvoir par les Soviets. Le 16 octobre, le Comité central élit un organisme spécial pour diriger l'insurrection : Staline est à sa tête. Le Comité militaire révolutionnaire, dont cet organisme spécial fait partie, déclenchera le mouvement. Sous la direction de Staline, on dresse des plans de l'insurrection, on en arrête la date. Le 24 octobre, Kérenski fait interdire l'organe central du Parti le *Rabotchi Pout* et envoie des automitrailleuses pour bloquer l'imprimerie du journal. Gardes rouges et soldats révolutionnaires les refoulent. Vers 11 heures, le journal paraît avec un éditorial de Staline qui appelle les masses à renverser le Gouvernement provisoire. Les plans dressés s'exécutent. L'insurrection éclate. Des détachements de soldats révolutionnaires et de gardes rouges s'emparent de tous les points stratégiques, de tous les centres vitaux. En un seul jour les masses abattent le régime séculaire de l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans la soirée du 25 octobre s'ouvre à l'Institut Smolny le IIe congrès des Soviets, qui remet tout le pouvoir aux Soviets.

Cette fresque immense, ce kaléidoscope d'événements prodigieux, ce drame multiple où le sort de l'humanité était en suspens, ces protagonistes géants qui surent accomplir les tâches que leur assignait l'histoire, tout cela apparaît, avec une clarté, une simplicité, une netteté extraordinaires à travers les articles, les appels, les rapports qui forment la substance de ce volume. Le lecteur ne s'initiera pas seulement aux problèmes qui se posèrent à cette époque cruciale devant le peuple russe et devant ses dirigeants révolutionnaires, il se rendra compte des difficultés qu'eurent à vaincre les héros de la révolution russe. Il revivra ces heures enfiévrées où les masses accédaient, avec une rapidité surprenante, à la compréhension des grandes questions politiques : la paix, la question agraire, l'essence de l'impérialisme, la nature de l'Etat, le problème des nationalités, les buts de la révolution. Il suivra Staline lui-même dans son existence quotidienne au sein de la plus vaste des tourmentes, il connaîtra par le détail le destin hors série de ce déporté qui quitte les glaces sibériennes pour prendre la tête des multitudes en mouvement, les lancer à l'assaut du capitalisme et qui, aux côtés de Lénine, instaure le gouvernement des masses, cette dictature du prolétariat, dont avait parlé Marx alors que la classe ouvrière s'éveillait seulement à la conscience de son rôle historique. Il imaginera ce chef toujours en action, tendu vers un seul but, brûlant du feu inextinguible qui embrase Lénine, ayant à résoudre chaque jour les problèmes les plus inattendus et les plus difficiles, courant d'un meeting à une salle de rédaction, d'une imprimerie à un état-major, d'une réunion clandestine à un champ de bataille, tour à tour orateur, journaliste, stratège, théoricien, combattant, cœur et cerveau de la Révolution...

L'histoire ne se répète jamais tout à fait de la même façon, mais ses enseignements restent toujours valables. Le dévouement à la classe ouvrière, le courage, l'audace, la foi révolutionnaire, le sens politique qui sait lier la poursuite des grands desseins aux revendications immédiates, voilà ce qui ressort des trois premiers tomes des *Œuvres* de Staline. Que l'on ne dise pas qu'ils traitent de questions d'une époque révolue ou spécifiquement russe ! Ils apportent dans tous les domaines un enrichissement au marxisme et ils sont incorporés à la Révolution socialiste, à l'histoire qu'il nous appartient de continuer.

LE VIET-NAM UN ET INDIVISIBLE

par Jean CHESNEAUX



TTENDU avec impatience au Viet-Nam comme en France, le cessez-le-feu du 20 juillet a été partout accueilli avec joie. Mais ses modalités n'ont pas laissé de surprendre certains. Que représente cette limite du 17e parallèle, de part et d'autre de laquelle doivent se regrouper les forces de la République démocratique du Viet-Nam et celles du Corps expéditionnaire ? Le peuple vietnamien n'est-il pas menacé des mêmes déchirements, qu'ont connus depuis dix ans à des degrés divers Allemands et Coréens ? Quelles forces jouent aujourd'hui, pour défendre l'unité nationale vietnamienne ou au contraire pour la mettre en péril ?

A ces questions, les traditions séculaires d'unité dont peut se réclamer le peuple vietnamien, apportent déjà une réponse sans équivoque que vient par ailleurs corroborer l'examen de la situation présente.

L'unité du Viet-Nam féodal

Le territoire de la nationalité vietnamienne s'est progressivement constitué au cours des siècles, par le double processus de séparation politique d'avec la Chine, maîtresse du Viet-Nam jusqu'au xe siècle, et de descente le long des plaines côtières. Partis des deltas du Tonkin et du Nord-Annam, les riziculteurs vietnamiens atteignent dès le xve siècle le Cap Varella, dès le xviie siècle les bouches du Mékong ; dès cette époque, l'ensemble des pays qu'ils occupent présente un grand nombre de traits communs. Partout, au Nord comme au Sud, l'activité principale est la culture du riz en rizière irriguée, combinée à d'autres cultures alimentaires ou industrielles (sucre, coton, oléagineux), à la pêche dont une partie du produit est conservée sous la forme originale de la saumure de poisson ou *nuoc-mam*, à l'artisanat de village ; vieux villages du Nord et récentes fondations du Midi sont organisés sur un modèle identique, celui de la commune (*xa, lang*), dirigée par l'oligarchie des riches notables, et dont les terres collectives (*cong-dien*), sont partagées par rotation entre les paysans payant l'impôt. Ce sont les mêmes œuvres littéraires, comme le « Chant de la femme dont le mari part en guerre » (*Chinh-Phu Ngam*), qui circulent à travers tout le pays, et les mêmes légendes qu'on y répète, telle celle du Génie des Monts et du Génie des Eaux. On s'y exprime dans la même langue, apparentée au groupe linguistique mon-khmer, et qui est transcrite dans un système idéographique dérivé du chinois, le *chu-nom*, et adapté aux sons proprement vietnamiens.

Pendant près de deux cents ans, du xve au xviiie siècle, les rivalités de deux maisons féodales vietnamiennes ont paru mettre en péril cette unité. Se réclamant l'un et l'autre de l'autorité nominale des rois de la dynastie Lê, les seigneurs Trinh au Nord et les seigneurs Nguyen au Sud se sont constitué deux principautés, entre lesquelles se divisent les pays vietnamiens, précisément à la hauteur du 17e parallèle. Mais cette coïncidence ne pourrait conduire qu'aux

plus fallacieuses conclusions ceux qui y chercheraient imprudemment une prétendue « ligne de partage permanente ». Car l'antagonisme entre Nguyen et Trinh, fruit d'ambitions féodales, n'affecte en rien l'unité profonde du Viet-Nam. Ce sont les mêmes institutions politiques qui sont conservées dans les deux Etats, le même Code des Lê qui y est appliqué, et on y compte de la même façon les années, par les noms des souverains Lê. Le sens de l'unité perdue est restée si fort parmi le peuple, que Trinh et Nguyen continuent les uns et les autres à s'en réclamer, pour tenter chacun d'absorber son rival au cours de guerres inexpiables. Ce caractère superficiel de la scission des XVII-XVIIIe siècles n'échappe d'ailleurs pas aux visiteurs occidentaux : « Le gouvernement de Cochinchine est le même que celui du Tonkin, car les Cochinchinois *sont une branche de la même nation* », note en 1695 l'Anglais Bowyear, subrécargue de la Compagnie anglaise des Indes Orientales [1].

L'unité politique se reconstitue d'ailleurs dès la fin du XVIIIe siècle ; la dynastie rebelle des Tay-Son, portée au pouvoir par une puissante insurrection paysanne, s'est assuré le contrôle de l'ensemble du pays après avoir renversé les Trinh et refoulé les Nguyen. Et c'est seulement avec l'aide d'émigrés français amenés par l'évêque Pigneau de Béhaine, que les Nguyen réussissent en 1802 à restaurer leur pouvoir sur le Viet-Nam. Féodal dans son principe et dans son fonctionnement, le solide appareil monarchique de la monarchie Nguyen n'en renforce pas moins l'unité du pays. Les mêmes lois, réunies en un Code dès le début du XIXe siècle par l'empereur Gia-Long, s'appliquent partout ; le Viet-Nam est divisé en 31 provinces, dont la dimension est inférieure à celle d'un département français, et que Hué contrôle directement sans l'intermédiaire d'aucun organisme régional ; la Route mandarine, construite par Gia-Long de Hanoï au lointain Saïgon, est l'instrument en même temps que le symbole de cette centralisation renforcée.

Entre ces territoires vietnamiens déjà unis par l'organisation sociale, par la vie culturelle, par la langue, par les institutions politiques, commence en outre au XIXe siècle à s'esquisser une communauté de vie économique plus poussée. De ces premiers progrès de l'économie marchande, témoigne par exemple le développement du commerce à longue distance, en particulier celui du riz de Cochinchine envoyé vers le Centre et le Nord ; l'impôt en argent progresse aux dépens de l'impôt en nature, et on commence la frappe de l'or et de l'argent, les anciennes sapèques de zinc groupées en d'encombrantes ligatures devenant insuffisantes à assurer ces nouveaux rapports économiques. Les traits proprement nationaux du Viet-Nam commencent ainsi à se préciser, et les observateurs français de l'époque n'ont pas manqué de les noter :

> Les Tonkinois et les Cochinchinois sont identiquement, pour l'origine, le langage, les coutumes et le gouvernement, le même peuple,

constatent les missionnaires catholiques, rédacteurs de *l'Aperçu sur la géographie, les productions, l'industrie, les mœurs et les coutumes du royaume d'Annam* [2].

Certaines personnes, déclarera un peu plus tard le futur gouverneur-général Lanessan,

---

1. *Bulletin des Amis du Vieux Hué*, avril 1920.
2. Paru par feuilleton dans le *Courrier de Saïgon*, 1875-76.

ont été amenées à considérer le Tonkin et l'Annam comme des pays distincts, et les Tonkinois comme des ennemis et presque comme des gens d'une autre race que les Annamites.

Il n'en est rien. Que le peuple annamite habite le Tonkin, la Cochinchine ou l'Annam central, il se présente partout avec des caractères ethnologiques et des institutions religieuses, sociales et politiques tout à fait uniformes [1].

Et l'administateur Luro s'inclinera, sous Napoléon III, devant

cette *nation annamite*, fortifiée pendant dix siècles par son contact avec la civilisation chinoise, et rajeunie par le sang des diverses races qu'elle a subjuguées ou refoulées dans son extension vers le Sud [2].

Ces témoins portent un jugement valable, bien qu'ils se soient tous activement solidarisés avec les entreprises françaises contre l'indépendance du Viet-Nam. Car au moment où ils écrivent, l'administration coloniale n'a pas encore choisi définitivement de briser — ou de tenter de briser — l'unité nationale vietnamienne pour établir sa propre domination. C'est seulement au XXe siècle, après Doumer, que les dociles « orientalistes » au service du gouvernement colonial ne dédaigneront pas de porter au rebours de toute vérité historique, des appréciations telles que celle-ci :

Les différences que présentent de nos jours les régimes administratifs appliqués dans les trois pays annamites : pouvoir royal effectif en Annam, nominal au Tonkin, inexistant en Cochinchine, sont conformes aux données de l'histoire, qui y reconnaît elle aussi trois pays de formation différente,

écrivait en 1931 un professeur honoraire au Collège de France, Louis Finot, dans une brochure de propagande destinée au public de l'exposition coloniale de Vincennes [3].

L'échec de la politique coloniale de division

C'est en effet la politique administrative de la colonisation, qui mettait des historiens pourtant bien informés comme Louis Finot dans la pénible obligation de forcer l'histoire à se contredire elle-même. Car, même « conquis », la vigueur de l'organisme national vietnamien continuait d'inquiéter les autorités coloniales ; et dès la fin du XIXe siècle elles avaient tenté de l'affaiblir en le brisant en trois tronçons.

Louis Finot et ses semblables auraient pourtant dû savoir que des mots même de Tonkin, Cochinchine et Annam, piliers sacro-saints de « l'édifice colonial français », les deux premiers n'avaient aucun équivalent dans la langue même du Viet-Nam, tandis que le troisième était abusivement appliqué à un fragment seulement du territoire national. « Tonkin » signifie « capitale de l'Est » (cf. Pékin, Nankin, capitales du Nord et du Sud), et ce mot n'a été appliqué au Viet-Nam du Nord que par un grossier contre-sens. Au XVIIe siècle, les Portugais, et à leur suite les autres Européens, désignèrent du nom de « Cochinchine », d'origine obscure, le Viet-Nam *central* ; jusqu'à Napoléon III, les Bouches du

1. DE LANESSAN : *L'Indochine*, Paris, 1889.
2. LURO (E.) : *Le pays d'Annam*, Paris, 1878.
3. INDOCHINE, volume publié sous la direction de S. Lévy, Paris, 1931.

Mékong étaient appelées « Basse-Cochinchine ». C'est avec une égale indifférence pour la tradition vietnamienne qu'on leur transféra ensuite le nom de « Cochinchine », tandis qu'on réservait au Viet-Nam central le nom d' « Annam », un de ceux par lesquels les Vietnamiens désignaient *l'ensemble* de leur pays.

L'inégalité de régime entre ces trois régions, dont les noms mêmes sont inventés, et qui jamais dans le passé n'avaient été opposées l'une à l'autre, est pourtant une des bases du régime colonial français. La Cochinchine est alors « vieille colonie », et ses citoyens français envoient un député à Paris. L'Annam est un protectorat, où sont conservés théoriquement un gouvernement et une administration vietnamiens, contrôlés par des résidents français. Mais Hué n'a aucune autorité sur le Tonkin, pourtant « pays de protectorat » ; les mandarins qui y subsistent sont directement soumis aux autorités locales françaises. Cloisonnement administratif, qui se combine avec l'instauration d'une Fédération indochinoise englobant à la fois les trois pays vietnamiens, le Laos et le Cambodge. La réalité nationale vietnamienne est masquée, baillonnée, au profit de ces entités artificielles, « Indochine » d'une part, Tonkin, Cochinchine et Annam d'autre part.

Il n'est pas douteux toutefois que ce cloisonnement réagit à son tour sur les transformations sociales du Viet-Nam à l'époque coloniale, dans la mesure où des processus économiques distincts ont affecté chacune des trois régions ainsi artificiellement dissociées. Au Tonkin, où des sociétés françaises exploitent des mines et des usines, est apparue une importante classe ouvrière, sans développement parallèle d'une bourgeoisie vietnamienne. L'Annam, plus pauvre, n'a guère tenté les capitaux coloniaux ; il a conservé sa structure villageoise, où s'est seulement renforcée l'oppression féodale. En Cochinchine ont été défrichés d'immenses domaines, qui se consacrent au riz d'exportation. Cédés à bon compte par l'administration à des hommes dont elle est sûre, ils constituent la base économique d'une importante bourgeoisie rizicole vietnamienne, liée étroitement avec les banques et les exportateurs français de Saïgon. Par ailleurs la masse de paysans déclassés, amenés plus ou moins de force sur ces *latifundia* de Cochinchine, sans traditions solides, est perméable à des idéologies aberrantes, un peu comme les *farmers* de l'Ouest américain à la fin du XIXe siècle : chez eux le caodaïsme, puis le mouvement *hoa-hao*, trouveront un large écho, de même d'ailleurs que le trotskysme.

C'est donc la colonisation elle-même, qui est responsable de certains développements politiques adventices, comme les tendances conciliatrices et particularistes de certaines couches de la bourgeoisie saïgonnaise, ou comme l'instabilité de certains éléments paysans de Cochinchine. Mais ces aspects particuliers ne peuvent en aucun cas être invoqués à l'encontre de la réalité nationale vietnamienne ; à l'époque coloniale, ils n'ont nullement entravé l'essor d'un puissant mouvement de libération nationale.

La forte unité du mouvement d'indépendance se manifeste dans son programme même ; c'est toujours l'indépendance de l'ensemble du Viet-Nam que réclament les lettrés rebelles de 1885-1895, les conspirateurs bourgeois de l'époque qui précède ou suit la Grande Guerre, les militants ouvriers et paysans de la période plus récente, le Viet-Minh en 1941. Les plus importantes organisations mises sur pied, d'ailleurs, sont toujours pleinement nationales ; elles ont des sections dans le Nord comme dans le Sud, telle la Ligue pour la Rénovation du Viet-Nam (*Viet-Nam Duy-Tan Hoi*), fondée en 1905 par les Vietnamiens exilés à Tokyo, ou tel le P.C.I. (parti communiste indochinois). Et pendant les grandes

années du mouvement national, des foyers d'agitation se forment simultanément à travers tout le pays ; en 1885, des révoltes éclatent à la fois au Tonkin, dans le Nord-Annam, au Quang-Ngai (Sud de Hué), dans la banlieue de Saïgon ; les manifestations paysannes de masse de 1908 dans l'Annam coïncident avec des attentats au Tonkin, avec la conspiration de Gilbert Chieu en Cochinchine ; en 1930-31, pendant que les paysans pauvres du Nord-Annam établissent les éphémères *Xo-viet Nghe-An*, les Soviets de Nghe-An, les grèves ouvrières s'étendent au Tonkin, et les paysans des plantations Michelin hissent le drapeau rouge en Cochinchine. L'année 1936 voit se tenir à travers tout le pays de nombreux meetings de masse, à la faveur des possibilités légales offertes par le triomphe du Front Populaire en France.

Tout autant que le programme, l'organisation ou l'activité du mouvement d'indépendance, l'essor de la culture nationale vietnamienne à l'époque coloniale révèle combien vain avait été le rêve de briser par d'ingénieux artifices administratifs l'unité du Viet-Nam. Entre 1925 et 1940 se multiplient à Saïgon, à Hué, à Hanoï, les revues et journaux en langue vietnamienne ; la renaissance littéraire, qui se manifeste par les romans et les poèmes comme ceux de Pham Tat-Dac, de Tran Huu-Do, de Tran Huy-Lieu [1] préfère décidément l'écriture romanisée (*quoc-ngu*) aux anciens caractères idéographiques d'inspiration chinoise. A travers tout le pays, la jeunesse des écoles se passionne pour les mêmes auteurs et les mêmes publications, quand ils soutiennent le combat national.

Pendant toute la période coloniale, l'unité nationale vietnamienne non seulement n'a pas été ébranlée, mais s'est renforcée. A preuve, le premier geste du gouvernement pro-japonais de Tran-Tong-Kim au printemps 1945 est de proclamer le rattachement de la Cochinchine à l'empire d'Annam. Concession de pure forme, mais par laquelle les Japonais et leurs auxiliaires espèrent égarer le patriotisme populaire.

La défense victorieuse de l'unité retrouvée

La révolution d'août resserre encore les liens solides noués entre toutes les terres vietnamiennes au cours de la lutte pour l'indépendance. Dès la capitulation japonaise, la République démocratique (R.D.V.N.) proclamée à Hanoï prend effectivement le pouvoir à travers tout le pays. Plus de Tonkin, d'Annam et de Cochinchine, mais un seul Vietnam ; c'est seulement en raison des difficultés de communication que le Nord, le Centre et le Sud sont constitués en unités administratives distinctes, le *Bac-Bo*, le *Trung-Bo* et le *Nam-Bo* ; ainsi à Saïgon, c'est le « Comité exécutif du Nam-Bo » qui représente le gouvernement Ho Chi-Minh.

Encore une fois, c'est de l'extérieur que vont venir les menaces contre cette unité retrouvée. Les alliés, à Postdam, ont convenu qu'au Vietnam, comme en Corée, le désarmement des Japonais serait confié, à la Chine du Kouo-Min-Tang au Nord du 16ᵉ parallèle, à l'Angleterre au Sud. Mais rapidement les autorités militaires anglaises, avec l'accord du ministre travailliste Bevan, ont outrepassé leurs pouvoirs ; la solidarité des puissances coloniales, alors menacées dans l'ensemble du Sud-Est asiatique par l'essor des mouvements de libération natio-

---

1. Cf. TRUONG-CHINH : « La culture vietnamienne d'hier et d'aujourd'hui » (*Nouvelle Critique*, janvier 1954).

nale, joue à plein ; dès fin septembre, le comité du Nam-Bo a été chassé de Saïgon, au profit des troupes de Leclerc et d'Argenlieu.

Mais la population du Sud n'accepte pas ce coup de force ; elle reste fidèle dans son ensemble au Comité du Nam-Bo, réfugié en plaine des Joncs. Et dans l'accord qu'elles signent le 6 mars 1946 avec la R.D.V.N., les autorités françaises ne peuvent faire autrement que d'accepter la réunification future du Vietnam, sous réserve d'un référendum à organiser dans le Sud.

Mais que vaut cet engagement ? D'Argenlieu cherche à tout prix à faire pièce à la R.D.V.N. ; il organise au printemps une « République autonome de Cochinchine », dont l'existence même est contraire aux accords de mars ; la presse aux ordres et les « spécialistes » dociles découvrent alors avec empressement les « caractères nationaux » particuliers des Vietnamiens de Cochinchine ; mais à part la fraction des gros riziculteurs associés de longue date à l'administration, le « Sudisme » ne trouve aucun soutien dans l'opinion vietnamienne. Celle-ci reste fidèle à l'unité, fidèle à la R.D.V.N. ; à Saïgon les journaux vietnamiens « unionistes » tirent à 50.000, tandis que la presse sudiste atteint péniblement 4 à 5.000 exemplaires, malgré subventions et commandes officielles. Dès la fin de l'année d'ailleurs, les coups de force français de Haïphong et de Hanoï mettent la R.D.V.N. dans la même position au Nord qu'au Sud ; chassée des villes, elle va mener pendant huit longues années dans tout le pays une « résistance généralisée » dont l'appui massif du peuple est la seule mais décisive supériorité.

La force même de cette résistance contraint l'administration française à se déjuger une nouvelle fois. Quelle « solution politique » opposer à la R.D.V.N. ? Alors qu'à l'époque du moine-amiral le bien fondé de « l'autonomisme cochinchinois » était à Saïgon un article de foi, le proconsul Bollaert est ramené à patronner dès 1948 un « gouvernement central vietnamien » pro-colonial, dont la gestion est d'abord confiée au général Xuan, puis à Bao-Daï : hommage du vice à la vertu, et aveu, par ses pires ennemis, de l'inébranlable volonté unitaire des Vietnamiens.

Mais que peuvent ces manœuvres ? Tant que se poursuit la guerre contre la R.D.V.N., les assurances verbales prodiguées à Bao-Daï par les autorités françaises ne peuvent être prises au sérieux par le peuple vietnamien. Bao-Daï reste seul, ou presque seul. Car c'est le paradoxe de ce gouvernement pseudo-national que d'être limité au seul soutien de quelques groupes, eux-mêmes séparés par leurs intérêts particularistes de la communauté nationale vietnamienne : bourgeoisie latifundiaire et sectes politico-militaires de Cochinchine. Accrochés à leurs privilèges, les gros riziculteurs redoutent la politique agraire libératrice de la R.D.V.N. Quant aux Binh-Xuyen, aux Hoa-Hao, aux caodaïstes, des provinces entières ont été abandonnées à leurs exactions ; et cette néo-féodalité des sectes [1],

---

1. Les Binh-Xuyen, simples pirates de grand chemin dont l'organisation prit de l'ampleur sous l'occupation japonaise, ont sans mal fait reconnaître leur importance « politique » aux Hauts-Commissaires français et à leurs protégés. Contrôlant les maisons de jeux, ils ont récemment mis la main à Saïgon sur la police, et sont assurés ainsi de poursuivre sur une base entièrement légale leurs activités traditionnelles.

Les Caodaïstes, sectateurs du Grand Œil (*Cao-Daï*) intermédiaire entre la divinité inconnaissable et l'humanité, avaient un moment inquiété, vers 1930, l'administration coloniale. Mais ralliés aux Japonais, ils ont depuis 1945 soutenu le Corps expéditionnaire.

Fondée vers 1940 par le « bonze fou » Huynh Phu-So, la secte Hoa-Hao a conquis une réelle influence parmi la paysannerie arriérée de l'Ouest cochinchinois. Elle appuya jusqu'en 1947 la R.D.V.N., mais les offres financièrement intéressantes du Corps expéditionnaire décidèrent alors ses dirigeants à monnayer leur « ralliement » à la cause du « monde libre ».

née de la décomposition politique des zones que contrôle le Corps expéditionnaire, ne peut envisager d'un bon œil l'instauration d'un régime démocratique normal. Mais l'un et l'autre de ces groupes sont complètement isolés. Mieux, leur existence même, sous-produit du régime colonial ou post-colonial, prendra fin avec celui-ci. Les tenir pour représentatifs de l'opinion vietnamienne confine à la mystification pure et simple, comme l'a montré l'échec pitoyable du « Congrès nationaliste » tenu à Saïgon à l'automne 1953.

Genève et au delà...

Le maintien de l'unité nationale, la défense d'un Vietnam un et indivisible, est donc une des plus solides et des plus constantes traditions du peuple vietnamien. Et rien dans les accords de Genève ne brise cette unité, pour laquelle le gouvernement de la R.D.V.N. a inlassablement combattu depuis huit ans.

Une équivoque a été habilement entretenue : on a parlé à la légère d'un « partage ». Mais il faut sans cesse répéter combien les dispositions des accords qui sont relatives au 17e parallèle n'ont qu'un caractère technique, limité dans leur application, limité dans leur validité. Il ne s'agit, de part et d'autre de ce 17e parallèle, que de permettre le regroupement des forces militaires des deux adversaires ; c'est dans quelques mois que le Corps expéditionnaire évacuera sa dernière garnison du Nord, celle d'Haïphong ; et la R.D.V.N., les collines du Binh-Dinh et du Quang-Ngai, ses dernières bases militaires dans le sud. Mais rien dans ces mesures militaires ne préjuge de l'avenir politique du Vietnam. Bien au contraire, les accords de Genève prévoient qu'*au plus tard* le 20 juillet 1956, à peine un an après l'achèvement du regroupement, auront lieu des élections générales dans l'ensemble du pays, pour la préparation desquelles les deux parties en présence se concerteront. A Genève la R.D.V.N. a répondu aux vœux de paix du peuple de France et du peuple du Vietnam. Mais les accords qu'elle a signés, s'ils sont respectés, assurent en même temps la défense de l'unité et de l'indépendance nationales.

Il demeure que d'autres ont sans doute d'autres vues.

Le parti américain de la guerre en Extrême-Orient ne s'est pas consolé d'avoir manqué le coup projeté au moment de Dien-Bien-Phu ; il ne s'est pas consolé que le 10 octobre les armées de la R.D.V.N. soient rentrées dans Hanoï, aux acclamations de la population. Retarder au maximum les élections qui, en toute bonne foi, n'ont aucun besoin d'attendre juillet 1956 ; créer dans le sud une parodie d'Etat vietnamien appuyé sur des éléments corrompus comme les sectes et les landlords ; aligner Saïgon sur Manille, Formose ou Séoul ; utiliser le S.E.A.T.O. pour renforcer militairement ce pseudo-gouvernement, en violation des accords de Genève ; attendre enfin les incidents que sauront faire naître des techniciens expérimentés comme Peurifoy, l'homme de la « révolution » guatemaltèque, qui vient de se transporter aux portes du Vietnam : tel est le plan que certains peuvent trouver séduisant ; tel est le plan qu'il faut faire échouer.

De même qu'elle a été assez puissante pour contribuer à la fin de la guerre, l'opinion française, appuyée sur l'amitié qui l'unit au peuple vietnamien, est capable d'imposer le respect et l'application des accords de Genève. Elle est capable de concourir à la reconstitution complète d'un Etat national vietnamien libéré de toute servitude, et qui pourra, dans la paix, entretenir avec la France les plus fructueuses relations culturelles et économiques.

LA PENSÉE ET L'ACTION SOCIALES D'ANATOLE FRANCE

par René MAUBLANC



EU de mois avant le vingtième anniversaire de la mort d'Anatole France, qui a été célébré le 12 octobre, paraissait le second volume des *Trente ans de vie sociale* d'Anatole France[1], commentés par Claude Aveline, dont le premier volume date déjà de cinq ans[2]. Ce premier volume donnait des textes écrits entre 1897 et 1904 ; celui-ci donne des textes de 1905 à 1908 (115 pages datées de 1905[3], 101 de 1906, 8 seulement de 1907 et 59 de 1908).

Comme il l'avait fait pour son premier volume, Claude Aveline a recueilli et publié ici tous les textes par lesquels Anatole France a manifesté son opinion et pris parti en face des problèmes d'actualité, problèmes nationaux et internationaux, dont les principaux sont, de 1905 à 1908, la Révolution russe et la répression tsariste, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la fin de l'affaire Dreyfus, la réhabilitation de Dreyfus et les changements de majorité et de gouvernement, avec l'arrivée des dreyfusards au pouvoir, les syndicats d'instituteurs, le traité d'Algésiras et les affaires marocaines, les rivalités entre l'Angleterre et l'Allemagne, les conflits sociaux de 1908. Sur toutes ces questions, il apporte des commentaires minutieux, qui situent dans leur cadre historique chacun des textes cités. Bien plus, il reproduit, à côté des discours, des lettres ou des articles d'Anatole France lui-même, les appels des divers groupements dont il faisait partie et auxquels il donnait sa signature, et mentionne tous les événements auxquels France fait allusion ou qui expliquent certaines de ses interventions.

C'est donc un exposé extrêmement copieux et détaillé de toute l'histoire de ces quatre années que nous propose Claude Aveline. Je n'ai pas la compétence nécessaire pour porter sur ce travail historique un jugement valable ; peut-être les historiens spécialistes de la IIIe République auront-ils des remarques à faire à ce sujet. Mais je veux rendre hommage à l'extrême conscience de l'éditeur, qui multiplie les références, donne à la fin du volume l'indication exacte de toutes ses sources d'information et permet, en renvoyant à la fin de chaque fragment aux autres paragraphes qui traitent de la même question, de retrouver facilement tous les textes relatifs à la Russie, à l'Allemagne, à la séparation, à l'affaire Dreyfus ou au syndicalisme.

L'index des noms cités (ceux des revues et des sociétés comme ceux des individus), où les noms cités par Anatole France sont distingués par un signe

---

1. Anatole FRANCE : *Vers les temps meilleurs. Trente ans de vie sociale* commentés par Claude AVELINE. II. 1905-1908. Paris, Emile-Paul, 1954. Un vol. in-8 carré de 316 p. — 600 fr.
2. Voir le compte rendu paru dans *la Pensée*, n° 27, nov.-déc. 1949, pp. 148-150.
3. Sur ces 115 pages, 64 reproduisent le remarquable essai publié en janvier 1905 sous le titre de ***l'Eglise et la République.***

typographique de ceux qui sont cités dans les commentaires, contribue aussi à faire de ce livre un instrument de travail exemplaire [1].

La publication de ce second volume nous fait attendre avec impatience ceux qui doivent suivre ; c'est seulement lorsque l'œuvre sera achevée (nous n'avons encore que 11 ans sur les 30 — ou plus exactement les 27, de 1897 à 1924 — « ans de vie sociale » qui nous sont promis) que l'on pourra porter un jugement complet sur la pensée et l'action sociales d'Anatole France, qui ont été si diversement et parfois si injustement commentés depuis sa mort. Mais ses écrits, ses paroles et ses actes dans les années 1905-1908 peuvent nous permettre dès à présent quelques remarques, où je crois devoir distinguer l'action pratique d'Anatole France et sa pensée théorique devant les problèmes sociaux.



Il est incontestable que pendant ces quatre années il ne s'est pas produit à travers le monde une iniquité sociale, une atteinte aux droits des individus ou des peuples, un crime politique ou racial ni une menace contre la paix du monde sans qu'Anatole France ait cru devoir, par la parole et par la plume, s'élever contre eux et intervenir pour soulever l'opinion. On est bien loin, certes, de l'esthète, du dilettante, de l'amateur ironique que représentait France dans la période où la grande bourgeoisie se plaisait à accueillir ce fils du peuple ébloui d'entrer dans le « grand monde ». Non certes qu'il ait cessé d'aimer les livres ; mais, comme il le disait le 30 août 1908, en inaugurant à Quiberon une bibliothèque populaire :

J'aime les bibliothèques, j'aime à m'y attarder même, je sais aussi en sortir. On me l'a reproché ; mais, moi, je m'en félicite. Il faut être un homme de bibliothèque, et non pas un rat de bibliothèque (p. 267).

Il prend une part extrêmement active à toutes les manifestations de la *Ligue des Droits de l'Homme*, à qui son président Francis de Pressensé donnait alors une vigoureuse impulsion ; il préside la *Société des Amis du peuple russe ;* il soutient les mouvements syndicalistes et s'intéresse particulièrement à la formation des syndicats d'instituteurs ; il prend la parole à un nombre important de manifestations et y fait lire un message lorsqu'il ne peut y assister personnellement.

Certains ont cru voir dans cette activité un désir de se mettre en avant et de se faire de la publicité. Je crois au contraire qu'elle correspondait chez France à un besoin profond de se tenir en contact avec l'opinion populaire et qu'il faut le croire absolument lorsqu'il disait le 13 juillet 1906, à un meeting des syndicats d'électriciens parisiens :

Camarades,

Je vous remercie, non pas de m'avoir appelé à présider votre réunion, car il ne saurait y avoir ici ni président ni présidés : nous avons autre chose à faire que de décerner et de recevoir les honneurs d'une séance ; il s'agit de résoudre des questions vitales. Ce dont je vous remercie, c'est de m'avoir donné l'occasion de me montrer avec vous, et de me montrer pour vous.

---

1. Exemplaire aussi (et malheureusement bien rare aujourd'hui) est la correction typographique de l'ouvrage. Je ne crois pas qu'on puisse relever dans ces 316 pages plus de quatre ou cinq fautes d'impression !

La réflexion et l'expérience m'éloignent chaque jour davantage de ce qui est artificiel et faux de tout ce qui est vain et stérile, pour me rapprocher sans cesse de ce qui est vrai, solide et fécond. C'est pour cela que je me sens à l'aise ici, dans le monde réel, dans le monde du travail (p. 201).

Anatole France poursuit par cette « confession » :

C'est l'affaire Dreyfus qui m'a conduit au socialisme. Il y a huit ans, quand je les appris de la bouche de Zola, les crimes de l'Etat-Major m'ont rempli d'étonnement et d'horreur. Je n'ai pu me taire. J'ai été conduit ainsi sur le chemin des justes causes (pp. 201-202)[1].

Il est bien vrai que la raison première et décisive de l'action sociale de France est une raison sentimentale : dégoût du monde bourgeois, conscience de trouver dans le peuple ouvrier et paysan l'essentiel de l'âme française, de s'y retrouver chez lui. C'est pourquoi, lorsque quinze ans plus tard il vivait à la Béchellerie, après avoir reçu chez lui, avec une exquise politesse nuancée d'ironie, des duchesses et de grandes bourgeoises, il allait achever sa journée dans la boutique d'un bonnetier de Tours, militant du parti communiste.

La politesse d'Anatole France ! On en trouve ici à tout instant la trace dans les éloges qu'il décerne aux uns et aux autres, non parfois sans emphase. Elle correspondait chez lui à divers sentiments : sans doute une cordialité naturelle et aussi un respect des « belles manières », mais encore un désir de juger d'emblée les hommes avec qui il entrait en contact et de distinguer, à la façon dont ils soutenaient ses éloges, leur modestie ou leur fatuité, en donnant confiance aux uns, en perçant à jour l'inanité des autres. Mais je crois que, contrairement à ce qu'on a dit souvent de lui, le fond de son cœur était une confiance entière dans les hommes, et les louanges dont il accablait certains hommes politiques n'avaient rien de factice ; on le voit à la cruelle déception qui l'accable lorsque leur attitude ultérieure ne répond pas à ses espoirs (ainsi Briand en 1906 et Clémenceau en 1908). Cette politesse d'ailleurs disparaît lorsqu'il est sûr d'avoir en face de lui des hommes méprisables, et j'avais déjà signalé, dans le premier volume des *Trente ans de vie sociale*, la véhémence de ses propos, qui montre que le ton de la polémique était alors singulièrement plus violent qu'aujourd'hui. A lire ici ce qu'il écrivait en 1905 de Delcassé, « le petit homme noir du quai d'Orsay » (p. 83), « le nain noir du palais d'Orsay, le désastreux maniaque des Affaires Etrangères (qui) préparait des engins à faire sauter l'Europe » (p. 107), on devine ce qu'il aurait pu dire aujourd'hui de quelques récents ministres... Aussi bien la vigueur de ses attaques est-elle le complément nécessaire de son amour du genre humain :

Il faut aimer beaucoup et il faut haïr autant qu'on aime, car tout amour qui n'est pas doublé de haine n'est pas véritablement de l'amour (p. 188, 15 juin 1906).

Les impulsions passionnelles jouent un grand rôle dans l'action sociale d'Anatole France, si souvent représenté comme un ironiste au cœur sec. Il ne faut

---

1. Ainsi l'affaire Dreyfus avait « conduit au socialisme » Anatole France et quelques intellectuels qu'on appellerait aujourd'hui progressistes (à noter que le mot progressiste désignait alors le parti réactionnaire d'Alexandre Ribot, voir p. 193). Mais à la même époque le parti socialiste lui-même avait méconnu et sous-estimé l'affaire Dreyfus. Anatole France le constatait avec amertume le 16 avril 1908 dans un *Courrier viennois* sur « Emile Zola au Panthéon » (p. 258). Les chefs socialistes avaient alors fait croire aux masses ouvrières qu'elles n'avaient point à se mêler de cette « guerre civile bourgeoise ». Voir sur cette erreur des deux tendances socialistes d'alors : Maurice THOREZ, *Œuvres*, liv. II, t. VI, p. 54 et Jean FRÉVILLE : *Zola semeur d'orages*, p. 137.

donc pas s'étonner de le voir passer par des périodes d'enthousiasme et des périodes de désillusions. On trouvera dans ce volume l'expression de ses espoirs déçus, sur le plan international par l'échec de la Révolution russe de 1905 (voir pp. 263-264, texte du 17 avril 1908), sur le plan national par les résultats insuffisants de l'affaire Dreyfus et l'attitude pitoyable des politiciens dreyfusards lorsqu'ils accédèrent au pouvoir (voir p. 126, texte du 13 janvier 1906 et p. 259, texte du 16 avril 1908) [1]. Dans ce dernier texte, un « Courrier viennois [2], Anatole France explique la « lassitude » des intellectuels « qui s'étaient généreusement jetés dans le dangereux tumulte de l'Affaire » :

Les rêveurs et les penseurs avaient fondé sur l'affaire Dreyfus l'espoir d'une transformation morale, d'où sortirait une merveilleuse renaissance de la société. C'était trop d'optimisme. Leur songe était beau, leur réveil est douloureux (p. 259).

Et France termine son « Courrier viennois », selon un procédé qui lui est habituel [3], par un morceau de *l'Ile des Pingouins*, qu'il achevait à cette époque et où, sous le nom de l'astronome Bidault-Coquille, il fait non seulement le portrait de certains de ses compagnons de lutte, mais aussi sa propre auto-critique :

Tu te figurais que les injustices sociales étaient enfilées comme des perles et qu'il suffisait d'en tirer une pour égrener tout le chapelet. Et c'est là une conception très naïve. Tu te flattais d'établir d'un coup la justice en ton pays et dans l'univers. Tu fus un brave homme, un spiritualiste honnête sans beaucoup de philosophie expérimentale (p. 259).



Un « spiritualiste honnête » ? Est-ce donc ainsi qu'il faut qualifier Anatole France théoricien de la vie sociale ? En vérité, sa pensée théorique est plus complexe et ne va pas sans contradictions.

On s'est contenté souvent de le traiter de positiviste. Il est vrai que France ne manque jamais, quand il parle d'Auguste Comte, de lui décerner les louanges les plus éclatantes, mais il tient à chaque fois à se tenir en dehors du positivisme. Il écrivit ainsi au maire de Beguey pour s'excuser de ne pouvoir assister à l'inauguration d'un monument à Pierre Laffitte, le 30 juillet 1905 :

Pour moi, je n'ai pas le droit de parler au nom des positivistes. Je ne suis pas disciple du philosophe le plus profond et le plus original du dix-neuvième siècle : ainsi convient-il de désigner Auguste Comte, alors qu'on n'est point de son école. Je ne suis pas positiviste (p. 112).

Le 26 février 1906, il disait encore en présidant une réunion :

Je dois des remerciements très respectueux à ceux qui m'ont élevé à la présidence de cette fête : aux positivistes qui savent que je ne suis pas des leurs, mais qui savent aussi l'estime où je les tiens et qui surtout n'ignorent pas qu'on peut, sans être positiviste, tenir Auguste Comte pour la plus puissante intelligence philosophique du XIX[e] siècle (p. 147).

---

1. C'est, je pense, cette crise de découragement qui explique le nombre très faible des textes de 1907. En 1908 il reprend la lutte, mais sur un ton plus amer et sans retrouver l'optimisme de 1905 et de 1906.

2. Il s'agit d'articles de la *Neue Freie Presse*. Claude Aveline, n'ayant pas retrouvé les textes originaux envoyés par France, a été forcé de faire traduire par Maurice Betz les textes allemands publiés dans le journal de Vienne.

3. Il est curieux en effet de constater que France utilise constamment dans ses articles ou ses discours des morceaux de ses œuvres précédentes. Il semble que lorsqu'il avait trouvé des formules qui lui paraissaient exprimer exactement sa pensée, il croyait au moins inutile d'en chercher de nouvelles.

Il est bien vrai que France retrouve souvent des idées positivistes et s'il condamne (p. 220) l'« agnosticisme social » d'un Clemenceau, il lui arrive de soutenir l'agnosticisme philosophique d'Auguste Comte lorsque, par exemple, évoquant la lutte des opinions contraires dans les livres d'une bibliothèque, il semble en conclure que toute vérité absolue est hors de la portée humaine (p. 269, 1er juillet 1908). C'est encore une idée comtiste qu'il soutient lorsque, rendant hommage (le 15 juin 1906) à Georg Brandès, il dit de lui :

Il nous a montré que les belles-lettres, c'est-à-dire l'histoire de l'esprit humain manifesté par ses plus belles œuvres, c'est là la véritable histoire, et que les faits littéraires, en prenant le mot « littérature » dans le sens le plus élevé et le plus étendu, sont les faits les plus considérables de l'humanité ceux qui engendrent les autres (p. 188).

Mais à ce texte où, selon la parole de Comte, les idées mènent le monde, on peut en opposer bien d'autres, où France prend conscience de l'importance historique des faits économiques et se rapproche du marxisme. Connaissait-il l'œuvre de Marx ? Le fait est que dans tout ce volume le nom de Marx n'est pas cité une seule fois et que lorsqu'il répète « la grande parole socialiste » : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (p. 85), c'est sans se référer au *Manifeste communiste*. Cependant il commence à prendre conscience de la critique marxiste et il en parle ouvertement, le 15 février 1905, dans une « manifestation de bienfaisance » organisée par un « groupe d'artistes » pour secourir les victimes de la guerre russo-japonaise :

Nous croyons, Citoyens, à la paix future du monde. Et ce n'est pas sur nos rêves et nos désirs que nous fondons nos espérances, c'est sur l'observation des phénomènes sociaux et sur les données du matérialisme historique.

La paix universelle se réalisera un jour, non parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer), mais parce qu'un nouvel ordre de choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique comme autrefois les conditions mêmes de leur existence les plaçaient et les maintenaient dans l'état de guerre (pp. 92-93).

Et de fait c'est bien une esquisse d'analyse matérialiste qu'il donne parfois, notamment sur le problème de la guerre :

A parler franc, il n'y a [...] jamais eu que des guerres d'affaires, et les croisades elles-mêmes furent en réalité des guerres de denrées coloniales (p. 165, « Courrier viennois » d'avril 1906).

De même il est bien plus près des explications marxistes que des explications « idéalistes » de Comte, lorsqu'il note, dans son essai de 1905 sur *l'Eglise et la République*, les variations de la morale chrétienne :

[...] Il conviendrait de se demander s'il y a vraiment une morale chrétienne et, peut-être, découvrirait-on qu'il y en a plus d'une. Le christianisme, quoi qu'il semble, a beaucoup varié dans ses dogmes ; il a varié plus encore dans sa morale. Faut-il en être surpris ? Il est vieux de dix-neuf siècles. Il aurait moins duré s'il avait moins changé. Il a traversé des peuples nombreux, des races diverses, des civilisations ou barbares ou corrompues ; il a connu trois formes successives du travail : l'esclavage, le servage, le salariat et il s'est plié à toutes les conditions sociales dans lesquelles il a vécu. Il a nécessairement professé beaucoup de morales (p. 39).



La pensée sociale d'Anatole France reste donc parfois un peu confuse et même contradictoire ; mais si sa méthode d'analyse historique manque de sûreté, la lucidité de son intelligence et la générosité de ses sentiments lui per-

mettent le plus souvent, sur les grands problèmes de son temps, des jugements extrêmement pénétrants, qu'il exprime dans son style incomparable de simplicité et d'élégance. Aussi beaucoup des textes reproduits dans ce second volume des *Trente ans de vie sociale* n'ont-ils pas seulement valeur de documents pour l'histoire des années 1905-1908 ; ils ont pour nous une actualité immédiate et nous apportent, pour discuter des problèmes d'aujourd'hui, des formules remarquables.

Pour m'en tenir à quelques exemples, voici une prévision qui ne s'est sans doute pas réalisée à l'époque où parlait France (16 décembre 1905, meeting contre les massacres en Russie), mais qui depuis lors est bien passée dans les faits :

Combien de temps encore se prolongera l'agonie furieuse du tsarisme ? De quels sursauts le monstre est-il encore capable ? [...] Mais quelle que soit l'issue d'une entreprise immense et terrible, les prolétaires russes ont, dès à présent, exercé une action décisive sur les destinées de leur pays et du monde. La Révolution russe est une Révolution universelle. Elle a révélé au prolétariat du monde entier ses moyens et ses fins, sa force et ses destinées. Elle menace tous les despotismes, toutes les oppressions, toutes les exploitations de l'homme par l'homme. [...]

[...] Les affaires publiques de notre pays sont de la comédie légère à côté du sombre drame russe. C'est au bord de la Néva, de la Vistule et de la Volga que se décide, en ce moment, le sort de l'Europe nouvelle et de l'humanité future.

Etrange échange de notions et d'idées. Nos pères de 89 ont enseigné à l'Europe la révolution bourgeoise, et voici qu'en retour les prolétaires russes nous donnent des leçons de Révolution sociale (pp. 119-120).

On trouvera aussi quelque valeur de prévision au texte « Les impérialismes », écrit en avril 1906, qui évoque la lutte de l'impérialisme anglais contre l'impérialisme allemand et se termine ainsi :

[...] Voilà face à face l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand. L'Angleterre a bien envie de lancer ses cuirassés sur ceux de sa rivale. Une pensée pourtant la retient. Tandis que les marines des deux augustes marchandes, la royale et l'impériale, seraient aux prises, l'Amérique s'établirait dans les marchés désertés dont on ne pourrait plus jamais la déloger.

L'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand risquent de se heurter à l'impérialisme américain (pp. 160-161).

Revenant deux ans après sur ces conflits d'impérialismes (*Courrier viennois* du 27 octobre 1908), Anatole France dénonçait le mensonge de la Conférence de La Haye, censée organiser la paix mondiale :

Ne les avez-vous pas vus [les diplomates], à la Haye ? A les en croire, ils se réunissaient au palais Bosch, devant les admirables tableaux de Jordaens, pour chercher la paix, — et ils y jetaient les bases solides d'un conflit durable entre l'Allemagne et l'Angleterre (p. 283).

Il montrait la duplicité du gouvernement anglais :

Aussi le voyons-nous tour à tour décider de nouveaux armements et présenter des vœux de désarmement général, et même faire les deux à la fois. Mais les vœux sont platoniques et les armements formidables (p. 286).

Et France concluait son article par ces phrases, qui restent aussi valables en 1954 qu'elles l'étaient en 1908 :

Sans doute, la paix sera-t-elle toujours inquiète et tremblera-t-elle aussi longtemps que des intérêts de classe exerceront leur pouvoir dans le monde. Le seul moyen d'éloigner pour toujours tout danger de guerre, c'est une forte organisation du prolétariat. Mais je connais beaucoup de

gens en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en France, à qui le remède semble pire que le mal (p. 289).

A notre époque où le slogan du « monde libre » a pris une telle extension, on peut encore méditer une remarque d'Anatole France sur « cette liberté métaphysique qui n'existe pas et ne désigne en fait que le privilège », à laquelle il oppose « une liberté réelle, limitée par les autres libertés, et définie par les conditions du milieu politique et social » (p. 73, janvier 1905).

Voici près de cinquante ans, Anatole France, avec une parfaite lucidité, dénonçait, dans un meeting organisé par la C.G.T. pour le peuple russe (27 janvier 1905), le mensonge du nationalisme des réactionnaires français et prévoyait la transformation de ce nationalisme en ce que nous appelons aujourd'hui le cosmopolitisme, pour éviter toute confusion avec le véritable internationalisme :

Je ne peux m'empêcher d'admirer nos nationalistes. Ces gens-là sont catholiques, militaristes et capitalistes, et par là trois fois internationalistes. Internationalistes par leur religion dont le chef est à Rome, internationalistes par leurs capitaux qui n'ont point de patrie, internationalistes par la fraternité d'armes qui unit entre eux tous les chefs militaires de toutes les armées du monde, et rapproche, sur les cadavres amoncelés des soldats, les Stœssel russes des Nogi japonais, que l'empereur Guillaume, pour mieux affirmer l'hégémonie de l'Allemagne sur l'univers armé, décore les uns et les autres de ses Aigles noires. Et voilà les gens qui proclament sans cesse leur culte sacré de la patrie ! Mais qui ne voit qu'en réalité ce qu'ils décorent des noms de nationalisme et de patriotisme, c'est la coalition des puissances de réaction et d'oppression du monde entier, c'est l'internationale de la servitude et de la violence ? A cette internationale, Citoyens, opposons l'internationale des prolétaires, l'internationale de la liberté, du travail harmonieux et de la paix (pp. 78-79).

Et revenant, l'année suivante, sur cette question du véritable internationalisme, il affirmait, avec une parfaite netteté, la valeur des idées de patrie et de nation. Ce discours, prononcé le 24 février 1906 dans une « fête de confraternité intellectuelle » donnée en l'honneur du philosophe portugais Théophilo Braga, prend toute sa valeur aujourd'hui qu'on nous rebat les oreilles des impératifs « supranationaux » :

Il faut aux vieilles rivalités des princes substituer l'union des travailleurs et créer pour les peuples, par les peuples, l'amitié réciproque des patries.

Les patries ! Gardons, respectons, soutenons ces organisations nationales qui sont pour nous, en l'état actuel de l'humanité, les formes nécessaires de la vie sociale. Songeons que la désagrégation des peuples de liberté, la déchéance des nations intellectuelles les amèneraient bientôt à un régime d'autocratie barbare sur l'Europe latine, loin de préparer l'union des peuples libérés.

Les patries doivent entrer, non pas mortes, mais vivantes dans la Fédération universelle. [...]

Ce jour, quand il se lèvera, qu'il trouve la France n'ayant perdu ni son nom, ni le souvenir d'elle-même, ni sa puissance, ni son génie. [...] (pp. 148-149).

Enfin, il est des phrases qu'Anatole France prononçait le 19 juillet 1906 sur la tombe d'Emile Zola et qui retentissent profondément dans nos cœurs, au moment où certains nous somment d'oublier, non plus les crimes de l'affaire Dreyfus, mais ceux de la Gestapo et ceux de Pétain et des collaborateurs du nazisme :

Qu'on ne nous demande pas d'oublier. Nous ne le pouvons pas, nous ne le voulons pas. L'amnistie, les pouvoirs publics l'accordent ou la refusent à leur volonté. Elle est d'ordre politique. Mais les peuples ne pardonnent pas. Amnistiés ou non, les criminels relèvent également des jugements de la conscience humaine. Il n'y a pas d'amnistie devant l'histoire. Citoyens, nous ne sommes pas l'Etat, nous sommes le Peuple. Nous n'avons pas le droit d'amnistier, nous n'avons pas le droit d'oublier. Quoi, les faussaires et les parjures balbutient encore l'apologie de leurs crimes et nous craindrions d'honorer d'un culte public la mémoire des héros et des justes qu'ils ont

calomniés, injuriés, persécutés, emprisonnés comme Picquart, fait mourir de douleur et d'indignation comme Scheurer-Kestner, Grimaux et Trarieux? Et nous garderions entre les victimes et les bourreaux l'odieuse impartialité du silence?

Qu'ils le sachent, ceux qui demandent hypocritement l'apaisement! Notre soif de justice ne sera jamais apaisée. A quelle honteuse modération voudraient-ils nous faire descendre? Haïr modérément le mensonge et le parjure? Détester modérément les faussaires, dénoncer modérément les scélérats encore puissants et chargés d'honneurs? Non! Non! Nous ne serons pas modérément justes, nous ne serons pas médiocrement indignés, nous gardons aux vieux crimes des haines toujours neuves (p. 207).

On trouvera dans les textes d'Anatole France bien des pages de cette ampleur et de cette résonance. Tous les lecteurs de *la Pensée* voudront les lire et les méditer.

A propos de la géomorphologie

Nos lecteurs se souviennent de l'article de J. Tricart : « Premier essai sur la géomorphologie et la pensée marxiste » paru dans le n° 47 de *la Pensée* (mars-avril 1953). Nous avons reçu sur le même sujet une étude de Jean Suret-Canale : « La crise de la géomorphologie et le marxisme », qui poursuit avec J. Tricart une discussion dont les géographes et géologues marxistes n'ont pu encore tirer de conclusions définitives.

Ne pouvant, vu l'abondance des matières, publier cet article dans un prochain numéro, nous en avons fait un tirage à part que nous mettons à la disposition de nos lecteurs. Tous ceux qui nous enverront la somme de 60 francs recevront à bref délai l'article de Jean Suret-Canale. Envoyer cette somme à notre compte de chèques postaux : Editions sociales, 4209-70, Paris.

LA FRANCE SERA-T-ELLE BILINGUE ?

par Gilbert LAZARD



EU de temps avant les vacances, sur l'initiative de l'Union Française Universitaire, un colloque sur « les projets de bilinguisme franco-anglais et l'avenir de la culture française » a invité des enseignants de tous ordres à échanger leurs opinions sur la question. Il a exprimé les inquiétudes qu'avaient suscitées, notamment dans l'Université, des campagnes assez tapageuses menées tant dans la grande presse que dans des organes spécialisés.

Rappelons en deux mots en quoi consiste l'affaire.

L'Association « Le Monde Bilingue » s'est constituée le 27 août 1951. Elle a pour président d'honneur M. André Marie, compte dans son Comité de patronage un certain nombre de personnalités de la politique, de la diplomatie, de l'Académie française, du syndicalisme (F.O., chrétien et patronal), et est soutenue par un Comité d'action parlementaire qui comprend environ soixante-dix députés et sénateurs.

Son programme est simple. Voici le début de l'affiche éditée par l'association :

> Pour se connaître les uns les autres, pour s'entendre, pour vivre en paix, les peuples du monde entier devront apprendre en plus de leur langue maternelle une langue commune.

Le choix devra se faire entre l'anglais, l'espagnol, le français et le russe, et sera déterminé par un vaste référendum mondial.

Ceci constitue la première partie du projet. Constatant que, dans les conditions présentes, ce programme a peu de chances de se réaliser à brève échéance, les promoteurs du projet présentent un deuxième programme, plus modeste, en quelque sorte pis aller du premier, limité au « monde occidental ». C'est ici qu'intervient le projet dit de « bilinguisme franco-anglais ». Il s'agit d'obtenir que les peuples du « monde occidental » deviennent « bilingues » en pratiquant, en plus de leur langue nationale, une seconde langue, qui sera pour les Français l'anglais, pour les Anglais et les Américains le français, et pour les autres le français ou l'anglais, ou peut-être les deux à la fois (la chose n'est pas encore claire). Pour ce faire, on introduira un enseignement obligatoire d'anglais en France dès les petites classes de l'école primaire (*à partir de l'âge de 6 ans*) et l'on demandera la réciprocité aux pays anglo-saxons. On devra, pour réaliser un véritable bilinguisme, recourir à des méthodes nouvelles, pratiques, plus rapides que les méthodes traditionnelles [1] ; on ferait, en particulier, appel au contact direct, grâce au « jumelage » de villes françaises avec des villes anglaises ou américaines, dont les manifestations spectaculaires, et commercialement fort réussies, en juin 1953, de deux villes d'eaux, Luchon en France et Harrogate en Angleterre, sont une illustration. Moyennant quoi, « 800 *millions d'êtres humains pourront communiquer entre eux* ».

---

1. Un des promoteurs du projet écrit : « Pourquoi les petits ne dessineraient-ils pas, ne chanteraient-ils pas, n'apprendraient-ils pas à faire des bâtons en anglais ? »



Les tenants et aboutissants de cet ambitieux projet sont clairs. Ils deviennent éclatants lorsqu'on voit avec quelle promptitude le projet a été soutenu par certains milieux politiques et gouvernementaux, jusqu'à bénéficier de la création d'une commission nationale *ad hoc*, décidée en Conseil des ministres en novembre 1953.

Il faudrait être bien naïf pour croire à la première partie du projet, à l'établissement d'une langue seconde internationale, à l'échelle mondiale, par un référendum universel. A coup sûr, les promoteurs du projet n'y croient guère eux-mêmes. Ce qui importe, c'est la seconde partie : le projet limité à l' « échelle occidentale ». Les attaches politiques en sont évidentes.

Paul Reynaud, qui soutient le projet de sa « haute autorité », écrit dans un mémorandum adressé à ce sujet à Sir Winston Churchill (9 décembre 1952) :

> On peut être divisé sur le choix des formules entre les différentes communautés supra-nationales appelées à remplacer les cadres nationaux périmés, mais, qu'il s'agisse d'Europe ou d'Atlantique, le problème d'une langue commune se pose de façon impérieuse.

Et plus loin, après une allusion notamment à l'armée européenne :

> Le moment semble venu où des voix autorisées doivent se faire entendre sans ambiguïté sur la question : c'est un devoir moral, pour les dirigeants du Monde Libre qui attachent autant d'importance à son unité morale qu'à sa cohésion politique et militaire, que guider les peuples vers une solution au problème de la compréhension.

D'autres défenseurs du projet songent plus particulièrement à la Communauté Européenne. L'un d'eux, dans un récent article [1], souligne l'intérêt du projet à divers points de vue.

Au point de vue militaire, d'abord :

> Si la Communauté Européenne de Défense prend forme, une langue de base pour les troupes et le commandement sera fort utile.

Dans le service civil ensuite : la langue commune faciliterait le travail des diverses assemblées. D'autre part :

> Un effort commun fait dans tous les pays et dans toutes les écoles de l'Europe pour apprendre une langue auxiliaire aurait la valeur d'une forte propagande plus efficace que toutes les autres. Si tous les écoliers devaient apprendre une seconde langue, on serait bien obligé d'expliquer cette mesure et de parler de l'unification européenne.

Il serait facile, mais oiseux, de multiplier les citations. Ces arguments, qui sont les vraies raisons de l'attention portée par la bourgeoisie française à un projet qu'en d'autres temps elle eût dédaigné comme utopique [2], sont relativement peu mis en avant dans les polémiques sur la question. On comprend aisément pourquoi, dans l'état actuel de l'opinion publique française, cet aspect des

---

1. *Etudes*, février 1954, sous la signature de R. Baltus.
2. Témoin le projet Chappelier, au début de ce siècle, rappelé à plusieurs reprises par M. A. Dauzat. Très proche du présent projet, il tomba dans l'oubli, parce qu'il ne présentait alors aucun intérêt politique pour la bourgeoisie française.

choses est volontiers laissé dans l'ombre et masqué par des arguments beaucoup plus généraux, bien plus susceptibles de faire illusion [1].



En fait, l'argumentation est extrêmement sommaire. M. J.-M. Bressand, secrétaire de l'association « Le Monde Bilingue », par exemple, se plaint de

> l'incohérence de notre civilisation qui a résolu le problème de la transmission instantanée de la parole d'un bout à l'autre de la terre, sans se préoccuper de la rendre compréhensible,

et il ajoute :

> Nous avons déjà beaucoup écrit que l'objectif n° 1 du *Monde Bilingue* était de donner à tous la possibilité d'échanger des idées au moyen d'une langue vivante commune, universellement pratiquée Sans y voir la panacée qui supprimera toutes les causes de discorde, on peut affirmer que cette compréhension par la base constituerait un terrain extrêmement solide pour l'édification d'une paix humaine et durable [2].

C'est, à peu de chose près, la même formule qui est répétée à satiété, dans tous les exposés du « projet de bilinguisme ».

Il y a dans ces phrases quelques idées qui méritent, si confuses soient-elles, d'être considérées avec un peu d'attention, car c'est sur elles en définitive que reposent les possibilités d'un éventuel succès de la campagne pour le bilinguisme auprès d'un public plus étendu que les milieux politiques ou journalistiques qu'elle a surtout atteints jusqu'à présent. L'idée de faciliter l'intercompréhension des hommes par delà les frontières, et de contribuer par là à la sauvegarde de la paix, rencontre des échos dans des sentiments en somme unanimement répandus. Et, au premier abord, bien des gens peuvent être tentés, à la faveur de ces idées généreuses, d'accorder un préjugé favorable au projet de bilinguisme lors même qu'ils garderaient le sentiment qu'il s'agit d'une utopie.

Les formules employées par les « bilinguistes » sont si vagues qu'il en devient presque difficile de les critiquer. Elles révèlent néanmoins assez bien l'illusion fondamentale sur laquelle reposent tous les rêves, projets ou tentatives de promouvoir une langue commune à l'échelle mondiale. Elles montrent une parfaite ignorance des conditions réelles dans lesquelles se constituent les langues communes. Ce qu'elles mettent en question, en définitive, c'est *l'objectivité des lois qui commandent le développement des langues et*, par là même, *celle de l'existence des nations.*

Les « bilinguistes » raisonnent comme s'il suffisait de *souhaiter* l'établissement d'une langue internationale et de mener une propagande suffisamment active, pour réaliser ce dessein. Ils semblent considérer l'humanité comme une vaste communauté homogène où tout le monde serait en relation avec tout le monde et où les langues nationales ne constitueraient, en somme, que des obstacles malencontreux, issues qu'elles seraient plus ou moins d'une sorte de hasard malheureux, et qu'il serait possible d'écarter par des décrets appropriés.

Or, c'est là gravement négliger les réalités ; c'est négliger le fait qu'il n'y

---

1. Pour plus de détails sur la signification politique du projet, on lira avec profit l'excellente analyse, appuyée de nombreux documents, publiée par Paul Meier, sous le titre : « Monde bilingue et Monde Libre », dans *la Nouvelle Critique* (n° 58, septembre-octobre 1954).
2. *Monde Nouveau-Paru*, n° 65, numéro spécial, « Le Monde Bilingue », 1953, p. 17.

a et ne peut y avoir de langue commune que dans la mesure où des conditions sociales déterminées sont réalisées qui rendent nécessaire le développement de cette langue commune.

Le langage apparaît uniquement en fonction des besoins, des besoins impérieux de communiquer avec les autres hommes (Marx et Engels, *L'Idéologie Allemande*).

Toute l'histoire des langues nationales confirme cette thèse. C'est bien en fonction de besoins impérieux qu'elles se sont développées. Comme la nation, la langue nationale est « *une catégorie historique d'une époque déterminée* ». Au moyen âge, dans le fractionnement féodal, le moyen normal de communication de la masse de la population était les parlers locaux. Cette situation a duré fort longtemps. Puis la naissance et le développement de l'économie capitaliste avec la formation d'un marché national, l'extension du commerce, la concentration d'ouvriers d'origine diverse dans les usines, la nécessité de développer l'instruction élémentaire, la centralisation administrative, etc., ont fait sentir de manière de plus en plus impérieuse, dans chacune des nations ainsi nouvellement formées, le besoin d'une langue commune largement répandue dans la population. C'est ainsi que peu à peu, sous la pression de ces besoins, par le jeu naturel de l'évolution historique, les dialectes ont commencé à dépérir et à céder la place à la langue nationale. Ces phénomènes ne sont pas simples. Dans bien des cas, et en particulier en France, la langue commune a commencé à se former et a même connu un développement important *avant* la formation de la nation proprement dite, avant l'époque du capitalisme ascendant.

Les éléments de la nation, écrit Staline, la langue, le territoire, la communauté de culture, etc., ne sont pas tombés du ciel, mais se sont formés petit à petit, dès la période précapitaliste. Seulement ces éléments se trouvaient à l'état embryonnaire et, au meilleur cas, constituaient seulement un facteur potentiel au point de vue de la formation future de la nation en présence de certaines conditions favorables. Ce potentiel ne s'est transformé en réalité que dans la période du capitalisme ascendant avec ses marchés nationaux, ses centres économiques et cuturels. (*La question nationale et coloniale*, Ed. soc., pp. 251-252.)

C'est seulement quand les conditions nécessaires sont réalisées, à l'époque du capitalisme, que la langue commune, étendant à la fois ses sphères d'emploi et son territoire, supplantant les dialectes, s'enrichissant et s'unifiant, devient véritablement langue nationale [1].

Tout cela se produit lentement, progressivement et, dans l'ensemble, en dehors de la volonté des hommes. En 1789, la majorité des Français ne savaient pas encore le français. Les décrets pris contre les dialectes suspects de « fédéralisme » sont restés sans effet, les essais faits par certains administrateurs pour imposer l'emploi du français ont suscité de vives résistances. En revanche, le brassage de population résultant de l'activité révolutionnaire (éveil politique, levée en masse, etc.) a eu pour résultat de développer beaucoup la connaissance et l'usage de la langue nationale. Ce n'est donc pas le moins du monde par des décrets d'en haut, ou même par le rassemblement des hommes de bonne volonté, que la langue commune s'est répandue dans la nation au détriment des dialectes, mais bien parce que des conditions historiques nouvelles la rendaient

1. Une confirmation de cette thèse est donnée par les cas inverses, où, comme en mongol par exemple, « la langue unique d'un peuple qui n'est pas encore devenu une nation à cause de l'absence des conditions économiques nécessaires à son développement, fait faillite par suite de la désagrégation de ce peuple en tant qu'Etat et quand les dialectes locaux, qui n'ont pas encore eu le temps de se brasser en une langue unique, revivent et sont à l'origine de la formation de langues indépendantes » (Staline, *A propos du Marxisme en Linguistique*, Ed. de La Nouvelle Critique, p. 52).

nécessaire, d'une part comme moyen de communication de l'ensemble des individus constituant la nation, qui se trouvaient de plus en plus, à l'intérieur du cadre national, réunis et mis massivement en relation les uns avec les autres — et d'autre part comme moyen de culture, c'est-à-dire à la fois comme instrument d'élaboration et d'expression de la culture nationale, et comme indispensable moyen de diffusion de cette culture dans toutes les couches de la population.



Devons-nous donc admettre que le rôle des langues nationales soit terminé ou doive l'être prochainement ? Devons-nous admettre que de nouvelles conditions sont réalisées qui feraient que les langues nationales sont appelées dans un proche avenir à voir leurs fonctions se restreindre, à disparaître progressivement, à céder peu à peu la place à une ou plusieurs langues mondiales, comme les dialectes ont cédé la place aux langues nationales ?

Je sais bien que les « bilinguistes » ne vont pas jusqu'à préconiser la *substitution* aux langues nationales d'une langue « supranationale » ; ils se rendent bien compte que personne ne les suivrait.

> Que l'on veuille imposer à tous une seule langue, et la rébellion populaire enlèvera toute chance à l'unité,

écrit le sénateur Michel Debré [1], qui soutient le projet par souci de l'unité du « Monde Libre ». Mais cette formule implique comme un regret que l' « ignorance » populaire ne permette pas de passer tout de suite à la communauté linguistique atlantique ou européenne, comme une résignation à se contenter de demi-mesures en attendant que soient surmontés les « préjugés » nationaux. Elle rejoint l'allusion de P. Reynaud aux « *cadres nationaux périmés* ». Quant à la phrase de M. J.-M. Bressand sur

> l'incohérence de notre civilisation qui a résolu le problème de la transmission instantanée de la parole d'un bout à l'autre de la terre, sans se préoccuper de la rendre compréhensible,

elle signifie, si je comprends bien, que les progrès des moyens de communication et l'extension des relations mondiales seraient tels que les hommes, c'est-à-dire la totalité des hommes par le monde, éprouvent le besoin de se comprendre directement sans rencontrer de « barrière linguistique » et suggère que les langues nationales ne sont, dans les conditions du monde moderne, que des entraves dont les peuples dans leur masse aspirent à se débarrasser.

L'idée que les conditions seraient réalisées dans le monde contemporain pour l'extension d'une langue commune au détriment des langues nationales n'est pas nouvelle, pas plus que l'idée des « cadres nationaux périmés ». Elle a déjà été développée par Kautsky et fait partie de la théorie du super-impérialisme, selon laquelle le développement même du capitalisme à l'étape impérialiste conduit à la fusion des nations et à l'extinction des langues nationales. Ce n'est donc pas un hasard si les sociaux-démocrates soutiennent le projet des bilinguistes, et si notamment des députés socialistes figurent parmi ses plus ardents défenseurs.

---

1. *Monde Nouveau-Paru*, n° cité, p. 13.

Or, critiquant Kautsky, Lénine a montré que, s'il est vrai que l'impérialisme a pour effet de multiplier les relations internationales, aussi bien dans l'activité économique que dans la vie politique, scientifique, etc., il n'aboutit nullement à l'extinction des nations, par le fait qu'il est fondé précisément sur l'oppression nationale, qui, à son tour, suscite la résistance nationale. Dans le cas de beaucoup de peuples coloniaux ou semi-coloniaux, c'est justement sous le joug de l'oppression impérialiste que les peuples se constituent en tant que nation, développent leur conscience nationale, réclament, en même temps que leur indépendance, la possibilité de développer leur culture propre dans la langue nationale. Bien loin de voir les langues nationales céder la place à une ou plusieurs langues mondiales, c'est au contraire à la constitution et au développement de nombreuses langues nationales nouvelles que nous assistons aujourd'hui.

Dans ces conditions, la théorie de l'extinction des langues nationales à l'époque capitaliste, bien loin de favoriser quelque vague « progrès de l'humanité », est tout simplement un instrument au service de l'impérialisme, destiné à désarmer les mouvements nationaux sur le plan linguistique et à favoriser les tentatives d' « assimilation ». Par là-même, bien loin de préparer « l'établissement d'une paix humaine et durable », elle sert d'étendard à une politique qui a pour conséquence d'accentuer les contradictions, de développer les luttes nationales, c'est-à-dire en définitive d'accroître les dangers de guerre.

On sait qu'il ne saurait être question de la fusion des nations et des langues nationales même pendant la première période de l'établissement du socialisme.

De même, indique Lénine, que l'humanité ne peut parvenir à la suppression des classes qu'à travers la période transitoire de dictature de la classe opprimée, la même humanité ne peut parvenir à l'inévitable fusion des nations qu'à travers la période transitoire de complète libération de toutes les nations opprimées. (Cité d'après Kammari, *Cahiers du Communisme*, décembre 1949, p. 1513.)

Sur le plan linguistique, cela signifie le développement, et le plein développement, des langues *nationales*. C'est sur ce principe qu'est fondée la politique linguistique de l'U.R.S.S. : pour beaucoup de peuples qui se trouvèrent, dans l'essor soviétique, accéder à l'état de nation, des langues nationales nouvelles ont été élaborées ; là où la langue commune était déjà constituée, elle a été développée et répandue ; partout les langues nationales ont été l'instrument essentiel de la culture des masses.

Sans doute on peut envisager une future fusion des langues nationales ; mais cela ne saurait se produire que dans un avenir éloigné, lorsque les conditions nécessaires seront réalisées. Les perspectives de l'évolution future des langues ont été tracées par des thèses célèbres de Staline, élaborées d'après l'expérience acquise par l'U.R.S.S. des questions nationales. La première étape de la dictature mondiale du prolétariat, écrit Staline,

cette première étape au cours de laquelle l'oppression nationale sera définitivement liquidée, sera l'étape du développement et de l'épanouissement des nations et des langues nationales précédemment opprimées... Ce n'est qu'à la deuxième étape de la période de la dictature mondiale du prolétariat, à mesure que s'organisera l'économie mondiale [socialiste] unique — à la place de l'économie mondiale capitaliste —, ce n'est qu'à cette étape que commencera à se former quelque chose comme une langue commune, car c'est seulement à cette étape que les nations ressentiront la nécessité de posséder, à côté de leur langue nationale, une langue internationale commune — pour la commodité des relations et pour la commodité de leur coopération économique, culturelle et politique. Par conséquent, à cette étape, les langues nationales et une langue internationale commune existeront parallèlement...

A l'étape suivante de la période de la dictature mondiale du prolétariat, quand le système socialiste mondial de l'économie sera suffisamment renforcé, et que le socialisme sera entré dans la vie des peuples, quand les nations se seront convaincues dans la pratique des avantages de la langue commune sur les langues nationales — les différences nationales et les langues nationales commenceront à s'éteindre, cédant la place à une langue mondiale commune pour tous [1].



Ces considérations étaient indispensables avant d'en venir au projet de « bilinguisme » proprement dit. Elles permettent d'analyser cette idée de « bilinguisme », de voir ce qu'elle comporte, dans l'usage qui en est fait ici, de mystification, et ce que signifie en réalité ce fameux projet.

Ses promoteurs et ses partisans veulent, disent-ils, donner à tous les enfants d'une nation une seconde langue à côté de la langue nationale, ou plus précisément « une seconde langue maternelle ». Autrement dit, ils veulent faire en sorte que toute la nation devienne « bilingue ». La question qui se pose est donc celle-ci : est-il possible, moyennant l'introduction de l'anglais à l'école primaire et, admettons-le provisoirement, l'emploi de méthodes appropriées, est-il possible que la nation française devienne « bilingue » ? Qu'est-ce qu'un « bilingue » ? Voici la réponse donnée par un des défenseurs du projet : c'est

un individu dont la langue maternelle ou, mieux, le mode naturel d'expression présente un aspect linguistique double, le même qui se trouve également au côté réceptivité (*Monde Nouveau-Paru*, n° cité, p. 63).

c'est-à-dire, si je comprends bien ce jargon, un indivdu qui manie deux langues avec une égale aisance et peut parler et penser indifféremment dans les deux langues. En somme, les bilinguistes n'ambitionnent rien de moins que de faire en sorte que tous les Français, qu'ils soient professeurs de faculté, employés à l'O.N.U., cultivateurs, dactylos ou marchands de vin, s'expriment avec une égale facilité en français et en anglais.

On nous explique et on nous démontre bien volontiers qu'il n'y a nulle impossibilité pour tout individu normalement constitué, quels que soient son métier et sa condition sociale, à pratiquer convenablement deux langues. Cela va de soi, et les exemples sont nombreux. Mais la question n'est pas là. Ce qui est en cause, ce ne sont pas tant des conditions psychologiques que des conditions historiques ou, si l'on veut, sociologiques.

Apprendre une langue est un rude effort. Et pour ne pas la désapprendre, il faut une pratique constante, c'est-à-dire un besoin constant de s'en servir. Croit-on vraiment que ces conditions seront réalisées dans un avenir proche pour la masse des Français à l'égard de cette « langue populaire de communication universelle » ? Sans doute, depuis quelques décades, le développement économique a considérablement accru les relations internationales. Sans doute, les organismes internationaux, les rencontres internationales se sont beaucoup multipliés et posent souvent des problèmes linguistiques. Mais cela ne concerne, en définitive, proportionnellement qu'un très petit nombre de personnes. Or,

---

1. Cité d'après Kammari, art. cité, p. 1516 (*Le marxisme et la question nationale*, Ed. soc., pp. 261-262). Voir aussi *A propos du Marxisme en Linguistique*, Ed. de la Nouvelle Critique, p. 57 et suiv., où cette thèse est encore précisée par la notion de *langue zonale* et l'idée que la langue internationale commune ne sera aucune des langues nationales, mais « une langue nouvelle qui aura absorbé les meilleurs éléments des langues nationales et zonales ».

ce qui est en question, c'est, pour reprendre l'expression des « bilinguistes », l'éventualité d'une « langue populaire de communication universelle », c'est-à-dire servant les besoins de communication des plus larges masses. Et à cet égard, c'est un fait incontestable que les relations à l'intérieur du cadre national, les relations « intranationales » sont incomparablement plus nombreuses, plus fréquentes, plus serrées que les relations internationales et que, alors même que beaucoup peuvent se laisser facilement séduire, dans l'espoir de favoriser la fraternité humaine, par le vieux rêve d'une langue mondiale, en fait la très grande majorité de la population n'éprouve nullement le besoin urgent de cette « langue populaire de communication universelle ».Ce qu'elle éprouve bien plutôt, c'est avant tout le besoin d'accéder à *une meilleure connaissance de la langue nationale* en tant que langue de culture. La langue française est aujourd'hui à peu près universellement répandue en France. Mais si l'on veut en donner à tous les Français, non pas même une maîtrise complète, du moins une connaissance suffisante pour accéder pleinement au patrimoine culturel national, il est clair qu'il y a encore un travail immense. Il suffit de toucher de près ou de loin à l'enseignement pour en avoir une conscience particulièrement aiguë.

Les partisans du projet dit de bilinguisme allèguent qu'il existe en fait des communautés bilingues. L'un d'eux écrivait il y a quelques mois :

Il y a des faits assez nombreux et assez convergents pour qu'il soit légitime et scientifique d'en tirer une loi générale : toute collectivité humaine peut apprendre et utiliser deux langues.

Voilà, en effet, une « loi générale », peut-être un peu trop générale pour être considérée comme « légitime et scientifique ».

Laissons de côté la question de savoir si ces communautés dites bilingues ne sont constituées que d'individus bilingues, ou quelle proportion de bilingues elles comportent. Il reste que le bilinguisme est un fait que l'on peut même qualifier de naturel, mais, c'est là l'important, qui se trouve dans des conditions historiques ou sociales bien déterminées, et d'ailleurs bien différentes selon les cas.

Celui des provinces où se pratiquent couramment le dialecte et la langue nationale n'est pas rare en France ; le dialecte est usité normalement dans la vie familière, la langue nationale est employée dans toutes les autres circonstances, c'est elle seule qui sert d'instrument réel de culture ; et le dialecte, survivance de l'époque prénationale, est en régression constante de génération en génération.

Toute différente est la situation des populations ayant pour langage maternel une véritable langue, distincte de la langue de la nation à laquelle elles appartiennent. Ce cas, le plus net et le plus aigu, est en France celui de l'Alsace et de la Moselle, qui présentent, au sein de la nation française, des particularités de caractère national qui leur sont propres. On comprend que, dans ces conditions, une partie au moins de la population soit amenée à pratiquer un certain bilinguisme. Tout le problème de la politique linguistique est d'aménager ce bilinguisme de la manière la plus propre à assurer le libre épanouissement de ces populations.

Autre cas, celui des communautés d'immigrants, aux Etats-Unis ou en Amérique du Sud par exemple, qui souvent gardent un certain temps, au sein de leur nouvelle patrie, leur langue d'origine (polonais, yidich, italien, allemand, etc.) et la pratiquent en même temps que l'anglais ou l'espagnol. Mais,

généralement, ce bilinguisme n'est que transitoire, et l'assimilation se fait en quelques générations.

Certaines nations, telles la Belgique ou la Suisse, sont constituées par des groupes parlant des langues différentes, et une partie de la population se trouve bilingue, ce qui s'explique aisément par la multiplicité des relations à l'intérieur du cadre national.

Les bilingues sont nombreux aussi en U.R.S.S., où beaucoup de Soviétiques non-russes savent et pratiquent le russe. Cela résulte de la situation particulière de ces nations, au sein de l'Etat multi-national : les populations des diverses nations sont en contact étroit, les relations entre elles sont multiples dans tous les domaines ; ainsi surgit le besoin d'une « koïné », d'une langue commune, qui se superpose aux langues nationales comme moyen de communication dans le cadre de l'Union, sans empiéter sur la fonction de ces langues nationales, instruments de relation et de culture à l'intérieur de chaque nation.

On pourrait alléguer encore bien des exemples, citer le cas des pays coloniaux, d'autres encore. Dans tous les cas, il s'agit de situations bien définies, d'ailleurs fort diverses, qui toutes résultent de conditions historiques ou sociales particulières, et qui n'ont rien de commun avec la situation dans laquelle on voudrait aujourd'hui en France développer un prétendu bilinguisme.

Devant les faits les argumentations fondées sur « la transmission instantanée de la parole » s'effondrent, les rêves séduisants de « langue populaire de communication universelle » s'évanouissent et le projet qui nous est proposé se réduit à ses véritables limites. Il ne peut en aucune manière s'agir de bilinguisme. Vouloir créer un monde bilingue, vouloir faire de la France une nation bilingue est une utopie pure et simple. Le mot de bilinguisme ne peut que brouiller les cartes et parer de dehors séduisants *la seule proposition concrète qui soit faite : introduire à l'école primaire, dès les petites classes, un enseignement obligatoire d'anglais.*



Cette proposition a déjà soulevé l'opposition quasi unanime des enseignants qui se sont intéressés à la question. Beaucoup d'entre eux, dans les polémiques de presse, comme dans le colloque organisé par l'Union Française Universitaire, ont exposé excellemment et en détail, à la lumière des principes traditionnels de notre enseignement, de sa situation actuelle et de leur propre expérience, les graves dangers qu'elle ferait courir à l'avenir culturel de notre pays. Dans les circonstances présentes, une telle menace serait gravement préjudiciable aussi bien à l'enseignement des langues vivantes qu'à celui de la langue française.

Des professeurs de langues vivantes ont montré comment l'étude de l'anglais elle-même, telle qu'elle est pratiquée dans l'enseignement du second degré (étude en profondeur, introduction à la culture des peuples anglo-saxons), souffrirait d'un enseignement hâtif, praticiste, nécessairement rudimentaire, introduit trop tôt et organisé Dieu sait dans quelles conditions [1] ; l'expérience montre

---

1. Un des partisans du projet écrit : « Au début du moins, nous n'aurions ni livre, ni méthode spécialement appropriés ; dans certains cas, on aura des spécialistes, dans d'autres, de précieux auxiliaires, NON PROFESSIONNELS (souligné par l'auteur), mais qui auront fait d'une façon quelconque d'utiles expériences d'enseignement. » (*Monde Nouveau-Paru*, n° cité, p. 23.)

que l'enseignement serait à reprendre entièrement et que la tâche serait plus difficile que lorsqu'on a affaire à des esprits vierges. Quant aux autres langues vivantes, une personnalité aussi autorisée que M. Fernand Mossé, professeur au Collège de France, a montré qu'elles disparaîtraient pratiquement de notre enseignement. Il explique :

Voit-on maintenant, si le « bilinguisme franco-anglais » était adopté, quelles en seraient les conséquences ? Tous les lycéens et collégiens français sans exception n'apprendraient plus que l'anglais. Est-ce là l'intérêt de notre pays ? Oui, si nous sommes destinés à devenir un dominion britannique ou un protectorat américain... Que nous devions accorder une grande attention aux pays anglo-saxons, cela va de soi ; mais notre situation géographique, notre place dans le monde, exigent plus que jamais que nous possédions bien d'autres antennes [1]

Plus grave encore, sans doute, serait le préjudice causé à l'enseignement du français qui devrait bien se trouver réduit à la portion congrue. Sans parler des problèmes posés par les risques d'interférence entre une langue étrangère apprise trop jeune et une langue nationale encore imparfaitement connue. Il importe au premier chef que soit préservé de toute atteinte l'enseignement de la langue nationale, qui demeure l'instrument essentiel de la culture ; nuire à l'enseignement du français, c'est de toute évidence contribuer à l'abaissement général de la culture en France.

Sous quelque angle qu'on l'envisage, le projet dit de « bilinguisme », une fois écartées les mystifications (dont, sans aucun doute, certains de ses partisans sont les premières victimes), se révèle donc ne pas compter autre chose que des menaces de mutilation culturelle pour notre pays. L'étiquette de fraternité humaine ne couvre ici qu'une entreprise directement dirigée contre les intérêts nationaux les plus évidents.

Ajoutons, puisque les « bilinguistes » allèguent volontiers leur désir de favoriser l'extension de la langue française à l'étranger, qu'il s'agit d'une entreprise profondément funeste non seulement à la vie de la nation, mais encore à son rayonnement dans le monde. Car il est bien clair que ce n'est pas par l'espoir d'une réciprocité parfaitement utopique [2], ce n'est pas non plus en prétendant accrocher le français à l'anglais pour que les deux langues se répandent ensemble, ce n'est pas par de tels expédients, d'ailleurs illusoires, que l'on assurera ce rayonnement. La diffusion de la langue française n'est pas un but en soi ; *elle est fonction du contenu que la langue française sert à exprimer.* Et il va de soi que c'est dans la mesure où le développement de la culture nationale ne sera pas entravé par de pareilles manœuvres, mais où, au contraire, il sera favorisé le plus largement possible, par une politique appropriée, que les productions de cette culture s'imoseront à l'attention universelle.

---

1. *Le Monde*, 9 oct. 1952.
2. Ceci a été souvent indiqué par des universitaires bien au courant de l'organisation et des traditions de l'enseignement en Angleterre ou aux Etats-Unis ; voir, par exemple, l'avis autorisé de Mme Rocher dans l'*Université Syndicaliste* du 1er février 1954.

DEUX ÉTUDES SUR LES FONDEMENTS DES MATHÉMATIQUES

La Pensée *est heureuse de pouvoir publier aujourd'hui deux études de tout premier ordre sur les fondements des mathématiques et plus particulièrement sur le rôle joué par les axiomes. La première est un inédit du professeur Jacques Hadamard, membre de l'Académie des Sciences. La seconde est extraite d'une suite d'articles publiés dans la revue soviétique* Priroda *(la Nature) par le mathématicien A. D. Alexandrov*[1]*, membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., articles dont la traduction a été assurée récemment par le* Centre culturel et économique de France-U.R.S.S.

Nous nous sommes permis, en outre, pour rendre cette double étude plus complète, de reproduire, à la fin de l'article du professeur Hadamard, les quelques lignes si originales et si profondes du volume de l'Encyclopédie Française, *consacrées à la mathématique, dans lesquelles il expose son point de vue personnel sur la polémique qui opposa, il y a une cinquantaine d'années, Henri Poincaré aux premiers logisticiens, et met en évidence les pétitions de principe des définitions de Peano et de Padoa.*

Henri Poincaré avait critiqué notamment un article de Louis Couturat, le premier disciple français de Peano, article dans lequel l'auteur essayait de reconstruire, d'une façon entièrement formelle, tout l'édifice arithmétique, nombres entiers compris.

Qu'est-ce que zéro [selon Couturat] ? écrivait, entre autres, Poincaré dans Science et Méthode (p. 169), *c'est le nombre des éléments de la classe nulle ; et qu'est-ce que la classe nulle ? c'est celle qui ne contient aucun élément.*

Définir zéro par nul et nul par aucun, c'est vraiment abuser de la richesse de la langue française...

Les considérations de M. Hadamard dans l'Encyclopédie Française *complètent heureusement les remarques ironiques de Henri Poincaré, en ce qu'elles soulignent l'importance essentielle de la notion de nombre concret. On notera que dans ce texte, M. Hadamard admet le caractère inné de la notion de nombre entier, ce dont ne saurait évidemment convenir un mathématicien marxiste comme A. D. Alexandrov, pour qui cette notion est acquise à partir du monde extérieur. Il n'en est que plus intéressant de constater la convergence des critiques du mathématicien français et de son collègue soviétique contre le formalisme des logisticiens.*

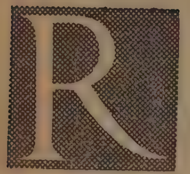
P. Labérenne

---

1. A. D. Alexandrov, qu'il ne faut pas confondre avec le topologiste P. S. Alexandrov, est un jeune mathématicien soviétique, actuellement recteur de l'Université de Léningrad, qui s'est déjà illustré par des travaux sur la géométrie différentielle et sur la théorie des groupes. L'un des aspects les plus intéressants de son étude est qu'elle veut se fonder sur les bases du marxisme-léninisme, sans prétendre, d'ailleurs, comme Alexandrov le dit lui-même dans un autre passage, donner un exposé définitif et complet des rapports entre mathématiques et matérialisme dialectique.

LA GÉOMÉTRIE NON EUCLIDIENNE ET LES DÉFINITIONS AXIOMATIQUES

par Jacques HADAMARD



EPORTONS-nous aux célèbres réflexions que, dans la première partie de ses *Pensées*, Pascal consacre à la Géométrie. Avec lui, nous noterons que l'idéal serait de démontrer tout ce que l'on avance et de définir tout terme que l'on va employer. Il s'agit — et Pascal, qui ne peut avoir là-dessus le moindre doute, le formule explicitement — de *définitions nominales*, c'est-à-dire d' « impositions de noms aux choses qu'on a clairement désignées en termes parfaitement connus ».

Or à la réalisation de ce double idéal il y a un obstacle qui semble insurmontable. On ne peut prouver déductivement quoi que ce soit qu'en partant de principes antérieurs. Si ceux-ci, à leur tour, demandent à être démontrés de manière analogue, et ainsi de suite, il y aura bien, au bout du compte, un moment où il faudra s'arrêter dans cette voie. Ceci, c'est une remarque formulée de haute antiquité : c'est le célèbre « diallèle » qui de tout temps a préoccupé la philosophie, et que nous allons d'ailleurs laisser de côté comme étranger à notre objet actuel.

Mais il en est tout à fait de même en ce qui regarde les définitions :

> Il est évident que les premiers termes qu'on voudrait définir en supposeraient de précédents pour servir à leur explication. [...] Aussi, en poussant les recherches de plus en plus, on arrive nécessairement à des mots primitifs qu'on ne peut plus définir et à des principes si clairs qu'on n'en trouve plus qui le soient davantage.

Il y a donc finalement des notions premières dont la définition est impossible. Heureusement, au moins à ce qu'il semble au premier abord — et la science avait toujours raisonné ainsi —, cette définition se trouve inutile par le fait que le sens des notions employées dans ces conditions est parfaitement clair et intelligible à chacun.

Seulement, cette position, que nous sommes contraints d'adopter comme position de repli et qui semble la seule possible, va, à son tour, se révéler intenable ; ou plutôt elle aurait dû apparaître comme intenable à Pascal lui-même : car incidemment, dès ce premier exposé [1], il énonce une remarque qui est une des conquêtes les plus fondamentales que la logique ait jamais réalisées. Faisant allusion aux erreurs qu'on peut commettre dans l'emploi des définitions, il voit à cela un remède infaillible qui est :

> de SUBSTITUER MENTALEMENT LA DEFINITION A LA PLACE DU DEFINI et d'avoir

---

1. *Pensées*, première partie, art. II.

toujours la définition si présente que toutes les fois qu'on parle, par exemple, de nombre pair, on entende précisément que c'est celui qui est divisible en deux parties égales, et que ces deux choses soient tellement jointes et inséparables dans la pensée qu'aussitôt que le discours exprime l'une, l'esprit y attache immédiatement l'autre.

Cette remarque, qui se présente ainsi comme en passant et accessoirement, Pascal [1] y remet plus explicitement l'accent lorsque, dans la section suivante, l'*Art de Persuader*, il résume ses considérations précédentes par huit règles dont il nous suffira, ici, de rappeler la première et la dernière :

I. — *N'entreprendre de définir aucune des choses tellement connues d'elles-mêmes qu'on n'ait point de termes plus clairs pour les expliquer.*

. . . .

VIII. — *Substituer toujours mentalement les définitions à la place des définis, pour ne pas se tromper par l'équivoque des termes que les définitions ont restreints.*

Voilà donc huit règles qui sont fondamentales dans toute logique, dans tout raisonnement, dans tout acte de la pensée ; et il en est ainsi, en particulier, de la dernière d'entre elles. Mais comment, entre deux principes qui se succèdent à quelques lignes de distance, le génial auteur des *Pensées* n'a-t-il pas vu éclater une étrange contradiction ? Car on ne peut songer à substituer une définition à la place d'un défini, là où il n'y a point de définition.

Ce qui semble avoir manqué à Pascal en l'espèce, sans que cela parvienne à expliquer pleinement la cécité psychique que nous constatons [2], c'est d'avoir pleinement réalisé la portée du principe qu'il vient d'énoncer. La substitution des définitions aux définis est indispensable en toute circonstance : dans la pensée courante elle est, comme il le dit, indispensable pour éviter les erreurs ; mais pour le mathématicien, elle a un autre rôle encore, un rôle non plus négatif, mais positif. Ce n'est pas seulement un principe critique, c'est un principe constructif et indispensable comme principe constructif. Sans lui, non seulement on serait exposé à s'égarer, mais on ne saurait faire un pas. Cela se manifeste dans n'importe quelle démonstration. Soit, par exemple, à démontrer que le diamètre est la plus grande corde du cercle : autrement dit, que si A et B sont deux points situés sur une circonférence de centre O et de rayon R, AB sera toujours au plus égal à 2 R. Le premier soin du géomètre sera de joindre OA et OB. Pourrait-il faire autrement ? Assurément non, puisqu'il lui faut exprimer la définition de la circonférence, qui consiste précisément en ce que chacune des distances OA et OB est égale à R ; et il en est ainsi d'un bout à l'autre de la Géométrie.

Aucune notion ne peut donc intervenir dans le raisonnement autrement que par l'intermédiaire de sa définition. Mais comment cela pourrait-il se faire là où la définition n'existe pas ?



Pascal ne serait-il pas revenu sur ce point et ne l'aurait-il pas élucidé s'il

1. *Ibid.*, art. III.

2. Ce phénomène, qu'on pourrait croire unique tant il est incompréhensible, s'est présenté à maintes reprises dans l'histoire de la Science. Voir notre *Essay of the Psychology of Invention in the Mathematical Field*, deuxième édition, Princeton, N. J., U.S.A., 1949 ; notre communication au tricentenaire de Newton, publiée par la Société royale de Londres, 1946, et Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, Genève, 1949.

s'était occupé de l'axiome d'Euclide ? Celui-ci, après Pascal comme avant lui, a fait l'objet des recherches des géomètres, croyant si souvent, et toujours à tort, démontrer le mystérieux axiome, sans que le rapport entre cette question et la dernière règle de l'*Art de Persuader*, tombée dans un incompréhensible oubli, leur soit apparu.

Un siècle après l'*Art de Persuader*, il est bien curieux de lire la première édition, parue en l'an II (1794) des *Eléments de géométrie* [1] où Legendre, dans son préambule, annonce le but de son ouvrage que l'on peut considérer comme résumant l'état de la science à la veille du XIXe siècle. Il reproche à ses prédécesseurs une rigueur insuffisante.

On reproche aux éléments de géométrie d'être peu rigoureux. Plusieurs de ces ouvrages peuvent avoir des avantages particuliers et remplir assez bien le but pour lequel ils ont été composés, mais il n'en est aucun où l'on ait réussi à démontrer toutes les propositions d'une manière absolument satisfaisante. Tantôt les auteurs supposent des choses qui ne sont pas contenues dans les définitions ; tantôt ces définitions elles-mêmes sont défectueuses ; quelquefois ils se contentent d'invoquer le témoignage des yeux, ailleurs ils emploient des principes qui sont vrais en eux-mêmes, mais qui paraissent entraîner quelques négligences dont l'esprit n'est pas satisfait. En général il est très difficile de faire des éléments rigoureux, non seulement dans la géométrie, mais dans toutes les sciences : les propositions les plus simples sont les plus embarrassantes et celles qu'on démontre avec le moins de succès. La difficulté n'est cependant pas une raison qui doive empêcher d'entreprendre des ouvrages aussi utiles [2].

Faut-il croire que Legendre n'a pas lu l'*Art de Persuader* ? La tâche qu'il prétend entreprendre est plus qu' « embarrassante », plus que difficile : elle sera forcément impossible ; l'embarras qu'il craint à juste titre le montrera bien par la suite, chez lui comme chez tous ses prédécesseurs.

Avant de s'attaquer à l'axiome d'Euclide (on sait que Legendre lui-même en a, à deux reprises au moins, tenté des démonstrations, naturellement aussi fausses que toutes les autres), on a dû ou on aurait dû se préoccuper de deux définitions fondamentales, celle de la ligne droite et celle des figures égales ou plutôt congruentes [3]. Cette dernière précède l'autre qui lui est en réalité subordonnée et, précisément parce que plus fondamentale, elle a été toujours plus ou moins escamotée, alors que celle de la ligne droite faisait couler beaucoup d'encre.

Point d'idée plus simple et plus claire à un chacun que celle de la ligne droite « dont un fil tendu nous offre l'image ». Mais c'est précisément, nous le savons, ce qui fait la difficulté : c'est parce que cette idée est particulièrement claire et simple dans l'observation courante que la Géométrie ne saurait se contenter de l'envisager ainsi.

Un siècle avant les *Eléments* de Legendre, presque au même moment où Pascal composait les *Pensées*, les notions fondamentales de la géométrie faisaient l'objet d'un examen très approfondi et particulièrement digne d'attention,

---

1. Les éléments de Clairant, lequel vise non à la rigueur, mais à la simplicité et se base à toute occasion sur l'observation courante, n'ont pas à intervenir ici.

2. L'incompréhension du rôle des notions premières est d'autant plus étrange que Legendre a soin de renvoyer aux *Mélanges de philosophie* où d'Alembert, parfaitement conscient du rôle de ce qu'il appelle les « notions simples », reconnaît, lui, expressément l'impossibilité de les définir.

3. Nous emploierons cette dénomination. Non seulement elle est préférable à celle de « figures égales », dont l'adoption dans l'enseignement me paraît regrettable ; mais, en particulier ce changement de terminologie s'impose pour suivre les discussions dont nous parlons et dans lesquelles les mots « figures égales » s'appliqueraient à ce que nous appelons aujourd'hui « figures équivalentes ».

puisqu'il était le fait de Leibniz. Le grand philosophe passe en revue tous les aspects de la question et tout particulièrement les diverses définitions auxquelles on peut songer pour la ligne droite.

La définition d'Euclide lui-même : *Recta linea est quae ex æquo suis interjicitur punctis*, a un défaut majeur, celui... d'être peu compréhensible. C'est ce que Leibniz et Legendre constatent tous deux en se rencontrant [1] — chose curieuse chez ces deux auteurs qui se sont ignorés — dans la remarque (Legendre, deuxième édition, p. VI de la Préface) que cette définition « pourrait être supprimée comme n'étant nécessaire à aucune démonstration ».

C'est, on le voit, rejoindre la règle de Pascal, puisque c'est dire avec lui qu'une définition doit être réputée non existante si elle n'intervient pas dans les raisonnements.

Ayant à en adopter une autre, Legendre l'emprunte à Archimède (lequel l'avait en fait présentée comme postulat) : « La ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre ».

Si (pour une raison d'ordre pédagogique assez discutable d'ailleurs) Legendre prend pour point de départ cette définition d'Archimède, ce n'est pas qu'il la considère comme préférable en réalité. Dans sa préface il parle un autre langage : il rappelle que la propriété ainsi énoncée peut être déduite et a été déduite par Euclide de son axiome X : *La ligne droite est celle qui ne peut avoir qu'une position entre deux points donnés*, lequel est, dit-il à cet endroit, « la définition la plus générale qu'on puisse donner de la ligne droite ».

Peut-on, en effet, déduire l'énoncé d'Archimède de l'axiome X ? Oui et non : la déduction peut se faire à partir de l'axiome en question ...joint, *mais sans qu'on le dise* (pas plus chez Legendre que chez Euclide) au fait que toutes les lignes droites sont des figures congruentes et que, inversement, toute figure congruente à une ligne droite est une ligne droite. Cet axiome K, tacitement complété comme nous venons de le dire, reçoit de Legendre [2] une forme particulièrement frappante, laquelle coïncide avec la définition donnée par Leibniz, celle même vers laquelle s'orientera la marche ultérieure de la science : *la ligne droite est celle qui demeure immobile du moment que deux de ses points restent fixes.*

Une dernière définition [3] à laquelle Leibniz avait songé se ramène au fond à la précédente.

Aucune de ces définitions, ainsi qu'il apparaît sur l'énumération que nous venons d'en donner avec Leibniz, n'échappe à la nécessité de résoudre tout d'abord une autre question mentionnée plus haut, la définition des figures *congruentes.*

Pour autant que l'on puisse donner un sens à celle, si peu claire, donnée par Euclide lui-même, elle voudrait dire que la ligne droite est celle dont tout segment est congruent (totalement ou partiellement) à tout autre ; et alors, comme l'a remarqué dès l'antiquité Appolonius, elle s'appliquerait aussi bien à la circonférence ou à l'hélice circulaire.

Cette objection n'échappe pas à Leibniz ; pour y répondre, il caractérise la ligne droite par la condition que tout segment en soit *semblable* à tout autre,

---

1. Le travail de Leibniz paraît n'avoir pas fait, en son temps, l'objet d'une publication. Il nous est connu grâce aux *Leibnizen mathematikche Schriften*, éditées par C. I. Gerhardt, t. V, Halle, 1858.
2. Deuxième édition, Préface ; VII.
3. LEIBNIZ : *loc. cit.*, p. 174, nos (11) (13) où, par l'intervention du no (2), p. 172, la notion de figures congruentes est expressément invoquée.

c'est-à-dire en remplaçant la notion de figure congruente par une autre beaucoup moins primitive et dont, au surplus, l'introduction supprimerait la question qui nous occupe, puisque, comme nous le savons, admettre l'existence de figures semblables sans être congruentes (les segments de droites exceptés) revient à admettre le postulatum d'Euclide.

La définition d'Archimède, elle, n'a visiblement de sens que si l'on dit ce que c'est que des longueurs et, plus précisément, des longueurs égales.

Nous avons vu plus haut comment devrait être complété, pour fonder le premier livre de Géométrie, l'axiome X d'Euclide.

Enfin, à la définition sur laquelle se rencontrent Leibniz et Legendre, il ne manque que d'avoir spécifié... dans quel mouvement ou, plus exactement, dans quels déplacements la ligne dont on dit seulement que deux de ses points restent fixes, est par ailleurs entraînée : est-elle considérée comme plongée dans du bois ou dans de la guimauve ?

Ainsi dans tous les cas, quoique tacitement et par une véritable restriction mentale, on part de la définition des figures congruentes et même de celle de « figure invariable ». Seulement, là, — nous en étions bien sûrs à l'avance après avoir lu Pascal — la Géométrie se dérobe totalement. Legendre énonce que *deux grandeurs*, ligne, surface ou solide, sont égales, lorsqu'étant placées l'une sur l'autre, elles coïncident dans toute leur étendue.

Passons sur l'emploi du mot « grandeur » là où nous dirions « figure » ainsi que des mots grandeurs « égales », cet adjectif pris dans le sens où nous l'employons maintenant (Leibniz dit « congrua ») qui était peut-être courant autrefois, puisque nous le trouvons également chez Leibniz ; mais comment excuser l'équivoque, révélatrice de l'embarras que nous prévoyions dès l'abord, qui apparaît dans le membre de phrase suivant, lequel désignerait, semble-t-il, des figures qui *sont* portées l'une sur l'autre ? Strictement parlant, la définition aurait un sens — mais n'aurait aucune utilité — en ce qui concerne un dessin et son calque, au moment même où l'on trace ce calque ; elle n'en aurait aucun une fois le calque enlevé. Et s'il s'agit de figures *susceptibles d'être portées* l'une sur l'autre, dans quelles conditions ce transport sera-t-il permis ? Si nous étions en Analysis Situs, la coïncidence pourrait être ainsi obtenue pour des triangles absolument quelconques. C'est donc la question de la figure invariable qui est soulevée sans le dire : qui est escamotée.

Legendre n'est donc pas arrivé, plus qu'Euclide, à faire de la Géométrie, du moins dans ses premiers principes, la science exacte et rigoureuse qu'il annonçait.



C'est cet édifice, par lui-même si mal assis sur ses fondations, que la découverte de Bolyai et de Lobatchewsky ruine d'un coup.

Non qu'en fondant cette nouvelle Géométrie ils eussent montré, en toute rigueur et sans objection possible, qu'elle ne peut conduire à aucune contradiction. Certes, ils n'en avaient rencontré aucune dans les propriétés, se succédant comme celles de la Géométrie ordinaire, qu'ils déduisaient de la négation du Postulatum d'Euclide. Mais si loin qu'ils aient poussé les déductions sans rencontrer d'impossibilités, n'était-il pas possible qu'on en rencontrât une en allant encore plus loin dans la même voie ? On n'est arrivé à répondre avec certitude par la négative qu'en construisant des figures où ces propriétés soient

effectivement réalisées : propriétés identiques à celles de la Géométrie ordinaire qui précèdent le Postulatum, mais différentes à partir du moment où ce Postulatum intervient.

Une analogie encourageante était offerte par la Géométrie sur la surface d'une sphère, où les propriétés des triangles s'écartent de celles des triangles rectilignes ordinaires comme le font celles de la Géométrie non-euclidienne [1], mais en sens inverse, puisque la somme des angles d'un triangle *sphérique* est *plus grande* que deux droits : Géométrie que Riemann a pu étendre à tout l'espace, en prenant pour « lignes droites » les cercles dont les plans passent par un point O et qui sont conservés par une certaine inversion I de pôle O.

Aussi Beltrami avait-il cru réaliser effectivement une Géométrie non-euclidienne, du moins une Géométrie non-euclidienne à deux dimensions, en définissant une surface, la *pseudosphère*, sur laquelle règne cette Géométrie. C'est une surface de révolution s'étendant à l'infini dans les deux sens parallèlement à son axe et composée de deux nappes séparées par un parallèle de rebroussement. Sur chacune de ces deux nappes on peut tracer des lignes géodésiques et des triangles géodésiques, lesquels (quand ils ne sont pas trop grands) comportent les trois cas classiques d'égalité (mais non de similitude) et vérifient toute la série des premiers théorèmes de la Géométrie ordinaire, pendant que, d'autre part, la somme de leurs angles est plus petite que deux droits, leurs propriétés étant conformes à la théorie de Bolyai-Lobatchewsky. Seulement il faut que lesdits triangles ne soient pas trop grands : il ne faut pas qu'ils aillent jusqu'au parallèle singulier, et il faut qu'ils ne fassent pas le tour de la surface mais puissent, au contraire, être réduits au voisinage d'un point unique par déformation continue sur cette surface. L'exemple construit par Beltrami ne serait probant que si l'on disposait d'une surface à courbure totale constante négative dépourvue de singularités et simplement connexe : or Hilbert a montré qu'une surface de cette sorte ne saurait exister.

Il y a donc là une impossibilité qui, nous le verrons finalement, tient profondément à la nature des choses ; et il fallait opérer autrement. On y arrive d'une manière que Poincaré a exposée sous une forme particulièrement frappante dans la *Revue générale des Sciences* [2], en supposant un milieu renfermé dans l'intérieur d'une sphère S où, moyennant une certaine distribution des températures, tous les objets subissent, à mesure qu'on s'éloigne du centre, une construction convenable aboutissant à les rendre de dimensions infiniment petites à mesure qu'on se rapproche de plus en plus de la surface sphérique. Des figures qui existeraient dans ces conditions à l'intérieur de la sphère seraient régies par les lois de Bolyai-Lobatchewsky.

Les propriétés de la ligne droite, conformément à l'une quelconque des définitions rappelées plus haut, appartiennent non plus aux droites que nous connaissons, mais aux cercles orthogonaux à la sphère S ; les « plans » seraient maintenant les sphères orthogonales à S et sur chacune desquelles on pourrait,

---

1. Contrairement à plusieurs auteurs, je ne considère pas qu'il y ait lieu d'attribuer le nom de Géométrie non-euclidienne à celle qui a été ainsi constituée par Riemann (distincte, inutile de le dire, de celle, autrement fondamentale, qui fait l'objet de sa Thèse inaugurale). Ce nom doit, à mon sens, être réservé aux Géométries où le Postulatum est faux *et toutes les propositions antérieures vraies*. Or cette dernière condition n'est pas remplie dans la Géométrie de Riemann, dans laquelle tout point a un opposé (son transformé par l'inversion I) lequel peut être joint à lui par « droites » riemanniennes.

2. Tome III, 1892, p. 75.

par un point donné, mener plusieurs « droites » parallèles à une « droite » donnée, nous voulons dire à un cercle donné.

Le résultat est ainsi obtenu dans une direction toute différente de la voie, — voie sans issue — suivie par Beltrami. Pour ce dernier, les lignes tracées sur la pseudosphère avaient des longueurs définies à la manière ordinaire ; il en est tout autrement dans les milieux fictifs de Poincaré, comme aussi dans la puissante généralisation de Riemann.



Le bouleversement que représente la théorie de Bolyai est donc beaucoup plus profond que ne pouvait le concevoir Beltrami : il vise et atteint le défaut que nous avons constaté plus haut dans la cuirasse euclidienne. D'Euclide à Leibniz et à Legendre, les géomètres étaient incapables de définir ce que l'on doit entendre par figures *égales* ou *congruentes*, par *longueurs égales* et par *lignes droites* ; et nous voyons maintenant qu'il ne pouvait en être autrement, puisque nous pouvons maintenant, avec Poincaré, employer ces mêmes mots dans des sens différents de ceux qu'on leur avait donnés classiquement.

Mais dès lors, nous voici ramenés à la question qui aurait pu se poser à Pascal et que nous nous sommes posée en le lisant : par quoi pouvons-nous remplacer ces définitions dont nous avons constaté l'inexistence — dont nous reconnaissons même l'impossibilité, puisque les mêmes mots auraient un sens différent pour les euclidiens et les non-euclidiens — et dont, cependant, la VIIIe règle de l'*Art de Persuader* nous montre qu'il est impossible de se passer si l'on veut soumettre à un raisonnement quelconque les notions dont il s'agit ?

La science contemporaine a résolu cette question, à laquelle Pascal, s'il avait pris conscience de la difficulté, aurait sans doute répondu, faisant avancer ainsi de plus de deux siècles la marche de la logique mathématique. Certes, il est impossible de donner, des notions fondamentales dont il s'agit, une de ces « définitions de nom », seules connues de Pascal ; mais nous pouvons les caractériser par un système d'axiomes exprimant les propriétés dont elles seront dotées et qui pourront servir de base de raisonnements.

C'est ainsi que le groupe de « déplacements », auxquels peut être soumise une figure qui doit rester « invariable », sera caractérisé par un ensemble d'axiomes tels que :

ce groupe de transformations ponctuelles est transitif lorsqu'on l'applique à un point unique. Au contraire, il n'est pas deux fois transitif : appliqué à deux points, il admet un invariant (lequel, moyennant des propriétés supplémentaires bien connues, faisant également partie de la liste des axiomes, donnera la distance) ;

les transformations du groupe qui laissent immobiles deux points distincts arbitrairement donnés laissent également immobiles tous les points d'une certaine ligne illimitée dans les deux sens (par définition, la ligne droite) ;

il existe des surfaces (par définition, les plans) telles que la ligne droite joignant deux points de l'une d'entre elles y soit entièrement contenue ;

etc...

et aussi, moyennant la définition (nominale) habituelle des parallèles, l'axiome d'Euclide :

A. — Par un point extérieur à une droite, il ne passe qu'une parallèle à cette droite,

ou si l'on veut,

A'. — La somme des angles d'un triangle rectiligne est égale à deux droits.

Toutefois, un système d'axiomes n'est acceptable comme définition que s'il est compatible, s'il n'implique pas de contradictions [1]. En ce qui concerne les axiomes qui définissent la notion de figure invariable, cette compatibilité se ramène, moyennant les données de la Géométrie analytique, à la compatibilité des axiomes de l'Arithmétique.

On devra, d'autre part, examiner si ces axiomes sont indépendants, c'est-à-dire si aucun d'eux n'est conséquence des autres. Il faut aussi qu'ils permettent de distinguer l'objet défini de ce qui en est essentiellement différent [2].

A ces deux questions, en ce qui concerne la notion de figure invariable, la Géométrie, jusqu'à Bolyai et Lobatchewsky, avait cru pouvoir répondre par l'affirmative — même, pour la deuxième, en exceptant de la liste des axiomes celui d'Euclide. Nous savons qu'il y a là une double erreur : l'axiome A est indépendant des autres et, sans lui, le groupe des déplacements *n'est pas* complètement défini ; on a encore un système d'axiomes compatibles (celui qui varie le milieu fictif de Poincaré) en remplaçant l'axiome A par l'axiome contraire :

B. — Par un point extérieur à une droite, on peut mener plusieurs parallèles à cette droite,

ou si l'on veut,

B'. — Il existe des triangles rectilignes dans lesquels la somme des angles est inférieure à deux droits.

Les définitions axiomatiques ainsi obtenues, l'une pour la Géométrie euclidienne et l'autre pour la Géométrie non-euclidienne, remplacent donc, relativement à la notion de figure invariable, la définition nominale absente. La faute d'un Legendre ou d'un Leibniz n'est pas de ne pas l'avoir donnée — il est impossible de la donner — mais elle l'est d'avoir cru pouvoir s'y dérober en se bornant à une autre qui n'avait pas de sens sans elle et d'avoir ainsi méconnu la règle fondamentale de Pascal. C'est à la lumière de Bolyai et de Lobatchewsky qu'est apparue l'impossibilité d'esquiver et, par conséquent, la nécessité de donner sous forme axiomatique la définition de la figure invariable.

Cette nécessité n'avait pas été aperçue par Beltrami. Sa tentative a échoué et devait fatalement échouer : car elle ne portait pas la question sur son véritable terrain en n'allant pas jusqu'à examiner la base fondamentale de la Géométrie, la notion de Métrique, que, dans ce qui précède, nous avons essayé d'élucider et qui, par ailleurs, a fait l'objet d'une révision beaucoup plus profonde encore dans l'œuvre par laquelle le génie de Riemann prépare l'œuvre d'Einstein.

---

1. Si étrange que cela paraisse, les idées sont restées longtemps confuses (voir l'importante édition critique d'Euclide par Enriques : *Gli Elementi d'Euclide e la critica antica e moderna*, Stock, Rome, 1925) en ce qui regarde cette condition imposée à une définition, et on a semblé croire, malgré une mise en garde formelle d'Aristote, lequel ne s'y était pas trompé, qu'une définition assurait par elle-même l'existence de l'objet défini. Enriques (*loc. cit.*) remarque que ce fait permet de comprendre la faveur dont a été l'objet un raisonnement aussi absurde que l' « argument ontologique », adopté jusque et y compris Descartes et même repris sous une forme légèrement différente par Spinoza.

2. L'addition du mot « essentiellement » est nécessitée par le fait que rien ne serait changé si l'on soumettait tout l'espace à n'importe quelle transformation ponctuelle univoque et continue. Toutes les propriétés, à commencer par celles des déplacements, seraient exactement les mêmes pour les figures transformées que pour les primitives, en sorte que leurs théories seraient les mêmes en tout point. C'est ainsi qu'on pourrait, théoriquement, tracer les figures de Géométrie sphérique en projection de Mercator, si fortement que celle-ci les altère au voisinage du pôle qu'elle rejette à l'infini : tous les théorèmes resteraient valables dans ces conditions.

SUR L'IMPOSSIBILITE DE DEMONTRER LA COMPATIBILITE DES AXIOMES DE L'ARITHMETIQUE [1]

...Nous avons déjà laissé en suspens la question de la compatibilité des axiomes de la géométrie — et, en fait la solution que nous en donnerons va consister à celle que nous examinons en ce moment. Mais le cas de la Géométrie est fort différent de celui de l'Arithmétique. On peut, avons-nous dit, [...], imaginer un *homo arithmeticus* capable de raisonner logiquement comme nous, mais n'ayant aucune idée de l'espace, aucune idée de quelqu'espèce d'étendue que ce soit, et l'intérêt de la construction logique de Hilbert est qu'elle pourrait être comprise dans tous ses détails et dans tout son ensemble par une intelligence de cette nature.

Mais ce que nous venons de dire comporte, on le voit, une opération psychologique dont, à mon sens, les logiciens n'ont pas assez souligné l'intervention nécessaire, particulièrement toutes les fois que se pose, avec Pascal, le problème des indéfinissables ou celui des indémontrables. C'est cette opération qui me paraît impossible en ce qui concerne les nombres entiers, du moins s'il s'agit de nombres dits « concrets » : car comme il est juste de le concéder aux logiciens, *une fois la notion du nombre concret* 2 *acquise*, rien n'empêche de définir le nombre abstrait correspondant comme étant (dans la terminologie employée en logique) la classe des collections composées de 2 objets. Nous ne pouvons pas nous placer dans l'état d'un esprit qui ignorerait les notions de *zéro*, de *un* et, en général, des nombres entiers et ceux qui raisonnent sur ce sujet les introduisent nécessairement, qu'ils s'en doutent ou non, donc sont conduits à des pétitions de principe.

Comment les logisticiens peuvent-ils prétendre qu'une définition ne comporte *aucune* pétition de principe lorsque cette définition est celle du nombre zéro ? Comment affirment-ils que leur définition du nombre *un* a un sens bien déterminé, étant donné que « bien déterminé » est un synonyme de « unique » ? Cela veut-il dire qu'il n'y a pas lieu de définir ou, dirai-je de préférence, de caractériser les nombres entiers par un système d'axiomes ? Nous avons vu le contraire, et au point de vue de la Science actuelle, le travail des logisticiens à cet égard est non seulement licite, mais nécessaire. On pourrait donc présenter cette liste d'axiomes à un lecteur non prévenu du sens des mots « zéro, nombre entier, suivant ». Mais, du moment que ce lecteur aura la notion innée de nombre entier (et nous croyons avoir montré qu'il ne saurait raisonner sans cela, à moins que son intelligence n'ait, avec la nôtre, des différences dont nous ne pouvons nous faire une idée), il s'apercevrait plus ou moins rapidement qu'il existe un système d' « objets » — les nombres entiers — vérifiant les cinq axiomes de Peano. Du coup, la question qui restait ouverte, celle de savoir si les axiomes en question sont compatibles, ne se poserait pas pour lui et toute démonstration dans laquelle il essayerait d'établir cette compatibilité reposerait sur une pétition de principe.

Hilbert ne paraît pas avoir échappé à cette difficulté. Pour démontrer que les conséquences des axiomes de Peano peuvent être développées autant qu'on le veut sans conduire à une contradiction, il raisonne sur le *nombre* des déductions ; et à ce nombre, il attribue forcément toutes les propriétés habituelles des nombres entiers, y compris l'axiome de récurrence.

---

1. *Encyclopédie Française*, III[e] Partie, *La Mathématique* (I-52-13).

L'IDÉALISME DE LA THÉORIE DES ENSEMBLES

par A. D. ALEXANDROV



L nous faut avant tout signaler le courant qui a pris sa source dans certaines idées du fondateur de la théorie des ensembles infinis, Cantor. Ce courant pourrait être défini comme « l'idéalisme de la théorie des ensembles ». Si l'on néglige des positions extrêmes, comme l'appel de Cantor à Dieu, l'essentiel dans ce courant se réduit à ceci : les concepts mathématiques abstraits et, avant tout, les ensembles infinis (comme l'ensemble de tous les nombres, l'ensemble de toutes les fonctions, etc.) sont compris comme des êtres indépendants permettant une connaissance idéale. C'est du platonisme, car précisément Platon attribuait une existence indépendante aux idées. A cet idéalisme s'appliquent précisément ces mots de Lénine :

L'idéalisme primitif, le général (le concept, l'idée) est la *substance particulière*... Les tables, les chaises et les *idées* de table, de chaise... [1].

Ainsi dans l'idéalisme de la théorie des ensembles l'ensemble abstrait, le continu abstrait est considéré comme « une certaine réalité unique », complètement déterminée par le concept que nous en avons, et qui s'exprime, par exemple, par des axiomes ; de plus pour connaître cette réalité il ne faut qu'inventer de « nouveaux procédés logiques » [2].

Cantor a énoncé ce principe que « l'essence des mathématiques réside dans leur liberté », exprimant ainsi son opinion suivant laquelle toute libre création mathématique de la raison possède une existence idéale objective. Ce principe est extrêmement commode, car il ne met aucun frein à la création mathématique et justifie par avance n'importe quelle construction abstraite. C'est pourquoi l'idéalisme de la théorie des ensembles, avec son développement unilatéral de n'importe quelle abstraction mathématique, érigée en absolu et détachée de la matière, se trouve assez répandu.

A quel point il est aisé, même à des mathématiciens qui se tiennent sur les positions du matérialisme, de transformer en absolu leurs abstractions, c'est ce que montre l'extrait suivant de l'article « Mathématiques » dans la *Grande*

---

1. V. I. Lénine : *Cahiers Philosophiques*, éd. russe, 1947. p. 307.

2. Le continu désigne ici l'ensemble de tous les nombres réels ou l'ensemble de tous les points de la droite. L'expression « une certaine réalité unique » est empruntée à l'affirmation suivante de l'académicien N. N. Lusin : « La puissance du continu, si on le pense seulement comme un ensemble de points, est une certaine réalité unique et elle doit se trouver sur l'échelle des alephs [échelle qui permet de classer les ensembles infinis] là où elle est... » (N. N. Lusin : L'état actuel de la théorie des fonctions d'une variable réelle. *Gostekhteorizdat*, Editions d'Etat de littérature technique et théorique, 1933, p. 30.)

Encyclopédie soviétique, t.38, 1936, p. 390-391. L'auteur de cet article, A.V. Kolmogorov, écrivait :

Par exemple la structure de la suite naturelle des nombres est complètement déterminée par un système d'axiomes formulé depuis longtemps. C'est pourquoi dans la théorie des nombres pure, nous avons affaire à une théorie mathématique strictement bornée et fermée, dont le contenu est complètement déterminé potentiellement par les axiomes de la suite naturelle.

Et plus loin la même pensée se trouve répétée sous une forme tout à fait générale :

La structure d'un système d'objets peut être complètement déterminée [à l'aide d'un système d'axiomes « complet »] ; mais l'étude de ce système peut encore exiger une formation illimitée de nouveaux algorithmes qui, en principe, ne peut être achevée.

Ici on entend par algorithme telle ou telle méthode de déduction ou de démonstration mathématique, et on entend par objets des objets abstraits, c'est-à-dire des nombres, des points et des droites mathématiques, des ensembles de nombres, etc.

Ainsi un système d'objets abstraits serait *complètement* déterminé par des axiomes et son étude constituerait une théorie strictement fermée dont le développement exigerait seulement l'élaboration de procédés de démonstration et de déduction mathématiques toujours renouvelés. Mais si un système d'objets abstraits est *complètement* déterminé par des axiomes, il se transforme par là-même en quelque chose de complètement indépendant. Une théorie strictement fermée pourrait se développer par les seuls raisonnements logiques. Elle se transporterait complètement dans le domaine des concepts et acquerrait une existence idéale. Les axiomes, tirés de l'expérience, de « l'observation vivante », passent dans l'abstraction et y demeurent, et le retour à la pratique serait ainsi sans utilité pour la théorie ; il ne serait utile qu'aux buts de la pratique elle-même. De cette manière la pratique, cessant d'être le critère de la vérité, se transformerait en consommatrice, bénéficiant des bonnes grâces de la théorie.

La recherche mathématique, sous son apparence immédiate, porte à croire que le mathématicien, partant seulement des axiomes, des concepts mathématiques eux-mêmes, raisonne sur eux et parvient à des résultats toujours nouveaux. Un examen superficiel fait penser qu'effectivement le développement de la théorie est complètement déterminé par les axiomes. Mais en réalité les choses sont beaucoup plus compliquées. Chaque théorie mathématique, même la théorie des nombres et la géométrie, au bout d'un développement suffisamment poussé, cesse d'être strictement fermée et exige l'intervention de concepts et de méthodes d'autres théories. Ainsi de très importants progrès dans la théorie des nombres, liés particulièrement aux noms de G.-F. Vorony, de I.-M. Vinogradov et d'autres de nos savants, ont été réalisés grâce à l'application de méthodes de géométrie et d'analyse. C'est précisément en sortant des cadres de la théorie des nombres « pure » qu'ont été possibles ces remarquables succès. D'une façon analogue, la géométrie utilise largement les méthodes de l'analyse et de la théorie des ensembles, non seulement dans les démonstrations, mais aussi pour la formation de nouveaux concepts.



Le fait que la géométrie est liée à l'ensemble des mathématiques se vérifie

à travers toute son histoire. Déjà dans les *Eléments* d'Euclide l'arithmétique et les premiers germes de l'algèbre étaient traités géométriquement. En créant la géométrie analytique, Descartes liait la géométrie à l'algèbre. Ultérieurement la géométrie se lie à l'analyse et, par exemple, le premier cours d'analyse mathématique, écrit en 1695 par l'Hospital, s'appelait « Analyse des infiniment petits pour l'intelligence des lignes courbes ». Tout le développement de la géométrie et de l'analyse, depuis la représentation des fonctions par des courbes et des courbes par des fonctions, a été marqué, et continue d'être marqué par une interaction étroite de ces deux disciplines.

Au début de notre siècle ont été élaborés des fondements axiomatiques rigoureux de la géométrie euclidienne, et son objet en tant que théorie abstraite a reçu une définition axiomatique assez précise. Mais la géométrie euclidienne n'est pas devenue de ce fait une théorie complètement fermée. Son développement à partir des axiomes exige tout de même l'entrée en jeu des méthodes et des concepts de l'algèbre, de l'analyse et de la théorie des ensembles. Ce développement conduit à la formation de nouvelles abstractions qui, à proprement parler, ne peuvent pas être considérées comme contenues dans les axiomes de départ. Si l'on voulait pourtant continuer à soutenir que les axiomes déterminent l'arithmétique et la géométrie dans tout leur développement possible, la conséquence inévitable en serait que toutes les mathématiques d'une façon générale se trouvent contenues dans l'arithmétique ou dans la géométrie. Effectivement, par la voie d'une formation illimitée d'abstractions toujours nouvelles, on peut « construire » à partir des nombres entiers presque tous les concepts mathématiques. Ainsi, à partir des nombres entiers on définit les fractions, puis on définit les nombres réels quelconques [1], puis, prenant les couples de nombres réels comme des « points », on peut définir le plan, etc. Cela n'est pas autre chose que le reflet abstrait en mathématique de l'interconnexion universelle de la nature. Et c'est précisément en raison de cette interconnexion universelle qu'il ne peut y avoir aucune théorie complètement fermée : les mathématiques ne se décomposent pas en théories de ce genre, mais constituent un tout cohérent : elles se développent continuellement en liaison avec toute la science de la nature et avec la pratique et ne peuvent être fondées sur aucun système d'axiomes quel qu'il soit.



Ces considérations ne signifient nullement qu'en général on ne puisse aucunement distinguer dans les mathématiques l'arithmétique ou quelque autre théorie. Mais elles signifient que cette distinction ne peut jamais être absolue, tout comme un phénomène quelconque ne peut jamais être absolument distingué de l'interconnexion générale. Le développement d'une théorie conduit toujours à la formation de nouveaux concepts, de nouvelles abstractions qui, à proprement parler, n'étaient pas encore contenus dans les axiomes initiaux. Les procédés de raisonnement se transforment, la notion même de démonstration

---

1. On définit un nombre réel, par exemple, par une « coupure » dans l'ensemble des nombres rationnels. Plus précisément, chaque nombre réel x partage les nombres rationnels en deux classes : celle des nombres plus petits que x et celle des nombres plus grands que x. C'est cette partition elle-même qu'on prend comme définition du nombre réel x.

précise se transforme, et une déduction, qui paraissait antérieurement rigoureuse, devient contestable et exige d'être précisée. La manière même de comprendre les mêmes axiomes se transforme, etc... Par des liaisons multiples et complexes une théorie s'unit aux autres théories, à la science de la nature en général, à l'expérience, à la pratique. Des étapes isolées de ce développement, des chapitres isolés de telle ou telle théorie, lorsqu'ils sont déjà élaborés, peuvent être présentés comme fondés sur des axiomes. Mais la théorie dans son développement déborde ce cadre, et se trouve dirigée, en fin de compte, par la pratique, bien qu'au travers de liaisons très complexes, alors qu'une rupture complète avec la pratique transforme la théorie en une « libre », mais oiseuse « création de la raison ».

En raison de l'interconnexion universelle des phénomènes, en raison de ce qu'a d'inépuisable un élément quelconque de la réalité matérielle, aucune théorie ayant un contenu ne peut être *complètement* fermée et aucun système d'objets ne peut être *complètement* défini par des axiomes. En présentant un système d'abstractions comme complètement fermé, on rend possible le détachement de ce système de la matière, car à quoi servirait la matière si les abstractions sont déjà complètement déterminées par des axiomes formulés depuis longtemps ? J. V. Staline dit :

N'importe quel phénomène dans n'importe quel domaine de la nature peut être converti en non-sens si on le considère en dehors des conditions environnantes, si on le détache de ces conditions... [1].

A plus forte raison une abstraction mathématique quelconque se transforme en non-sens si on la considère comme détachée des autres abstractions, de la pratique, de la matière ; au contraire, cette abstraction peut être comprise et fondée en liaison avec les autres abstractions, en liaison avec la pratique, en liaison avec la réalité matérielle concrète. Et pour cela il ne suffit pas de reconnaître l'origine des concepts abstraits en tant que reflets de la réalité matérielle ; il faut continuer à ne pas les détacher de la réalité, et au contraire vérifier la justesse de leur développement logique, démontrer leur adaptation à de nouvelles conditions, à des degrés supérieurs du développement de la science.

V. I. Lénine a écrit :

L'homme ne peut pas embrasser — refléter — représenter toute la nature, dans sa totalité, dans son « intégrité » immédiate ; il peut seulement s'en approcher *indéfiniment*, en créant des abstractions, des concepts, des lois, le tableau scientifique du monde, etc., etc...

Et ailleurs :

Nous ne pouvons pas représenter, exprimer, mesurer, figurer le mouvement sans rompre la continuité, sans simplifier et rendre plus grossier, sans décomposer, sans tuer ce qui est vivant [2].

---

1. *Histoire du P. C. (b)*, Edition française, Moscou, 1947, p. 125.
2. V. I. LÉNINE : *Cahiers philosophiques*, Edition russe, 1947, p. 157.

N.D.L.R. — Revenant sur cette question dans un troisième article sur *l'Idéalisme en mathématiques* paru dans *Priroda* (août 1951) et traduit au Centre culturel de France-U.R.S.S. en mars 1954, A. D. Alexandrov souligne à nouveau qu' « un fondement formel des mathématiques est impossible » et ajoute ;

« Et cela trouve aussi une confirmation en mathématiques comme l'a démontré le mathématicien autrichien Gödel ; même la théorie des nombres entiers ne peut être épuisée par aucun calcul formel. Ici le formalisme a été réfuté par le résultat de son développement propre. Au point de vue philosophique ce résultat n'est, cependant, qu'une confirmation particulière de la pensée générale de Lénine... »

La pensée ne peut pas se figurer le mouvement sans le rendre grossier et mort, et non seulement la pensée, mais aussi la perception, et non seulement le mouvement, mais chaque concept. C'est là que réside l'essence de la dialectique [1].

Les abstractions mathématiques sont aussi une représentation grossière de la réalité vivante, mais en même temps elles reflètent la réalité et la reflètent plus profondément et plus fidèlement que des représentations superficielles ; elles se développent et se perfectionnent en liaison indissoluble avec la pratique. Mais il suffit de négliger un seul de ces moments pour que s'ouvre la voie qui conduit à l'idéalisme. La conception métaphysique des abstractions mathématiques considérées comme quelque chose d'achevé conduit à les détacher de la pratique, de la vie et sert de point de départ à l'idéalisme de la théorie des ensembles. Sur la base de cette conception surgit un point de vue critique sur les fondements des mathématiques, point de vue selon lequel la théorie des ensembles définirait complètement des objets abstraits et, sans exiger aucune modification de principe, serait apte à donner un fondement à toute théorie mathématique présente et future. Un tel point de vue rappelle les thèses métaphysiques des physiciens du siècle passé, affirmant que la mécanique de Newton avait déjà fourni le système du monde, et qu'il ne restait qu'à ramener tous les phénomènes de la nature aux déplacements des particules d'éther et aux forces d'interaction de ces particules. De semblables conceptions, tôt ou tard, deviennent un frein au développement de la science.



La complexité des relations des abstractions mathématiques avec la réalité matérielle, l'impossibilité de les enfermer dans des définitions axiomatiques apparaissent de façon particulièrement claire sur l'exemple du continu, du concept mathématique de la continuité. Le concept initial de la continuité s'est constitué graduellement sur la base de l'activité pratique, dans laquelle les hommes ont affaire à des processus continus et particulièrement à des figures et à des corps concrets, qui conduisent à la représentation géométrique intuitive de la continuité de la droite et des diverses figures. Ainsi donc le concept abstrait de la continuité reflète la réalité, et il a poursuivi son développement en même temps que les mathématiques. Dans l'article précédent [2] on a esquissé dans ses traits les plus généraux le tableau du développement de la théorie de la continuité depuis Démocrite, tableau caractérisé par de nombreuses contradictions et de nombreux passages d'un point de vue à un autre. A l'époque de Démocrite on définissait principalement le continu comme l'ensemble de tous les nombres réels, ou comme l'ensemble de tous les points de la droite. Mais dans cette conception, tout comme dans la définition axiomatique du continu, de profondes difficultés sont apparues, de nouveaux points de vue se sont fait jour et le développement de la théorie s'est poursuivi. A la lumière de ce tableau, les prétentions à une définition définitive du continu apparaissent donc comme non fondées.

Il ne s'agit pas seulement ici de difficultés logiques, il s'agit du fait que

1. V. I. Lénine : *Ibid.*, p. 243.
2. Référence à un premier article de A. D. Alexandrov sur la *Dialectique léniniste et les mathématiques*, paru dans *Priroda* (n° 1, janvier 1951) et dont la traduction française a paru en septembre 1953 au *Centre culturel et économique de France-U.R.S.S.*

la réalité, reflétée dans les concepts mathématiques, est en fait plus complexe. C'est pourquoi le continu mathématique n'est pas « une certaine réalité unique », qu'on peut définir jusqu'au bout par des axiomes et par là-même détacher de la matière, mais un reflet approximativement exact des propriétés générales des grandeurs continues réelles. Ces propriétés générales existent ; elles existent non par elles-mêmes, mais dans les grandeurs continues particulières, et ne peuvent être abstraites sous une forme absolument pure et achevée.

Il n'est pas difficile de reconnaître que la correspondance entre la continuité réelle et le concept mathématique du continu n'est pas absolue. C'est ainsi que les grandeurs continues réelles non seulement ne sont pas constituées par des points mathématiques, mais n'en contiennent pas. Un point mathématique est la limite d'une subdivision indéfinie d'une grandeur continue, alors que lorsqu'on pousse assez loin le fractionnement, ou qu'on cherche à préciser la valeur de la grandeur réelle, une qualité nouvelle apparaît tôt ou tard, et que la grandeur donnée, au delà de certaines limites du fractionnement ou de la précision, cesse simplement d'exister. Le volume, la longueur, la masse, la température, etc... ne sont définis pour un corps quelconque qu'à la précision près des dimensions des atomes, des vibrations provoquées par le mouvement moléculaire ; au delà de ces limites, ces notions perdent leur sens initial.

Cependant l'analyse mathématique, y compris donc la théorie du continu, est appliquée précisément à l'étude des grandeurs continues réelles. Car c'est précisément dans ses applications aux problèmes des sciences de la nature et de la technique que l'analyse mathématique trouve son fondement par le critère de la pratique, sans lequel tous les progrès de l'analyse n'auraient pas de sens réel. C'est précisément le reflet et la transformation de la nature qui constituent la tâche de chaque science, et en particulier des mathématiques, et non pas le pur développement de théories abstraites à partir de la formulation de systèmes d'axiomes, au moyen d'une invention illimitée de nouveaux « procédés logiques ». Soit dit en passant, ces « procédés logiques » eux-mêmes reflètent aussi la réalité matérielle et se développent en fin de compte sur la base de la pratique.

Cependant le développement purement logique poussé assez loin de la notion de continuité attribuée à un ensemble de points individualisés conduit à des résultats auxquels on ne parvient pas à attribuer de sens physique. Ainsi par exemple, il a été démontré qu'il existe une partition d'une sphère « mathématique » en un nombre fini de morceaux, à partir desquels on peut reconstituer deux mêmes sphères (non pas plus petites, mais de dimensions égales à celles de la première). Ces morceaux, comme disent les mathématiciens, ne sont pas « mesurables », c'est-à-dire qu'on ne peut pas leur attribuer de volume déterminé. C'est une nécessité, car autrement il en résulterait une contradiction : le volume d'une sphère serait égal à la somme des volumes de deux sphères égales, c'est-à-dire qu'un serait égal à deux. Pourtant la signification réelle de ce théorème n'est pas éclaircie. Il est seulement évident qu'aucune sphère matérielle ne peut être ainsi fractionnée en réalité, c'est-à-dire que ce théorème n'a manifestement aucune signification physique directe. Ainsi ce théorème ne peut avoir qu'une signification plus abstraite, mais laquelle ? Nous l'ignorons. Cet exemple n'est que le plus surprenant parmi de nombreux théorèmes du même genre. De tels théorèmes ne sont encore, en tout cas, que des affirmations purement verbales concernant certaines possibilités abstraites dont on ne sait comment, ni quand elles se réaliseront.

De tels exemples montrent, premièrement, que le concept de continu con-

sidéré comme ensemble de points inclut la possibilité de déductions logiques qui n'ont pas de signification physique immédiate et qu'ainsi le continu mathématique ne coïncide pas avec la continuité physique. La possibilité de telles déductions montre que le concept mathématique du continu, qui donne de la réalité une image plus grossière, va en même temps plus loin qu'elle, en quelque sorte. De façon analogue, la représentation mécanique du mouvement des électrons donne de la réalité une image plus grossière, et va plus loin qu'elle, en prescrivant à l'électron un mouvement suivant une trajectoire précisément déterminée, qui n'existe pas en réalité. Dans chaque cas, il est clair que dans les rapports du concept mathématique du continu avec la réalité se trouvent des difficultés spécifiques, qui exigent une solution, qui exigent un développement ultérieur de la théorie.

Deuxièmement, notre exemple montre à quel point devient obscure la notion de théorème géométrique si l'on introduit dans la géométrie les abstractions et les procédés de raisonnement de la théorie des ensembles. En tout cas il est difficile de considérer qu'un tel théorème découle des axiomes mêmes de la géométrie euclidienne. Et nous voyons de nouveau qu'en admettant des déductions très poussées, on ne peut pas parler de la géométrie comme d'une théorie complètement fermée, dont l'objet serait complètement déterminé par ses seuls axiomes.



De plus, la « liberté » dans le maniement des abstractions conduit aussi à des difficultés purement logiques, et, si l'on fait usage sans précautions de cette « liberté », à des contradictions directes. Voici un exemple célèbre d'une telle contradiction.

D'après Cantor, des abstractions quelconques peuvent être réunies en un ensemble, en formant « l'ensemble de tous les objets du type donné », par exemple, l'ensemble de toutes les suites possibles de nombres entiers, ou l'ensemble de tous les ensembles de suites de nombres entiers, etc. Mais si rien ne restreint une telle liberté de formation de concepts abstraits, nous sommes naturellement conduits à considérer l'ensemble de tous les ensembles en général. Et dans ce concept, comme on peut le montrer, se trouve contenue une contradiction formelle.

Considérons cependant une construction un peu différente. A savoir, appelons « ordinaire » tout ensemble qui ne se contient pas lui-même en qualité d'élément (tel est, par exemple, l'ensemble des nombres entiers : ses éléments sont des nombres, et non pas des ensembles de nombres). Par contre, appelons « extraordinaire » un ensemble qui se contient lui-même en qualité d'élément ; tel sera l'ensemble de tous les ensembles, car, d'après sa définition même, il doit contenir parmi ses éléments chaque ensemble, et, par conséquent, lui-même. Il est évident que chaque ensemble donné doit être ou bien « ordinaire » ou bien « extraordinaire ». Considérons pourtant l'ensemble de tous les ensembles « ordinaires ». S'il était ordinaire, alors, par définition, il devrait se contenir lui-même en qualité d'élément, et par conséquent serait « extraordinaire ». C'est-à-dire que l'hypothèse suivant laquelle il serait « ordinaire » conduit à une contradiction, et, par conséquent, il ne peut pas être « ordinaire ». D'un autre côté, il ne peut pas être « extraordinaire », car un ensemble « extraordinaire » se contient lui-même en qualité d'élément, et nous prenons seulement

l'ensemble des ensembles « ordinaires ». Ainsi l'ensemble de tous les ensembles « ordinaires » ne peut être ni « ordinaire », ni « extraordinaire ». Son concept apparaît donc contradictoire.

Cet exemple classique démontre que la « liberté » dans la formation de concepts abstraits est inadmissible, qu'il est nécessaire de la limiter d'une certaine manière si l'on ne veut pas à chaque instant tomber dans des contradictions absurdes. De tels paradoxes sont éliminés par la construction des fondements axiomatiques de la théorie des ensembles, mais le problème de la non-contradiction de ces fondements axiomatiques eux-mêmes demeure posé.

Il serait pourtant absolument injustifié de penser que la théorie des ensembles n'a apporté que des difficultés et des erreurs idéalistes. Rien ne peut être plus erroné qu'un tel point de vue. Au contraire la théorie des ensembles a conduit à des progrès grandioses des mathématiques et sans elle ni l'analyse moderne, ni la géométrie et l'algèbre modernes ne seraient concevables. Mais ces progrès sont liés indissolublement à des problèmes qui partent, en fin de compte, des sciences de la nature et de la technique, et ils ne se ramènent pas à un « libre » envol de la pensée mathématique.

En résumé, on peut dire que ni la conception des théories mathématiques considérées comme complètes, comme fermées, ni la conception de la détermination complète des objets mathématiques par des axiomes, ni le principe de « liberté » dans la formation des concepts abstraits ne correspondent à l'état réel des choses. Ce sont, au contraire, ces conceptions qui engendrent « l'idéalisme de la théorie des ensembles », avec son développement unilatéral excessif de l'abstraction mathématique, érigée en absolu, détachée de la matière. Et cet idéalisme conduit effectivement au fidéisme, comme l'a montré l'exemple de Cantor lui-même, qui, détachant l'abstraction de la matière, l'a rattachée directement à Dieu.

ROMAIN ROLLAND ET L'UNION SOVIETIQUE

A l'occasion de l'anniversaire de la disparition de Romain Rolland, l'adresse qu'il écrivit à Staline après avoir séjourné en U.R.S.S. mérite d'être rappelée plus que tout autre texte du grand ami de la paix, du grand pionnier de la civilisation humaine :

« Je m'en vais avec la conviction réelle... que le seul véritable progrès du monde est indissolublement lié aux destinées de l'U.R.S.S. ; que l'U.R.S.S. est le foyer ardent de l'Internationale prolétarienne qui doit être et sera l'humanité tout entière ; que c'est un devoir absolu dans tous les pays de la défendre contre tous les ennemis menaçant son essor... »

HOMMAGE A GEORGES LEFEBVRE

POUR SON QUATRE-VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

par Albert SOBOUL

M. GEORGES LEFEBVRE, professeur honoraire d'Histoire de la Révolution française à la Sorbonne, vient d'avoir 80 ans : *la Pensée*, qu'il honore de son patronage, est heureuse de témoigner à cette occasion sa gratitude et son admiration à l'éminent savant et au grand citoyen.

Né à Lille le 6 août 1874, d'un père employé de commerce, élève de l'école primaire publique, Georges Lefebvre est demeuré fidèle à ses origines comme au souvenir de ses premiers maîtres. S'il poursuivit ses études au lycée, puis à la Faculté, ce fut comme boursier communal, puis comme boursier de licence, enfin d'agrégation : nul doute qu'il en fut marqué, comme aussi par ses débuts dans l'Université. Il fut d'abord répétiteur au lycée de Tourcoing, puis professeur au collège de Boulogne-sur-Mer. Reçu en 1899 à l'agrégation d'Histoire et de Géographie, il poursuivit sa carrière universitaire par les lycées de Cherbourg, Tourcoing, Lille, Saint-Omer, Orléans, pour aborder enfin les lycées parisiens : Montaigne, puis Henri-IV; carrière exemplaire dont ceux qui se sont voués à l'enseignement savent ce qu'elle peut comporter et de servitudes et de dévouement.



Dans le même temps qu'il poursuivait sa tâche de professeur, Georges Lefebvre avait entrepris des recherches qui devaient renouveler notre connaissance de la Révolution française. Sur l'orientation de ses travaux, il s'est expliqué : si sa filiation intellectuelle remonte à ses premiers maîtres et à cette Flandre wallonne où Jules Guesde fondait le Parti ouvrier français et donnait comme base à son action le marxisme, c'est à Jean Jaurès et à son *Histoire socialiste de la Révolution* que Georges Lefebvre doit l'orientation de ses recherches et de s'être consacré d'abord à l'étude de la paysannerie française à la fin du XVIII[e] siècle. Sans doute les ouvrages de Sagnac et de Loutchisky avaient déjà montré la voie. Mais il fallut attendre la thèse de Georges Lefebvre, soutenue en 1924, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, pour que soit éclairée la perspective et la connaissance renouvelée.

Longtemps, la Révolution française avait été présentée comme un fait idéologique ; dans l'œuvre d'Aulard, elle apparaît encore comme telle. Jaurès, sans dénier son importance au mouvement philosophique, loin de là, incita les historiens à voir dans la Révolution un fait social, donc d'origine économique. Sans doute, au XIX[e] siècle, les historiens de la bourgeoisie, de Guizot à Tocqueville et à Taine, n'avaient pas caché que la Révolution avait été l'œuvre de la

bourgeoisie et que celle-ci en avait seule profité. Mais ils s'étaient peu intéressés aux bases économiques de cette révolution sociale. Jaurès, reprenant les indications de Marx, avait restitué à l'histoire de la Révolution sa substructure économique et sociale, en une vaste fresque qui emporte encore l'enthousiasme : il demeure de ce point de vue un initiateur.

Son explication n'en apparaît pas moins sommaire : la bourgeoisie parvenue à la maturité de sa puissance est responsable de la Révolution, qui consacre en retour sa primauté politique et sociale. Comment dès lors rendre compte des péripéties dramatiques de la Révolution et de son extrême complexité ? Sagnac, puis Mathiez avaient déjà montré que la résistance de l'aristocratie, l'opposition des privilégiés aux tentatives de réformes de la monarchie, ce que Mathiez a appelé la *révolte nobiliaire*, avaient frayé la voie à la révolution bourgeoise. Jaurès d'abord, puis Mathiez avaient encore insisté sur la désagrégation rapide du tiers-état et sur l'antagonisme qui s'était rapidement manifesté entre la haute bourgeoisie et les artisans, boutiquiers et compagnons englobés sous le terme de sans-culottes.

Georges Lefebvre a apporté à ce tableau complexe un élément nouveau d'explication. Avant lui, les historiens de la Révolution n'avaient vu dans le mouvement paysan qu'une répercussion des luttes de la bourgeoisie, qu'un écho des révoltes citadines dans les insurrections agraires, particulièrement lors du 14 juillet : elles n'auraient été dirigées que contre la féodalité et le pouvoir royal, et ce en plein accord avec la bourgeoisie ; l'abolition des droits féodaux et la vente des biens nationaux auraient donné pleine satisfaction aux paysans. Ainsi était conservé à la Révolution son caractère homogène et son cours majestueux : elle demeurait la Révolution du tiers-état, guidé par la bourgeoisie.

Par ses grands ouvrages sur la question paysanne : *Les Paysans du Nord pendant la Révolution française* (1924), *Questions agraires au temps de la Terreur* (1932), *La Grande Peur de* 1789 (1932), Georges Lefebvre a démontré que s'est développé, dans le cadre de la Révolution française, un mouvement paysan autonome. Autonome d'abord par ses origines : la disette et la misère, la crainte de ce « complot aristocratique », qui aurait déçu la grande espérance née de la convocation des Etats Généraux, et sans laquelle serait incompréhensible la Grande Peur. Autonome encore dans son déroulement : les paysans se soulevaient contre leurs seigneurs et refusaient le paiement des redevances féodales, dès mars 1789, donc bien avant la prise de la Bastille. Sans les révoltes agraires qui se poursuivent jusqu'en 1793 et dont la liaison avec la Révolution bourgeoise n'est pas organique, le régime féodal n'aurait sans doute pas subi des atteintes irrémédiables, pour être finalement aboli sans indemnité. Autonome enfin, le mouvement paysan l'est par ses tendances anti-capitalistes. Les petits paysans, foule innombrable de petits propriétaires, de petits fermiers, de métayers et de journaliers, demeurent attachés à l'organisation traditionnelle de l'agriculture et particulièrement aux droits collectifs : ils redoutent avant tout que la transformation capitaliste de l'agriculture n'aggrave leurs conditions d'existence. De ce point de vue, certaines réformes agraires de la Révolution (proclamation de la liberté de culture et de commerce, extension du droit de propriété par la limitation des droits collectifs), si elles eurent l'approbation des paysans aisés et des grands fermiers, ne pouvaient donner satisfaction à l'immense majorité de la paysannerie. La Révolution française réalisa un compromis entre la bourgeoisie et les paysans :

Ce qu'ils ont gagné, écrit Georges Lefebvre, est peut-être plus malaisé à découvrir que ce qu'ils n'ont pas obtenu [1].

Nous n'avons insisté sur ce point que pour souligner l'importance et l'originalité de l'apport de Georges Lefebvre à l'histoire agraire de la Révolution et à la compréhension de cette période.



Docteur ès-lettres en 1924, Georges Lefebvre débuta dans l'enseignement supérieur à la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand ; il enseigna ensuite à celle de Strasbourg. En 1937, il occupait la chaire d'Histoire de la Révolution française à la Faculté des Lettres de Paris, où il enseigna jusqu'en 1946. A la mort d'Albert Mathiez, en 1932, il avait été invité à assumer la présidence de la *Société des Etudes robespierristes* et à prendre la direction des *Annales historiques de la Révolution française* : il le fit, comme il l'a écrit, par « amitié pour la mémoire de Maximilien Robespierre ». Et cela seul éclaire l'homme : historien et citoyen, chez qui l'enthousiasme, le dévouement à un idéal de justice sociale et d'indépendance nationale qui fut déjà celui de l'Incorruptible, n'ont jamais fait taire les exigences de l'esprit critique ni les nécessités de la méthode historique.

Sur la méthode, Georges Lefebvre s'est à plusieurs reprises expliqué [2]. L'histoire est synthèse ; mais sans érudition, aime-t-il répéter, il n'y a pas d'histoire. Il a montré par ailleurs l'évolution parallèle entre l'histoire et la conception de l'histoire d'une part, et de l'autre le mouvement même de l'histoire : c'est ce dernier qui peu à peu découvre aux yeux de l'historien les facteurs de l'histoire et le jeu complexe des interactions. Nul doute, de ce point de vue, que la méditation des événements de son temps n'ait contribué à enrichir, chez Georges Lefebvre, la compréhension de la Révolution française.

Tendant ainsi vers une explication de plus en plus profonde des événements historiques, se fondant sur une recherche érudite, seule capable d'enrichir la connaissance, mais tenant la synthèse comme le but même de l'historien et le couronnement de ses efforts, Georges Lefebvre s'est attaché dans des ouvrages généraux à faire le point de ses travaux et de nos connaissances. Dans la collection Armand Colin, ses *Thermidoriens* (1937) et son *Directoire* (1946) ont utilement complété la synthèse enlevée d'Albert Mathiez sur la période 1789-1794. Plus considérables, ses deux volumes de la collection « Peuples et Civilisations » : la *Révolution française*, écrite en collaboration avec Guyot et Sagnac en 1930, entièrement rédigée par lui seul en 1951, monument durable par l'ampleur des connaissances, la profondeur des vues et le souffle qui l'anime ; enfin le *Napoléon* publié en 1935, écrit à nouveau en 1952, et où les mêmes qualités se retrouvent. On n'oubliera pas un ouvrage de synthèse aisé et brillant, *Quatre-vingt-neuf*, publié en 1939, à l'occasion du 150e anniversaire de la Révolution française.

Travailleur infatigable, Georges Lefebvre poursuit, outre la publication des

---

1. Sur l'histoire agraire de la Révolution, on lira encore les articles suivants de Georges Lefebvre :
La répartition de la propriété et de l'exploitation foncières à la fin de l'Ancien Régime.
La vente des biens nationaux.
La Révolution française et les paysans.
Ces articles, et d'autres, de Georges Lefebvre ont été réunis dans le recueil publié à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire : *Etudes sur la Révolution française* (Presses Universitaires de France, 1954, 1 volume, 326 p.).

2. Voir en particulier sa communication à la Société d'Histoire moderne, le 2 novembre 1951, *La synthèse en histoire* (*Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, octobre-novembre 1951, p. 7).

Discours de Maximilien Robespierre, des études sur l'histoire économique et sociale d'Orléans, qui aideront à la compréhension du rôle de la bourgeoisie et des diverses classes sociales dans la Révolution française. Ce labeur modestement poursuivi (« La renommée n'a jamais été mon tourment ») nous est déjà une leçon.

★

Il en est une autre. Sa fidélité aux idées de la Révolution française, Georges Lefebvre l'a dite et l'a montrée, comme aussi son amitié pour Robespierre : c'est à côté de lui, comme Jaurès, qu'il serait allé s'asseoir aux Jacobins. Fidélité à un passé révolu ? Amitié sclérosée ? Plus qu'à la lettre, c'est à l'esprit que Georges Lefebvre est demeuré fidèle. Cette république démocratique, cette « égalité des jouissances » que les robespierristes ont tenté d'instaurer et pour lesquelles tant de sans-culottes sont tombés dans les grandes journées de la Révolution, Georges Lefebvre ne les croit pas possibles sans l'établissement de la propriété collective des moyens de production. Membre, dès ses débuts, du parti socialiste unifié fondé par Jean Jaurès et Jules Guesde, il est l'ami de ceux qui aujourd'hui en sont les continuateurs, l'ami aussi du pays qui a supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais que serait la République, sans l'indépendance nationale ? Si Georges Lefebvre garde estime et amitié à Robespierre, c'est parce qu'il fut le plus grand « de ceux qui ont pris sur eux d'imposer à tous l'impérieuse obligation du salut public ». Patriote et durement atteint dans ses affections les plus chères (rappelons la mort exemplaire de son frère, Théodore Lefebvre, professeur à la Faculté des lettres de Poitiers, exécuté par l'occupant hitlérien), il unit dans son cœur tous ceux qui combattirent et moururent pour la nation et pour la liberté : ceux qui prirent la Bastille : ceux qui le 10 août 1792, aux Tuileries, écrasèrent l'ennemi de l'intérieur qui attendait les Prussiens pour restaurer l'ancien régime ; ceux des Trois Glorieuses et ceux des journées de février 1848 ; ceux enfin du combat clandestin et de la Libération.

Il est un discours de Robespierre que Georges Lefebvre aime citer, et nous terminerons par là ces lignes dédiées à l'amitié. C'était le 25 septembre 1793, à l'un des moments les plus critiques de la Révolution. Si Dunkerque a été débloqué par la victoire d'Hondschoote, les Autrichiens sont devant Maubeuge et les Prussiens devant Landau. La Vendée est debout ; Lyon, aux mains des fédéralistes et des royalistes, est assiégé depuis près de deux mois ; Toulon est aux Anglais ; les Alpes ont été franchies par l'ennemi, les Pyrénées forcées. La majorité de la Convention, manœuvrée par les députés hostiles au Comité de salut public, avait eu la faiblesse de lui adjoindre le représentant Briez, revenu de Valenciennes après l'avoir laissé tomber aux mains des Autrichiens.

> Je vous ai promis la vérité tout entière, déclare Robespierre... : celui qui était à Valenciennes lorsque l'ennemi y est entré n'est pas fait pour être membre du Comité de saluf public... Cela paraîtra dur ; mais ce qui est plus dur pour un patriote, c'est que depuis deux ans, cent mille hommes ont été égorgés par trahison et par faiblesse : c'est la faiblesse pour les traîtres qui nous perd. On s'attendrit pour les hommes les plus criminels, pour ceux qui livrent la patrie au fer de l'ennemi ; moi, je ne sais m'attendrir que pour la vertu malheureuse ; je ne sais m'attendrir que pour l'innocence opprimée ; je ne sais m'attendrir que sur le sort d'un peuple malheureux qu'on égorge avec tant de scélératesse.

En ces jours où l'indépendance nationale est menacée, Georges Lefebvre ne peut rappeler ces lignes sans une émotion contenue : tout autant que l'Incorruptible, elles dépeignent son historien.

CHRONIQUE PÉDAGOGIQUE

VERS DE NOUVEAUX SUCCÈS DE L'ÉCOLE SOVIÉTIQUE

par Georges COGNIOT

L'EFFERVESCENCE règne dans l'enseignement soviétique... » « Une décision récente va accroître les difficultés d'adaptation... Etc., etc... C'est en des termes de ce genre que certains organes de la presse française ont commenté les modifications introduites dans l'enseignement soviétique à l'occasion de la rentrée scolaire du 1er septembre 1954.

Deux articles excellents de Gisèle Rabier dans *l'Ecole et la Nation* [1] ont déjà remis les choses au point, en éclairant à l'aide de la documentation la plus riche les problèmes principaux de l'actualité scolaire en U.R.S.S. : rétablissement de la co-éducation dans les écoles de grandes villes où elle avait été supprimée pendant la guerre, introduction des méthodes polytechniques, passage effectif à l'enseignement obligatoire du second degré jusque dans les villages.

Le fait est qu'en Union soviétique, l'instruction publique prend chaque année un développement nouveau. Le réseau des écoles s'étend sans cesse, et sans cesse augmente le nombre des élèves.

L'Etat ne lésine pas sur les dépenses de l'éducation et de la science. La base matérielle de l'enseignement, dont une amère expérience nous a appris en France toute l'importance, s'améliore régulièrement [2].

Partout les bâtiments neufs jaillissent du sol. La technique la plus moderne est mise à contribution. La région administrative de Rostov, par exemple, a une usine spéciale pour la production des éléments préfabriqués destinés aux constructions scolaires. Avec cette méthode, on a bâti cette année des dizaines de grandes écoles dans un rayon de 165 km autour du chef-lieu de région : le travail prend 45 jours.

L'Ukraine est un pays comparable à la France par la superficie, les richesses naturelles et la population. De 1924 à 1954, en trente années, le nombre des écoles y est passé de 15.000 à plus de 30.000, le nombre des élèves de 1.500.000 à 6.800.000, les effectifs du personnel enseignant de 44.000 à 300.000. Le nombre des étudiants y atteint 300.000 également. Et pourtant, les envahisseurs hitlériens avaient détruit dans ce pays 20.000 bâtiments scolaires, des dizaines de millions de manuels et jusqu'aux imprimeries qui auraient pu produire les manuels de remplacement, à telles enseignes qu'il fallut au lendemain de la guerre réimprimer à Moscou, en pays russe, des millions de livres scolaires en langue ukrainienne ! En janvier 1940, quand le territoire d'Ukraine occidentale et la Transcarpathie furent réunis à la mère-patrie, un recensement de la population d'âge scolaire montra que 400.000 enfants de ces régions échappaient totalement à la fréquentation scolaire. C'est dans ce même pays que l'on passe aujourd'hui à l'obligation scolaire de dix années [3].

---

1. *L'Ecole et la nation*, n° 31 et n° 32.
2. Voir les statistiques de la revue *Etudes soviétiques*, n° 78, septembre 1954.
3. Voir *Sovietskaïa Pedagogika*, 1954, n° 4.

Le lointain Azerbaïdjan s'enorgueillit de ses dizaines d'écoles récemment achevées, avec leurs salles de culture physique, leurs salles de travaux pratiques, leurs cabinets médicaux, leurs cantines, et des terrains agricoles d'expérimentation qui vont de un hectare et demi à deux hectares.

Un grand effort est accompli parallèlement dans l'ensemble du pays pour l'éducation préscolaire. Les jardins d'enfants *nouvellement créés* en 1954 ont une capacité de 110.670 places, et les crèches *nouvelles* de plus de 58.000. C'est presque le double des créations de l'année 1953. Les jardins d'enfants annexés aux entreprises qui emploient beaucoup de main-d'œuvre féminine, comportent non seulement des cantines et des salles d'hygiène, mais des blanchisseries et des bains. Dans les cités d'habitation, on sait qu'une règle est imposée aux architectes : 5 % au moins de la surface bâtie doivent être réservés aux jardins d'enfants et aux crèches.

L'auteur de cet article a eu l'occasion de passer une partie de l'été dans une région soviétique de tradition musulmane, un ancien territoire colonial de l'empire tsariste, la petite République autonome de Kabardie, qui est située au pied de l'Elbrouz. Là aussi, l'enseignement obligatoire du deuxième degré devient une réalité ; 500 nouveaux maîtres formés à l'université ou à l'école normale ont occupé leur chaire le 1er septembre.

100 % des enfants d'origine musulmane à l'école dans les villages kabardes, et cela avec usage de leur langue maternelle parallèlement au russe ; mais en Algérie 81 % de leurs frères et sœurs, 93 % au Maroc exclus de toute sorte de fréquentation scolaire ! Tel est le contraste des deux mondes.

Quelle fête que cette journée du 1er septembre ! Dans les villes comme dans les bourgades de la steppe, partout les enfants et les adolescents affluaient vers les écoles, des fleurs à la main. Des cortèges d'élèves se formaient, en agitant des gerbes multicolores ; les écoles retentissaient de chants et de musique.

Et je pensais à une question que m'avaient posée l'hiver dernier les étudiants de Grenoble, assemblés dans leur maison corporative pour discuter avec moi de l'enseignement soviétique. Ils m'avaient demandé : « Si l'enseignement du second degré devient obligatoire en U.R.S.S., ne faut-il pas craindre l'encombrement des universités et surtout l'engorgement des professions techniques et intellectuelles ? » Mon jeune auditoire avait beaucoup de mal à croire que des adolescents puissent aller à l'école jusqu'à dix-huit ans pour devenir ensuite ouvriers ou paysans. C'est pourtant ce qui se réalise aujourd'hui.

Les nouveaux programmes

L'école soviétique de dix ans prépare bel et bien les adolescents à entrer non seulement dans l'enseignement supérieur, mais à l'usine, dans l'agriculture, dans l'activité pratique. Les modifications récemment apportées aux programmes sont précisément destinées à faire une place plus large, dans la vie scolaire, à l'activité pratique des élèves, à leur travail personnel non seulement au laboratoire, mais sur le terrain d'expérience agricole ou à l'atelier.

L'enseignement soviétique doit devenir vraiment *polytechnique*, c'est-à-dire capable de communiquer à ses élèves une connaissance solide et méthodique des fondements des sciences théoriques, tout en les familiarisant avec les éléments essentiels de la production moderne en industrie et en agriculture, ainsi qu'avec les habitudes de travail nécessaires à leur future activité de producteurs: D'où l'orientation des nouveaux programmes vers l'établissement de relations plus étroites entre l'école et la vie.

En même temps qu'ils rendent le travail manuel obligatoire [1], les nouveaux programmes apparaissent allégés, en ce qui concerne des disciplines comme l'histoire, la géographie, les sciences naturelles. On a voulu laisser plus de temps au personnel enseignant pour l'exposé vivant des matières conservées dans le plan d'études et pour le recours aux procédés pédagogiques complémentaires, aux travaux pratiques, aux illustrations variées du cours magistral.

Le travail manuel bien organisé, et surtout le travail socialement utile, constitue un moyen puissant de former les enfants à la moralité communiste, d'éveiller en eux l'amour et le respect du labeur humain. On montre avec orgueil à l'Exposition agricole de Moscou le pavillon où sont présentés les résultats vraiment étonnants obtenus par les jeunes naturalistes des écoles soviétiques.

Assurément, un grand effort de réadaptation s'impose, dans ces conditions, à l'administration universitaire et au personnel enseignant. Les conférences pédagogiques qui se sont tenues au mois d'août, comme chaque année, d'un bout à l'autre de l'Union soviétique, ont beaucoup aidé les enseignants. Elles ont fait largement connaître l'expérience des maîtres les plus habiles, les initiatives de ceux qui s'entendent à tirer parti des ressources locales pour développer les méthodes polytechniques dans l'enseignement de la biologie, de la chimie et de la physique, de toutes les disciplines.

Les techniciens de l'agriculture, en particulier, avaient été invités aux conférences pédagogiques des régions rurales. Ainsi s'est fortifiée l'union de l'école et de la vie : il n'y a pas de meilleur laboratoire pour une école rurale que le kolkhoz, le sovkhoz, la station de machines et de tracteurs qui fonctionnent dans son voisinage.

A la suite de la publication par le *Journal des enseignants* à la date du 14 avril 1954, d'un article de l'ancien instituteur A. Mariane, devenu président d'un grand kolkhoz en Moldavie, une discussion très animée s'est engagée sur les meilleurs moyens de rapprocher l'école rurale de la vie kolkhozienne : faut-il aller, ou non, jusqu'à inscrire dans son plan d'études une discipline nouvelle, « Bases de la production agricole » ? Risque-t-on, ce faisant, de porter préjudice à l'enseignement général ?

Les nouveaux programmes se bornent à laisser plus de temps libre pour les occupations manuelles des élèves. En même temps, les Cours de perfectionnement du personnel enseignant, les Instituts d'enseignement par correspondance, les Bureaux de consultation sur les méthodes, les Commissions du plan d'études rivalisent d'efforts pour familiariser les maîtres avec cette production en vue de laquelle ils sont appelés à donner l'enseignement polytechnique.

C'est un trait original de l'enseignement soviétique que le rôle important joué par les entreprises ou les institutions qui parrainent telle ou telle école. Cette aide offre d'abord un intérêt matériel, dans la mesure où il s'agit d'améliorer l'équipement de l'établissement scolaire, la vie de ses élèves, etc... Mais son aspect essentiel consiste dans la participation de l'entreprise en question au travail d'instruction et d'éducation proprement dit : intervention dans l'activité des comités de parents, organisation de visites sur les lieux de production, rencontres des élèves avec les meilleurs travailleurs de l'industrie, de l'agriculture, du bâtiment, des transports, direction des cercles d'études techniques et agricoles formés par les élèves.

Pour une pédagogie sans cesse perfectionnée

L'école soviétique compte sur une aide plus active que jamais des ingénieurs et des savants qui vivent dans son voisinage, des spécialistes de l'organisation écono-

1. Travail manuel simple de la 1re à la 4e classes, travail d'atelier et sur le terrain d'agriculture de la 5e à la 7e classes, pratique de l'agriculture, de la conduite des machines et de l'électrotechnique de la 8e à la 10e classes.

mique, des ouvriers novateurs et d'avant-garde. Elle est appelée par les pouvoirs publics à faire preuve de beaucoup de hardiesse pédagogique, à multiplier les initiatives, à combattre de toutes ses forces le schématisme et la routine.

Les conférences pédagogiques de l'été dernier n'ont pas seulement étudié les meilleures mesures à prendre pour améliorer l'enseignement de chaque discipline. On ne s'y est pas seulement préoccupé de perfectionner l'étude de la langue maternelle et des mathématiques, fondement de tout l'enseignement, ainsi que celle de la physique et de la biologie : on a songé aussi à l'éducation morale et à la lutte pour la conception scientifique du monde, contre la superstition et le préjugé, encore tenaces, surtout dans certaines régions rurales.

La formation d'une conscience morale digne du communisme est inconcevable sans un relèvement de la discipline scolaire elle-même. L'un des principaux objectifs du pédagogue soviétique est d'habituer l'enfant et l'adolescent à un comportement vraiment policé, prélude d'une discipline de vie consciente.

Les conférences ont souligné la nécessité de rendre les méthodes pédagogiques vivantes et stimulantes en même temps qu'exigeantes à l'égard de l'élève, de fuir à la fois la raideur et le libéralisme complaisant.

C'est dans le cadre de cet effort général de perfectionnement pédagogique que s'insère la décision de rétablir la co-éducation là où elle avait été abolie. Après Gisèle Rabier, il faut répéter au lecteur français que cette disposition correspond à la fois aux vœux des parents et à l'opinion des pédagogues, les uns et les autres longuement consultés.

Une expérience prolongée sur une période de plus de dix ans a en effet démontré que l'enseignement séparé des garçons et des filles n'offre pas d'intérêt pédagogique. Il n'améliore pas l'éducation morale ni la discipline ; et d'autre part, aucune différence *essentielle* ne s'est fait jour entre l'enseignement des garçons et celui des filles en ce qui concerne ou l'éducation physique ou la pratique du travail manuel. La co-éducation, rétablie partout, ne sera pas une panacée contre les difficultés ; mais elle aidera à instituer des rapports corrects et fraternels entre garçons et filles à l'école, comme plus tard dans la vie, sous le mot d'ordre : « S'instruire et construire ! »

La pratique prouve que l'enseignement mixte crée pour les écoliers une vie plus intéressante et plus active ; le travail des pionniers et l'activité para-scolaire gagnent en variété et en richesse.

L'école au centre de l'attention sociale

En cette période de rentrée scolaire marquée par tant d'innovations, les organisations sociales de tout ordre se sont associées aux efforts de l'école ; elles ont vécu de sa vie ; elles l'ont aidée de leur mieux à se préparer à sa mission agrandie. Les députés, les Soviets de village, l'ensemble des militants ont accompli un gros effort pour mobiliser l'opinion publique en faveur de l'école. S'il se trouve quelqu'un, par exemple un fonctionnaire de l'instruction publique ou un élu du peuple, qui a négligé son devoir, la presse le critique sans pitié.

La préparation des internats pour les enfants des petits villages et des écarts a retenu particulièrement l'attention.

Pour que l'éducation réussisse, il faut absolument que la famille et l'école coopèrent. L'expérience a montré combien les comités de parents sont précieux à cet égard. Il y a pourtant encore des cas, en Union soviétique, où les maîtres et les parents ne trouvent pas de langage commun et agissent en ordre séparé, au préjudice de l'éducation des enfants. L'établissement du contact et de la compréhension mutuelle entre les uns et les autres est plus que jamais à l'ordre du jour.

Pour que le maître sache parler au cœur de l'enfant et éveiller ses forces, il faut qu'il le connaisse à fond : et cela suppose qu'il soit au courant de sa vie non seulement à l'école, mais à la maison. Voilà pourquoi, à Moscou par exemple, l'administration de l'Instruction publique est en train de préparer une « Journée des parents », qui aura lieu dans chaque arrondissement de la ville. Ainsi s'établit la communauté des méthodes pédagogiques entre l'école et la famille.

Les objectifs de l'éducation communiste ne peuvent être atteints que s'il se crée une collectivité enfantine solide et saine ; la devise des élèves doit être : « A l'école comme chez soi », et non pas : « A l'école comme en visite ». Cette collectivité a pour base naturelle l'organisation des pionniers et des jeunes communistes, qui groupe presque tous les élèves et qui règle son travail sur les besoins et les intérêts vivants des enfants ou des adolescents, en visant avant tout à développer en eux l'initiative créatrice et la volonté de collaborer effectivement avec le maître.

Dans les conditions nouvelles, l'activité des organisations de pionniers et de jeunes a pris davantage d'importance encore. Les décisions du XIIe Congrès des Jeunesses communistes sur le développement de l'initiative dans la vie intérieure des organisations de pionniers visent essentiellement à favoriser l'éducation en vue du travail. Les groupements de pionniers et de jeunes sont les meilleurs auxiliaires des enseignants pour la formation d'une conception du monde virile et saine dans la jeune génération.

Dès lors que l'école prend une part active à la lutte contre les survivances du passé dans la conscience des enfants, qu'elle s'oppose énergiquement aux influences stupides du préjugé et de la superstition, qu'elle mène campagne contre les attitudes immorales et l'indiscipline sociale, toute cette activité suppose, parallèlement à ce qui se fait à l'intérieur de la classe, un développement intense de l'activité extra-scolaire ; et cette activité-ci incombe pour une bonne part aux organisations de jeunesse.

La constitution des cercles d'élèves, l'organisation de soirées, la mise sur pied de visites captivantes dans les usines, le parrainage d'un kolkhoz par l'école : autant de moyens de rendre la collectivité scolaire cohérente et solide.

En septembre ont eu lieu dans toutes les écoles de l'U.R.S.S. les élections pour les fonctions de secrétaire des Jeunesses communistes, de guide des pionniers, de doyen de classe, de rédacteur du journal mural. L'autonomie enfantine s'organise. En même temps, l'éducateur trouve ici, tout autant que pendant la classe, l'occasion de jouer son rôle. S'il sait s'appuyer sur l'organisation des Jeunesses et sur celle des pionniers, la force de la collectivité, l'énergie bouillonnante de l'adolescence seront orientées dans le bon sens.

Le peuple soviétique entoure de grands honneurs le travail des enseignants. Il leur procure en même temps tous les moyens matériels requis pour le bon fonctionnement des écoles. Pareille sollicitude fournit le gage du succès dans l'accomplissement de ces missions nouvelles de l'école soviétique qui exigent une qualité encore supérieure de l'instruction et de l'éducation.

Une école de type inédit

Parmi les adolescents qui ont achevé la scolarité du deuxième degré, tous ne vont certes pas à l'université, mais tous ne vont pas non plus directement dans les usines ou les kolkhoz ; un grand nombre est orienté sur les écoles professionnelles, qui dépendent de la Direction principale des réserves du travail près le Conseil des Ministres de l'U.R.S.S.

A Moscou, à Léningrad et dans beaucoup d'autres villes, l'année scolaire a

commencé dans ces établissements à la date du 20 septembre ; aucun d'eux ne doit ouvrir ses portes plus tard que le 1er novembre.

Ces établissements constituent un type scolaire sans précédent : ils se consacrent à la transformation des « bacheliers », comme nous dirions, en ouvriers hautement qualifiés, voire en techniciens. L'enseignement y dure une année ou deux, selon le métier choisi.

Ajoutons tout de suite, pour calmer les craintes ridicules de *France-Observateur* [1], que l'enseignement y est entièrement gratuit et que tous les élèves travaillant normalement y jouissent d'une bourse d'entretien. L'internat lui-même est gratuit pour tous les jeunes gens venus du dehors.

A la sortie des écoles professionnelles, les élèves qui ont obtenu la mention « bien » sont admis en surnombre dans les cours du soir et les cours par correspondance de l'enseignement supérieur.

Les établissements de type nouveau se sont révélés d'emblée très populaires. Bien qu'on en eût créé 250 dès la première année, il est arrivé en certains endroits que le nombre des demandes d'admission dépassait les possibilités. D'ores et déjà, de nouveaux chantiers ont été ouverts pour construire les bâtiments des écoles nouvelles qu'il faudra ajouter en 1955 au réseau actuel.

Le personnel enseignant comprend entre autres les meilleurs ingénieurs, techniciens et ouvriers de la localité. Les directeurs des grandes entreprises ont été invités à favoriser de tout leur pouvoir l'organisation du travail pratique des élèves sur le lieu même de la production. L'équipement pédagogique et technique des écoles professionnelles à été particulièrement soigné.

Des ouvriers qualifiés du bâtiment, des techniciens de l'agriculture (radios des Stations de machines et tracteurs, mécaniciens, électro-techniciens, personnel de laboratoire des kolkhoz et sovkhoz), des ouvriers de toute profession commenceront à sortir l'été prochain des écoles nouvelles non seulement avec de bonnes connaissances techniques et de saines habitudes de travail, mais avec une éducation et une culture complètes, acquises au préalable à l'école de dix ans et perfectionnées à l'école professionnelle. Ils en sortiront avec l'amour de leur profession librement choisie, un haut sentiment de la discipline du travail, l'esprit d'initiative créatrice et le goût de l'effort collectif.

Heureuse jeunesse ouvrière et paysanne du pays des Soviets, qui entre dans la vie productive, à vingt ans, armée de tout le savoir théorique et pratique nécessaire à l'homme de notre temps !

---

1. Voir à ce sujet la conclusion de l'article de N. Dombre, au nº 220 de ce périodique.

CHRONIQUE HISTORIQUE

LA VOGUE DE L'ARCHÉOLOGIE

par Charles PARAIN

Herbert Wendt : **A la recherche d'Adam** (traduit de l'allemand), La Table ronde, 1954, in-8°, 384 p.
André Senet : **L'homme à la recherche de ses ancêtres,** Plon, 1954, in-8°, 344 p.
J. A. Mauduit : **40.000 ans d'Art moderne,** Plon, 1954, in-8°, 316 p.
C. W. Ceram : **Des dieux, des tombeaux, des savants** (traduit de l'allemand), Plon, 1952, in-8°, 438 p.
Paul Hermann : **L'homme à la découverte du monde** (traduit de l'allemand), Plon, 1954, in-8°, 526 p.

L'ARCHEOLOGIE connaît une grande vogue et pas seulement l'archéologie grecque ou l'archéologie romaine comme aux beaux temps de la culture bourgeoise ; l'intérêt du public se porte aussi bien vers la préhistoire ou vers les anciennes civilisations du proche Orient, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique. A l'automne 1953 le mobilier funéraire de la tombe de Vix (près de Châtillon-sur-Seine), exposé provisoirement au Musée du Louvre, a attiré la grande foule et une foule qui visiblement se passionnait pour un passé celtique très reculé, dont jusqu'alors ni les ouvrages d'enseignement, ni les livres ou les revues de culture générale ne l'avaient pour ainsi dire jamais entretenu. C'est là un phénomène dont il faut se réjouir. Certes il ne correspond dans bien des cas qu'à un désir d'évasion hors d'un présent qui inquiète, où l'on se sent mal à l'aise, à une fuite devant la responsabilité qui s'impose à chacun de reconstruire sur de nouvelles bases une société décadente. Mais très souvent aussi il représente un élargissement de l'horizon culturel qui a pour une grande part son origine première dans les luttes victorieuses qu'ont menées et que mènent à notre époque pour leur libération les peuples colonisés ou semi-colonisés. Même le public bourgeois découvre que sa « civilisation occidentale » n'a pas le monopole de la civilisation. L'étroitesse d'esprit et l'infatuation du colonisateur peuvent de moins en moins se soutenir.

Les éditeurs les plus avisés ont commencé à s'en apercevoir et plusieurs livres où l'archéologie tient, sinon toute la place, du moins une grande place, ont connu ces temps derniers un succès considérable. Mais on ne doit pas se faire d'illusions. Tout n'y est pas positif. Même avec la meilleure volonté du monde l'objectivité bourgeoise ne peut être qu'une objectivité apparente, inévitablement altérée par les idées que propage la société bourgeoise pour sa justification et sa défense. Les livres que nous allons rapidement examiner, sont, certes, plus recommandables que toute une littérature noire de romans et d'essais qui prolifère toujours davantage ; on y peut toujours trouver quelque profit, mais à condition de soigneusement distinguer les faits, les éléments nouveaux de connaissance de l'interprétation qui en est donnée, de l'utilisation qui en est faite.

Trois de ces livres, ce sont les plus satisfaisants, s'occupent de la préhistoire et de l'origine de l'homme. L'illustration en est abondante et bien choisie ; elle constitue à elle seule une bonne documentation dans un domaine dont la plupart n'ont qu'une idée vague et confuse. Des problèmes, des classifications arides sont souvent exposés avec une aisance

et une précision qui ne s'atteignent que lorsqu'on connaît bien son sujet ; il s'y ajoute un sens, plus discutable, de la présentation sensationnelle ou piquante, manifeste parfois dès le titre.



L'ouvrage d'Herbert Wendt, qu'il qualifie lui-même de roman d'une science, est l'histoire des découvertes archéologiques et des hypothèses successives qui ont permis d'établir peu à peu le tableau suivi des progrès des races humaines à partir du singe au cours du paléolithique. C'est une histoire doublement passionnante ; en même temps histoire des progrès de l'humanité primitive et histoire des progrès de la science à travers tous les obstacles matériels ou sociaux. Le style est alerte, incisif même, lorsque l'auteur prend énergiquement le bon parti, celui de la vie. Rien de tel pour aider les dons naturels d'un écrivain à se déployer. Il combat avec les précurseurs de la théorie de l'évolution où il voit une « conception dynamique de la nature » contre ceux qu'il appelle les hommes systématiques, à la Linné, d'après lesquels tout dans la nature a été ordonné et étiqueté conformément à un plan éternel et avec une place définitive. Mais il n'entrevoit qu'avec des simplifications excessives le lien étroit qui existe entre l'histoire de la science et celui de la société où elle se développe. Il est très sommaire d'affirmer que la théorie du milieu qui se trouvait déjà tout entière chez Lamarck est le fondement scientifique pour les socialistes du XIX[e] et pour les communistes du XX[e] siècle (p. 135). S'il est juste de dire que la vieille question de savoir si l'homme est un coup de dé réussi dans le grand jeu de la nature ou un produit de son milieu, est une question déterminante, il est trop facile de prendre un air détaché pour expliquer que la querelle entre les généticiens de l'école de Morgan et les néo-lamarckistes se déroule aujourd'hui davantage sur le plan politique que sur le plan scientifique, l'Amérique ayant opté pour la théorie de la libre concurrence des mutations et l'U.R.S.S. pour la théorie de l'hérédité des caractères acquis. Alors on est bien obligé de constater avec quelque sévérité que, dans une chronique souvent minutieuse des théories sur l'origine de l'humanité, a été oubliée l'œuvre d'Engels sur le rôle du travail dans la genèse de l'homme, qui reste le meilleur fil conducteur pour une étude scientifique du problème. Par contre on tombe vraiment trop dans le « roman » lorsque, par exemple, on fait état de l'apparition, après la dernière glaciation, d'un idéal de beauté et d'un culte de la femme entièrement nouveaux, où la mystérieuse mère originelle aurait été remplacée par l'amazone fière, devenue compagnon et camarade de l'homme (p. 286).



Avec André Senet : *L'homme à la recherche de ses ancêtres,* on a encore une histoire de la préhistoire au cours de laquelle le lecteur s'instruit des principaux résultats de la paléontologie humaine et de l'archéologie préhistorique. Mais cette histoire est plus ramassée, moins biographique, pour permettre, dans un même volume, de remonter beaucoup plus haut dans la recherche de nos ancêtres, jusqu'à « nos grands-pères poissons » : ainsi a été utilisée, pour agrémenter l'exposé, l'histoire d'une découverte récente qui a fait quelque bruit, celle du cœlacanthe, le poisson fossile des Comores et de Madagascar. Nous devrons évidemment laisser de côté toute cette partie antérieure à l'apparition des premiers hommes. A propos de Boucher de Perthes l'auteur souligne utilement le conservatisme borné qui peut se rencontrer dans les milieux scientifiques officiels, il insiste également sur le problème des faux en archéologie. Il fait ordinairement preuve de sérieux et de mesure, sans toutefois éviter toujours le danger de la vulgarisation qui est de mêler sans prévenir l'hypothèse aux faits solidement

acquis. Sur la question de l'origine de l'homme de Cro-Magnon, l'homme moderne, il rejette toute filiation avec l'homme de Néandertal où il ne veut voir qu'une « fin de série ». Cette position qui est combattue par la science soviétique conduit à renoncer à toute explication scientifique de l'apparition de cet homme moderne, à en faire le produit du hasard au cours d'une ou plusieurs mutations brusques. Il n'est qu'une explication possible du développement du type physique de l'homme : c'est de le faire dépendre du développement du travail et du développement de la société. Or l'homme de Cro-Magnon apparaît très précisément quand les progrès de l'outillage et ceux de l'organisation sociale qui en découlent (passage de la horde au clan) ont rendu à la fois possible et nécessaire ce perfectionnement décisif de l'espèce humaine. Un auteur qui se veut sérieux, reste-t-il sérieux lorsqu'il passe sous silence une méthode d'explication du monde et de la société qui a abondamment fait ses preuves et les multiplie de jour en jour ?



Par le titre *Quarante mille ans d'Art moderne,* J. A. Mauduit entend souligner une parenté qui demanderait à être précisée, entre certaines tendances de l'art contemporain et les dessins, peintures et gravures dont l'homme du paléolithique supérieur a couvert les parois d'un assez grand nombre de grottes dans la France du Sud-Ouest et la région de Santander, en Espagne. Les deux tiers du volume sont consacrés à une étude assez poussée du contenu surtout magique et de la forme de cet art paléolithique, tandis que la dernière partie donne une idée beaucoup plus fragmentaire de l'art rupestre postérieur qui a connu une extension beaucoup plus grande dans l'espace (sur tous les continents) et dans le temps (il s'échelonne de ce qu'on appelle l'art ibéro-africain aux gravures contemporaines de l'art bochiman). On prend autant de plaisir que d'intérêt à suivre une illustration très riche et fort bien venue dont on regrette toutefois qu'elle ne s'accompagne pas de références bibliographiques précises. Ce qu'on regrette plus encore, c'est que l'auteur s'embrouille de temps à autre dans une philosophie confuse dont il se serait gardé s'il s'en était tenu avec une rigueur matérialiste à ce qu'entraîne la définition qu'il donne lui-même de l'homme : un être qui fait du feu et des outils. On soupçonne un nouvel échantillon des méfaits d'une génétique à conséquences racistes quand il fait de l'homme de Cro-Magnon, l'*Homo sapiens,* le créateur de l'Art, tandis que l'homme de Néandertal, si primitif, aurait entrevu « dans une lueur tout un monde esthétique qu'il était incapable de créer », mais n'aurait été capable que de pauvres tentatives vers l'art. Or l'apparition de l'art se place à une époque précise du développement de la technique et de l'organisation sociale, préparée directement et dans une ligne suivie par les progrès antérieurs. Pendant les quelques centaines de milliers d'années du paléolithique inférieur, l'homme, à peine sorti de l'animalité, ne progressait qu'imperceptiblement ; d'une dizaine de milliers d'années à l'autre, l'outillage restait à peu près identique. Cependant par une avance infinitésimale la taille de la pierre prenait plus de finesse et de régularité, l'homme devenait peu à peu maître des mouvements de sa main et de la forme de ses outils. Avec le paléolithique moyen et l'homme de Néandertal, l'outillage se diversifie, un embryon d'organisation sociale se crée, donc avec une idéologie, avec les premiers rites funéraires, les premiers rites magiques. Avec la révolution qui donne l'homme de Cro-Magnon et la culture du paléolithique supérieur, l'art éclate comme une fleur, issu, pour répondre à des besoins nouveaux, d'une lente élaboration de l'habileté manuelle et des capacités de l'esprit. C'est cette élaboration qu'il aurait fallu analyser et nous faire voir dans toute une série de figures. De même l'évolution de la forme artistique aurait dû être mise en rapport avec l'évolution de la société primitive au lieu d'être interprétée à

l'aide de fantasmagories psychologiques, par le passage de l'extraversion masculine à l'introversion féminine. Inévitablement l'auteur était ainsi conduit de nouveau à un racisme larvé :

Nous ne pouvons nous empêcher de noter l'importance que l'art non figuratif a pris dans la zone orientale (Moravie, Russie, Sibérie, etc...) comme si, à cette époque lointaine, alors que l'Occident affirmait sa confiance dans la vie, elle s'orientait vers cette introversion, ce refus de l'existence qu'elle a conservé jusqu'à nous (p. 174).

★

Il est encore temps, on peut l'espérer, de crier « casse-cou » aux auteurs dont il vient d'être question. En est-il de même pour les deux derniers ouvrages dont il reste à parler et que l'éditeur a fait traduire de l'allemand sans s'inquiéter si justice y était suffisamment rendue aux mérites et aux réalisations des archéologues et des savants français ?

Le livre de C. W. Ceram, *Des dieux, des tombeaux, des savants,* raconte l'histoire de quelques grands archéologues et des fouilles qu'ils ont conduites en Grèce, en Egypte, en Babylonie, au Mexique. L'auteur précise lui-même qu'il s'est proposé d'écrire une sorte de « roman de l'archéologie » et qu'il a choisi des civilisations dont la découverte fut véritablement une aventure romanesque. Rien sur les origines sociales de l'activité archéologique qui fut souvent le fourrier de la pénétration impérialiste ; rien sur les progrès de la technique archéologique qui ont fait passer de la fouille par sondages pour la recherche de pièces de valeur à la fouille systématique par niveaux qui vise à recueillir dans leur succession chronologique le plus infime objet et le moindre indice.

Cette recherche de la sensation au détriment de la vérité s'accompagne tout naturellement, peut-on dire, d'une entreprise de démoralisation du lecteur, dont on connaît bien les arrière-pensées politiques. L'auteur enterre définitivement — et joyeusement — avec Toynbee la notion de « progrès historique ».

D'une manière plus voyante encore, Paul Hermann, sous prétexte de glorifier *l'Homme à la découverte du Monde,* propage dans un public bien disposé d'avance ou trop passif une éthique qui s'apparente à celle du fascisme. Il écrit, lui aussi, un « roman », celui de quelques voyages sensationnels avant les temps modernes : expéditions des anciens Egyptiens au pays de Pount, navigations des Grecs et des Romains, premières découvertes de l'Amérique, voyages d'Asie et d'Afrique au Moyen âge. Tout cela en grande partie grâce à des données archéologiques, mais avec une modernisation outrancière (« l'âge du bronze avec sa mentalité si nettement capitaliste », p. 39) et un besoin du merveilleux qui ouvre les voies à la crédulité (par ex. à propos des prétendues inscriptions phéniciennes du Brésil, p. 231). L'histoire, ainsi déformée, n'est plus que le champ clos des aventuriers, le théâtre de réussites individuelles exceptionnelles dans la main du destin. Et avec ce goût de l'irrationnel (p. 357 : la vérité de ce vieil adage : C'est celui qui ignore où il va, qui ira le plus loin), l'auteur se fait ouvertement le serviteur de ce qu'il appelle la nouvelle orientation historique, « vers le Nord-Ouest, le centre des développements futurs ».

On ne saurait trop mettre en garde contre l'exploitation, dans un nouvel essai d'asservissement des peuples, de la curiosité louable du public pour les mondes nouveaux que révèle l'exploration du passé. La matière ne manque pas aux éditeurs pour satisfaire cette curiosité avec un enrichissement véritable de la culture, dans la voie d'une meilleure connaissance des autres peuples et de l'établissement de relations sincères d'amitié avec eux : ils n'ont qu'à se tourner vers la prodigieuse résurrection d'un passé riche d'histoire que l'appui matériel de l'Etat et la science des archéologues font avancer à pas de géant en Union soviétique, dans la Chine nouvelle et dans les démocraties populaires.

CHRONIQUE ITALIENNE

LA PENSÉE DE LÉONARD DE VINCI

par Georges MOUNIN

LE 500e anniversaire de la naissance de Léonard de Vinci, célébré il y a deux ans, n'a pas été seulement l'occasion de quelques fêtes et de quelques expositions ; il a donné lieu à la publication de plusieurs livres intéressants, en France comme en Italie. Le plus important est sans contredit le livre de Cesare Luporini, paru l'an dernier à Florence [1].

Luporini réagit contre les interprétations courantes : de Croce, qui prétend remettre à sa place un Léonard exclusivement artiste, et dévaluer Léonard technicien, savant, philosophe, — mythe du XIXe siècle ; de Duhem et ses continuateurs américains, Thorndike, Durand, pour qui Léonard est l'héritier, sans plus, de la scolastique [2] ; enfin, de ceux qui rattachent Léonard aux renaissants néo-platoniciens. Contre le penseur universel exalté par les bourgeois encore progressistes au XIXe siècle, ces interprétations veulent réintégrer la gloire toujours influente de Léonard dans le lit de Procuste de leur idéalisme.

L'interprétation de Duhem

Duhem a pour points d'appui les reliquats scolastiques chez Léonard. Luporini ne les nie pas, mais démontre que ce sont des façons de parler puisées dans la terminologie du temps, jamais des contenus ni des méthodes de pensée. Volonté de ne tabler que sur l'expérience, absence de tout souci de conciliation avec la Bible, de tout élément chrétien, prouvent déjà l'attitude antiscolastique de Léonard en tout. Mais analysant les notions de mouvement, de force, de poids, de gravité, de percussion, le sens des mots *âme, esprit, spirituel* chez Léonard, Luporini ruine à jamais toute

---

1. Cesare LUPORINI : *La mente di Leonardo* (La pensée de Léonard). Biblioteca storica del Rinascimento, nuova serie, n° 2. Florence, Sansoni, 1953.

Parmi les autres livres parus, citons : *Atti del convegno di Studi vinciani* (*Actes du congrès des études léonardiennes*), Florence, L. S. Olski éd., 1953, 25×18, 482 p. ; *Léonard de Vinci et l'expérience scientifique au XVIe siècle* (C.N.R.S.), P.U.F., 1953, 24×19, 276 ; *Cahiers du Sud* : *Regards sur Léonard de Vinci*.

Ces trois ouvrages reflètent à des degrés divers les trois interprétations combattues par Luporini. L'ouvrage italien apporte une riche documentation de spécialistes. Dans l'ouvrage français, la conclusion d'Alexandre Kojève essaie de maintenir les thèses crociennes. Dans les *Cahiers du Sud*, à signaler l'article objectif de P. Sergescu sur « Léonard et la science » et surtout celui de Pézard qui, parti pour illustrer les thèses à la mode depuis Duhem, est au contraire, grâce au triomphe de la compétence professionnelle universitaire sur la mode, une bonne illustration, non pas tant de ce qu'il y a de foncièrement médiéval chez Léonard, que de ce qui pointe de pré-moderne chez Dante.

Les lecteurs de *la Pensée* n'ont d'autre part pas oublié l'article de M.-A. Dynnik : « Les idées philosophiques et esthétiques de Léonard de Vinci », paru dans notre numéro 47 (mars-avril 1953), pp. 99-107.

2. Opération idéologique analogue à celle qui a été menée contre Descartes par Blondel et surtout Gilson, pour les mêmes raisons. V. Lazarev a dénoncé l'opération contre Léonard dans le recueil des historiens soviétiques I. Grabar et V. Kemenov (Moscou, 1951).

tentative sérieuse d'interprétation scolastique de la pensée du Vinci, qui est une pensée immanentiste et naturaliste. Léonard ne part jamais de la vieille mécanique scolastique, faite de définitions et de classifications verbales, mais de la théorie de l'*impetus* (née de problèmes concrets de leviers et de balances, ignorée de l'aristotélisme), qu'il conduit, à travers des observations, des expériences et des mesures, jusqu'à la notion de conservation du mouvement, c'est-à-dire au principe d'inertie :

> Léonard cherche la relation interne réelle entre les notions de mouvement, de force, de poids, de percussion, et l'aperçoit dans leur engendrement réciproque. Chacune de ces notions de la sorte apparaît relative aux autres. C'est une attitude fondamentale chez lui de tenir ferme à cette interdépendance. Il ne s'agit pas là d'une dialectique appliquée de l'extérieur, — pour laquelle Léonard n'aurait certes pas possédé les instruments logiques adaptés, — mais d'une dialectique réaliste spontanée, — et naturellement partielle, — conforme aux résultats tels qu'ils se présentent, ou aux points de départs expérimentaux qui s'imposent.

Le terme *esprit* ne désigne jamais chez lui une *substance* scolastique, mais toujours une fonction de l'organisme, héritage de la conception matérialiste de Galien jusqu'à Pline, Macrobe, Avicenne. Le terme *spirituel* est toujours chez lui synonyme d'invisible, d'impalpable, d'incorporel bien que matériel ; il n'a jamais rien d'animiste ou de vitaliste : il désigne ce qui pour l'instant dans un phénomène échappe aux possibilités de mesure. Léonard en ce sens emploie le mot *spirituel* à propos du mouvement de percussion, et du mouvement de la lumière. Après les solides démonstrations philologiques de Luporini, vouloir fonder le spiritualisme de Léonard sur ces bases relèverait du pur calembour [1]. Le point relativement faible ici, point dont l'absence ne suffit pas pour infirmer les conclusions de Luporini, mais dont la présence augmenterait leur poids, c'est la liaison de la pensée de Léonard avec la pratique artisanale et la technique du temps [2] ; c'est aussi le reproche que lui fait *Rinascita*, la revue politique et théorique du parti communiste italien (février 1954). Luporini lui-même signale cette lacune (p. 33), mais ne la comble pas dans ses références trop rapides à « l'autre mathématique, d'origine infiniment plus humble, celle des écoles de comptables, des marchands, des artisans, et peu à peu des ingénieurs, etc... » ; à l'espèce de méthode dialectique élémentaire qui « a tout l'air de jaillir de la pratique » ; ni par l'indication des « recherches à faire sur l'absorption, l'utilisation réelle et les modifications de la théorie scolastique tardive de l'*impetus* par les praticiens de la technique artisanale » (pp. 11, 47 et 114).

L'idéalisation néo-platonicienne

Pour justifier la seconde idéalisation de Léonard, la néo-platonicienne, force est de grossir les traces non niables de terminologie platonicienne chez Léonard ; surtout force est d'oublier, comme un Cassirer, que les mathématiques de Léonard ne servent pas chez lui un idéalisme mathématique « qui spéculait métaphysiquement ou mystiquement sur les relations numériques élémentaires » (p. 10), mais qu'elles sont justement cette autre mathématique, « celle des architectes, des cartographes, des métiers et des rues marchandes, qui sourdait d'en bas pour ainsi dire, allait chercher

---

1. Eugenio Garin, dans les *Actes du Congrès des études léonardiennes* (pp. 156-172), a soumis de son côté à une critique rationaliste et progressiste serrée l'ensemble de la thèse de Duhem, avec sa communication sur « Le problème des sources de la pensée de Léonard ».

2. On trouvera quelques éléments concrets, ainsi qu'une bibliographie sur ce point dans le livre d'Yves Renouard : *Les hommes d'affaires italiens du moyen âge*, (A. Colin, 1949, pp. 171-196), volume utile malgré ses perspectives influencées par Lucien Febvre.

chez les Arabes les éléments de son développement, naissait de la pratique, comme mesure et comme calcul » (p. 11). Il faut oublier, pour faire de Léonard un platonicien, toute sa mécanique ; se contenter de rapprochements superficiels de langage et ne pas voir la différence énorme entre les métaphores purement littéraires de Marsile Ficin sur la lumière, la chaleur, le ciel et la vie, et les analyses que Léonard entreprend sur les réalités physiques correspondantes. Luporini rend bien sensible cette différence criante à propos des travaux cosmologiques rationalistes et spontanément matérialistes de Léonard, surtout le fameux *Hymne au Soleil* (la *Lalde del Sole*), et du traité ficinien *De Sole,* où le soleil est utilisé comme image littéraire de la divinité, la lumière solaire comme préfiguration de la lumière où nagent les esprits purs. Les efforts de Cassirer et autres pour réduire le culte de Léonard à l'égard de l'œil, de la lumière, de la peinture, de la connaissance du monde, à un pur *visibilisme* (une sorte d'empirio-criticisme) aboutissent, — en face de l'énorme effort expérimental de Léonard pour comprendre rationnellement non seulement le dehors mais le dedans des choses, — à des formules, comme celle-ci, qui se réfutent d'elles-mêmes : « les limites du *voir* chez Léonard constituent aussi nécessairement les limites du *concevoir* ».

La falsification de Croce

La polémique anticrocienne pourrait, au premier abord, sembler moins intéressante au lecteur français, qui connaît mal les œuvres de Croce (c'est Bergson qui a joué en France, *grosso modo,* le rôle de Croce). Elle est pourtant fondamentale, car elle touche directement à la compréhension de l'art de Léonard.

Luporini n'a pas de mal à démontrer l'inconséquence des positions crociennes : quand il s'agit de valoriser des métaphysiques idéalistes, le philosophe napolitain condamne la conception rétrograde d'une histoire de la philosophie faite de l'histoire des seules questions dites philosophiques — Dieu, l'immortalité, etc. — chez les seuls philosophes classés comme tels ; alors il soutient qu'il faut élargir l'histoire de la philosophie à toutes les recherches ayant formé la pensée vivante de l'humanité. Mais quand il veut dévaluer, comme chez Léonard, un penseur important du courant progressiste en philosophie, Croce soutient que les sciences de la nature étant de pures pratiques, leur histoire et celle de la philosophie n'ont rien de commun. Léonard est réduit à n'être qu'un artiste, et l'autonomie de l'art, chère à Croce, est ainsi d'autant plus facile à soutenir qu'on décide *a priori* de couper l'art de tout ce qui le lie au reste. Luporini n'a pas de mal à démontrer qu'au contraire il n'est pas d'explication possible de Léonard — ainsi que l'a dit aussi l'historien soviétique Alpatov — en dehors d'une étude dialectique de cette unité science-art-pensée que constitue l'esprit de Léonard.

D'abord il analyse les aspects scientifiques de l'art de Léonard : c'est le dessin comme instrument de travail scientifique (il le restera jusqu'à la photographie) ; ce sont les dessins comme actes de connaissance scientifique, les roches, les plantes, les arbres, les nuages, les vallées et les monts, la réalité de l'atmosphère étudiée climatologiquement, ses poussières, ses tourbillons, ses mouvements et ses formes visibles, sa réalité physique, point de départ des paysages léonardiens, très différents des Vénitiens, chez qui Luporini voit la première apparition de l'impressionnisme subjectiviste ; c'est, contre les tenants du dessin pour le dessin, et ceux de la couleur pour la couleur, le relief conçu comme l'unité de la ligne et de la couleur, et la meilleure approximation du réel ; enfin c'est la perspective par la couleur et la perspective aérienne, résultats de sa connaissance physique de l'espace, dépassant la perspective linéaire et géométrique du Quattrocento, fondée sur l'état des mathématiques un siècle auparavant.

Puis Luporini recherche ce que le *Traité de la peinture* de Léonard doit à son esprit scientifique : effort pour dépasser l'époque empirique d'un apprentissage oral artisanal, et l'époque des traités conçus comme des recueils de recettes techniques, ceux de Ghiberti, de L. B. Alberti, de Piero della Francesca ; c'est le sens de la formule fameuse, que « la peinture est une chose mentale », qu'il y a des règles de la peinture, susceptibles d'une étude rationnelle. De là naît la défiance toute scientifique de Léonard contre tout ce qui est inspiration, instinct dans le travail du peintre, sa revendication célèbre de la conscience totale dans la création artistique (« Triste peintre que celui dont l'œuvre surpasse le propre jugement »).

Luporini marque à partir de là combien scientifique est la démarche de Léonard étudiant les problèmes de la peinture, et combien cette démarche le conduit, dans ce domaine aussi, vers les questions d'avenir, dont nous débattons encore : son réalisme le mène à dire que la peinture est une connaissance du monde, mais sa conscience de la méthode expérimentale l'amène à se demander quelle différence existe entre la connaissance scientifique du monde et la connaissance artistique du monde (il oppose déjà fructueusement la connaissance quantitative de la science à la connaissance qualitative de l'art, en propres termes). De là sa clairvoyance à l'endroit de la spécificité de l'œuvre d'art, à l'endroit du caractère « inimitable » de l'œuvre d'art, du caractère « non-enseignable » (il veut dire non-transmissible) de la peinture, opposé à la parfaite, à l'intégrale transmissibilité de l'acquis scientifique : ce sont ces caractères spécifiques qu'il appelle la « divinité » de la peinture.

Ces problèmes que nous n'avons pas encore entièrement résolus, Léonard évidemment ne les résout pas, mais Luporini montre bien que les contradictions qui l'arrêtent sont déterminées par les conditions objectives de l'époque (l'opposition toute métaphysique entre le dehors des choses, empire de la peinture, et leur dedans, celui de la philosophie, le fait aboutir, après son éloge extravagant de la précellence de la peinture, à reconnaître que si la peinture exprime « une première connaissance des choses parce que l'œil est le sens qui se trompe le moins », la philosophie « n'est pas pour autant satisfaite » par cette première connaissance. Telle est la véritable impasse du *Traité* en tant que recherche gnoséologique).



Même si le riche commentaire de Luporini sur quelques points prête à discussion (quand il sous-estime probablement les reliquats scolastiques dans la pensée de Léonard ; quand il aperçoit dans certaines techniques artistiques une façon de peindre le déroulement du temps objectif ; quand il voit dans la théorie léonardienne du relief une sorte de traduction graphique des approximations successives de la connaissance et du caractère infini du savoir, — points sur lesquels aussi *Mondo Operaio* [1] du 5 décembre 1953 fait des réserves), il n'en reste pas moins qu'il établit avec une grande abondance d'analyses philologiques et de références historiques une thèse essentielle : qu'il n'est pas possible de comprendre l'art de Léonard abstraction faite de son activité scientifique. Nous sommes à cent lieues de la *mauvaise littérature* crocienne ou bergsonienne

1. *Mondo Operaio* est le périodique bi-mensuel, politique et culturel, du Parti socialiste italien dirigé par Pietro Nenni. Voir l'article de Jean Dautry dans le numéro 48-49 de *la Pensée*, mai-août 1953, pp. 289-292.

qui tient lieu de critique à propos de Léonard aussi bien en Italie qu'en France ; à cent lieues des bavardages sur la « poésie » du langage léonardien, sur la « religiosité » diffuse de Léonard, — qui sont des idéalismes frauduleux, et qui règnent chez les épigones de Croce en Italie, comme un Francesco Flora, comme aussi sur les critiques qui se sont efforcés d'échapper à l'envoûtement de Croce, un Momigliano, même un Sapegno [1]. A cent lieues de la critique impressionniste arbitraire, ignorante, ou des interprétations ésotériques, qui sont monnaie courante en France. Le livre de Luporini, s'il ne résout pas tous les problèmes posés par Léonard de Vinci, débarrasse franchement le terrain des encombrantes falsifications qui ont cours. Il constituera désormais un guide indispensable à la compréhension de Léonard.

1. Natalino Sapegno, dans sa communication aux *Actes du Congrès des études léonardiennes* (« Léonard écrivain », pp. 115-124), a corrigé les formules en question, qui se lisaient encore dans son très important *Abrégé d'histoire de la littérature italienne*, t. I, pp. 370-371 (Florence, la Nuova Italia édit., 1952)

HOMMAGE A MARCEL COHEN

La plaquette que *la Pensée* avait annoncée dans son numéro 54, a été publiée par les Amis de Marcel Cohen, à l'Union Française Universitaires où on peut la demander (2, rue de l'Elysée, Paris-8e, au prix de 100 fr.). Elle comprend les allocutions et les messages que nous avons entendus lors de l'hommage rendu à notre ami et collaborateur Marcel Cohen, à l'occasion de ses soixante-dix ans, le dix-sept février dernier.

Aux interventions de Henri Wallon, Francis Jourdain, Georges Cogniot, membres du Comité Directeur de la Pensée, ainsi que de Maxime Rodinson et Gilbert Lazard, à la réponse de Marcel Cohen, ont été jointes très heureusement les lettres et les dépêches télégraphiques reçues alors du monde entier par le savant français. Cette plaquette qui porte sur sa couverture un portrait de Marcel Cohen donne aussi une liste de ses principaux ouvrages de linguistique.

Nous avons appris avec plaisir que l'Imprimerie Nationale va éditer et a mis en souscription *Quarante années de recherches linguistiques, ethnographiques, sociologiques, critiques* et *pédagogiques* de Marcel Cohen, comprenant une bibliographie complète de son œuvre (quatorze cents études), et la réédition d'articles importants peu accessibles, sans compter quelques inédits. Les souscriptions doivent être adressées au Service de vente des Publications officielles (39, rue de la Convention, Paris, XIVe) ou mieux au C.D.L.P. *La Pensée* rendra compte de ce volume dans un numéro prochain.

DOCUMENTS

I

L'ÉCOLE ET LA SCIENCE EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

Plus le gouvernement de Bonn s'efforce d'accélérer la remilitarisation, plus il s'efforce aussi d'accroître les pouvoirs de la réaction sur la vie intellectuelle de l'Allemagne occidentale, en particulier sur l'école et sur la science. Le but direct est pour l'instant de concentrer aux mains des autorités fédérales, au détriment des prérogatives des *Laender,* non seulement l'influence spirituelle elle-même, mais aussi l'attribution des moyens financiers nécessaires à l'instruction et à la culture.

On a commencé par créer un « Comité allemand de l'éducation et de l'enseignement », officiellement chargé de contribuer à « éliminer les difficultés et les contrastes qui se sont produits dans l'éducation et l'enseignement depuis 1945 ». Ce Comité fonctionne, à ce que l'on prétend, sans directives de l'Etat et sans obligations envers lui ; on le représente comme composé de vingt personnalités « indépendantes », chargées de conseiller les autorités académiques. En fait, personne n'a élu les vingt commissaires ; ils ne sont pas davantage des délégués d'institutions ou d'associations universitaires : ces hommes, que l'on déclare exempts de toute influence de l'Etat, ont été appelés à leur fonction par la « conférence permanente des ministres des Cultes » et par... le ministre fédéral de l'Intérieur !

Le Comité a dans sa compétence les jardins d'enfants, l'enseignement des trois degrés, l'enseignement technique et même les Universités populaires.

Si le chancelier Adenauer n'est pas allé plus loin, s'il n'a pas créé un ministère fédéral de l'instruction publique, c'est uniquement parce que la Constitution l'interdisait : elle fait de l'enseignement une affaire des *Laender.* Mais l'autorité fédérale met tout en œuvre pour parvenir à ses fins par voie détournée : à Bonn, on trouve déjà, dans toute une série de ministères et d'administrations centrales, des chefs de service, dotés de moyens matériels considérables et occupant même parfois le rang de secrétaires d'Etat, qui sont chargés des affaires culturelles. Un rôle analogue est joué par les prétendus Comités scientifiques qui fonctionnent auprès d'une série de ministères.

Le plus curieux est qu'au fur et à mesure que le gouvernement Adenauer s'occupe davantage de la vie intellectuelle, on voit s'aggraver les conditions où elle s'exerce. Pour reprendre une déclaration du dirigeant social-démocrate Ollenhauer,

> les crédits manquent pour le personnel comme pour le matériel... Beaucoup de chaires ne peuvent être pourvues faute d'une dotation suffisante et les instituts n'ont pas d'équipement convenable. Il n'y a ni assez de postes de chargés de conférences ni assez de postes d'assistants pour assurer la relève scientifique.

Adenauer trouve cependant de l'argent quand il s'agit d'organiser le racolage des agents de l' « Europe unie » et la corruption cosmopolite. C'est ainsi qu'il a signé

le 10 décembre 1953 l'acte de rétablissement de la Fondation Alexandre de Humboldt, destinée à accorder des bourses à de jeunes universitaires de l'étranger qui donnent l'espérance de jouer plus tard un rôle dirigeant dans la vie publique de leur pays (sic). Pour les débuts, on a prévu 80 bourses, payées par le gouvernement fédéral. Le président de l'institution est Heisenberg ; le conseil d'administration doit se composer de représentants des « milieux économiques ».

Cette dernière disposition n'est qu'un exemple supplémentaire de la mainmise générale des hommes des trusts sur les Universités. Leur influence s'exerce essentiellement par l'intermédiaire de l'organisme dénommé « Fédération des auteurs de fondations en faveur de la science allemande », qui est étroitement lié au « Groupe allemand de la recherche » et à la « Société Max Planck ». Comme les Universités d'Allemagne occidentale sont réduites à la portion congrue depuis des années, elles acceptent volontiers des « cadeaux » comme les trois millions de marks qui leur ont été octroyés récemment par la Fédération des industries chimiques sur sa Caisse de recherche et d'enseignement.

Les nombreuses subventions de ce genre sont intéressées : on les attribue en vue de recherches bien déterminées, offrant un intérêt économique direct pour les donateurs. Les trusts allemands ne cachent même pas qu'ils soutiennent la science dans la mesure où elle leur rapporte. C'est ainsi qu'on peut lire dans un appel que la Fédération des auteurs de fondations a adressé aux industries exportatrices :

> On a constaté depuis longtemps que l'échange international des étudiants et des hommes de métier ayant reçu une formation académique constitue un excellent moyen de développer le commerce extérieur. Les Allemands qui vont à l'étranger en cette qualité, peuvent se créer des relations qui profiteront ensuite aux entreprises allemandes où ils seront employés (*Deutsche Universitaetszeitung*, 28 septembre 1953).

Les monopolistes entendent réaliser à peu de frais une augmentation considérable de leurs profits. C'est pourquoi, en fondant des bourses, ils se réservent la double faculté de choisir le bénéficiaire et de lui assigner un genre de travail. En Allemagne occidentale, l'industrie achète littéralement la science.

On lit dans les Statuts de la Fédération citée :

> La Fédération des auteurs de fondations en faveur de la science allemande entend venir à l'aide de la science en détresse en mettant à sa disposition, — pour la recherche, l'enseignement, le perfectionnement des hommes, — des crédits d'origine privée.
>
> ... Sans préjudice des conditions spéciales, d'ordre traditionnel ou technique, de la Société Max Planck et des Associations universitaires pour l'avancement des sciences, le recrutement des boursiers de la Fondation est réservé exclusivement à la Fédération.

Quels sont cependant les dirigeants de cette Fédération ?

Le président est Richard Merton, bien connu comme président du Conseil d'administration de la *Frankfurter Metall-Gesellschaft* et de tout son réseau de filiales ; ce personnage est le roi des métaux non-ferreux en Allemagne.

Le premier vice-président est Hermann Reusch, qui est président du Conseil d'administration des Forges Gutehoffnung et membre du Conseil d'administration de beaucoup d'autres trusts ; ce magnat des monopoles est également membre du Bureau de la Fédération nationale du patronat allemand, dont il préside le « Cercle culturel », chargé d'orienter l'art et la littérature dans un sens conforme aux intérêts capitalistes.

Le deuxième vice-président est E. H. Vitz, président du trust des laques et vernis, membre du Conseil de surveillance de la Banque du Rhin et de Westphalie.

Dans le bureau de l'Association, on trouve encore :

Fritz Berg, des Forges de Duisburg, président de la Fédération nationale du patronat allemand ;

O.A. Friedrich, le roi du caoutchouc ;

L. Kast, le gros bonnet des filatures et tissages d'Augsburg ;

H. Kost, directeur général des charbonnages, représentant des grands trusts Ruhr-Chemie, Ruhr-Gas et Ruhr-Benzin ;

U. Haberland, des Colorants Bayer et de la Banque du Rhin et de Westphalie.

L'énumération ci-dessus est très incomplète. Il faudrait citer des représentants de toutes les grandes familles du patronat allemand.

Quant aux professeurs et aux savants, leur représentation est la suivante : on compte exactement deux professeurs sur douze membres du Bureau, et dix sur quatre-vingt-deux membres du Conseil d'administration. Ainsi ils ont droit tout juste à des strapontins : les patrons ont pris soin de rester entre eux, pour asservir la science à leurs fins.



Si nous jetons maintenant les yeux sur l'enseignement primaire, nous constatons que la réaction s'efforce présentement d'y déchaîner la guerre de religion. Le but direct qu'elle vise ici consiste à détourner l'attention des millions de croyants des grands problèmes de la paix internationale et de l'unité allemande en exploitant à fond le mot d'ordre démagogique du « droit des parents » à l'éducation confessionnelle de leurs enfants. Pour combattre la démocratie et la paix, on attise le conflit des confessions religieuses. En même temps, cette situation ne peut que mieux faire sentir aux Français le danger mortel pour la laïcité de toute association « supra-nationale » avec l'Allemagne d'Adenauer et de ses pareils.

Il suffira de rappeler ici, à titre d'exemples, les épisodes du premier trimestre de cette année :

Le 2 janvier 1954, la presse rapporte que le cardinal Wendel, de Munich, se déclare douloureusement touché par l'attitude de la fédération du corps enseignant de Bavière en faveur d'une formation inter-confessionnelle des instituteurs à l'Université, et qu'il exige une formation confessionnelle pour tous les maîtres.

Le 27 janvier une lettre pastorale de l'évêque de Mayence rappelle l'obligation des parents catholiques de retirer leurs enfants des écoles inter-confessionnelles (il ne s'agit même pas d'écoles laïques !) pour les inscrire aux seules écoles catholiques :

> Il faut qu'à bref délai, pas un enfant catholique ne reste plus dans l'atmosphère raréfiée de l'école inter-confessionnelle, mais qu'il soit transplanté dans le vigoureux climat de l'éducation et de l'enseignement catholiques tel qu'on le trouve à l'école confessionnelle.

Le journal *Neue deutsche Schule* d'Essen annonce le 5 février que l'archevêque d'Osnabrück a lancé une lettre pastorale exigeant l'école confessionnelle au nom du droit naturel et condamnant l'école inter-confessionnelle non seulement « comme indue, mais comme périlleuse », puisque « les papes demandent que l'ensemble de l'enseignement soit imprégné d'esprit religieux ». L'évêque engage les fidèles à former « un ordre de bataille serré ».

Le 7 mars, mobilisation massive de tous les catholiques de Basse-Saxe pour la défense du « droit des parents » et de l'école confessionnelle. Les trains spéciaux amènent 70.000 d'entre eux à Hanovre, où ils défilent en formant un cortège de 6 km de longueur, pour protester contre un projet de loi favorable à l'école inter-confessionnelle.

L'évêque de Hildesheim les appelle « à être forts dès le début ». Le pape envoie spécialement aux manifestants sa bénédiction apostolique.

Le 9 mars, le journal *Schwäbische Landeszeitung* rapporte que le président de la Diète de Bavière, Aloïs Hundhammer, a harangué la jeunesse catholique de Munich pour l'exciter contre l'école inter-confessionnelle, qui ne serait qu'une étape sur la voie de « l'école déchristianisée ». A son avis, il faut chasser des écoles les maîtres « incroyants ».

Le 26 mars, la *Frankfurter Rundschau* signale une démarche du nonce à Bonn, pour communiquer officiellement au gouvernement fédéral de la part du Vatican que seule l'école confessionnelle correspond au Concordat et à la Convention européenne des droits de l'homme (*sic*).

On a là quelques-unes seulement des manifestations éhontées de la pression exercée par l'Eglise catholique et la réaction gouvernementale sur la population allemande.

Dans sa grande masse, cette population reste cependant opposée à l'école confessionnelle. Le journal *Allgemeine deutsche Lehrerkorrespondenz,* de Darmstadt, a annoncé le 28 janvier qu'un Institut d'étude de l'opinion a abouti aux résultats suivants, après avoir interrogé sans parti-pris plus de 3.000 personnes : 80 % des personnes soumises à l'enquête se prononcent pour l'école chrétienne inter-confessionnelle, 15 % pour l'école confessionnelle, 5 % n'ont pas d'opinion. Si l'on ne tient compte que des catholiques interrogés, les pourcentages s'établissent encore à 69 pour les partisans de la première solution, contre 27 pour ceux de la seconde, 4 pour les indifférents.

Les manifestations de ce genre se multiplient.

Adenauer et son gouvernement n'en sont pas moins résolus à exécuter leurs projets de rétablissement d'un enseignement confessionnel strict dans toute l'Allemagne occidentale, projets qui auraient d'ailleurs l'avantage supplémentaire de conduire au licenciement de milliers d'instituteurs non catholiques, surtout de ceux qui sont membres ou sympathisants de la social-démocratie. Ce n'est un secret pour personne en Allemagne que les plans relatifs à ce congédiement massif ont déjà été préparés par l'administration.

En attendant, dans la mesure même où les petites gens, voire les travailleurs, d'Allemagne occidentale se combattent les uns les autres sur des mots d'ordre comme : « L'Eglise au-dessus de l'école ! », ou « L'Eglise au-dessus de l'état-civil ! », ou « A bas le mariage civil ! », tout le bénéfice politique de la situation revient aux diviseurs du peuple, à ceux qui ne veulent pas voir le peuple poser et résoudre la question de l'unité allemande et de la paix en Europe.

II

LE CENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE D'HENRI POINCARÉ

Au mois de mai dernier ont eu lieu les cérémonies commémoratives de la naissance du grand mathématicien, physicien et astronome français.

L'œuvre de Poincaré en Mathématiques est peut-être la plus considérable de toute son époque, et M. J. Hadamard pouvait justement commencer son discours à la séance commémorative du 15 mai, à la Sorbonne, par ces mots :

La France célèbre aujourd'hui une de ses gloires nationales. Le nom d'Henri Poincaré doit être connu de tous et éveiller un juste orgueil dans l'âme de tout Français.

Il ne nous est pas possible, dans ce court compte rendu, de donner une idée un peu précise de son œuvre. Nous nous contenterons de reprendre quelques-unes des idées développées au cours de cette cérémonie.

M. J. Hadamard, qui traite de l'œuvre du mathématicien, nous indique que

Poincaré emprunta ses sujets, non aux ressources de son esprit, mais aux besoins de la science. C'est d'eux que partait sa pensée.

Puis il fait un tour dans diverses branches des mathématiques ; il n'y en a pas une où Poincaré n'ait exercé une grande influence : arithmétique, théorie des fonctions, théorie des équations différentielles et aux dérivées partielles, pour ne citer que celles-là ; notre attention est particulièrement attirée sur la théorie des équations différentielles où M. Hadamard définit ainsi l'apport de Poincaré :

Lorsqu'il s'est agi de résolution d'une équation algébrique, les premiers algébristes, et cela jusqu'au dernier quart du XVIIIe siècle, purent raisonner isolément sur une racine de l'équation, mais ils furent définivement arrêtés dans cette voie. Les recherches véritablement fécondes entreprises sur ce problème ont procédé tout autrement en raisonnant sur l'ensemble des racines et sur les relations que l'on peut établir entre elles. Poincaré nous apprend à nous conformer à ce même principe dans l'étude des équations différentielles.

Les applications de ces recherches à la Mécanique céleste ont une grande importance : il s'agit de l'étude du mouvement des planètes, à laquelle Poincaré apporte une contribution essentielle en étudiant la stabilité des solutions des équations qui régissent ce mouvement.

Mais Poincaré ne se contentait pas de ce champ d'activité, déjà immense : il lui appartient aussi d'avoir repris et complété les développements mathématiques nécessaires dans toutes les grandes théories physiques de l'époque. M. Louis de Broglie nous montre combien ses idées étaient déjà proches de celles d'Einstein :

En 1904, à la veille des travaux décisifs d'A. Einstein, [il] possédait tous les éléments de la théorie de la Relativité... Il s'en est fallu de peu que ce soit Poincaré et non Einstein qui, le premier, développât la théorie de la Relativité dans toute sa généralité, procurant ainsi à la science française la gloire de cette découverte. N'écrivait-il pas en effet dans *Science et Méthode*, résumant toute son expérience de la question : « ... Quoi qu'il en soit, il est impossible d'échapper à cette impression que le principe de relativité est une loi générale de la nature, qu'on ne pourra jamais, par aucun moyen imaginable, mettre en évidence que des vitesses relatives, et j'entends par là non seulement les vitesses des corps par rapport à l'éther, mais les vitesses des corps les uns par rapport aux autres... »

Il est impossible, ajoute M. L. de Broglie, d'être plus près de la pensée d'Einstein. Ainsi, Poincaré savait, tout en poursuivant des travaux de Mathématiques pures, mettre au service de la Physique, donc en fin de compte, de problèmes pratiques, ses immenses connaissances ; il demeure par là un exemple pour les mathématiciens et tous les scientifiques français. Il faut dire, cependant, que ses conceptions philosophiques, que Lénine a vigoureusement critiquées, et à juste titre, dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, l'ont probablement empêché — en ce qui concerne, notamment, la Relativité — d'aboutir le premier aux grandes découvertes que ses propres travaux avaient contribué à préparer. *La Pensée* reviendra plus longuement sur cet important sujet.



D'autres manifestations commémoratives ont eu lieu à l'Institut H. Poincaré et à l'Ecole Polytechnique. Les Académies des Sciences de nombreux pays se sont associées à cet anniversaire et ont envoyé des délégués. Les mathématiciens français ont eu, en particulier, le plaisir de recevoir P. Alexandrov et A. Markov, de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., accueillis de manière spécialement chaleureuse ; les contacts noués à cette occasion iront certainement en se développant et contribueront ainsi au large courant d'échanges que désirent tous les hommes attachés au progrès de la culture et au maintien de la paix.

Bernard MALGRANGE

III

QUELQUES TEXTES SOVIÉTIQUES SUR LES PROBLÈMES DE LA MUSIQUE[1]

JDANOV : Sur la Musique (1948)
(Ed. de la Nouvelle Critique, 1950).

...Il est curieux que les mêmes personnes qui veulent paraître très radicales et même ultra-révolutionnaires dans leur programme créateur, qui prétendent au rôle de destructeurs des canons vieillis..., se révèlent extraordinairement rétrogrades, imperméables aux nouveautés et aux changements, conservatrices dans leurs méthodes de travail et de direction...

La musique et le peuple

« On nous comprendra dans 50 ou 100 ans ». « Si nos contemporains ne peuvent nous comprendre, la postérité nous comprendra »... De tels raisonnements signifient qu'on se coupe d'avec le peuple. Si moi — écrivain, artiste littérateur, responsable du Parti — je ne cherche pas à être compris de mes contemporains, alors pour qui donc vivre et travailler ?...

Rappelez-vous comment les classiques répondaient aux exigences du peuple... Vous trouvez honteux... de satisfaire aux exigences populaires. Cependant Moussorgski a mis en musique le *Hopak*. Glinka utilisa le *Komarinski* dans une de ses meilleures œuvres...

Le développement de la musique doit se faire sur la base d'une action réciproque, d'un enrichissement de la musique « savante » par la musique populaire...

Musique nationale et musique étrangère

L'internationalisme naît là où s'épanouit l'art national... L'internationalisme en musique, le respect de l'œuvre des autres peuples se développent sur la base de l'enrichissement de l'art musical national, sur la base d'un épanouissement tel

1. Nous publions ici les textes soviétiques annoncés dans l'article de Marc SORIANO : « Les problèmes de la musique et le marxisme », publié dans le numéro 56 de la *Pensée* (juillet-août 1954), pp. 77 à 88.

qu'il ait quelque chose à faire partager aux autres peuples et non sur la base d'un appauvrissement de l'art national, d'une imitation aveugle de modèles étrangers, et de l'effacement des particularités du caractère national en musique...

Les anciens et les modernes

...La volonté d'innover n'est pas une fin en soi ; le nouveau doit être meilleur que l'ancien ; autrement il n'a pas de raison d'être. Il me semble que les tenants de la tendance formaliste utilisent principalement ce petit mot d'innovation aux fins de propagande de la mauvaise musique...

...Nous n'affirmons pas que l'héritage classique est le sommet absolu de la culture musicale. Si nous parlions ainsi, cela voudrait dire que nous reconnaissons que le progrès s'est achevé avec les classiques. Mais jusqu'à présent les modèles classiques restent insurpassés. Cela veut dire qu'il faut étudier et étudier encore, prendre de l'héritage classique tout ce meilleur dont nous avons besoin pour le développement ultérieur de la musique soviétique...

La langue musicale

Il n'est pas vrai que toute complication signifie maîtrise plus grande. Non, pas n'importe laquelle... Sous le masque d'une complication purement extérieure des procédés de composition, se cache une tendance à l'appauvrissement de la musique. La langue musicale devient inexpressive. On y introduit tant d'éléments grossiers, vulgaires, faux qu'elle cesse de répondre à sa destination : procurer une jouissance... Ou bien la musique devient-elle une conversation du compositeur avec lui-même ? Mais alors pourquoi l'imposer au peuple ? Cette musique devient antipopulaire, étroitement individualiste, et le peuple a le droit de devenir, et devient en effet indifférent à son destin.

G. HUBOV : Le typique et la musique

Nous donnons ici les deux dernières parties du rapport présenté par G. Hubov à la sixième Session plénière des musiciens soviétiques, le 10 février 1953. Les deux premières parties, que nous regrettons de ne pouvoir publier, s'intitulent : « Remarques sur les tâches actuelles de la musique soviétique » et « Les genres musicaux » (La théorie de « liquidation des conflits ». La cantate, l'oratorio, la symphonie, la musique à programme. Le « drame instrumental ». Analyse de la 7e symphonie de Prokofiev et de la 13e symphonie de Kniepper »). Le texte complet a paru dans la Nouvelle revue musicale hongroise, n° 7-8, *juillet-août* 1953. *La traduction est de Joseph Kosma, revue par Marc Soriano.*

Le caractère populaire de la musique

Populaire et vulgaire. L'utilisation du folklore et le danger du nationalisme. Les partisans du nouveau à tout prix. Comment une musique peut être populaire. Rôle de la personnalité de l'artiste. L'originalité [1].

L'art vraiment réaliste, c'est l'art populaire. « *La vie de chaque peuple revêt une forme qui lui est caractéristique*, dit Biélinski. *Si donc l'expression artistique veut être juste et fidèle, elle doit être populaire* ».

L'étude du caractère populaire de l'art est liée à celle du « typique ». Pour résoudre le problème, le réalisme propose à l'artiste une méthode : rechercher ce qui est essentiel pour caractériser la vie du pays et du peuple. Au sein de l'Association des compositeurs soviétiques persiste toujours, malgré les discussions, une certaine confusion théorique sur cette question. Les uns pensent que « populaire » veut dire « facile à comprendre », d'autres y voient un synonyme de « succès facile ». Beaucoup d'entre eux croient qu'aussitôt qu'une œuvre a pu séduire, même momen-

1. Les résumés des thèmes des deux chapitres sont de Marc Soriano.

tanément, les masses, elle a déjà ce caractère « populaire ». Evidemment, pour eux il n'est question ni de contenu idéologique, ni de caractère national.

Ces propos simplistes sont plus dangereux qu'on croit et ont causé déjà beaucoup de ravages. Ainsi, si nous étions de cet avis, nous devrions tenir pour populaires une foule d'œuvres primaires et vulgaires, uniquement parce qu'elles ont obtenu un bref succès grâce à quelques préjugés qui survivent toujours dans la conscience des masses. Or le succès tapageur de certaines « chansons en vogue » est de si courte durée qu'après la brève flambée d'une « popularité » éphémère, elles ne tardent pas à retomber dans l'oubli le plus complet, oubli bien mérité...

Pourquoi ces œuvres n'ont-elles pas réussi à s'installer dans la conscience populaire ? A cause de leur manque de contenu ; elles n'expriment qu'un fragment de la vie, ce qui est singulier, futile, passager. En ignorant tout ce qui est durable, solide et typique, elles se condamnent elles-mêmes à une disparition rapide ; leur retentissement est bref et tout occasionnel.

Les auteurs qui cherchent à tout prix le succès facile contribuent à abaisser le goût de cette fraction du public qui est peu exigeante. Mais la vogue des œuvres médiocres et antiartistiques ne se laisse pas confondre avec la réelle popularité. En fin de compte, le peuple oublie les œuvres dont la substance lui est étrangère et cet oubli aussi est un refus, une preuve de cette conscience qui, à la longue, arrive à accroître ses exigences et à imposer à l'art une haute tenue idéologique et esthétique.

Toutefois, s'il est vrai que le succès à lui seul n'est pas un critère, il est de fait que plus l'art sera populaire, plus il aura de succès.

D'autres théories encore sèment la confusion et, portant le problème du caractère populaire sur un plan qui n'est pas le sien, le faussent. Ainsi, par exemple, la théorie qui confond le caractère populaire avec la « forme nationale », laquelle, dit-on, s'incarnerait *exclusivement* dans l'*ancien* folklore. Ce raisonnement nous entraînerait à ne regarder comme populaires que les œuvres issues *directement* des chants paysans du passé, bâties intégralement sur ces vieux airs, et n'utilisant que leurs intonations anciennes.

Les partisans de cette théorie se proposent de copier indéfiniment une « forme nationale » figée dans son état « pur » et de la faire valoir au détriment du contenu idéologique. Sous prétexte de respecter des particularités pittoresques de l'ancien folklore, ils sont en train de le pétrifier par la rigidité de leurs principes. Ce n'est là, au fond, qu'un prolongement du formalisme.

Ce parti-pris formaliste menace d'autant plus le progrès de l'art populaire qu'il voudrait l'isoler dans un nationalisme étroit. Ainsi un artiste n'aurait rien de plus urgent à faire que de se plonger dans la délectation des « vieux temps » révolus. A procéder ainsi, aucun doute, il perdra vite tout contact avec la vie réelle.

La question de la forme nationale est, sans doute, de première importance, mais le problème doit être justement posé. S'il est vrai que la forme nationale en soi ne peut suffire à rendre authentique le caractère populaire d'une œuvre, il est vrai aussi qu'il serait inconcevable de négliger cette forme en tant que moyen d'expression du contenu.

Comme telle, elle est évidemment inséparable de ce contenu, qui est justement le caractère populaire, avec tout ce qu'il représente de vivant et de réel. Pour qu'un artiste puisse le saisir dans toute sa signification, il faut qu'il étudie à fond la vie sans cesse renouvelée du peuple et qu'il resserre les liens qui l'attachent au génie créateur de ce peuple.

La confusion atteint son comble lorsque certains théoriciens, en opposition avec ceux dont nous venons de parler, prétendent que la musique soviétique ne devrait utiliser que des « nouvelles intonations » (d'ailleurs sans trop savoir lesquelles) et que tout ce qui appartient au folklore du passé, tout son trésor historique, accumulé pendant des siècles, est à rejeter en bloc comme « archaïque » et « suranné ». Ces théoriciens se sont imaginé qu'on peut effacer d'un trait les traditions progressistes séculaires et annuler les découvertes les plus nobles de l'art classique.

Si l'art veut acquérir ce caractère populaire, il ne peut plus continuer à fermer les yeux devant les réalisations grandioses de notre époque, ni ignorer nos tâches actuelles. Cette « actualisation » de l'art ne va pas à l'encontre des grandes traditions classiques et progressistes. Bien au contraire.

Ce n'est qu'ainsi que nous sommes dans la vraie tradition. Quoi qu'on fasse, on ne peut pas nier les lois objectives qui depuis toujours ont régi le développement de l'art et de la culture. Ces mêmes lois restent valables dans les principes fondamentaux du réalisme socialiste.

Il est grand temps de dissiper enfin des malentendus et d'en finir avec les théories faussement scientifiques et confuses. Elles ne font que brouiller l'esthétique marxiste-léniniste. Ces doctrines à la mode continuent à déconcerter les compositeurs, faussent l'orientation de leurs travaux et les détournent du réalisme. Seule la conviction intérieure amène un compositeur à mettre tout son travail au service du peuple, à lier ses aspirations à celles du peuple, à reconnaître son propre intérêt dans l'intérêt commun. Ce n'est que par ses propres expériences qu'il pourra s'enrichir de précieux enseignements et découvrir « *l'esprit intérieur et les caractéristiques extérieures de la vie du peuple dans laquelle se manifestent toutes les nuances, toutes les couleurs, toutes les particularités* », comme dit Biélinski.

Quand nous affirmons que l'essentiel des méthodes réalistes est l'analyse du caractère populaire, cela veut dire que l'interprétation objective de la réalité en soi reste incomplète, tant que l'œuvre n'est pas imprégnée de l'esprit et des sentiments qu'éprouve le peuple. Tant que l'artiste vivra à l'écart, il ne pourra pas se rendre compte de l'existence que mène le peuple, faute d'expériences personnelles. Or, ce sont précisément ces expériences personnelles qui, prenant une valeur universelle à travers la création artistique, donnent accès aux idées progressistes de notre époque dans l'art.

En dehors de la communion de l'artiste avec le peuple, il n'y a pas de solution possible au problème du réalisme dans l'art. En conséquence, pour un compositeur, ce n'est pas tout de posséder la science de son métier. A cette maîtrise nécessaire doit s'ajouter une connaissance approfondie de la vie sociale, et en fin de compte c'est cette somme d'expériences pratiques qui va déterminer l'originalité du style et la qualité du langage.

Si le compositeur ignore l'histoire et la culture nationales, son œuvre en souffrira. Par contre, plus il arrivera à s'en pénétrer, plus sa personnalité artistique s'enrichira, plus son inspiration gagnera en diversité. Sa prise de conscience lui permettra de doser plus judicieusement sa science technique. A travers cette mutuelle compréhension entre l'artiste et le peuple, l'artiste sentira monter vers lui l'immense reconnaissance du peuple, qui rend toujours au centuple toute affection qu'on lui porte.

Le Parti ne cesse de nous enseigner, à nous intellectuels, la nécessité du contact avec les masses et l'étude du folklore. En effet c'est seulement ainsi que le compositeur rencontrera les thèmes, anecdotes et sujets qui abondent dans la vie. S'il sait les utiliser, ils pourront indéfiniment élargir ses possibilités. Il est évident qu'il ne s'agit ni d' « imiter » mécaniquement ni de « citer », mais de parvenir à un véritable développement des thèmes folkloriques. Le compositeur doit être en mesure de s'élever au niveau du peuple, d'atteindre sa grandeur morale, sa noblesse de sentiments et sa générosité. S'il veut prolonger la tradition populaire, il doit non la copier, mais l'assimiler de l'intérieur.

Nous ne pouvons pas considérer l'art folklorique comme une chose définitive, classée, achevée. Cet art est toujours vivant, toujours mouvant, toujours en train de se parfaire. Selon Gorki, « l'art du peuple, c'est son histoire ». Le musicien qui n'aperçoit pas qu'elle se développe et se perfectionne sans cesse, qui continue à ignorer que cet art reflète les contradictions intérieures de la vie, leur lutte acharnée, le conflit permanent entre l'ancien et le nouveau — ce musicien pour qui le folklore n'est qu'une abstraction dogmatique, n'arrivera jamais à comprendre vraiment ce que signifie le « caractère populaire ».

C'est au compositeur à comprendre le premier que l'art populaire est un processus vivant et que, s'il ne l'a pas pénétré jusqu'au fond de sa substance, il ne pourra disposer ni d'assez d'ardeur, ni d'un goût assez sûr pour réunir les immenses richesses du folklore. Il est important aussi que, dans son travail, il ne perde pas de vue l'enseignement de Lénine sur le double courant de la culture nationale, qui l'aidera à apprécier au même degré le folklore paysan et celui de la ville. Cette double appréciation est importante, car les méthodes scolastiques tendent fâcheusement à restreindre le registre des idées progressistes contemporaines, en proposant un choix arbitraire entre le folklore du terroir et le folklore urbain. Ce serait aussi absurde que de prôner le culte exclusif de l'ancien folklore ou au contraire la mise au rebut de ce qui n'est pas « moderne ». De pareilles restrictions, si elles font le bonheur de certains théoriciens trop bavards, diminuent singulièrement la signification du caractère populaire.

Par contre, d'immenses perspectives s'ouvrent devant l'artiste qui sait écouter la puissante pulsation de la vie d'un peuple, qui est capable de s'inspirer des multiples formes d'expression inventées par le peuple — qui constituent ses véritables

ressources. La science des méthodes réalistes l'aidera à les utiliser au mieux, à procéder à une sélection judicieuse. Dans la clarté de cette science, il saura distinguer l'essentiel du futile ; il pourra choisir entre le « typique » et l'occasionnel et, à la fin de ce dépouillement, il arrivera enfin à représenter une image fidèle du beau, c'est-à-dire de la vie même.

Les artistes qui ont goût inné du nouveau sauront créer un folklore contemporain, sans oublier pour autant ce qu'ils doivent aux chefs-d'œuvre populaires désormais classiques, ces chants qui ont gardé leur vitalité intacte jusqu'à nos jours : non seulement ils n'ont rien perdu de leur fraîcheur, mais ils demeurent une éternelle source d'inspiration.

Le gigantesque processus de la création populaire s'étend à l'infini et son perfectionnement constant ne connaît pas de limite dans le temps. « Le *peuple est capable de modeler ses chansons pendant des siècles et juqu'à ce qu'elles aient atteint les plus hauts sommets de l'art*, a dit Staline dans une conversation avec le compositeur Gadjivekof.

Le mot « immortel » prend ainsi tout son sens en ce qui concerne ces œuvres.

Leur caractère populaire a une telle force d'authenticité qu'elles sont devenues pour toujours l'incarnation des traits typiques de la nation entière.

Le peuple se sert aussi de son art comme d'une arme pour défendre son existence. Dans cette longue lutte historique, le génie du peuple a créé son propre style national ; il l'a enrichi sans cesse de nouveaux moyens d'expression poétiques et musicaux qui correspondaient à un contenu idéologique de plus en plus conscient. C'est pourquoi le musicien chercherait vainement à découvrir du « nouveau » sans connaître l'histoire.

Selon Staline, « *ce serait trop simple de croire que le « nouveau » annule « l'ancien ». Il le pénètre, il change son contenu, transforme ses fonctions. Loin d'être brisées et anéanties, les anciennes formes serviront, au contraire, à réaliser et à développer le nouveau* » (*Les Problèmes économiques de l'U.R.S.S.*).

On ne soulignera jamais assez l'importance de l'union qui doit exister entre le compositeur et le peuple, l'importance de la participation directe de l'artiste dans la vie quotidienne. Cette activité lui apportera des éclaircissements pratiques sur le contenu du folklore, et dans l'action, sa propre personnalité artistique se développera mieux.

Car il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance de la personnalité de l'artiste. Sans cette empreinte, l'œuvre manquerait de caractère et elle aurait peu de chance de devenir populaire, comme c'est le sort de beaucoup de transcriptions insignifiantes, ou de copies serviles de thèmes populaires.

Malheureusement il arrive encore trop souvent que le compositeur se contente de peu et qu'il se satisfasse hâtivement de solutions qui frôlent parfois la vulgarité ; ou encore le fatras de ses transcriptions ambitieuses noie et dissout la saveur si particulière de ces thèmes populaires, leur caractère national, leur originalité si expressive.

Dans beaucoup de cas, on dirait que le compositeur « s'abrite » derrière le thème emprunté, pour camoufler ses propres défauts, son manque d'imagination. Il réussit ainsi à le désécher, à lui enlever tout intérêt. Qu'il le veuille ou non, et malgré sa bonne foi, le résultat sera compromis. Faute d'une solide base idéologique et en somme de conscience, il lui arrivera de faire un usage abusif des artifices et des schémas creux, vides de contenu et dépourvus d'esprit populaire. La routine ne le sauvera pas : elle n'a rien de commun avec la véritable création vivante. Le procédé de « transcription » et de « retranscription » de thèmes populaires relève bien plutôt du pillage.

La méthode réaliste ne juge pas indispensable la citation à la lettre des thèmes folkloriques pour obtenir qu'une œuvre soit enrichie du caractère populaire. Mais elle exige d'une façon sans équivoque une cohésion absolue entre la création du compositeur et l'art du peuple. Déjà Biélinski a souligné à ce propos que le « talent » ne peut être original s'il n'est « populaire ». Et pour nous, il est clair que l'artiste, lorsqu'il possède son métier et qu'il prend conscience de la vie par l'analyse de l'histoire, puise d'abord ses matériaux dans l'art folklorique. Quand il les a profondément assimilés, il les enrichit de sa science personnelle, et il s'efforce, avec tout son talent, d'en imprégner ses œuvres et de les rendre ainsi plus authentiques et originales.

Nous pouvons citer quelques exemples concluants dans la musique soviétique : Alexandroff : *Cantate à Staline ;* Chostakovitch : *Le Chant des Forêts ;* Khatchatourian :

Concerto pour Violon [1] ; les chansons de Tachavov ; de Novikov *l'Hymne de la jeunesse démocratique*, etc...

Le romantisme socialiste

Romantisme bourgeois et romantisme socialiste. Le romantisme socialiste, forme du réalisme. Peur du romantisme chez certains compositeurs contemporains. Analyse du *Chant des Forêts* de D. Chostakovitch. Lutte contre la médiocrité. Contre une fausse idée de l'actualité. Vers le classicisme.

Nous ne pouvons parler de problème du caractère populaire sans aborder aussi une autre question importante de la création artistique, celle du « romantisme socialiste », élément indispensable à notre art réaliste contemporain.

Le réalisme socialiste exige de nous que l'art soit le reflet fidèle du développement révolutionnaire de la réalité vivante, et que les symptômes typiques de la vie y trouvent une fidèle transposition. Pour atteindre ce but, la connaissance de la réalité est nécessaire. Il faut que nous devenions capables d'observer l'apparition de phénomènes aussi nouveaux que les traits déjà apparents du communisme.

Exprimer avec clarté ces traits nouveaux, manifester la confiance dans nos lendemains, montrer dans nos œuvres la réalisation prodigieuse du rêve de l'humanité, qui prête des ailes au travail quotidien : voilà la véritable signification du romantisme socialiste, voilà son sens poétique et sa mission historique.

Il ne faut pas confondre le romantisme socialiste avec le romantisme bourgeois. La différence essentielle est que le romantisme bourgeois, même à l'époque de son plein épanouissement, s'est tourné volontairement vers le passé. Son seul souci était l'idéalisation de l'antiquité, l'évocation des légendes et des mythes, la contemplation stérile et mélancolique de « l'éternelle beauté de la nature ». Tout au contraire, le romantisme socialiste, qui est issu de l'union vivante et directe de l'artiste et du peuple, est aussi intimement lié avec notre époque. C'est pourquoi toute son attention est tendue vers l'avenir qui est le communisme.

L'actualité révolutionnaire de nos réalités, qui sont en pleine évolution, est un terrain fertile qui permet l'apparition du romantisme socialiste. L'accentuation consciente des éléments vivants de la réalité, l'observation pénétrante et perspicace du typique font ressortir avec clarté cet aspect grandiose du romantisme socialiste : la révélation des phénomènes de la vie sociale dans l'art.

Selon Gorki, le « *romantisme socialiste* » *est au fond le pseudonyme du réalisme socialiste : son but n'est pas seulement de donner une illustration nécessaire du passé ou d'aujourd'hui à travers une analyse ; il est encore et surtout d'aider à stabiliser les succès révolutionnaires du présent et d'éclairer les objectifs nobles de l'avenir socialiste* ».

La musique — est-il encore nécessaire d'insister sur ce point ? — est tenue à juste titre pour le plus romantique des arts ; elle dispose de moyens extraordinaires pour exprimer le romantisme socialiste. Mais nos compositeurs sont encore bien timides, bien hésitants dès qu'il s'agit de romantisme, même s'il leur arrive de traiter les contes populaires ou de camper les personnages romantiques des légendes populaires.

Nos compositeurs et poètes ont réussi à nous émouvoir lorsqu'ils ont évoqué le passé ou chanté le présent, mais rares sont ceux qui se sont décidés à se tourner vers l'avenir pour chanter la vision romantique de notre patrie de demain, où le rôle du peuple deviendra réalité.

La peur du romantisme socialiste paralyse la fantaisie du compositeur et rétrécit ses possibilités d'expression. Il n'est pas rare que cette répulsion exerce un effet désastreux sur l'œuvre, répande sur elle un rideau de grisaille, la rende uniforme, et lui enlève sa vigueur. Ainsi châtrée par la crainte, elle n'est plus efficace. Evidemment le romantisme socialiste est inséparable du réalisme socialiste ; c'en est une partie intégrante. La musique d'un compositeur en pleine possession des méthodes réalistes deviendra plus universelle et plus vigoureuse à cause de la force et de la clarté des traits caractéristiques du romantisme socialiste.

---

1. Voir l'analyse de l'enregistrement aux Editions du Chant du Monde, *la Pensée*, n° 52, décembre 1953, p. 119 (N.D.L.R.).

Je pense que la crainte du « romantisme contemporain », qui est manifestement si répandue, vient d'une méconnaissance de la vie, d'une ignorance de notre époque.

L'immense succès du *Chant des Forêts* de Chostakovitch ne tient pas au hasard. Les liens étroits qu'il entretient avec la vie pratique ont certainement guidé l'artiste à trouver un sujet qui est important à notre époque. Ils l'ont aidé à exprimer ce sujet dans les parties centrales de l'œuvre avec une telle fidélité, d'une façon si intéressante qu'il fait parvenir jusqu'à nous le souffle de la nature et de la vie renaissante.

La vie a appris au compositeur la grandeur, les actes héroïques du peuple, et l'oratorio nous les raconte dans un langage aussi simple, aussi expressif, aussi clair, et universellement compréhensible que si c'était le peuple même qui nous racontait sa merveilleuse histoire. C'est particulièrement sensible dans les quatrième et cinquième parties de l'œuvre.

Les deux premières parties servent d'introduction, elles sont en quelque sorte les piliers sur lesquels repose l'œuvre. Les souvenirs lyriques de la troisième traitent un thème paysan mélancolique et lent, qui évoque le calvaire du peuple dans l'ancienne Russie. Le contraste n'en est que plus grand lorsque dans la partie suivante éclatent les voix gaies et claires des jeunes pionniers, dans un chant de vive allure, suivi par une marche juvénile de la Jeune Garde de Stalingrad.

« *Nous sommes des simples hommes soviétiques. Le communisme, c'est notre gloire et notre honneur* »...

Et la musique s'envole précisément là où elle magnifie la jeunesse et les hommes simples, les pionniers du communisme. Elle devient de toute beauté, mélodique, pleine de couleurs harmoniques et orchestrales. Les moyens d'expression les plus riches sont ici mis en œuvre pour servir une cause grandiose : l'expression de la vérité vivante. Ici, Chostakovitch s'est élevé au niveau des plus hautes réalisations du socialisme, et c'est ainsi que s'explique le pouvoir extraordinaire de cette musique sur nous, sa puissance irrésistible.

Mais, nous devons le dire aussi, ce n'est pas tout à fait sans défaillance qu'il a réussi à nous découvrir le contenu idéologique de l'immense thème choisi. Les deux dernières parties, la romantique *Promenade dans l'avenir* et le finale intitulé *Gloire*, au lieu de conclure l'idée maîtresse de l'oratorio, l'affaiblissent. L'idée de décrire l'avenir est intéressante et audacieuse : c'était bien la suite logique de l'idée poétique fondamentale de l'oratorio. Mais malheureusement il manquait au compositeur le courage et peut-être le désir passionné d'entrer jusqu'au bout et sans réserve dans l'esprit du romantisme socialiste et d'atteindre ainsi une force de conviction irrésistible. La musique du tableau idyllique de la *Promenade dans l'avenir* manque un peu d'expression et a l'air d'un épisode surajouté. Le lyrisme de cette *Promenade* est un peu banal dans le sens « descriptif ». Cette peinture soi-disant obligatoire du paysage, avec son « chant du rossignol » qui brise le silence, ne permet pas à ce mouvement de l'œuvre (et je parle de la musique autant que du texte) d'être imprégné par cette sensation grandiose qu'est la vraie soif de nouveau, sensation qu'on ne saurait éprouver que par la découverte consciente des plus profondes vérités de la vie.

Nous ne pouvons pas passer sous silence la curieuse timidité des jeunes compositeurs, leur réserve à l'égard de l'actualité souvent romantique de nos jours. Quand ils se décident à brosser un tableau de l'actualité socialiste avec ses traits nouveaux, ils ne parviennent presque toujours qu'à une demi-réussite. Prenons comme exemple la cantate de Tchimakof *Le Cœur de Kastli* : Elle est excellente là où il dépeint le passé, c'est-à-dire dans ses évocations romantiques de souvenirs. Mais la grande beauté de cette musique disparaît aussitôt que — dans les première et quatrième parties surtout — le compositeur veut évoquer la vie actuelle. Ici, la musique devient moins intense, la matière insignifiante, la forme moins réussie. Il en est de même dans beaucoup d'autres œuvres : la conclusion est souvent plus faible que le reste.

Et pourtant, il faut que les compositeurs soviétiques prennent conscience de la tâche grandiose qu'ils ont à remplir : ils doivent exalter fidèlement, brillamment, passionnément notre vie actuelle, notre réalité présente, où percent déjà les premières lueurs de l'aube du communisme.

Mais on ne peut accomplir de pareilles tâches sans l'aide, sans l'amour du peuple et on ne peut apprendre à produire en dehors de lui. La place de l'artiste est toujours à l'extrême avant-garde de son époque. Il lui est impossible d'accomplir

sa tâche s'il reste inférieur aux exigences toujours croissantes du peuple qui a les yeux tournés vers lui.

Le camarade Malenkov, dans son rapport au XIXe Congrès du Parti, a souligné que l'homme dont le point de vue politique est retardataire et les idées arriérées, qui, insensible au progrès, ne connaît que des schémas rabâchés ne saura jamais trouver de juste orientation dans les affaires intérieures et extérieures de son pays. En conséquence il ne peut être ni digne, ni capable de prendre place dans aucune avant-garde ; la vie l'en balayerait tôt ou tard.

Il est indispensable d'élever sans cesse le niveau de nos compositions ; chaque œuvre médiocre qui voit le jour est une véritable injure contre l'homme soviétique : elle déforme son image et caricature nos réalités. La banalité et la platitude doivent disparaître de notre art. C'est une véritable lutte où la critique musicale joue un rôle important.

Le Parti nous conseille de développer et de perfectionner de toutes nos forces la critique et l'autocritique et particulièrement la critique qui vient de la base. Grâce à la sollicitude du Comité central, notre science musicologique a obtenu des résultats importants au cours de ces dernières années. Nous avons publié des études, des livres et des articles, qui ont beaucoup contribué à éclaircir les problèmes de la dramaturgie de l'opéra, de l'esthétique de la symphonie, etc. Les critiques soviétiques sont devenus plus actifs, plus consciencieux.

Cependant il faut bien constater qu'ils n'ont pas toujours réussi à rattraper un certain retard sur les exigences pratiques de la vie. Il manque encore à nos critiques l'esprit militant et la perspicacité nécessaire à l'application du principe selon lequel un éclaircissement positif des problèmes de notre époque s'impose. Le meilleur moyen pour améliorer l'appréciation des œuvres nouvelles, c'est de multiplier et approfondir les discussions théoriques. Sans une critique efficace, on n'arrivera pas à combattre les erreurs qui retardent le développement de la musique soviétique.

Il arrive à l'Association des Compositeurs de renoncer à une critique juste et sévère et de se contenter de « corriger » — avec quelle indulgence ! — quelques défauts.

Chercher à atténuer la critique en invoquant les « circonstances atténuantes », ce n'est pas une attitude positive. Par exemple, si un thème est traité trop sèchement et manque d'expression, on ne peut pas faire intervenir l'éternelle excuse : « mais il est actuel ». Dire que « la conception est intéressante » là où la réalisation de cette conception a visiblement échoué, est aussi faux que de se contenter de « bonnes intentions ». Déjà Tchernytchevski a remarqué que « l'effort est vain sans le talent ».

Il faut en finir avec ces attitudes mondaines et cette indifférence à l'égard de l'art.

Un climat de juste critique et autocritique amènera les compositeurs à être plus conscients de leurs responsabilités grandissantes.

Il serait utile de donner une part plus importante dans l'activité de l'Association des Compositeurs aux poètes, écrivains, dramaturges, interprètes. Nous les avons oubliés et cet oubli est injuste. Pourtant, ils jouent un très grand rôle dans l'édification de la culture musicale soviétique et dans la propagation de la musique.

Organisons le travail des commissions, et finissons-en avec les vains bavardages, avec les méthodes filandreuses et bureaucratiques dans le domaine de la création artistique.

Notre tâche fondamentale est de susciter le classicisme dans la musique soviétique. Les forces et les possibilités ne nous manquent pas. Nous avons des compositeurs qui à un immense talent joignent une science achevée de leur art. Nous pouvons travailler pour un public extraordinaire qui porte un intérêt passionné au sort de la musique soviétique. En plus, nos perspectives sont éclairées par les conseils et la sollicitude du Parti.

Comblés, nous devons tout au peuple et c'est un devoir pour nous d'agir de telle sorte que nos compositeurs ne déçoivent pas cette confiance et qu'ils puissent accomplir les tâches que le peuple et le Parti exigent d'eux : créer des œuvres dignes de notre époque grandiose.

ARAM KHATCHATOURIAN
(Les Lettres françaises, 24 décembre 1953).

Quelle musique veut le peuple

Assurer la satisfaction maxima des besoins spirituels sans cesse croissants du peuple. Cette grande exigence, qui est une partie constituante de la loi fondamentale du socialisme, reste parfois incomprise de certains musiciens qui l'interprètent du point de vue d'un conformisme qui ne réfléchit pas. Sont-elles rares chez nous, les œuvres calculées sur une certaine « moyenne » des goûts, les œuvres dans lesquelles le compositeur, ayant perdu sa propre individualité créatrice, se retranche derrière une phraséologie musicale terne et banale ? Pourquoi fait-il cela ? C'est que, voyez-vous, il est persuadé que le peuple n'accepte que ce qui est « bien connu », ce qui est « courant ». [...]

Mais le peuple refuse la marchandise d'occasion. Il exige de nous un art neuf, frais, beau, élégant et d'inspiration élevée.

L'esprit novateur réaliste

Toute l'histoire de la culture artistique confirme cette vérité indiscutable que seules les œuvres d'art dans lesquelles s'incarnent profondément et hardiment les phénomènes de la vie, dans lesquelles palpite la pensée vivante et passionnée, laissent des traces dans le cœur de l'homme.

Avec quelle force de conviction passionnée, avec quel courage audacieux les grands classiques du passé ont-ils abordé la résolution des tâches créatrices posées par la vie elle-même ! Bach, Beethoven, Glinka, Moussorgski, Tchaïkovski ont été des novateurs dans l'art. Maïakovski a été un novateur hardi. La force de ces artistes-novateurs, et de bien d'autres encore, réside en ce qu'ils ont créé de nouvelles voies dans l'art en servant le peuple, en partant des exigences de la réalité de la vie, en étant animés d'une inspiration élevée. C'est précisément un tel esprit créateur et novateur que nous enseigne à nous, artistes soviétiques, notre cher Parti.

Il me semble que certains compositeurs ne comprennent pas exactement ce qu'est l'esprit novateur, problème si important dans le développement de l'art d'avant-garde. Ils lient l'esprit novateur à la poursuite de la « nouveauté originale », ce qui est le propre de l'effort créateur des compositeurs formalistes étrangers. Un tel « esprit novateur » nous est profondément étranger et nous lutterons avec une énergie infatigable contre les compositions sonores formalistes.

La nouveauté n'est pas un but en soi. Nous gardons fermement le souvenir des paroles du camarade A. Jdanov : « Le nouveau doit être meilleur que l'ancien, sinon il n'a pas sa raison d'être. » N'oublions pas combien d'erreurs ont été commises dans la musique soviétique à la période d'engouement pour les « innovations » formalistes.

Nous devons tendre vers un *esprit novateur réaliste*, s'appuyant sur les grandes traditions de l'art classique.

Ce que l'artiste réaliste peut apporter de nouveau, ce n'est pas simplement le processus technologique qui consiste à trouver des harmonies subtiles alambiquées et des superpositions polyphoniques jamais entendues. J'apprécie hautement les œuvres techniquement parfaites et inventives. Mais la technique, la forme doit être entièrement subordonnée à l'idée de la composition, à son *contenu émotionnel.* Tous les moyens techniques ne valent pas un sou s'ils n'aident pas à transmettre à l'auditeur le dessein idéologique et artistique de l'auteur ou si ce dessein est erroné. On ne peut séparer la technique de la musique vivante qui doit toucher les cordes de l'âme de l'auditeur, l'émouvoir et le réjouir.

Sur le principe national en musique

Sur ce sujet il a été dit bien des paroles, écrit bien des volumes. Et, cependant, je pense que la question n'est pas complètement éclaircie. Certains camarades ont encore une représentation fausse du principe national en musique. Ils restreignent cette notion en ramenant la question à la seule structure intonationnelle de la

mélodie. De plus, ils considèrent comme source du style national la seule chanson populaire employée sous forme de citation. Certes, la chanson populaire est la source la plus riche pour l'art du compositeur. Certes, une mélodie populaire dans sa composition est le signe le plus important du caractère national de la musique. Le plus important, mais non le seul.

La notion de caractère national en musique a plusieurs aspects. A côté du caractère original de la mélodie, il y a aussi la structure même de la pensée musicale du peuple, la rythmique de ses danses, le timbre particulier de ses instruments, la manière des différents peuples d'exprimer leurs émotions. (Le Russe exprime la joie en musique autrement que le Géorgien, le Français exprime sa nostalgie pour la maison natale de façon différente, disons du Noir).

L'intonation du chant populaire est loin d'être toujours présente dans des œuvres musicales, profondément nationales quant au style et au caractère. On peut citer une quantité d'exemples empruntés à la musique classique russe qui confirment ce fait de façon absolument convaincante. On peut citer la 6e Symphonie de Tchaïkovski, le 2e Concerto de Rakhmaninov. Un doute peut-il s'élever sur l'appartenance nationale de ces œuvres dont chacune exprime à sa manière le caractère national russe, le type spirituel de l'homme russe!

Et, par contre, on pourrait citer une quantité d'œuvres arrangeant des mélodies populaires, décorées de tous les attributs extérieurs du folklore et cependant privées du véritable caractère national et n'exprimant pas l'esprit populaire de la vie et de la culture nationales. Il paraît souvent des chansons de masse qui prétendent être des chansons populaires paysannes, mais leur caractère national n'est qu'apparent, extérieur. Il n'y a rien d'étonnant à ce que de telles chansons ne s'implantent pas dans le peuple, qu'elles le laissent indifférent, qu'elles n'atteignent pas son âme.

Il faut aborder le problème du style national en musique avec un vaste horizon, sans limitations préconçues ni rationalisations talmudiques.

IV

ÉTUDIANTS AMÉRICAINS

Cette année a été publié par la librairie Gallimard, sous le titre L'Amérique au Jour le Jour, *le journal d'un voyage fait aux Etats-Unis par Simone de Beauvoir en* 1947. *Ce livre, très inégal et parfois assez superficiel, ne décrit, outre des paysages et des atmosphères de villes, que des milieux intellectuels assez restreints. Mais, ces réserves faites, il ne manque pas d'intérêt documentaire, comme en témoigne le court fragment que nous publions ci-dessous. — P. M.*

...Un mot d'un étudiant de Harvard m'a frappée ; comme je m'étonnais du mépris où beaucoup de ses camarades semblaient tenir ces valeurs, il m'a dit : « En Europe, les étudiants sont des intellectuels ; mais pas chez nous. » Il flattait les étudiants d'Europe ; en France aussi on trouve dans les facultés de droit et de médecine, à la Sorbonne, des quantités de jeunes gens qui ne sont aucunement des intellectuels. Mais le fait est que cette remarque est singulièrement vraie pour les grandes Universités d'Amérique ; elles sont fréquentées par tous les fils de famille qui se doivent d'avoir une éducation distinguée et ce n'est pour la moyenne d'entre eux qu'une manière élégante et joyeuse de passer sa jeunesse. Ils se groupent en clubs, forment des comités, s'occupent de la vie de ces clubs et comités et de l'organisation intérieure de l'Université, ce qui leur donne une impression d'indépendance et d'activité ; ils s'intéressent un peu aux sports et se livrent à de vastes beuveries : toutes les agglomérations universitaires sont au régime sec, mais cette prudence n'a jamais gêné personne. Entre

temps, ils suivent quelques cours. Mais il est mal vu de prendre les études trop au sérieux. Non seulement dans les clubs et fraternités les distinctions d'intelligence et de culture ne comptent absolument pas, mais il faut même éviter des succès universitaires trop éclatants. Les *college-girls* de Wellesley m'avaient parlé de ce snobisme qui sévit aussi chez elles : il prend une figure presque caricaturale à Yale ou Harvard. Les jeunes gens tiennent à être des gentlemen, non des intellectuels, et les deux choses leur semblent incompatibles ; faire de fortes études, cela ne convient qu'aux quelques boursiers admis parmi eux. Aux examens de sortie, il y a cinq notes, A, B, C, D, E, correspondant à peu près à nos chiffres : 20, 15, 10, 5, 0. Celle que l'étudiant-gentleman cherche à obtenir, c'est le C appelé pour cette raison le « gentleman's C ». En effet, E ou D seraient un échec ; ces notes trop basses prouveraient que vous n'êtes pas capable d'atteindre un but que vous vous êtes proposé ; mais B ou A seraient le signe d'une pédanterie de mauvais aloi. Le professeur T. avec qui j'ai longuement causé m'a dit que fréquemment des élèves venaient le trouver en lui demandant : « Que dois-je exactement lire, quelles conférences suivre, quelles proportions dois-je donner à mon diplôme pour être reçu avec le « gentleman's C » ? Et A. E. qui a été boursier à Yale m'a raconté que, pour gagner un peu d'argent, les boursiers se chargeaient d'écrire les thèses des étudiants riches ; ils leur dispensaient aussi pendant les deux derniers mois de l'année scolaire des conférences où les connaissances nécessaires à l'examen leur étaient offertes toutes mâchées : il y avait des tarifs différents selon que les acheteurs convoitaient un A, un B ou un C ; et c'était le C qui se payait le plus cher. A. E. ajoutait qu'il était difficile de viser juste et de ne pas faire un *trop bon* diplôme.

V

UNE PHILOSOPHIE NOUVELLE INCONNUE DES FRANÇAIS

Nous avons reçu l'an dernier trois énormes volumes in-quarto (2.000 pages en tout) qui donnent le compte rendu d'un Congrès international de philosophie qui s'est tenu en Argentine, à l'Université de Cuyo, à Mendoza, en avril 1949. Bien que ce Congrès soit vieux de plus de cinq ans, il n'est pas inutile d'en dire quelques mots.

Le Congrès réunissait plus de 150 délégués, dont 100 Argentins, et entendit la lecture de 250 rapports de philosophes de pays divers : Anglais, Irlandais, Italiens, Portugais, Espagnols, Suisses, Canadiens, Américains du Nord, Allemands (dont Heidegger) et Français (dont Aron, Bayer, Blondel, Hyppolite, Lavelle, Le Senne et Gabriel Marcel).

Une des conclusions de ce Congrès, qui à première vue est très satisfaisante, marque la volonté des Argentins de développer les échanges internationaux en matière philosophique, de multiplier les réunions nationales et internationales, de maintenir et de développer dans leur pays l'enseignement de la philosophie. Mais encore faut-il préciser de quelle philosophie il s'agit.

Or la République argentine prétend posséder une philosophie nouvelle, dont sont pleines les récentes publications que nous continuons à recevoir. C'est le « justicialisme », philosophie qui prétend servir de base à la politique du président argen-

tin, le général Juan D. Péron. Voici en quels termes le ministre de l'Education nationale présentait le justicialisme aux congressistes :

> Nous avons une doctrine et un maître qui, pour la première fois dans l'histoire de la République, utilise plutôt l'exemple que le précepte. Il s'agit d'une philosophie pratique qui est en train de réaliser pacifiquement, à la grande surprise du monde, ce que personne ne put réaliser sans violence et sans verser le sang. Péron triomphe avec sa doctrine, parce qu'il a humanisé la philosophie pour le bien du peuple et des peuples, trouvant des solutions concrètes qui enseignent à l'homme à vivre mieux, non comme une bête, mais comme un homme.

Le justicialisme, dont une des bases, affirmées par le Congrès, est qu' « en plus du corps il y a l'esprit et l'Etre suprême », a été exposé à la séance de clôture par le président Péron lui-même, qui affirma avec une charmante modestie :

> Alexandre, le plus grand général, eut comme maître Aristote. J'ai toujours pensé à cause de cela que mon métier avait quelque rapport avec les philosophes.

Il est d'ailleurs difficile d'après son exposé de se faire une idée précise du justicialisme, qui prétend être une morale répudiant l'égoïsme et dépassant la lutte des classes, s'oppose à l'angoisse existentialiste, veut établir une harmonie qui soit la plénitude de l'existence et est définie par le général Péron comme un collectivisme à base individualiste...

Mais il y a beaucoup de philosophes français qui reprochent au marxisme de « politiser » la philosophie. Ne pourrait-on leur demander ce qu'ils pensent de ce « justicialisme », au Congrès duquel certains ont participé ?

René Maublanc

VI

LA VIE CULTURELLE HONGROISE

La République populaire de Hongrie s'occupe à la fois de développer la culture nationale et la connaissance des littératures étrangères. Deux faits récents le prouvent, la mise en chantier d'une Encyclopédie hongroise et celle d'une édition complète du théâtre de Shakespeare.

La nouvelle Encyclopédie hongroise doit comporter 20 volumes, 20.000 pages, 100.000 rubriques. Le travail, dirigé par un comité de 23 membres avec, à sa tête, le président de l'Académie des Sciences, est assumé par plusieurs centaines de personnes. La première édition doit être tirée à 40.000 exemplaires. On prévoit une édition abrégée en deux volumes pour un plus large public.

Une édition de Shakespeare publiée en 1948 étant complètement épuisée, le Comité Shakespeare de Budapest prépare pour 1955 une nouvelle édition en huit volumes. On y gardera, en en rajeunissant le vocabulaire, quelques traductions anciennes dues notamment à Petöfi. Pour le reste, un concours a été ouvert entre les jeunes traducteurs. Deux introductions sont prévues pour chaque pièce, l'une écrite par l'un des auteurs du récent dictionnaire hongrois-anglais, l'autre écrite par un grand acteur hongrois.

LES REVUES

« ECONOMIE ET POLITIQUE »

Voilà six mois déjà qu'est paru le numéro de lancement de la première revue d'Economie politique marxiste publiée en France. Dans la presse quotidienne, Marcel Cachin et Georges Cogniot ont alors souligné l'importance de cette initiative destinée à satisfaire un profond besoin d'analyses rigoureuses dans le domaine essentiel de la science économique.

Georges Cogniot soulignait à propos du numéro 1 l'effort de simplicité et de clarté accompli par la rédaction, sa volonté « d'établir la liaison avec l'actualité et de contribuer directement au combat social et politique de chaque jour ». Les livraisons suivantes n'ont pas démenti cette appréciation et le succès qu'elles ont remporté auprès du public, en porte témoignage.

Il suffit de parcourir l'ensemble des numéros parus pour se rendre compte que bon nombre des grands problèmes du moment y sont étudiés.

Quatre articles bien documentés sur l'Allemagne de Bonn ou la politique dite « d'intégration européenne » mettent en lumière certaines raisons objectives de la trahison nationale de la grande bourgeoisie en France, en même temps qu'ils font apparaître les contradictions grandissantes entre l'impérialisme allemand ressuscité et l'impérialisme français, qu'aucune « construction » ni « intégration » ne saurait faire disparaître.

Le problème des salaires, que la doctrine officielle s'efforce au maximum d'obscurcir, est ramené aux données claires de l'analyse marxiste. Le refus de les augmenter, — que n'ont pas éliminé les discours et les « gestes » plus ou moins symboliques du gouvernement, — ne peut se fonder sur la prétendue volonté de ne pas « compromettre l'industrie française en l'empêchant de devenir compétitive » : la classe ouvrière n'accepte pas de pâtir des contradictions de l'impérialisme, de sa volonté permanente de « compression du prix de revient » ; elle constate que les profits des monopoles sont fabuleux, et qu'il existe la possibilité mathématique d'augmenter les salaires.

La classe ouvrière, si elle est exploitée en premier lieu et directement par le capital, n'en est pas la seule victime. La loi économique fondamentale du capitalisme actuel, se traduisant par la nécessité absolue de la recherche du profit maximum, amène l'appauvrissement et la ruine de la majorité de la population ; l'Etat, instrument des monopoles, a pour préoccupation essentielle la volonté de ces dernières ; c'est en fonction de cette analyse que doivent être examinés, et que la revue a commencé d'examiner les plans dits de « modernisation de l'économie » ou encore « d'expansion économique », avec la déclaration de guerre, à peine voilée dans les termes, aux entreprises « marginales », sacrifiées sur l'autel de la concentration capitaliste ; il en est de même en ce qui concerne l'étude très solide sur la concentration du commerce de détail en France.

Les « voies du redressement économique » ne passent pas par là ; ce redressement demeure un slogan tant qu'en premier lieu n'est pas dénoncé ce « leadership » de l'impérialisme américain, tant qu'on ne s'engage pas sur le chemin de la négociation et de la paix, tant que la militarisation demeure une constante de l'économie française.

Le fait que la recherche du profit le plus élevé soit le fil d'Ariane de la situation présente dans les pays impérialistes soulignerait, s'il en était besoin, l'intérêt des études sur le profit et sa répartition en France, sur l'exportation des capitaux des monopoles français, sur le pillage systématique des colonies, notamment de l'Indochine.

La dernière livraison, notamment, le numéro spécial intitulé « La France et

les Trusts », fournit une documentation précieuse. Ainsi que Jacques Duclos l'indique dans sa présentation :

> Savoir ce que représentent les trusts dans la vie de la France, leur force, leurs projets, leurs faiblesses, c'est acquérir des armes pour défendre la liberté, l'indépendance, l'avenir et la grandeur de notre pays.

Peut-être doit-on souhaiter, cependant, que les descriptions pertinentes dont les différents numéros de la Revue sont composés conduisent à des analyses plus poussées de la réalité française et internationale. Il est évident que si la vie sociale présente une unité dialectique, la nécessité de l'exposition contraint néanmoins à des séparations toujours arbitraires. Mais cela ne fait que renforcer la nécessité d'études plus approfondies, et moins partielles. Par exemple, une analyse des « bases objectives de la modification des forces politiques dans notre pays » suppose que l'on examine l'activité de tel groupe de monopole, non seulement en elle-même, mais dans sa liaison complexe avec les trusts allemands ou anglais ou américains ou dans son opposition à ceux-ci. Tâche sans doute très délicate, mais dont la haute tenue de la revue peut faire raisonnablement espérer l'accomplissement dans un proche avenir.

D'autre part, on doit exprimer le désir d'études plus nombreuses sur le développement des contradictions du monde impérialiste.

Il y aurait également grand intérêt, semble-t-il, à être plus documenté sur l'exploitation coloniale et en particulier sur ce que recouvre cette notion « d'Eurafrique » qui est devenue la « tarte à la crème » d'une partie de la grande bourgeoisie française.

Pour ce qui est de l'économie de la France, les études déjà mentionnées sur les « réformes de structure » ont encore besoin de développements nouveaux en raison de la place que ces « réformes » occupent et sont appelées à occuper dans la bataille politique. De même une étude indispensable sur les prix présuppose sans doute des explications complémentaires sur le prix de monopole.

Deux études ont paru sur certains aspects de l'économie soviétique ou des démocraties populaires. Nous sommes certains que le lecteur éprouve le désir que de tels sujets apparaissent plus fréquemment dans les prochains sommaires.

Les livraisons parues autorisent les meilleurs espoirs. Il reste à la rédaction à veiller à maintenir très haut le niveau d'une revue scientifique de combat en Economie politique.

J. Massoni.

Un de nos lecteurs nous écrit pour nous demander si un ami de *la Pensée* serait disposé à un échange d'appartement. Il dispose à Vence (Alpes-Maritimes) d'un appartement en location de trois pièces, avec cuisine, salle de bains et terrasse avec vue panoramique sur la mer et les Alpes, qu'il désirerait échanger contre un appartement à Paris ou dans la proche banlieue.

Ceux qui seraient intéressés par cette proposition sont priés de s'adresser à l'administration de *la Pensée,* 64, boulevard Auguste-Blanqui, Paris, 13e; qui leur fournira les renseignements complémentaires.

LES LIVRES

Maurice THOREZ : **Œuvres complètes.** Tome XIV. Paris, Editions sociales, 1954.

Le tome XIV des Œuvres de Maurice Thorez nous mène du 18 mars 1937, c'est-à-dire d'un discours destiné à commémorer l'anniversaire de la Commune de Paris, au IXe Congrès du Parti communiste français, qui se tint à Arles du 25 au 29 décembre de la même année.

Des tomes XII et XIII au tome XIV il y a sans doute continuité : c'est le même combat pour promouvoir, soutenir le Front populaire, pour le défendre contre des attaques croissantes de la réaction et du fascisme.

Staline l'avait dit le 25 janvier 1934 :

> Les classes dominantes des pays capitalistes s'appliquent à détruire ou ramènent à zéro les derniers vestiges du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, vestiges pouvant être utilisés par la classe ouvrière dans sa lutte contre les oppresseurs.

Après avoir rappelé ces paroles, Maurice Thorez ajoute que

> quinze jours plus tard, le 6 février 1934, les émeutiers fascistes tentaient à Paris leur assaut contre la démocratie.
>
> Armé par la théorie de Lénine et de Staline, le Parti communiste de France a su organiser l'action, et il a su préconiser la nouvelle formation de défense de la démocratie et de la paix.

Et Maurice Thorez insiste sur la différence essentielle entre le Front populaire et la tactique du moindre mal :

> *La politique de coalition appliquée en d'autres pays par la social-démocratie où la classe ouvrière s'était vue peu à peu limitée dans l'exercice de ses libertés, atteinte dans ses conditions matérielles d'existence.*
>
> Ici, l'action de la classe ouvrière *par* le Front populaire, *pour* le Front populaire, *dans* le Front populaire, s'est exercée et s'exerce dans un sens favorable aux intérêts bien compris de tous les travailleurs, dans un *sens progressiste.*
>
> Le Front populaire a renouvelé la démocratie.

Cette analyse, qui porte sur les débuts du Front populaire, s'est vérifiée en 1936, et c'est encore aux ligues de guerre civile que la bourgeoisie réactionnaire de 1937 a recours contre les masses laborieuses, tandis que se fait aussi de plus en plus tragique le sort de l'Espagne républicaine. Celle-ci doit lutter contre les bombardiers d'Hitler et de Mussolini, et l'attitude des gouvernements des démocraties occidentales — en premier lieu celle du gouvernement de Léon Blum en France — est celle de la trahison, de la violation du droit international. L'Espagne meurtrie n'a d'aide effective venant de l'extérieur que dans le soutien de l'Union soviétique, l'héroïsme des Brigades internationales et la sympathie des peuples. Maurice Thorez rendra hommage à plusieurs reprises aux glorieux combattants de la liberté, comme aussi à l'Union soviétique qui, dans cette période d'angoisse,

> s'est acquise de nouveaux titres à l'affection et à la reconnaissance de tous les travailleurs du monde, de tous les partisans sincères de la liberté et de la paix... L'Union soviétique qui a démasqué à Genève, à Nyons, à Londres, les agresseurs fascistes. L'Union soviétique qui a démontré à tout le monde antifasciste que la libération de l'Espagne du joug des réactionnaires fascistes n'est pas l'affaire privée des Espagnols, mais celle de toute l'humanité avancée et progressive.

★

Le tome XIV commence sous le signe d'une lutte plus aiguë contre ces ligues dont les agissements criminels viennent de provoquer, à Clichy, la mort de six travailleurs. Comme le 12 février 1934, le peuple de Paris a répondu par un arrêt complet et impressionnant du travail, par une leçon de force et de dignité.

En exaltant, au Vélodrome d'Hiver, cette nouvelle action des travailleurs parisiens, Maurice Thorez dénonçait l'infamie

des calomnies lancées contre la classe ouvrière par toute la presse réactionnaire et par la radio.

L'année 1937 est le théâtre d'une lutte âpre entre les forces de progrès et les forces de réaction. Le fascisme se fait plus arrogant chaque jour, à l'intérieur comme à l'extérieur, et les attaques contre le Front populaire sont en même temps plus fortes sur le terrain économique et financier. Maurice Thorez en fait le bilan :

> Sabotage des lois sociales ; menace contre les conventions collectives, contre les 40 heures ; pression financière pour contraindre à l'abandon du Front populaire, au rejet du plan des grands travaux exigés par la C.G.T., pour faire repousser la retraite promise aux vieux travailleurs, pour différer les réformes attendues, voulues par le peuple de France.

C'est encore la constatation des points marqués par la réaction en imposant ses hommes :

> banquiers et représentants des oligarchies financières qui ont pour mission, selon les déclarations de la presse réactionnaire *elle-même*, de contrôler l'activité du gouvernement, de limiter ses initiatives, de lui interdire de répondre aux aspirations des masses laborieuses.

Et inlassablement Maurice Thorez appelle à l'unité pour le salut du peuple français :

> Tout pour le Front populaire. Tout par le Front populaire. Pour le pain, la paix et la liberté.

Devant les cercueils des victimes de Clichy Paris renouvelle, le 21 mars 1937, le serment du 14 juillet 1936 de

> rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine.

Le « souffle républicain » impatiemment attendu allait-il enfin passer sur les grandes administrations ? Appliquerait-on enfin le programme du Front populaire pour arracher les jeunes travailleurs à leur détresse, pour donner aux vieux leur retraite, pour organiser la ronde de la paix et faire cesser l'hypocrite politique de prétendue non-intervention en Espagne ?

La situation s'aggravait assurément et ce n'est pas faute que Maurice Thorez, et avec lui tout le Parti communiste, aient expliqué, averti, alerté, aient lutté pour que se réalise enfin ce programme de démocratie et de paix. Les discours publiés dans ce tome en témoignent.



Dans sa lutte pour unir les Français, Maurice Thorez a lancé l'appel de *la main tendue aux catholiques*, en considération même du rôle que ceux-ci sont amenés à jouer dans la lutte antifasciste. Ne sont-ils pas déjà persécutés par Hitler ? Et la réponse est rapide... De partout affluent des témoignages qui justifient pleinement cette politique. Le rapport présenté à l'Assemblée des cadres du 26 octobre 1937 au Palais de la Mutualité, au lendemain de la mort de Vaillant-Couturier, — rapport qui a pour titre *Communistes et catholiques. La main tendue*, — n'est pas seulement un document historique fixant un moment capital de cette lutte pour l'unité, mais c'est aussi un texte qui expose en toute clarté l'attitude des travailleurs communistes fidèles à leur doctrine matérialiste, dévoués à leur idéal, envers les travailleurs catholiques ; qui démontre la possibilité pour les uns et les autres d' « agir en commun pour la France et pour la démocratie, contre le même fascisme barbare, dans le respect mutuel de leurs philosophies ».

Ce livre est aussi plein des appels incessants que le secrétaire général du Parti communiste adresse aux dirigeants comme aux militants du Parti socialiste, pour réaliser l'unité ouvrière. Et si un succès est atteint au cours de la fameuse réunion d'Annemasse, dans un accord de principe de la IIe et de la IIIe Internationales sur une action commune en faveur de la République espagnole, les chefs socialistes n'en jouent pas moins leur rôle de soutiens de la bourgeoisie en faisant obstacle à la réalisation du Parti unique de la classe ouvrière. Léon Blum, chef du

premier gouvernement de Front populaire, cédant apparemment aux pressions des oligarchies capitalistes, quitte le pouvoir sans en prévenir aucunement les partis qui le soutenaient dans le Front populaire, sans même consulter son propre parti.

Maurice Thorez explique les raisons de cet échec : il vient essentiellement de la non-application des mesures qui figuraient au Programme du Front populaire, telles que réforme fiscale démocratique et action contre l'évasion des capitaux.

Il eût fallu défendre le gouvernement contre la résistance du grand patronat. Le Parti communiste considère d'ailleurs que c'est encore possible et, tandis qu'une direction radicale a été substituée à la direction socialiste, Maurice Thorez déclare au nom de son parti que celui-ci

> est *prêt à prendre sa part de responsabilité dans un gouvernement de Front populaire à l'image du Front populaire et s'appuyant sur les masses populaires.*

Maurice Thorez insistait au IX[e] Congrès sur cette idée maîtresse de l'appui nécessaire du peuple :

> Il ne faut pas redouter le mouvement des masses populaires. Il faut au contraire susciter l'initiative des masses, soutenir leur action... Il faut aussi aider à la création, au développement des comités du Front populaire... à l'usine, dans le quartier de la grande ville, dans le village.

★

Patriotisme, amour de la France démocratique, fidélité à ses grandes traditions révolutionnaires et pacifiques apparaissent ici à chaque page, depuis *Nous aimons la France*, interview de Maurice Thorez par le journaliste André Stibio, jusqu'à ce si ample et si riche rapport d'Arles qui a pour titre *La France du Front populaire et sa mission dans le monde.* Ces pages sont toujours étayées par une analyse scrupuleuse des situations économiques, sociales et politiques, des forces en présence dans chacune d'elles. Beaucoup de ces pages entraînent le lecteur par leur mouvement, par leur grand souffle démocratique. Maurice Thorez est écrivain autant que savant, son style a l'ampleur et la simplicité de la meilleure tradition française.

On voudrait voir figurer un jour dans une anthologie des grands écrivains politiques français aussi bien ces pages si belles, si lumineuses qui remplissent le discours d'Arles sur l'idéal auquel aspirent les communistes, que celles sur la *Grande Révolution d'Octobre et la France* (Discours pour le XX[e] anniversaire de la Révolution d'Octobre) ; comme aussi les analyses du rôle de la France dans le monde à travers l'histoire de ses Révolutions. Dans le rapport du IX[e] congrès qui constitue le dernier tiers du livre, les historiens trouveraient un précieux

> bilan des deux dernières années et le complément du rapport de Villeurbanne... Concentrant notre attention sur la question principale du moment : battre le fascisme, sauver la classe ouvrière en sauvant la démocratie et la paix, nous avons fait le point, concluait Maurice Thorez, et éclairé la perspective qui s'ouvre devant le peuple de France.

Une comparaison singulièrement éloquente y est faite de ce qui fut donné au peuple d'une part par le régime du Front populaire et de l'autre par les fascismes italien et allemand. Les grands thèmes de la bataille pour la main tendue aux catholiques et pour l'unité ouvrière y sont encore approfondis.

Dans une atmosphère évidemment très différente, ces textes gardent aujourd'hui toute leur actualité. Pour nous qui lisons ces lignes au cœur de la lutte contre le réarmement de l'Allemagne revancharde, nous ne pouvons qu'éprouver une grande émotion, en y trouvant une leçon permanente : aujourd'hui comme hier, le peuple de France peut et doit jouer un rôle déterminant — comme il l'a joué pour amener la fin de la guerre d'Indochine et le rejet de la C.E.D. En se souvenant de l'enseignement donné par Maurice Thorez dans ce beau livre, fier de sa grande mission démocratique, il pourra exiger qu'en Allemagne comme en France, dans la

lutte pour le pain, la liberté et la paix, ce soient les peuples qui aient le dernier mot.

Gérard Milhaud

Hershel D. Meyer : **The last Illusion. América's Plan for World Domination,** New-York, Anoil-Atlas Publishers, 1954, 419 pages.

C'est une véritable somme de l'histoire politique des années récentes que nous présente l'écrivain progressiste américain Hershel D. Meyer, réalisée avec l'aide d'une documentation extrêmement abondante tirée d'innombrables journaux et périodiques de tous les pays.

Au point de départ de l'analyse, nous trouvons le désarroi de l'économie américaine après la seconde guerre mondiale.

> Cette guerre a démontré, écrit l'auteur, que seule une guerre générale, envoyant plus de 10 millions de travailleurs dans les casernes et sur les champs de bataille, pourrait sortir l'économie capitaliste des abîmes de la crise et de la stagnation.

D'où les tentatives de toute sorte faites par les dirigeants américains, après 1945, pour créer à nouveau une tension internationale justifiant les dépenses d'armement les plus fantastiques.

De ces tentatives, la guerre de Corée est la plus significative et l'auteur résume de façon très complète les principaux faits la concernant. Finalement cette tentative s'est soldée par un échec pour les Etats-Unis, dont nous n'apercevons pas toujours exactement l'importance.

Les forces militaires engagées en Corée furent plus considérables que celles qui avaient été déployées par Eisenhower pour le débarquement en Normandie et pour l'offensive en Allemagne occidentale. Le tonnage des bombes jeté sur la Corée du Nord par les avions américains en deux ans et huit mois fut égal au tonnage lancé pendant les trois ans et huit mois de la guerre contre le Japon et dépasse le tonnage lancé sur l'Allemagne dans la deuxième guerre mondiale. En dépit de ces moyens formidables, l'héroïsme des nord-Coréens et des volontaires chinois obligea l'armée américaine à reculer. On comprend que cette aventure pèse d'un poids considérable sur la politique américaine d'aujourd'hui.

Sur cette politique, H.-D. Meyer nous f o u r n i t des renseignements précieux éclairés par des jugements que seul peut porter un Américain intimement mêlé à la vie de son peuple. Incontestablement le lecteur français lira avec un intérêt tout particulier les pages dans lesquelles l'auteur dresse un tableau suggestif des intentions (souvent contradictoires) et des plans des dirigeants américains au début de l'année 1954.

En septembre 1953, le boom provoqué par la guerre de Corée prend fin. Aussitôt la menace de crise se précise à nouveau. Mais les conseillers d'Eisenhower sentent l'impossibilité de lancer immédiatement un programme d'armement suffisant pour maintenir l'expansion économique : le risque d'inflation serait trop considérable. On s'engage alors dans un plan d'armement à long terme qui implique une politique de déflation contrôlée, permettant, par l'abaissement du niveau de vie de la population, de maintenir les profits.

En même temps, cette nouvelle orientation correspond aux besoins d'une nouvelle stratégie. Avouant leur échec dans la guerre terrestre, les chefs militaires américains orientent les fabrications de guerre dans le sens d'un renforcement rapide des forces aériennes et surtout dans le sens de la préparation de la guerre atomique.

Cela correspond parfaitement aux intérêts des trusts, car ceux-ci ont découvert que l'expérimentation des armes nouvelles et leur production permettent d'obtenir des taux de profit bien plus élevés que la production des armes courantes.

On mesure, à cette occasion, l'hypocrisie des plans américains de contrôle de l'énergie atomique. Le fameux plan Baruch prévoit que les sources d'énergie atomique seront mises en commun entre

les nations. Les trusts américains du charbon et de l'électricité en effet veulent empêcher une utilisation « prématurée » de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Ils craignent dans ce domaine la concurrence de l'U.R.S.S. et ne trouvent rien de mieux pour la supprimer que ce pool des usines atomiques, qui serait entre les mains des financiers américains. Par contre le même plan refuse catégoriquement d'envisager une interdiction immédiate de l'usage des armes atomiques. Etrange programme, en vérité !

Actuellement la stratégie de Wall Street en vue de déclencher par la provocation une guerre contre l'U.R.S.S. pourrait se définir par les traits suivants : rejeter toute entente avec l'Est, établir un système d'alliance empêchant la localisation des conflits éventuels, entourer l'U.R.S.S. de bases de bombardement et accélérer le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest dans l'intention d'amener une réaction qui serait aussitôt transformée en « agression », créer des incidents en employant les nazis de Bonn, les agents de Tito, les émigrés d'Europe centrale, incidents devant permettre un jour à Washington d'adresser un ultimatum à l'U.R.S.S.

H.-D. Meyer ne dissimule pas le danger que représente cette stratégie. Mais il met également en pleine lumière les forces auxquelles elle se heurte et qui peuvent maintenir la paix. C'est d'abord la politique de paix de l'Union soviétique : ses principaux aspects au cours des 36 années écoulées depuis la révolution de 1917, sont décrits avec soin. C'est l'action des peuples pour la Paix, dans le monde entier. Ce sont enfin les contradictions flagrantes qui éclatent en chaque occasion entre les buts visés par les principaux pays capitalistes. Chacun voudrait bien assister à la destruction de l'U.R.S.S., mais aucun ne consent à s'exposer pour avantager les autres :

> Un des principaux sujets de discussion sera la question de savoir qui doit être sacrifié le premier. Paris préférera combattre jusqu'au dernier Turc ; Rome jusqu'au dernier Grec ; Londres jusqu'au dernier Allemand et Washington jusqu'au dernier de tous les autres.

Au surplus, les financiers américains sont loin d'être aussi fermes et constants dans leurs desseins qu'on l'imagine parfois. Ils oscillent entre un orgueil monstrueux et des crises de désespoir.

> Lorsque leurs généraux et leurs savants leur affirment que le travail [de tuer des millions d'hommes] peut être fait, leurs déclarations sont optimistes. Mais d'autres jours, quand les rapports sur l'efficacité de la bombe atomique sont moins favorables, ou quand ils réalisent que les forces au service des peuples peuvent disposer d'armes égales ou supérieures, ils sont écrasés par la frustration et la panique.

Ces incertitudes augmentent certainement les chances des partisans de la Paix.

Il faut lire ces pages émaillées de très nombreuses citations de la presse américaine. On en retire une vue plus directe de l'immense danger que représente la domination des trusts sur le continent américain, et aussi la certitude que leurs plans monstrueux peuvent être déjoués.

Mais l'ouvrage de H. D. Meyer contient encore bien d'autres richesses. Un chapitre entier est consacré à décrire les aspects contemporains de la lutte contre la domination du capital dans les territoires coloniaux. Un autre chapitre au progrès des méthodes fascistes sur le territoire des Etats-Unis... Nous sommes là en présence d'un instrument de travail unique sans doute à l'heure actuelle. On souhaiterait que le lecteur français puisse très rapidement l'utiliser dans sa propre langue.

Henri Denis

Raymond Cartier : **Les 48 Amériques.** Paris, Plon, 1953, 460 p.

M. Raymond Cartier, correspondant de *Paris-Match* aux Etats-Unis, est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Les 48 Amériques*. Dans ce livre, dont l'objet est de présenter les Etats-Unis dans leur diversité régionale, M. Cartier semble avoir tenu

à justifier la réputation qu'il s'est faite d'être « le plus américain des journalistes français ».

L'éloge du pays qu'il décrit n'est donc pas ménagé :

Le moment viendra, et viendra peut-être vite [il n'est donc pas encore venu, M. Cartier l'admet. — J. S.-C.] où le « leadership » américain ne sera plus uniquement économique et militaire. [...] Les valeurs spirituelles et intellectuelles [...] prennent une place sans cesse plus grande et honorée (p.436).

[... L'Amérique] n'est plus dominée par Wall Street, comme les communistes et les cornichons s'obstinent à le bafouiller, et tout en conservant une façade capitaliste, elle est allée beaucoup plus loin qu'aucune nation sur la voie de la révolution sociale (p. 434).

Rien qu'au style, le lecteur appréciera la haute intellectualité américaine dont l'auteur a su si bien se pénétrer.

Mais il y a mieux, et le lecteur a plaisir à relever des passages comme ceux-ci :

A propos de l'Etat du Maine :

Encore comme la Bretagne, les deux produits symboliques, les deux mamelles nourricières, sont la pomme de terre et le homard (p. 359).

Enfin, sur le communisme aux Etats-Unis, ce jugement définitif :

Nulle part en Amérique, il n'y a place pour l'abjection communiste, sauf dans les têtes stupides de quelques intellectuels et les têtes chavirées de quelques millionnaires (p. 59).

On comprend tout de suite, après ces quelques extraits, que ce livre si bien pensant ait pris place dans de nombreuses bibliothèques scolaires depuis un an.

Mac Carthy, bien sûr, est « expliqué », et on nous démontre qu'il est le fruit d'une réaction légitime des Américains, privés du secret atomique par l'espionnage russe !

Le malheureux Truman

hérita d'une situation obérée par les monstrueuses erreurs de Franklin Roosevelt (p. 164).

On nous explique aussi que le racisme et les lynchages peuvent se défendre et qu'en tout cas

des fléaux publics d'idéologues, comme Harriet Beecher Stowe, qui écrivit la *Case de l'Oncle Tom* sans avoir quitté sa cuisine de Boston, causèrent aussi l'une des précipitations les plus funestes de l'histoire américaine (p. 286).

Cependant, dans sa candeur américaine, M. Cartier dévoile parfois quelques aspects du tableau que son enthousiasme sacré idéalise.

La mainmise sur la vie politique des gangsters, maintenant rangés et officialisés (ce qui n'exclut pas, de temps en temps, quelques petits règlements de comptes à la mitraillette), est complaisamment évoquée.

D'autres passages nous décrivent les beautés de la vie américaine à travers le Nevada, dont les trois industries essentielles sont le divorce, le jeu et la prostitution... Du Montana, quelques lignes évoquent Butte, bagne ouvrier de l'*Anaconda Cooper Mining Corporation*, où la silicose, l'alcool et la prostitution règnent côte à côte...

A propos de l'Arizona et du Nouveau Mexique, l'auteur évoque le destin effroyable des Indiens, déportés dans les régions les plus désertiques des Etats-Unis, voués à la famine... Voici l'exemple des Navajos :

Leur revenu hebdomadaire est évalué à 1 dollar 50 par tête, soit à peine le salaire horaire d'un ouvrier qualifié. L'hiver ils ont froid parce qu'ils manquent de couvertures et ils connaissent la faim en toutes saisons. Ils n'ont pas de routes et ils n'ont guère de puits. Très peu comprennent l'anglais, 80 % sont illettrés et 15.000 jeunes Navajos ne reçoivent aucune instruction, bien que le traité de 1868, par lequel ils ont fait leur soumission, leur ait promis une école pour 50 enfants d'âge scolaire (p. 107).

Sur le Kentucky :

70 % des fermes n'ont pas l'électricité, 84 % n'ont pas le téléphone et 42.000 (sur 238.000) sont dépourvues de toute installation sanitaire (p. 248).

Enfin, à propos du Sud :

Près de la moitié des 5.900.000 fermiers américains végètent dans le sud sur moins de 15 %

des terres cultivées en produisant à peine 10 % de la valeur de toutes les récoltes américaines [...] Le régime des exploitations agricoles est un archaïsme, même pour l'Europe. La règle est le métayage, la part du métayer (sharecropter) étant la moitié et souvent le tiers de la récolte. Avec la petitesse des fermes, la mauvaise qualité de l'outillage et l'érosion des terres, beaucoup de paysans du Sud, noirs et blancs, ne se font pas 500 dollars de revenu net par an. Certains vont sans souliers, ce qui est un étrange spectacle américain, mais une bien utile leçon (pp. 287-288).

Bien utile leçon en effet... Faut-il souligner que dans les pays de démocratie populaire les moins favorisés, qui, techniquement, retardent encore actuellement de dizaines d'années sur les Etats-Unis, de tels enfers de misère ont disparu ? Et l'on peut apprécier combien les Etats-Unis, selon le mot de l'auteur, sont à la pointe de la révolution sociale !

Au terme de ce livre on en vient à se demander si M. Cartier a vraiment le « cerveau chaviré » par l'américanisme dont il s'est pénétré, ou si c'est un cynique à une grande échelle, mêlant impudemment et sans souci des contradictions à quelques descriptions réalistes les thèmes de propagande américaine nécessaires à la poursuite de sa carrière outre-Atlantique...

Jean Suret-Canale

Francis Jourdain : **Jours d'alarme,** souvenirs. Paris, Corrêa, 1954.

C'est la quatrième fois que je rends compte ici de souvenirs de Francis Jourdain [1] (indépendamment de ses albums sur des peintres, dont plusieurs — mais non pas tous, car son activité est considérable — ont été annoncés ici). Le premier, *Luc et quelques autres*, se présentait sous une forme romancée ; les deux suivants évoquaient à la fois des souvenirs d'enfance et quelques traits de la vie si riche et si diverse de Francis Jourdain. Voici à présent un volume centré sur les années 1940-1944, l'occupation et la libération. Une fois de plus, le « vieux pêcheur assis au bord de sa mémoire », comme il se qualifiait déjà dans *Luc et quelques autres* (p. 108), se raconte et raconte son temps avec cet extraordinaire mélange de blague et d'émotion, de gentillesse et de rage dont il nous a donné déjà, dans ses livres précédents, d'inoubliables témoignages.

★

Il ne faut pas s'attendre à trouver ici une histoire systématique de l'occupation et sur les 250 pages de ce livre, le plus grand nombre sans doute se rapporte à d'autres temps que les années 1940-1944. « Le vieil homme », réfugié en Vendée au moment de l'invasion nazie, se plaît à réfléchir sur les sujets les plus divers, sur l'ascétisme et la vertu de la douleur (p. 28), sur Bach et la géométrie (p. 31), sur l'art et la science (p. 32), sur Corneille, qu'il n'aime point (p. 35) ; il note sur son carnet les remarques que lui inspirent les conversations des paysans vendéens au café (pp. 37-38). Un an plus tard, dans un village briard, il accumule encore des réflexions sur la vieillesse, l'optimisme et le pessimisme, les conditions de la vie campagnarde (pp. 53-64). Revenu définitivement, mais clandestinement, à Paris, au début de 1942 (après avoir sacrifié sa célèbre barbiche), il aime à déambuler dans les rues qui évoquent pour lui tant de figures disparues et tant de souvenirs de toute une vie bien remplie ; et ce sont tantôt des évocations de la vie parisienne (pp. 87-89, 107, 119, 156, 173, etc.), tantôt des souvenirs du lycée Condorcet (pp. 91 sq.) ou du Lapin agile (p. 118) et un nombre considérable de personnages esquissés d'un trait sûr, tantôt enfin des discussions sur l'art, sur Manet, Degas, Monet, Lautrec, Signac Vuillard, etc. Une fois de plus, le nombre des sujets et des hommes évoqués me fait regretter l'absence d'un index analogue à celui que Claude Aveline a dressé

1. *Luc et quelques autres* : n° 11, mars-avril 1947, pp. 152-153 ; *Né en 76* : n° 38, septembre-octobre 1951, pp. 149-152 ; *Sans remords ni rancune* : n° 50, septembre-octobre 1953, pp. 146-148.

avec tant de minutie pour les *Trente ans de vie sociale* d'Anatole France...

★

Mais il est clair que ce que le lecteur cherche avant tout dans ce livre, ce sont les impressions de l'auteur sur les événements qu'il vivait, plutôt que les rêveries et les évocations d'un passé heureux par lesquelles il cherchait à s'évader d'un présent détestable. Comme on pouvait s'y attendre, Francis Jourdain, avec sa modestie coutumière, ne donne que très peu de détails sur ses aventures personnelles : on trouvera pourtant un bref récit de son arrestation manquée au printemps de 1941 (pp. 50-52) et quelques indications trop brèves sur son rôle dans la Résistance (pp. 137 sq). Mais ce qui est important ici, ce sont les réactions de notre ami en face des événements et l'analyse profonde et sensible qu'il fait de l'attitude des Français sous l'occupation.

Comment ne signalerais-je pas tout spécialement dans cette revue les pages profondément émouvantes que Francis Jourdain consacre à Paul Langevin (pp. 44-47) ? J'en extrais quelques lignes, en regrettant de ne pouvoir citer tout le passage :

Langevin n'est pas déchaîné, Langevin est passionné et sage, possédé de sagesse, obstiné dans son bon sens, fort d'avoir raison, sûr du pouvoir de la raison, sûr que vaincre, c'est d'abord convaincre. [...] Combien je le chéris d'être aux antipodes de ces raseurs que leur souci de passer pour des surhommes rend, ma parole, aussi embêtants que des dieux ! Elle est adorable, la bonhomie avec laquelle Langevin use sans abuser de l'autorité qu'il doit bien moins à sa gloire qu'au magnifique et plaisant équilibre réalisé entre son intelligence et sa sensibilité. [...] Impossible d'être moins *cher maître*. Il ne sait pas qu'il est un héros. Son courage est gentil. Son courage et sa gentillesse l'accompagneront jusqu'au bout du chemin que lui ont tracé les exigences de sa raison et la générosité de son cœur. Un cœur tendre. Langevin est un héros au cœur tendre. Trop humain pour être épique, il est trop tendre pour être marmoréen (p. 46).

Aux pages suivantes, c'est le récit de l'arrestation de Gabriel Péri (pp. 49-50) ; plus loin, c'est le contact avec le Front national, le récit des réunions clandestines et les silhouettes d'Henri Wallon, Joliot-Curie, Pierre Villon, Pierre Brossolette, Jean Moulin (pp. 138-148). Pour nous qui avons vécu cela, rien ne peut mieux nous rappeler les rendez-vous de la clandestinité que le récit que Francis Jourdain nous en fait, marquant de traits ironiques les aspects burlesques qui en cachaient le tragique.

★

En face de la Résistance, voici à présent la collaboration, et le ton du gentil Francis change :

Certains « intellectuels » dont la servilité ne saurait attendre, écrit-il dès l'hiver 1941, se sont hâtés de fonder une feuille grâce à laquelle la production de l'excrément dépasse la limite des consommateurs, une certaine *Gerbe* dont l'ineptie fait naître le sourire aux lèvres crispées du vieil homme (p. 68).

C'est surtout contre les artistes et les écrivains qui se laissèrent aller à la lâcheté de la collaboration qu'il manifeste son indignation (pp. 161 sq). Je retiendrai de ces pages virulentes quelques lignes qui n'ont rien perdu de leur actualité puisqu'aujourd'hui, dans une situation sans doute différente, le même « alibi » sophistique du rapprochement franco-allemand sert à camoufler de nouveau de lâches compromissions. Voici donc ce qu'écrit Francis Jourdain des « collabos » de 1943 :

Ce genre de « hardie » soumission, le vieil homme sait de quels sophismes il se pare. Ces farouches indépendants travaillent (qu'ils disent !) au rapprochement franco-allemand. Comme si la lâche acceptation du joug nazi pouvait avoir rien de commun avec la réconciliation de deux peuples. La pratique de l'internationalisme ne consiste pas à trouver aimable le mal qui vient de l'étranger (pp. 165-166).

Je ne puis que signaler d'un mot l'analyse vivante et aiguë que donne Francis Jourdain du racisme de Gobineau (pp. 210-216) et son jugement sur Maurice Barrès (pp. 216-221).

Mais je dois tout particulièrement marquer l'importance du chapitre qui raconte la libération de Paris (pp. 223-241). Seul un homme aussi profondément imprégné que Francis Jourdain de l'esprit parisien pouvait évoquer avec cette simplicité l'héroïsme bon enfant de la capitale dressée contre les nazis. Quelques phrases suffiront à en donner une idée :

> Le combattant d'aujourd'hui, c'est le passant d'hier, et le badaud d'hier meurt aujourd'hui dans la peau d'un héros. L'héroïsme n'est pas une profession, ni une spécialité. L'héroïsme nécessite moins d'apprentissage que le commerce, et le commerçant se transforme volontiers en héros. La boulangère a, pour une heure ou deux, quitté sa boutique. On ne peut pas être à la fois à la foire et au moulin. D'un mot accroché au bec de cane, elle a prévenu sa fidèle clientèle : « *La boulangère est à la barricade* ». Tout comme la concierge prévient qu'elle est dans l'escalier.
>
> La boulangère est à la barricade !.. Enfoncé, le père Hugo ! Vallès lui-même n'eût pas trouvé mieux, dans le genre candeur sublime (p. 235).

Et le livre se termine sur le retour de Francis Jourdain dans son appartement qu'il avait dû quitter en 1941 et dont les nazis ont pillé la bibliothèque...

René Maublanc

P.-S. — Je rappelle qu'une édition spéciale de *Jours d'alarme* a paru sous les auspices des Amis du Livre progressiste, édition reliée et illustrée de très belles photographies sur l'occupation et la libération de Paris.

Jean Delay : **Etudes de psychologie médicale,** 1 vol., in-8° de 257 pages. Paris, P.U.F., 1953.

Trois sortes d'études : sur les principes de la psychopathologie, sur des problèmes de psychologie, sur des méthodes thérapeutiques, nous sont ici présentées.

C'est à propos d'articles sur H. Claude et sur Ribot, ou sur le rôle du diencéphale, que J. Delay définit sa doctrine. Il s'agit d'un vitalisme, donc d'une doctrine éclectique, pour laquelle l'esprit est l'aspect dynamique de l'énergie vitale, tandis que le corps constitue la structure organisée. Le diencéphale a dans ce complexe le rôle prééminent de susciter et de diriger l'énergie.

Cette position n'est pas sans présenter certains dangers. Le premier sera de ne pas toujours marquer avec force les caractéristiques des théories exposées. Il en est ainsi, notamment, pour celle de Ribot. Sans doute Ribot a-t-il accordé à l'affectivité et aux tendances un rôle important, sans doute a-t-il suivi Jackson dans ses conceptions sur la dissolution. Mais il ne faut pas passer sous silence le matérialisme de Ribot, et l'assimiler à un Freud ou à un Bergson. Car si sa théorie des tendances l'apparente de loin à ces auteurs, Ribot n'a jamais été jusqu'à en faire des forces immatérielles.

Un autre défaut de cette orientation réside dans la méconnaissance du rôle énergétique des échanges du sujet avec le milieu. C'est le diencéphale qui joue ce rôle pour J. Delay. Mais s'il est vrai que les fonctions végétatives et émotionnelles ne peuvent se passer de son concours, on ne saurait affirmer qu'il en est le centre. Est-il juste de dire par exemple qu'il est « le centre de l'éveil de la conscience » ? Peut-on comprendre la prise de conscience indépendamment de l'activité nerveuse dans sa totalité, dans ses relations avec le monde ?

L'article sur les agnosies est certainement l'un des plus riches. Il distingue l'anesthésie des sensibilités élémentaires (tactile, thermique, douloureuse, etc.) et l'agnosie des perceptions différentielles (intensité et appréciation des relations spatiales). La notion pavlovienne d'analyseur sensoriel paraît à J. Delay susceptible d'expliquer ces phénomènes. Il croit pouvoir admettre, en outre, des agnosies sans lésion des analyseurs, sortes d'asymbolies, au cours desquelles l'incapacité de reconnaître l'objet s'accompagne de la reconnaissance normale des formes et des matières. Cette distinction des divers niveaux de l'agnosie est intéressante. Ils correspondent vraisemblablement aux ni-

veaux de l'adaptation : réflexes conditionnels, perception, langage. Mais peut-on admettre que les asymbolies soient indépendantes d'un défaut de fonctionnement dans les analyseurs sensoriels ? N'y a-t-il pas entre les divers niveaux, tout distincts qu'ils soient, des rapports impliquant un substrat physiologique ?

Dans une série d'articles très documentés sont examinés les procédés du diagnostic et de la thérapeutique psychiatriques. L'utilisation des tests permet d'éviter des confusions de diagnostic :

> Il serait pourtant dangereux de leur accorder une valeur décisive, car leur emploi comporte de multiples causes d'erreur.

L'article consacré à la caractériologie passe en revue diverses classifications, s'inspirant des notions cliniques, des théories constitutionalistes, et des conceptions génétiques de type freudien : il ne suffit cependant pas, pour être objectif, de faire sa place à chacune d'elles. L'écart qui existe entre elles est révélateur de la confusion qui existe en ce domaine de la caractériologie, et du besoin pressant où nous sommes d'étudier la genèse de cet ensemble d'attitudes qui orientent le sujet dans le cours de sa vie.

L'étude des médications de choc vise à déceler leur mécanisme. Il s'agirait d'une stimulation de type humoral, s'exerçant par l'intermédiaire des centres diencéphaliques. L'orientation est analogue dans l'analyse des effets de la psychochirurgie, qui agirait sur les relations cortico-hypothalamiques. J. Delay constate la dégradation générale, chez les lobotomisés, des facultés de création, de l'attention, de l'intérêt au futur. Il conserve cependant sa confiance à une psychochirurgie prudente. Un dernier article expose les principes de la psychosomatique. Les émotions-chocs et surtout les tensions émotionnelles peuvent perturber la plupart des systèmes physiologiques et provoquer des maladies mentales. De là l'idée que la prise de conscience du lien entre l'émotion et la maladie pourrait guérir cette dernière. Selon le principe de la psychanalyse, le défoulement, à la suite de la narcoanalyse, serait source de rééquilibration. On voit assez, par ces exemples, l'orientation à la fois mécaniste (psychochirurgie, médications chimiques) et spiritualiste (psycho-somatique) de cette thérapeutique.

On se trouve en fait en présence d'un livre des plus révélateurs de cette psychologie du « juste milieu », aujourd'hui si répandue. Elle fait leur part à l'hérédité et au milieu, à l'âme et au corps, à Freud et à Pavlov. Elle a un défaut majeur : bien qu'elle s'essaye à comprendre le mode d'action de certaines médications (électro-choc, acide glutamique, lobotomie), on constate qu'elle arrête trop tôt l'analyse déterministe. Elle l'arrête sur des notions — constitution, pulsions, affects — qui laissent se manifester cette « force organisante » qui d'un autre nom s'appelle l'âme incarnée. Ce n'est possible que si on laisse dans l'ombre un grand nombre d'interactions entre le sujet et le milieu, *notamment le milieu social*, qui pourraient rendre compte de la formation des tendances et du caractère, tout comme de certaines maladies. La recherche du déterminisme ainsi interrompue, la thérapeutique ne saurait être aussi efficace qu'il serait possible. Le problème est capital : ce n'est qu'en dépassant ce néo-empirisme que constitue le vitalisme que la psychologie pourra jouer pleinement son rôle.

P. Malrieu

A. Sternfeld : **Le Vol dans l'Espace cosmique,** traduit du russe par P. Kolodkine. Collection Tout Savoir. Paris, les Editeurs Français Réunis, 1954.

Contrairement à ce que laisserait supposer toute une abondante production de récits d'anticipation, en très grande partie, hélas ! importée des U.S.A., les livres de vulgarisation scientifique relatifs à la navigation interplanétaire, à l'astronautique, sont très rares en France. Le

lecteur curieux de ces questions trouve dans les publications de « Science Fiction » de longues descriptions d'un étrange avenir, où les astéroïdes de la Voie lactée deviennent propriétés de plaisance des riches représentants d'un capitalisme nécessairement éternel, où des robots « presque humains » s'affairent gentiment au milieu d'appareils aussi mystérieux que perfectionnés, tandis que des gangsters non moins éternels que le capitalisme jettent le trouble dans cet éden mécanisé avec leurs astronefs ultra-rapides qui, le plus souvent, peuvent remonter ou descendre le cours du temps. Jamais, par contre, ce lecteur ne trouvera d'explications bien précises sur toutes ces machines nouvelles et la science a finalement bien peu à faire dans ces évasions vers le futur [1].

Parmi les livres à prétentions plus sérieuses, qui ont récemment paru, celui de M. Ducroq, *L'Humanité devant la navigation interplanétaire* (Calmann-Lévy, 1947), oblige à de nombreuses et graves réserves, tant pour ses insuffisances scientifiques que par ses théories malthusiennes et pessimistes sur la prétendue loi logistique de l'humanité. La petite étude de M. Richard-Foy, *Voyages interplanétaires et énergie atomique* (Albin-Michel, 1947) dont nous avons rendu compte ici-même, offre l'exemple d'un travail consciencieux, bien documenté, mais trop limité. Le gros livre d'Alexandre Ananoff, *L'Astronautique* (Arthème Fayard, 1950) fournit, par contre, une mise au point assez complète, mais il est un peu touffu en raison de sa richesse même et contient des développements techniques d'un niveau déjà assez élevé.

Il faut donc louer les Editeurs Français Réunis d'avoir fait traduire du russe le petit ouvrage de vulgarisation du savant soviétique A. Sternfeld qui, sous un format plus réduit et dans un style très accessible, constitue une excellente introduction à ces problèmes. On sait, du reste, le rôle extrêmement important joué par les savants russes dans les recherches relatives à l'astronautique, et en particulier, par Constantin Tsiolkowski. On sait aussi que ces recherches commencées dès le début de ce siècle ont été systématiquement encouragées par le gouvernement soviétique. C'est à Moscou notamment que s'ouvrit en 1927 la première exposition internationale sur les voyages interplanétaires.

Depuis cette date les progrès de l'astronautique ont été extrêmement rapides en U.R.S.S. qui, comme le note M. Ananoff dans son livre, a toujours conservé son avance en ce domaine, et aussi dans d'autres pays, en liaison souvent avec les recherches suscitées par l'utilisation militaire des fusées (notamment en Allemagne pendant la dernière guerre et aux U.S.A. actuellement [1]).

On arrive maintenant à lancer des fusées jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres d'altitude, ce qui permet une exploration détaillée des hautes couches de l'atmosphère. Des expériences de plus en plus nombreuses sur les animaux et les hommes ont rendu possible l'étude des effets des accélérations extrêmement brutales qu'il faudra communiquer aux astronefs pour qu'ils puissent assez rapidement atteindre la vitesse qui leur permettra de quitter la terre. Sternfeld parle d'accélérations égales à 80 fois celle de la pesanteur, à 80 g, qui ont été subies sans suites mortelles, par des chiens pendant 5 minutes, et les Américains viennent, sur des rails spéciaux, d' « expérimenter » les pilotes de leurs avions à réaction jusqu'à 22 g (avec ceintures et masques spéciaux pour éviter la déchirure des tissus et particulièrement des lèvres). La liaison entre la terre et l'astronef et même

1. On pourra se reporter, pour une étude plus détaillée de ce genre de littérature, aux articles de Pierre Villadier, dans *la Nouvelle Critique* (nos 56, 57) sur « *Science Fiction* » et *Littérature d'anticipation.*

1. Indiquons, à ce propos, que le chef du service des engins radio-guidés du centre de Radstone (Alabama) est le créateur de la V2, Werther von Braun, qui a été appelé à ce poste, après les hostilités, par le gouvernement des Etats-Unis

le radiotéléguidage (dans le cas de premières fusées lancées d'abord sans passagers) semblent possibles à réaliser depuis l'expérience fameuse de 1946 où l'on put observer avec le radar la réflexion d'ondes de 2 m. 70 envoyées vers la lune. D'autre part les travaux sur les combustibles (et, en particulier, sur le propergol dont s'est spécialement occupé Sternfeld), sur la structure la plus favorable des fusées (fusées simples, fusées-gigognes ou fusées à étages multiples se détachant successivement), sur les planeurs pouvant parachuter au retour les passagers et les instruments, ont quitté le stade théorique pour entrer dans celui des premières réalisations pratiques.

Avant même que l'énergie atomique puisse être utilisée dans les astronefs (ce qui donnerait une beaucoup plus grande source d'énergie, mais pose de nouveaux problèmes très complexes), avant même peut-être que soient construits ces satellites artificiels de la terre qui constitueraient des relais très précieux, il est donc possible que dans un avenir prochain, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un projectile soit lancé hors de la sphère d'attraction terrestre vers un astre voisin. Ce premier pas franchi, même si la fusée est téléguidée et ne contient que des instruments d'observation, l'astronautique sera effectivement née et les étapes suivantes (voyages avec passagers, voyages avec escales dans les planètes voisines) se succèderont sans doute assez rapidement, jusqu'à l'étape, beaucoup plus lointaine, semble-t-il, qu'évoque Sternfeld à la fin de son livre et où l'homme pourra quitter le système solaire pour aller vers les étoiles les plus proches.

Paul LABÉRENNE

Oleg PISSARJEVSKI : **Nouvelles découvertes des savants soviétiques.** Paris, Collection « Etudes soviétiques », 1954.

Le petit livre que vient de publier la collection « Etudes Soviétiques » est un véritable chef-d'œuvre de vulgarisation au contenu extrêmement riche. Ecrit dans une langue simple et accessible à tous, il réussit à donner en 80 pages de petit format des renseignements précieux et souvent détaillés sur les récentes et extraordinaires découvertes de la science soviétique dans de très nombreux domaines.

Bien que cette étude néglige les sciences mathématiques et physico-chimiques (sans doute à cause des difficultés d'exposition qui leur sont propres), bien que, dans les matières auxquelles l'auteur a voulu la limiter, elle soit loin d'être complète (en ce qui concerne la médecine, par exemple, elle ne parle ni des greffes de la cornée de Filatov, ni des méthodes d'accouchement sans douleur), la moisson qui a été choisie est si abondante et si lourde de nouveaux espoirs qu'elle suffit largement à démontrer avec éclat toute la puissance et toute la vitalité des recherches scientifiques en U.R.S.S.

Mais si cette démonstration est tellement convaincante, c'est aussi parce qu'Oleg Pissarjevski n'est pas un vulgarisateur ordinaire, se contentant de souligner le caractère inattendu d'une découverte ou de broder audacieusement sur une vue d'avenir, mais qu'il sait mettre en évidence les caractères spécifiques de la science soviétique : ses liens étroits avec la société socialiste et avec les problèmes pratiques qui s'y posent, sa juste orientation théorique grâce à une connaissance toujours plus profonde du matérialisme dialectique de Marx et de Lénine, son développement systématique enfin grâce à l'appui constant du gouvernement, du parti communiste et de la population toute entière de l'U.R.S.S.

> Tous les Soviétiques, écrit O. Pissarjevski (p. 3), sont unis par la communauté des buts à atteindre, des tâches à accomplir. Tous ils considèrent la science comme l'un des principaux moyens permettant d'atteindre ces buts qui sont déterminés par la loi suprême de la société socialiste : tout pour le bien de l'homme !

C'est ce sentiment profond de la valeur humaine de la science qui donne à de nombreuses pages de cet exposé une résonance toute particulière, un accent pres-

que lyrique, tandis que l'auteur nous conduit successivement des grandes découvertes cosmogoniques avec leurs applications à la géologie, aux recherches des biologistes sur l'origine de la vie et la possibilité de reconstituer les tissus vivants, et, enfin, à l'étude de l'hérédité et aux modifications volontaires des espèces végétales ou animales.

Un livre qui ne peut se résumer en quelques lignes, mais qu'il faut lire et qu'il faut faire lire autour de soi.

Paul Labérenne

Léonard de Vinci et l'expérience scientifique au XVI[e] siècle. Colloque international organisé par le Centre national de la recherche scientifique du 4 au 7 juillet 1952. Paris, P.U.F., 1953.

Deux grandes manifestations ont marqué en France la célébration du cinqcentième anniversaire de la naissance de Léonard de Vinci. Les historiens de la Renaissance lui ont consacré leur congrès international de 1952, qui s'est tenu à Blois. Le C.N.R.S., sous la présidence de M. Lucien Febvre et sous la direction de M. Koyré, a d'autre part, organisé la même année à Paris un colloque international sur l'œuvre scientifique du grand artiste toscan.

Seules jusqu'à présent ont été publiées les communications faites à ce dernier colloque par les dix-huit savants de diverses nationalités qui y ont pris part (en y comprenant L. Febvre et A. Koyré) : G. Sarton, M. Johnson, P. H. Michel, R. Klibansky, G. de Santillana, P. Francastel, P. Sergescu, R. Dugas, V. Ronchi, M. Daumas, R. Gille, F. Sherwood Taylor, R. Hooykaas, F. S. Bodenheimer, E. W. Belt.

Les éditeurs du recueil ont jugé bon de publier, en outre, en appendice, la communication d'André Chastel au Congrès de Blois sur *Léonard et la Culture* et ils ont eu raison, car cette étude, bien qu'elle soit loin d'élucider complètement la question, a du moins le mérite de poser le problème des rapports de Léonard avec l'humanisme de la Renaissance et des liens entre la science et l'art dans son œuvre, problème qui a été abordé par les participants du colloque de Paris d'une façon beaucoup trop épisodique et généralement malheureuse.

La spécialisation très étroite de ce colloque a facilité, en fait, chez certains savants une prise de position réactionnaire sur l'importance de l'œuvre scientifique de Léonard et, par là, sur l'importance de la Renaissance tout entière. On a vu, notamment dans l'exposé de l'Américain Sarton, réapparaître les thèses les plus extrêmes de Duhem sur Léonard que Sarton qualifie finalement de « fruit le plus riche du moyen âge ».

Contre ces thèses se sont élevés très rigoureusement M. Johnson et G. de Santillana. Ce dernier, notamment, proteste avec énergie (p. 55)

> contre tout un effort concerté des biographes, qui se prolonge dans les célébrations officielles du Capitole en avril dernier [en 1952], pour faire de Léonard un bien-pensant, comme pour faire de Galilée un conspirateur.

Bien que les exposés de ces deux savants attachent peut-être une importance exagérée aux sources helléniques de la pensée de Léonard, sans s'occuper suffisamment, à notre avis, des causes historiques et sociales qui le poussaient, comme tous les humanistes de cette époque, à remonter à ces sources, c'est dans leurs développements que l'on voit le mieux, sans doute, se préciser la véritable personnalité du grand artiste.

M. Koyré lui-même, du reste, n'a pu s'empêcher, dans son rapport final, de noter, avec une nuance de regret, que le colloque s'était surtout déroulé en fonction de « l'œuvre admirable, bien que très contestable, de Pierre Duhem » (p. 237) et, en particulier, de ses *Etudes sur Léonard de Vinci, ceux qu'il a lus et ceux qui l'ont lu.* Précisant sa pensée, il a critiqué plus loin « l'image tout à fait invraisemblable » de Léonard, que Duhem avait cherché à introduire dans l'histoire

de la science. Il n'a pas craint enfin de défendre le mot même de Renaissance que bien peu de participants au colloque avaient osé employer et de rappeler que (p. 241)

à certains égards, ainsi en ce qui concerne son humanisme sans fissure et son indifférence entière en face de la conception chrétienne du monde, Léonard parachève une inspiration fondamentale, bien que rarement réalisée, de la Renaissance.

Ces quelques protestations restent malheureusement trop isolées ou trop timides. Le gros livre publié par le C.N.R.S., s'il est riche en documents et peut fournir au chercheur de précieux outils de travail (certains articles purement techniques, sur les instruments scientifiques notamment, sont excellents) est bien loin de nous restituer, même sur le plan plus limité de ses travaux scientifiques, le vrai visage de Léonard. Les quelques pages du savant soviétique Dynnik que *la Pensée* a publiées l'an dernier [1], nous donnaient des vues beaucoup plus justes et beaucoup plus profondes, tant il est vrai que toute l'érudition du monde ne sert pas à grand'chose, si les savants qui l'utilisent se laissent influencer par des idéologies réactionnaires qui finissent par leur cacher la réalité historique.

Paul LABÉRENNE

Pierre BROCHON : **le Livre de colportage en France depuis le XVI[e] siècle. Sa littérature. Ses lecteurs.** Paris, Librairie Gründ, 1954.

Voilà un beau, un bel et bon livre.

Le raisonnement commercial de l'éditeur a consisté ici, j'imagine, à publier en tirage limité, et pour un prix confortable, une collection de belles illustrations, assortie d'une présentation scientifiquement garantie. De tels volumes, dont les plus courants sont les catalogues des grandes expositions, sont de nos jours assurés d'un succès immédiat, sont même l'objet d'une spéculation dite bibliophilique.

Dans la mesure où Pierre Brochon faisait la description de ce qui nous reste de l'ancien livre de colportage, en l'accompagnant d'une anthologie, son propos cadrait avec celui de son éditeur : celui-ci s'est borné, semble-t-il, à compléter l'illustration, pour le plus grand plaisir de nos yeux, mais au prix de quelques fantaisies chronologiques dont P. Brochon n'est certainement pas responsable (on aurait pu aussi éviter les coquilles qui déparent un livre soigné).

Mais l'essentiel n'est pas là. Le principal mérite de ce volume est de mettre pour la première fois en pleine lumière l'intérêt, l'importance du livre de colportage dans l'histoire de la littérature et de la civilisation. La mode, dans nos universités, est au dédain ou du moins à l'ignorance de la littérature « populaire ». Le folklore français est étudié par des spécialistes dont les travaux restent ignorés des historiens de la littérature française. Or, il semble bien que, malgré les affirmations d'un Bédier, les grandes œuvres de notre moyen âge ne sont compréhensibles que si l'on connaît l'arrière-plan de la littérature orale. Et même, peut-on dire, à toutes les périodes de notre histoire, la « belle littérature » comme la musique ne prend force qu'en se retrempant dans l'invention populaire.

Le colportage n'est pas, à vrai dire, le folklore : bien des œuvres qu'il a diffusées, dans les quatre siècles de son histoire (depuis la découverte de l'imprimerie jusqu'au Second Empire) n'étaient pas écrites pour le peuple. Néanmoins le choix fait par les éditeurs du colportage est révélateur des goûts d'un public qui devint de plus en plus large, et dans l'interaction entre ce public et ses fournisseurs on peut suivre ce que P. Brochon appelle à juste titre

la formation de la sensibilité esthétique du peuple français et par là de sa culture natio-

1. A. DYNNIK : « *Les idées philosophiques et esthétiques de Léonard de Vinci* », article paru dans la revue soviétique *Questions de philosophie*, n° 4, 1952, et publié en traduction française par *la Pensée*, n° 47, mars-avril 1953, pp. 99-107.

nale [...]. Le colportage est un phénomène social étroitement lié aux mœurs nationales, et, bien qu'il ne soit pas propre uniquement à la France, c'est un élément de la tradition nationale de la France au même titre que les traditions folkloriques dont il est très proche.

Ne disposant en réalité que d'une soixantaine de pages pour son texte, P. Brochon ne pouvait, en plus de l'histoire et de la description du livre de colportage, que se borner à des indications succinctes sur les problèmes posés par cette littérature. Sans doute laissera-t-il insatisfaits ceux qui s'attendaient à un ouvrage détaillé. Il a su en voir pourtant beaucoup d'aspects, et M. Georges Rivière, conservateur du Musée national des arts et traditions populaires, n'exagère pas en écrivant dans sa préface :

Dans leur plan chronologique, trois de ses plus importants chapitres éclairent d'un jour nouveau le développement culturel des derniers siècles. Les incidences économiques ne sont pas négligées. Partout règne un parti de mettre en relief les classes sociales.

Il signale à juste titre que le présent travail est le fruit de recherches étendues, comme le prouvent les riches indications, les suggestions fréquentes, qui font de cet ouvrage un *point de départ* pour de multiples travaux.

L'anthologie qui complète le volume est loin, forcément, de donner une image complète de la littérature de colportage. Elle montre cependant comment ces humbles œuvres reflètent les joies et les misères du peuple, et posent aussi tout le problème de leur interprétation, à la lumière d'une histoire beaucoup plus poussée des classes sociales que celle dont nous disposons actuellement.

Il n'est peut-être pas sans intérêt pour les lecteurs de *la Pensée*, qui connaissent déjà Pierre Brochon, de savoir que c'est un jeune instituteur, et qu'il a défriché seul un terrain presque neuf. On voit par son exemple que la France possède d'innombrables ressources en hommes pour la recherche scientifique. Il suffirait de leur permettre matériellement de s'employer à plein.

Jean VARLOOT

Martine MONOD : **Le whisky de la reine.** Roman. Paris, les Editeurs français réunis, 1954. 253 pages.

On a plaisir à retrouver en volume cet excellent roman que connaissent déjà les lecteurs des *Lettres Françaises*.

Martine Monod raconte la vie d'une Anglaise entre 1890 et 1918.

1890, c'est la fin du règne de Victoria, « la vieille dame » qui fait de la propagande contre l'abus de l'alcool et vide sa bouteille de whisky chaque nuit. Deux hommes symbolisent la société victorienne, d'une hypocrisie étouffante. Martin White, d'abord, chapelier londonien, père d'Annabel, notre héroïne... Martin White ne connaît dans la vie que l'argent. La respectabilité est le seul frein qui contienne ses vices. Figure assez impressionnante, il est fait pour torturer tous ceux qui dépendent de lui. Il épouse une jeune fille de seize ans, Mary. Il ne suscite en elle que l'horreur et la haine, et comme elle est incapable de satisfaire ses vices, il la délaisse, puis la prend en grippe, parce qu'elle lui donne une fille, au lieu d'un fils qu'il attendait. Mary, isolée et réduite en esclavage, tombe dans les bras du premier séducteur venu. Alors Martin combine froidement un guet-apens pour la perdre et lui arracher son enfant. Etre faible et falot, elle meurt d'émotion.

C'est ainsi qu'Annabel va grandir sous la coupe d'un père détesté, dans une Angleterre au faîte de sa puissance impériale qui s'est fabriqué un Dieu et une morale capables de justifier l'exploitation du monde. Le jubilé de la reine, la guerre contre les Boers, le changement de règne, tels sont les grands événements qui s'impriment dans la mémoire de l'enfant.

A dix-sept ans Annabel est devenue une jeune fille d'une beauté exceptionnelle. C'est alors qu'entre dans sa vie Merrill le père, l'autre monstre victorien, vieillard septuagénaire, puissant capitaliste, l'un des cinquante qui dirigent l'empire et dont le roi n'est pas. La beauté est, comme on sait, en régime capitaliste, une valeur négociable. Merrill le

père découvre Annabel, et décide de s'offrir avec son or cette dernière fantaisie. Il achète Annabel à Martin White.

Mais Annabel n'est pas Mary ; elle ne sera pas une victime, elle a hérité de son père un caractère de fer. Après avoir accepté le mariage pour échapper au domicile paternel, elle évite de justesse le lit du vieillard en fuyant le soir même de ses noces.

Elle se réfugie chez une ancienne domestique mariée à un pêcheur, John Smith, un ancien de la guerre des Boers, marqué à jamais par l'horreur de ce qu'on lui a fait faire dans cette guerre coloniale.

Que va devenir cette jeune fille de dix-sept ans qui vient de rompre tous ses liens de dépendance et dont la beauté est tentante ? La logique de la vie voudrait que la formidable puissance dont elle a tenté de se libérer la ressaisisse, ou qu'elle soit broyée dans l'étau des préjugés victoriens. Car, aux yeux de cette société, en revendiquant son indépendance, elle a commis le pire des crimes.

Mais l'auteur donne ici le petit coup de pouce romanesque à la réalité.

Annabel sauve un enfant en risquant sa vie, et elle va être accueillie dans la famille du petit pendant trois ans.

Le père, César Pozzalini, Italien marié à une Anglaise, dirige un théâtre provincial. Annabel coule chez lui une vie heureuse. Mais les affaires du théâtre périclitent. Pozzalini ne sait pas qu'une haine puissante agit pour que ses spectacles soient sabotés par le circuit dont il fait partie. Merrill le père se venge.

Finalement, Pozzalini répond aux appels de son frère, émigré en Amérique, et qui fait fortune dans une industrie nouvelle, le cinéma.

Nous sommes en 1910, Annabel franchit l'Atlantique avec les Pozzalini et va s'installer dans la banlieue de Los Angeles, dans une bourgade en construction, Hollywood. Elle y rencontre l'homme de sa vie, le metteur en scène Stanley Howard. Elle devient une grande actrice de cinéma ; sa beauté et son talent aident les Pozzalini à vaincre dans la lutte au couteau que se livrent les trusts. Son bonheur dure jusqu'à la guerre. Alors les horreurs qui se passent en Europe les hantent, elle et Stanley. Ils tentent d'exprimer leur protestation dans leurs films. Mais l'Amérique est saisie à son tour par la propagande belliciste. Stanley, traité de lâche et de traître, finit par s'engager. Annabel va connaître jusqu'à la paix l'angoisse désespérée de millions de femmes. Stanley, un jour, cesse d'écrire. Longtemps après l'armistice, Annabel apprendra que Stanley, malgré ses protestations, a été envoyé contre les bolchéviks et que, dans la région d'Arkangelsk, une balle l'a frappé dans le dos, comme il arrive parfois aux « mauvaises têtes ».

Annabel part pour l'Europe, sentant qu'il lui reste beaucoup à apprendre et à comprendre, ce que justement Stanley avait compris au moment de mourir.

Le roman s'arrête là. Martine Monod nous racontera-t-elle dans un autre livre comment Annabel a compris à son tour, et ce qui en est résulté ? Je le souhaite vivement pour ma part. Elle conte admirablement, en un style unissant à la verve l'humour qui sied à un roman sur la vie anglaise. Son livre se lit avec plaisir d'un bout à l'autre, sans un moment d'ennui. Bien mieux, on rit ; et ce rire cingle l'hypocrisie, la bassesse, la brutalité des bourgeois victoriens et des capitalistes d'Hollywood. Martine Monod a l'art, propre aux maîtres, d'évoquer beaucoup de choses en peu de mots. Il est remarquable que ce petit livre réussisse à peindre de façon aussi vivante deux milieux sociaux très différents. Les personnages sont dessinés avec une grande justesse psychologique, aussi bien les rôles secondaires, comme la pittoresque servante Thérèse Clarke, que les premiers rôles. Et le dialogue est toujours savoureux. Ce sont là des dons supérieurs de romancier. La finesse, l'humour, la poésie, que voulez-vous de plus ?

Ce que je voudrais de plus, si j'osais formuler un souhait, ce serait que Martine Monod utilise encore mieux des dons aussi brillants. Qu'elle se contente

d'un seul sujet. On a beau avoir le don du raccourci et la rapidité, c'est une gageure de peindre à la fois en 250 pages l'Angleterre victorienne, et la naissance de Hollywood. Peut-être sa peinture de la société s'imposerait-elle davantage si elle se concentrait. Notez que les résultats qu'elle obtient déjà sont d'autant plus magnifiques qu'elle a choisi le genre le plus difficile, le roman historique (j'entends, celui qui plonge dans le passé). Genre que l'on pourrait croire démodé et qui reste si souvent conventionnel. Martine Monod le fait revivre et a évité les écueils habituels du genre. Ses personnages vivent, et elle fait passer en leur compagnie des heures délicieuses.

Jean-Louis Lecercle

Roger Boussinot : **Aérodrome.** Roman. Paris, les Editeurs Français Réunis. 1954. 417 pages.

Notre littérature classique a échoué dans la peinture du paysan français. Par là elle est inférieure à la grande école réaliste russe (Tolstoï, Gorki). Quelques-uns de nos plus grands romanciers et conteurs, Zola, Maupassant, ont noirci le paysan. Il semble que le nouveau réalisme français soit en voie de combler ce vide : Pierre Gamarra, Marie-Louise Barron par exemple. Et voici que Roger Boussinot entreprend à son tour de nous conter la vie d'un village de la Gironde. Car l'aérodrome est un prétexte ; il est là comme symbole de l'éveil des paysans aux idées nouvelles, au progrès, et le contenu du livre est beaucoup plus riche que ne l'indique le titre.

1937 — Un camion, transportant un avion destiné aux républicains espagnols, tombe en panne près de Saint-Eauze. Les paysans aident à le faire repartir, et pour la première fois de leur vie, ils ont l'occasion de voir de près un avion.

Nous sommes en plein Front Populaire. Le gouvernement : Pierre Cot, Jean Zay, Léo Lagrange, encourage le développement de l'aviation populaire, et chez les paysans de Saint-Eauze naît l' « idée de fonder leur « aroclube », de construire leur « arodrome ». Idée réalisée avec tout l'enthousiasme de l'époque. Mais le Front Populaire se désagrège ; les paysans sont abandonnés à eux-mêmes, « l'arodrome » revient à l'état de prairie.

Juin 1940 — Saint-Eauze connaît les heures d'angoisse de la défaite. Un aviateur français qui tentait de gagner l'Angleterre, est tombé en panne, et vient se poser à Saint-Eauze. D'autres avions vont atterrir de nuit pendant l'occupation, avec l'aide des résistants, pour emmener vers Londres de mystérieuses personnalités. Puis les Allemands découvrent l'existence de l'aérodrome. En 1944 la population fait prisonnier le détachement préposé à la garde du terrain.

Et nous arrivons aux années 50. L'aérodrome a repris vie, mais il a une autre destination. C'est l'armée américaine qui l'occupe, et les paysans mènent la lutte contre les expropriations.

Ainsi l'histoire de l'aérodrome est-elle le fil conducteur de l'histoire de Saint-Eauze, village du Bordelais, entre 1937 et 1953.

Malgré la grosseur du volume, Roger Boussinot a su maintenir l'intérêt jusqu'au bout. J'ignore trop le monde paysan pour décider s'il s'est trompé ici ou là. Mais je sais qu'il donne constamment l'impression de la vie réelle, et j'ai beaucoup appris dans son livre.

Tous les personnages sont des gens du peuple, des simples gens, si l'on excepte le hobereau, qui est lui aussi un homme de Saint-Eauze. Et il faut féliciter l'auteur d'avoir choisi la voie difficile, car ce sont les simples gens qui sont les plus délicats à peindre. Il y a derrière nous des siècles de tradition romanesque qui nous ont habitués à disséquer les états d'âme des gens cultivés. Mais cherchez des romans où les héros soient d'un bout à l'autre des paysans, considérés avec sympathie, comme des hommes, et non comme des animaux attachés à la glèbe, vous n'en trouverez guère. La route est neuve. Un monde nouveau se découvre :

le paysan français, le vrai, débarrassé de tous les clichés, de tous les fards, de tous les mythes utilisés par la bourgeoisie à ses fins politiques.

Roger Boussinot montre bien que le paysan n'est pas cet être figé, immuable, et pour tout dire conservateur dont tant de farceurs, et même des écrivains importants, comme Péguy, ont célébré la « robuste santé morale » et le « rude bon sens ». Chez le paysan aussi les idées cheminent, péniblement certes, parce que le village est borné, parce qu'il n'y a pas de livres, parce que la bourgeoisie laisse pénétrer seulement sa presse et sa radio pour abrutir. Mais la vie est là qui force à réfléchir ; la lutte de classes pénètre au village ; le grand propriétaire profite des malheurs de la guerre pour reprendre des terres à la famille du fermier prisonnier ; les malins s'enrichissent par toute sorte de combines, et le paysan honnête voit clairement que c'est à ses dépens.

Mais sa lutte séculaire contre « les gros » resterait sans espoir si on ne lui montrait pas des solutions qui dépassent son village. Et ces solutions, ce sont les ouvriers qui les lui apportent. En 1937, un ouvrier parisien, de retour de la guerre d'Espagne, vient travailler au garage de Saint-Eauze, pour remplacer Fernand le garagiste qui vient de s'engager à son tour. Bob ne va rester que quelques mois, mais ce sera suffisant pour implanter dans le village quelques idées qui vont germer et fructifier pendant la résistance. Après la guerre, le Parti communiste s'organise dans Saint-Eauze, et nous suivons le travail, les initiatives, les illusions, les erreurs de Fernand, devenu secrétaire de cellule. Fernand ne sait pas toujours s'y prendre avec ces paysans foncièrement républicains, mais soucieux de savoir jusqu'où on les mène et de ne pas s'en laisser conter ; et pourtant il avance, il avance même si bien que les fascistes locaux finissent par l'assassiner, en camouflant le meurtre en suicide, comme il est arrivé réellement en Vendée.

Tout cela est passionnant. Et il faut être surtout reconnaissant à l'auteur de nous avoir si bien rendu l'atmosphère du Front Populaire, tel que les paysans de Saint-Eauze pouvaient le voir en 1937. Quels espoirs il avait éveillés chez ces républicains, et quelle déception a suivi ! Quels espoirs nouveaux à la libération, quelle déception encore ! Et cependant ce n'est plus la même chose, parce que l'expérience grandit et que le Parti est là pour la faire fructifier. Peu à peu naît la certitude d'un avenir meilleur ; le peuple ne sera pas toujours la dupe ; un jour « l'arodrome » sera le bien des paysans de Saint-Eauze ; il servira à la grande culture comme en U.R.S.S., il servira à embellir toute leur vie.

On pourrait chicaner Roger Boussinot sur des détails, trouver telle page trop longue, telle autre trop sommaire, tel personnage, par exemple l'Yvette, la femme du Choupol, insuffisamment éclairé. Mais la vérité est que son livre nous laisse sur notre faim parce qu'il nous ouvre l'appétit. L'auteur découvre un monde, et l'on ne décrit pas tout un monde, même en 400 pages. Il reste beaucoup à dire. Roger Boussinot a fixé son projecteur sur quelques points. Il faut qu'il continue. La matière est riche, inépuisable. Le nouveau réalisme français, le réalisme socialiste, a entrepris de peindre la vie quotidienne. Tâche enthousiasmante ! Mais quel travail ! Roger Boussinot enregistrera certainement un succès. Pour ma part je n'oublierai pas le personnage du Choupol, la figure qu'il a fait vivre avec le plus de soin et d'amour.

Jean-Louis Lecercle

Pereira Gomes : **Esteiros.** Paris, les Editeurs Français Réunis, 1954.

« Magnifique évocation », dirait-on de ce livre si on le parcourait avec l'esprit d'un amateur de « pittoresque », avec son manque d'humanité.

Mais nous, pour qui les couleurs, la beauté d'un ciel, la désolation sauvage

d'un coin de terre n'ont de signification que parce que l'homme y est présent, nous le trouvons bouleversant.

Le thème est l'exploitation féroce d'une bande de tout jeunes garçons portugais sur la rive du Tage, sur cette terre devenue inhospitalière, que baignent de minuscules canaux nommés *esteiros* ;

des garçons qui ressemblent à des hommes et n'ont jamais été des enfants.

Le grand cri qui monte de ce livre, c'est plus que la plainte physique des hommes, enfants ou non, en proie à la détresse : c'est l'appel de la dignité humaine offensée, la protestation contre la déchéance, sœur de la misère solitaire et désespérée.

Nous maudissons les bourreaux du peuple portugais que Pereira Gomes dénonce de sa plume d'écrivain, contre qui il a lutté comme militant jusqu'à la mort, ceux qui font dire à une mère, sans larmes devant la fuite même de sa fille :

Ça devait arriver tôt ou tard... Elle ne gagnait même pas sa nourriture.

Nous maudissons les monstres qui obligent des hommes à *mendier leur travail*, à implorer la permission d'accomplir de dures besognes pour un salaire de famine :

...Et, dans les autres tuileries, les terrassiers eux-mêmes ne purent entrer, malgré la voix tremblante qu'ils prenaient pour supplier.

Les jeunes vagabonds qui, l'été, travaillent aux tuileries, et l'hiver, vivent de rapine, sont méchants, à l'occasion. Toute leur morale est de ne pas se faire prendre sur le fait. Pourtant, dans la bande où chacun « travaille » pour soi, la fraternité naît, engendrée par la nécessité bien sûr, mais aussi par le besoin de cette affection et de cette justice dont l'enfance des déshérités a été totalement privée.

Le cœur de Gineto, chef de groupe et voleur réputé, s'éveille à la bonté, le jour où il se fait un ami de Joao, le misérable qui raconte comment son père voulait autrefois qu'il fût docteur.

Et Gineto regretta que le titre de docteur ne fût pas un objet qu'on pût voler.

Malgré toute la tristesse qui les entoure, et qui les gagne parfois, les enfants des *esteiros* ne sont pas des êtres prostrés. Ils n'espèrent certes pas en une société meilleure, incapables qu'ils sont de concevoir un tel bouleversement de leur milieu, mais ils ont d'humbles espérances, comme d'entrer un jour à la Grande Usine et de travailler sur de vraies machines, ou d'acquérir un vrai ballon de football, ou de porter un complet neuf qui plaise aux filles. Et ces espoirs naïfs, à la mesure de leur misère et de leur âge, les soutiendront jusqu'au jour certain où ils donneront, grâce au sacrifice de Pereira Gomes et de ceux qui continuent sa lutte, leur vrai sens aux paroles de Madalena :

La destinée des hommes, c'est eux qui la font.

Janine ANDRIEU

Howard FAST : **La Passion de Sacco et Vanzetti.** Traduit par Renaud DE JOUVENEL. Paris, les Editeurs Français Réunis, 1954.

Je ne sais pas à quel genre de bêtes sauvages j'ai affaire, mais je suis convaincu que ce sont des bêtes.

Cette déclaration de l'avocat des Rosenberg à propos de leurs bourreaux revient sans cesse à la mémoire quand on lit la *légende de la Nouvelle Angleterre*, que Howard Fast a écrite sur la passion de Sacco et Vanzetti. Du martyre du cordonnier et du marchand de poisson à celui des Rosenberg, en passant par le meurtre de Tom Mooney, des noirs de Martinsville, de Willy Mac Gee, c'est toute la tradition des supplices aux U.S.A. qui se trouve d'un seul coup évoquée, mise en relief.

De fait, au sujet du drame d'il y a vingt-sept ans, comme dans le cas des Ro-

senberg, nul ne saurait se méprendre sur le sens de l'exécution : il ne se peut agir ni le 27 août 1927 ni le 19 juin 1953 d'une erreur judiciaire : la seule erreur des bourreaux, des « bêtes sauvages », est d'avoir dans les deux cas compté sans le mouvement de la conscience universelle avec ses masses, ses intellectuels et ses simples gens, ses prêtres et ses laïcs. Ici comme là, des innocents enfermés des années durant dans leurs cellules ont connu mille morts avant la mort physique ; ici comme là, le sacrifice humain tendait à conjurer le sort, à chasser l'inquiétude morbide d'un monde agonisant, sans autre recours que le bourreau pour soigner sa grande peur.

Ils ont peur de ce qu'ils voient naître, grandir et se mettre en mouvement dans le monde entier... C'est pour cela qu'ils se livrent à cette démonstration. Ils nous disent : Nous tenons Sacco et Vanzetti et vous, vous qui parlez tant des syndicats et de la force des travailleurs organisés, vous pouvez crier, hurler, protester, pleurer ou gueuler, mais ça n'y changera rien. Criez autant que vous voudrez ! Ce soir, Sacco et Vanzetti mourront et que cela vous serve de leçon !

Comment s'étonner, dès lors, qu'il y ait moins de sens de l'honneur, moins de sentiments humains chez le Président des Etats-Unis que dans le cœur du gardien-chef de la prison ?

Par delà les circonstances, la tragédie de Sacco et Vanzetti, comme celle des Rosenberg, est le drame d'une « civilisation » placée devant l'inéluctable choix, — hommes ou bêtes sauvages, — et qui se condamne elle-même en condamnant les innocents. Et parce qu'elle a choisi, cette « civilisation », le clan des bêtes sauvages, l'humanisme se trouve du côté de ces deux héros des temps modernes dont les lettres de la prison sont écrites de la même encre que celles des fusillés, que celles des Rosenberg. L'humanisme, il est du côté du Professeur de Droit, comme de maître Bloch ou du juge Douglas, du côté des millions de simples gens, du côté d'Howard Fast contre tous les Mac Carthy.

Au demeurant, ce livre écrit comme un roman a la puissance d'une épopée. Howard Fast en a concentré l'action dans les vingt-quatre heures qui précèdent l'exécution des deux martyrs ; rien, pourtant, n'est moins fabriqué, — littérairement parlant, — que cette « légende ». Pas même l'anonymat donné aux figures autres que celles de Sacco et Vanzetti et de Madeiros : le Juge, le Président, l'Ecrivain, le Professeur... Cette désignation générique, outre qu'elle situe *socialement* les personnages et leur rôle, ajoute à la grandeur du drame ce qui fait son universalité, sa permanence dans un monde donné. Comme ce monde est étrangement resté le même à travers les ans, puisque les Sacco, les Vanzetti y meurent toujours grillés !

Quelque chose, pourtant, a changé. Le genre humain y voit plus clair. Tout clame, aujourd'hui, contre la rage des bourreaux, la ferme certitude qui habitait, voici vingt-sept ans, le cœur de Bartolomeo Vanzetti :

Est-il possible que les membres du jury, dont certains condamneraient leur mère en échange d'honneurs terrestres et d'argent, est-il possible qu'ils aient raison contre le monde entier, alors que le monde entier a dit que c'était faux et que je sais que c'est faux ?

Jean CAZALBOU